

L'ouverture de la frontière quarante ans après la création des deux Etats

Les Allemands se déplacent désormais librement de l'Est à l'Ouest

Effondrement

ET maintenant ? Une fois les brèches ouvertes dans le mur de Berlin et dans cette frontière interallemande aux affres de château-fort, la question demeure. Où en est-on ? Où va-t-on ? Les réponses ne sont pas aisées, ce qui explique sans nul doute la prudence des réactions occidentales, à commencer par celle du président Bush devant une histoire en train de se faire à grande vitesse mais dont on ignore encore l'aboutissement.

Pour confuse et déconcertante qu'elle soit, la situation n'en comporte pas moins quelques très sérieuses probabilités. La première, c'est qu'on va assister rapidement à la réunification économique des deux Etats allemands. L'engorgement est en place ; il ne va pas tarder à se mettre en marche : la RDA ayant promis à ses citoyens la libre circulation et des élections libres, le chancelier Kohl n'aura pas d'autre solution à bref terme que de tenir sa promesse d'aide massive à l'économie est-allemande.

S'il veut éviter l'irruption de centaines de milliers, voire de millions d'Allemands de l'Est sur le marché du travail ouest-allemand avec toutes les conséquences politiques que cela entraînerait, il faut que la RFA contribue à améliorer les conditions de vie des habitants de l'Est.

Deuxième constatation : les concessions consenties par M. Krenz donnent une idée de sa faiblesse. Le régime pourra-t-il survivre à des élections vraiment libres ? Et s'il tourne à la social-démocratie, quelle légitimité pourra-t-il bien conserver ? La réunification politique « de facto » ne se profile-t-elle pas à l'horizon, avec une entité économique allemande superpuissante, ce qui ne manquera pas de poser quelques problèmes aux partenaires de Bonn dans la CEE ? Car la RFA, si elle n'y prend pas garde, et si d'autres n'y prennent pas garde avec elle, risque, les années qui viennent, de se concentrer de plus en plus sur cette reconstruction d'une RDA en train de changer de nature, au détriment de la construction européenne et de l'aide à la Pologne et à la Hongrie.

Les Allemands, cependant, ne sont pas les seuls au monde, et l'aménagement de nouveaux rapports entre eux est une chose trop sérieuse pour qu'elle leur soit entièrement abandonnée. L'ordre européen et allemand qui est en train de s'écrouler à la suite du formidable échec économique des pays socialistes avait des garants. Ne serait-il pas temps qu'ils se concertent, se manifestent au grand jour et reprisent quelque emprise sur les événements ?

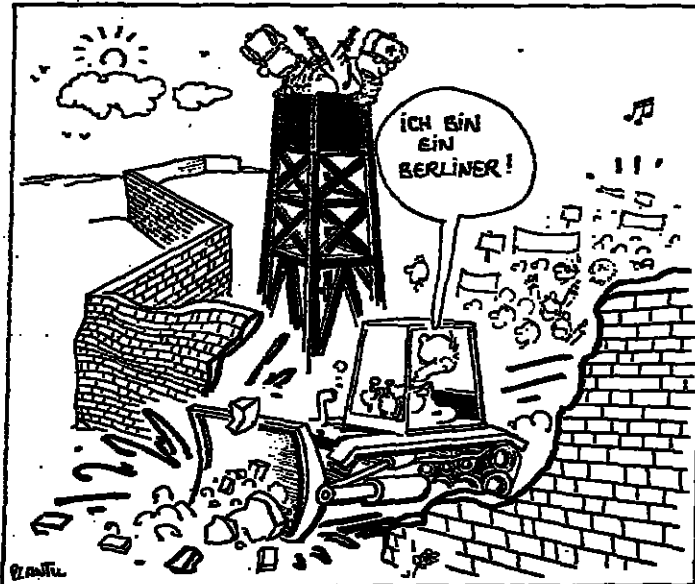
Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France seraient, en particulier, bien inspirés d'agir de concert avec Bonn avant de se faire surprendre par quelque initiative de M. Gorbatchev. M. Guerassimov, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a montré, jeudi, le bout de l'oreille. Interrogé à propos du prochain « non-sommet » Bush-Gorbatchev, qui doit avoir lieu les 2 et 3 décembre au large de Malte, il a simplement affirmé que cette rencontre pourrait s'intituler « de Valta à Malte ».

M0147-11110-4.50 F
3790147004500 11110

Quarante ans après la création des deux Etats issus du III^e Reich, les autorités de la RDA ont décidé l'ouverture de la frontière, et les Allemands se déplacent désormais librement de l'Est à l'Ouest. Les points de passage du mur de Berlin restaient ouverts sans formalités vendredi 10 novembre, les bureaux chargés de délivrer les visas théoriquement exigibles à partir de 8 heures étant débordés. La décision

de Berlin-Est d'autoriser la sortie de ses ressortissants sans conditions ni délais a été accueillie avec satisfaction dans toutes les capitales occidentales. M. Kohl a décidé d'interrompre sa visite officielle en Pologne afin d'assister, vendredi à un conseil des ministres extraordinaire à Bonn. Il a l'intention de se rendre également à Berlin-Ouest. Il devrait néanmoins regagner Varsovie dimanche matin.

- Une nuit à l'Ouest pour Kordula et Torgler
- Le symbole du partage du monde en deux camps page 3
- Les réformes politiques et l'élection du chef de l'Etat est-allemand
- Quarante ans de partition
- Le chancelier Kohl écoute son voyage en Pologne page 4
- Les réactions dans le monde et dans la presse française page 5
- M. Bush applaudit, mais avec retenue ; la déclaration de M. Roland Dumas page 40



89 bis

par André Fontaine

SEULS les imbéciles ne changent pas d'avis. Egon Krenz, il n'y a pas si longtemps, se félicitait de l'écroulement du printemps de Pékin. Il offre aujourd'hui à ses compatriotes le printemps en novembre. Sans avoir esquissé le moindre geste de résistance, il s'incline devant le déferlement du peuple est-allemand et lui ouvre toutes grandes, deux cents ans après la chute de la Bastille, les portes de celle où il était enfermé.

Le sinistre mur derrière lequel s'était retranché l'empire du froid n'a plus de raison d'être. Qu'il soit en garde un morceau comme souvenir de ce à quoi peut conduire la folie des hommes, il faudra se dépêcher de le démolir. Tant qu'il sera debout, en effet, la tentation subsistera d'en reboucher les issues.

Sans doute le nouveau chef du parti et de l'Etat est-allemand ne pouvait-il faire autrement. L'ampleur de l'exode en direction de l'Ouest, via Budapest et Prague, aurait ouvert les yeux du

plus aveugle. Et surtout, Gorbatchev, lors de sa visite à Berlin-Est il y a un mois pour le quarantième anniversaire de la RDA, avait clairement prévenu ses interlocuteurs qu'il ne leur fallait pas compter, en cas de troubles, sur le soutien de l'armée rouge. Il en avait même à toutes fins utiles informé le gouvernement de Bonn. Krenz a vite compris que, dans ces conditions, sa seule chance consistait, s'il voulait décourager ses administrés de prendre la tige, à essayer de désarmer leur méfiance. Et donc d'aller au-devant de leurs revendications en les laissant se déplacer à leur guise.

La population est-allemande lui a beaucoup facilité les choses. Les séges démonstratifs qui, parties des églises protestantes, ont jeté dans les rues des centaines de milliers de citoyens n'ont jamais connu le moindre débordement.

Lire la suite page 5

Nuit d'allégresse à Berlin

de notre envoyé spécial

Un morceau du mur de Berlin est tombé cette nuit. Des milliers de Berlinois et d'Allemands de l'Est ont franchi, aux premières heures du vendredi 10 novembre, les divers points de passage entre les deux parties de la ville pour se rendre quelques heures à Berlin-Ouest, où leur arrivée a suscité une gigantesque fête dans le centre-ville et aux abords du mur.

Le conseil des ministres est-allemand avait annoncé, jeudi soir, que tout citoyen de RDA pourrait dorénavant emprunter les points de passage le long de la frontière interallemande et, à Berlin, sur simple présentation d'un visa délivré à la demande dans les commissariats de police.

En attendant l'ouverture des bureaux, le 10 novembre à 8 heures du matin, la police avait

reçu l'ordre de laisser passer à partir de minuit toutes les personnes munies d'une carte d'identité à tous les points de passage entre les deux Berlins.

Annulée en début de soirée, presque en incidents, à l'issue d'une conférence de presse sur les travaux en cours du comité central du Parti communiste est-allemand, la nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre des deux côtés du mur. Vers 23 heures, des petits groupes, beaucoup de jeunes surtout, ont commencé, côté Est, à converger vers les points de passage, histoire de tester le terrain.

Les grilles étaient encore fermées, mais les policiers de faction, avec une bonhomie qu'on ne leur connaissait pas, confiaient que la frontière serait ouverte après minuit.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 3

De la Réforme à la révolution

par Daniel Vernet

« La question allemande reste ouverte aussi longtemps que la porte de Brandebourg est fermée », disait-il y a quelques mois M. Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale. La porte de Brandebourg vient d'être ouverte sous la pression d'une foule calme et déterminée qui, depuis des jours, demandait inlassablement la possibilité de voyager librement, de faire trois petits tours à l'Ouest et de rentrer chez elle.

Ouverte aussi sur une décision de la direction est-allemande prise de vitesse par un mouvement qu'elle a tenté d'abord de canaliser et auquel elle a été obligée de céder, pas à pas, pour s'être, pendant quatre décennies, figée sur la certitude qu'en socia-

lisme comme en tout, les Allemands étaient les meilleurs.

La porte de Brandebourg est ouverte, la question allemande n'est pas réglée pour autant, mais les données en ont été fondamentalement changées dans cette nuit du 9 au 10 novembre. Il était douteux que l'ébranlement provoqué en Europe de l'Est par la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev épargne la RDA.

Mais il y a quelques semaines encore, les dirigeants ouest-allemands se demandaient comment soutenir les forces réformatrices au sein du Parti communiste est-allemand, permettant une évolution progressive à Berlin-Est et un approfondissement des relations interallemandes, sans effrayer Moscou.

Lire la suite page 5

Un entretien avec le grand rabbin Sitruk

Au-delà de l'affaire des toulousains, les rapports entre l'école et les religions page 15 - section B

Fusion de Cointreau et de Rémy-Martin

Un « géant » français dans le domaine des spiritueux page 29 - section C

Un Picasso contre un Picasso

Le gouvernement autorise la sortie de France des « Noces de Pierrette » en échange de « la Célestine » page 18 - section B

La campagne au Brésil

La candidature de M. Santos écartée page 8
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

Amérique latine : la tentation néolibérale

Pour tenter de sortir de leur terrible crise des années 80, nombre de pays d'Amérique latine découvrent discrètement l'économie de marché

L'Amérique latine vit depuis le début des années 80 la pire crise économique qu'elle ait connue, exception faite de 1929. Seuls échappent à ce marasme la Colombie et le Chili. Certains pays sont davantage frappés : le Pérou, le Panama et le Nicaragua, Haïti et l'Argentine.

Pourtant, l'heure est aux restrictions des importations, obérant les capacités de développement futures, aux contractions après années des PNB (7 % désormais pour l'ensemble de la région par rapport à 1980, plus de 10 % pour la même période dans treize des « vingt Amériques latines »), à la diminution draconienne de la consommation privée comme corollaire de la baisse des revenus des particuliers, sala-

riaux notamment, à la chute des investissements des entreprises et du secteur public, à l'augmentation vertigineuse des chiffres de chômage.

Le déficit abyssal des budgets nationaux est l'une des principales causes d'une inflation dont la moyenne régionale, pour 1988, aura été de 472 %, et qui galope littéralement dans quatre pays : l'Argentine, le Brésil, le Pérou et le Nicaragua. Quant à la vie quotidienne des quatre cent vingt millions de Latino-Américains, elle frise l'intolérable pour 40 % d'entre eux, selon des statistiques concordantes. Seuls deux éléments tempèrent la rigueur de cette situation : l'emploi dit « souterrain » (28 % de la population active du Mexi-

que, selon une enquête récente, travaille ainsi « au noir ») ; et les subventions publiques à la consommation alimentaire et aux transports - qui, il est vrai, ne bénéficient qu'aux citadins et représentent, de fait, un fardeau pour les quelque cent cinquante millions de paysans du sous-continent.

JEAN-PIERRE CLERC

Lire la suite page 32 - section C

SANS VISA

An cœur du pays sikh

● La table ● Les jeux
pages 19 à 22 - section B

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

HÔTEL GEORGE V
31, AVENUE GEORGE-V. PARIS
47.20.48.27

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 190 dr. ; Inde, 50 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الاجل

هكذا من الامل

DÉBATS

Economie

La finance sous le regard de l'éthique

par Hugues Puel

La réflexion sur les rapports de l'éthique et de la finance nous est imposée par l'actualité : scandales boursiers, avec leurs enrichissements rapides sans autre cause apparente que l'accès privilégié à une information réservée ; argent de la drogue blanchi dans tous les paradis fiscaux de la planète ; mobilisation de sommes énormes autour d'opérations qui paraissent plus financières qu'économiques ou industrielles ; volumineuses dettes des pays du tiers-monde, mais aussi des Etats-Unis ; spéculations effrénées sur des valeurs (monnaies et titres divers) qui semblent avoir perdu toute norme.

Il paraît opportun d'argumenter le dossier des rapports entre l'éthi-

que et la finance, tant il est vrai que si l'éthique appréhende difficilement le monde de la finance, ce dernier apparaît peu ouvert à l'éthique.

Par éthique, j'entends ici l'agir humain en tant qu'il se donne un sens, c'est-à-dire à la fois une direction et une signification, la façon dont chacun fonde ce sens au point de vue philosophique ou religieux restant ouverte et plurielle. L'éthique se distingue donc de la morale, qui est le domaine des interdictions et des obligations. Elle ne s'identifie pas aux déontologies, qui sont les morales particulières des professions.

Le philosophe Paul Ricoeur caractérise très bien l'éthique

lorsqu'il la définit comme « le désir d'une vie accomplie, qui fonde l'estime de soi-même, avec et pour les autres, dans le cadre d'institutions justes » (1).

En matière d'économie, le vieux fonds éthique de la civilisation occidentale intègre avec difficulté toutes les dimensions de l'échange. Aristote considère l'économie comme l'autoproduction des biens et des services nécessaires à une communauté, l'échange n'étant qu'un reliquat. Pour lui, une économie orientée vers l'échange est une corruption de l'économie, une christianisme, c'est-à-dire un enrichissement dépourvu de sens. Le prêt à intérêt est interdit comme anti-naturel, puisque l'argent ne fait pas de petits.

La même condamnation est portée par le judaïsme, par l'islam et par le christianisme, avec des justifications identiques complètes de considérations religieuses. Il est curieux de retrouver dans l'analyse faite par Marx sur la valeur d'échange et l'extorsion de plus-value la même référence au texte fondateur d'Aristote. Le commerce n'est pas bien vu par un Thomas d'Aquin, qui le considère comme une occasion de péché, et le commerce de l'argent est en lui-même condamné. Qui affirmera que, même anciennes, de telles conceptions de la finance ne pèsent en rien sur les mentalités d'aujourd'hui ?

Le monde de la finance s'est considérablement développé à partir du seizième siècle, avec l'expansion du capitalisme commercial. Dans sa nouveauté, sa mobilité et sa complexité, le discernement éthique n'était pas aisé. Tandis que les théologiens catholiques s'accrochaient au principe de la condamnation du prêt à intérêt, quittaient à multiplier les exceptions excusantes d'une pratique qui se généralisait, Calvin introduisait une distinction remarquable entre le prêt à la consommation, qui devait rester gratuit, et le prêt à l'entreprise, qui, participant de la production de nouvelles richesses, pouvait légitimement donner lieu à une rémunération spécifique.

Le discernement éthique est devenu aujourd'hui encore plus difficile, à l'âge de l'ingénierie financière et de l'activité bancaire multiforme. Que penser des OPA et comment distinguer entre celles qui sont pur jeu d'argent et celles qui correspondent à des opérations de reconstitution industrielle nécessaires à la modernisation de l'activité et susceptibles de mobiliser un collectif de salariés ? Quel attachement au projet d'une entreprise et à sa culture, lorsque les

salariés savent qu'un coup de Bourse peut modifier en un instant la propriété du capital et la personnalité des dirigeants ?

Embusé de convictions et tourné vers le long terme, le regard éthique s'ajuste mal à l'incertitude de la finance et à son extrême mobilité. Avec les cotations en continu, toute information est dépassée au moment même où elle est communiquée. Dans un jeu aussi rapide, comment assurer l'équité dans l'accès à l'information ? L'activité spéculative répugne à l'éthique et, pourtant, elle semble indispensable à la gestion des trésoreries dans l'état actuel du marché des changes. Le jeu spéculatif apparaît aussi nécessaire comme contrepartie de la spéculation assurée et si le jeu n'est pas de soi immoral, son absence de finalité hors du jeu lui-même le met hors jeu de l'éthique.

L'argent des autres

La finance constitue ainsi pour l'éthique un monde difficile à appréhender. Est-elle un monde fermé à l'éthique ? Banquiers et financiers, eux dont l'activité professionnelle repose sur la confiance, disposent d'un argument en béton pour refuser tout questionnement éthique suscité de l'extérieur : « L'argent avec lequel nous travaillons est l'argent des autres ».

A partir de cette affirmation, qui est très largement vraie, s'organise un argumentaire du déni de responsabilité : ce sont nos clients qui exigent que leur argent soit employé avec le maximum de sécurité ; ce sont les entreprises qui font appel à nous pour assurer leur trésorerie et financer leurs projets ; c'est l'Etat qui décide de la réglementation de notre activité et qui enserme étroitement l'exercice de notre profession ; c'est la concurrence qui nous contraint à agir de la sorte... L'expérience faite du dialogue entre financiers et éthiciens vérifie à la fois la permanence de ce plaidoyer et la frustration des parties présentes d'un tel échange (2).

Si le questionnement éthique venant de l'extérieur est refusé, toute morale n'est pas exclue de la finance : la profession s'est même forgée une déontologie forte. (La parole d'un banquier l'engage sans recours à l'écrit par exemple). Néanmoins, on se demande parfois si elle ne connaît pas quelque affaiblissement. Mais, je l'affirmerais en commençant, la déontologie n'est pas l'éthique. Toute nécessaire qu'elle soit, elle relève de ce que le philosophe Bergson appelait la morale close, par rapport à cette morale ouverte qu'est l'éthique.

Des lieux de communication

Peut-on sortir de l'impasse de ce double procès ? Je crois que des pistes existent. En novembre 1987 s'est tenu à Paris, à l'initiative de l'épiscopat catholique, de la Fédération protestante et d'un collectif d'organisations non gouvernementales de développement, un colloque sur la dette du tiers-monde proposant un code de bonne conduite en matière de prêts à ces pays. Ce dialogue remarquable entre financiers responsables et militants de diverses confessions religieuses et tendances politiques a permis de faire progresser la conscience de tous sur le sujet (3). Autre exemple : sous la pression de congrégations religieuses et de militants tiers-mondistes, certaines banques ont lancé des produits financiers éthiques : les portefeuilles d'OPCVM excluant les participa-

tions dans des activités aux finalités douteuses du point de vue de la sauvegarde de la paix, de la morale et de l'environnement.

Paul Ricoeur soulignait l'importance des institutions justes pour la promotion de l'éthique. De ce point de vue s'impose la réforme du système monétaire international. La réalisation du système monétaire européen revêt à cet égard une réelle portée éthique. L'amélioration des règles de surveillance des opérations boursières constitue un effort de même nature.

Le développement d'études de cas d'éthique des affaires dans les écoles de commerce, pourvu qu'elles soient menées hors de l'esprit trop utilitariste qui préside la plupart du temps aux « business ethics » à l'américaine et dans un souci très ouvert de communication, peut aider à une montée de conscience dans le monde de la finance, tout en sachant ne pas céder à l'illusion socratique selon laquelle il suffit d'enseigner la vertu pour qu'elle soit pratiquée.

Animé des lieux de communication éthique devrait être le souci de tous ceux qui ne prennent pas leur part de la rupture entre éthique et finance. Pour avoir fréquenté et parfois suscité de tels lieux, j'en connais la difficulté et l'inconfort, mais aussi la force et la portée.

Hugues Puel, est secrétaire général de la revue *Economie et Humanisme*, auteur du livre *L'Economie au défi de l'éthique* (Cujas-Le Car, Paris, 1989).

- (1) Entretien avec Paul Ricoeur, *La Croix-L'Evénement*, 18 mars 1989.
- (2) Ethique des problèmes bancaires, *Le Supplément* 144, février 1983.
- (3) *Economie et Humanisme* n° 306, mars-avril 1989, « Le tiers-monde doit-il payer sa dette ? ».

TRAIT LIBRE

CETTE HISTOIRE DE FOULARD A ROS DES PROPORTIONS INCROYABLES...



Géopolitique

Faire revivre l'Europe centrale

Le 11 et le 12 novembre se réuniront à Budapest, dans le cadre de « l'initiative quadrangulaire », les ministres des affaires étrangères d'Italie, d'Autriche, de Yougoslavie et de

Hongrie. Les quatre pays veulent mettre en place une coopération organique dans les secteurs industriel, scientifique et technique, des transports et des télécommunications, de l'environ-

nement et de la culture. Ils souhaitent renforcer au niveau des Etats la collaboration déjà amorcée entre les régions dans le cadre de la Communauté Alpes-Adria.

par Gianni de Michelis

QUARANTE-CINQ ANS après Yalta, l'échec du modèle collectiviste provoque une nouvelle crise au centre de l'Europe, une crise dans laquelle sont impliqués les deux pays d'où sont partis les deux grands conflits de ce siècle, la Pologne et la Yougoslavie.

L'Europe de l'Est offre un spectacle à la fois inhabituel et inquiétant. Son problème est de gérer sans traumatismes une transition qui pour certains représente un espoir de survie et pour d'autres la certitude de disparaître. Comment organiser des régions qui découvrent presque soudainement qu'elles sont des patries, et d'autres qui, comme l'Allemagne de l'Est, n'ont pas réussi à le devenir ?

Ce processus peut être guidé si le noyau fort des Douze avance de façon accélérée vers l'union politique, ce qui signifie que la France et la Grande-Bretagne doivent tendre à une convergence complète sur l'Europe, en élargissant les perspectives de l'intégration jusqu'à inclure, en des temps, à des degrés et sous des formes divers, les pays de l'autre Europe.

Pour l'Union soviétique, on peut se demander si le communisme est la négation violente de son identité ou de sa religiosité ou bien le résultat d'une tradition autocratique et impériale. En revanche, nous avons toujours considéré l'Europe centrale comme faisant partie, à tous égards, de l'Occident. Nous devrions donc d'autant moins pêcher par excès de prudence ou manque de générosité face à sa tentative de revenir vers cet Occident auquel elle a été arrachée.

L'Europe centrale court le risque de se transformer en un lieu de désordres. Elle doit au contraire être un lieu de cohésion économique, sociale, culturelle, un modèle de coexistence : cette nécessité confère à l'Italie un rôle bien précis à ses frontières nord-orientales.

L'initiative quadrangulaire est lancée au moment où l'Autriche, posant officiellement sa candidature à la CEE, devra revoir en conséquence son rôle traditionnel de pont entre l'Est et l'Ouest : la Yougoslavie, depuis toujours hors des règles du jeu du monde communiste, a la dure tâche de sauvegarder d'un côté le pluralisme politique et économique, de l'autre, sa propre unité ; la Hongrie recherche des ancrages et des soutiens extérieurs à une révolution pacifique qui culminera l'année prochaine avec les premières élections libres à l'Est.

La maison et le village

Cette initiative devrait déboucher sur une coopération organique dans les secteurs industriel, scientifique et technique, des transports et des télécommunications, de l'environnement et de la culture, en instaurant des rencontres périodiques des ministres concernés ou de leurs administrations.

Il faut, avant toute chose, définir deux limites précises à l'initiative quadrangulaire : en premier lieu, elle n'a pas de caractère centrifuge par rapport aux systèmes d'alliances dont relèvent les quatre pays. Nous avons reçu, au contraire, des encouragements de la Communauté et de l'Alliance atlantique.

Le projet n'emend pas non plus se substituer à des objectifs plus ambitieux, mais-encore lointains, tels que l'élargissement de la Communauté européenne ou la construction de la « maison commune » européenne.

L'adhésion à la Communauté est un processus d'une grande complexité et je ne vois pas, exception faite peut-être d'un ou deux pays, comment d'autres partenaires pourraient se joindre aux Douze. C'est pourquoi nous travaillons actuellement à définir des formes d'association très étroites mais qui restent en dehors de la pleine adhésion.

En République démocratique allemande, le désir de liberté pousse de nombreux ressortissants à exprimer, en marchant, leur droit à l'autodétermination et à quitter leur pays. Nous voulons simplement espérer que seront prises en compte des aspirations collectives qu'il n'est plus possible d'ignorer, conformément au climat qui prévaut aujourd'hui en Europe. Nous croyons, comme le gouvernement fédéral, que la question doit être examinée dans la perspective de l'évolution générale des rapports entre les deux Europes, mais que, de toute façon, d'ores et déjà plus de liberté à l'intérieur, ainsi que plus de contacts avec l'extérieur sont nécessaires en RDA.

La maison commune de l'Europe n'est pas un édifice dont la construction est imminente. Les projets de M. Gorbatchev doivent être examinés avec réalisme et surtout graduellement, en pensant que les Européens, en dépit de leur héritage culturel commun, sont toujours divisés par cinquante années

d'histoire. Jacques Delors a bien cela à l'esprit lorsqu'il parle d'un « Village Europe ».

L'homogénéité idéologique venant à manquer en Europe centrale, et ne pouvant être remplacée par une restauration dynastique, il faut reconstituer un tissu unitaire là où le maximum de diversité est contenu dans le minimum d'espace. Il s'agit de faire revivre une partie de la réalité de l'ancien empire, ce « monde derrière les nations », qui n'était pas seulement une forme étatique mais un style politique.

L'acte final d'Helsinki pousse à la reconstitution de toute l'Europe par la réduction des armements, l'intégration économique, le respect des libertés fondamentales, objectifs que les associations régionales contribuent à rendre plus proches. En raison de la tradition historique, des affinités culturelles, de la contiguïté géographique, de la convergence graduelle des systèmes politiques et économiques, aucun terrain ne me semble plus apte que celui offert par les pays de l'initiative quadrangulaire.

Dans l'attente que les rivalités entre l'Est et l'Ouest ne nous apparaissent complètement dénuées de sens, comme celles qui, autrefois, opposaient Français et Allemands, commençons dès maintenant à reconstituer une partie de l'Europe centrale au moyen d'une stratégie flexible et tolérante, inspirée du sens de la mesure et du réalisme empirique ainsi que de la défense de l'individu contre toute tentation totalitaire et autoritaire.

Gianni de Michelis est le ministre italien des affaires étrangères.

Un colloque organisé par « le Monde »

Le Monde organise, lundi 13 novembre à Paris, un colloque sur le thème « Ethique et finance ». Après une intervention de M. Carlo De Benedetti, premier débat sera consacré à « Déontologie et nouveaux marchés financiers ». Il réunira MM. François Delavigne (directeur général de Techniques et gestion financière de la Compagnie financière Edmond de Rothschild), Francis Demer (professeur à l'université Paris-X), Bernard Jacquillat (professeur à l'université Paris-IX) et Etienne Pflimlin (président du Crédit mutuel).

Le second débat portera sur « La morale et les affaires ». Y participeront MM. Christian Giacomotto (président du directoire de la banque Arjel), Jean Pasquero (professeur à l'université du Québec), Hugues Puel (secrétaire général de la revue *Economie et Humanisme*), Jean-Marc Verme (président de Béghin-Syl) et Marc Vénot (président de la Société générale).

Le colloque se déroulera dans les salons du CFCE, 10, avenue d'Alsace Paris-16^e, entre 15 heures et 18 heures. Entrée sur invitation. Tél. : 42-47-87-99.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Woutte

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

La libre circulation entre la RDA et la RFA quarante ans après la division de l'Allemagne

Les points de passage du mur de Berlin, ouverts dans la nuit de jeudi à vendredi, devaient, selon les autorités est-allemandes, rester libres jusqu'à la fin du week-end. La décision de Berlin-Est d'autoriser la sortie de ses ressortissants sans conditions préalables a été accueillie avec une vive satisfaction dans toutes les capitales occidentales. Le chancelier Kohl a décidé d'interrompre sa visite en Pologne pour assister vendredi après-midi à un conseil des ministres extraordinaire à Bonn. Il devait regagner Varsovie dimanche matin.

Pour Cordula et Torsten quelques heures féériques à l'Ouest

BERLIN-OUEST

de notre envoyé spécial

Torsten Volkmann, vingt-sept ans, saxophoniste, et Cordula Bendemann, vingt-trois ans, assistante dentaire, sont sans doute ce vendredi 10 novembre parmi les gens les plus chanceux de la ville de Halle. Venu participer à un concert à Berlin-est, jeudi, ils ont été surpris par le rumeur qui se répandait en début de soirée : dans la nuit, l'accès à Berlin-ouest serait ouvert à tout le monde.

Berlin-Ouest, rêve inaccessible jusqu'ici pour ces deux jeunes gens du sud de la RDA. L'un n'a ni l'autre, n'ont de famille suffisamment proche pour pouvoir espérer un jour se rendre en RFA. Cordula avait bien essayé, à trois reprises, d'attendre les autorités pour aller rendre visite à une vieille tante, écrivain, du côté de Stuttgart. Chaque fois, elle avait dû y renoncer.

Pour Torsten et Cordula, les événements de ces dernières semaines en RDA ont aussi signifié qu'il allait peut-être devenir plus intéressant de rester sur place et de ne pas avoir trop à regretter tous les amis partis ces derniers mois. Mais de là à penser que l'on pourrait se retrouver tous une nuit, brutalement, à Berlin-Ouest... Pourtant, lorsque, après le concert, les deux jeunes se rendent, à tout hasard, à la frontière, « pour voir », il leur faut bien se rendre à l'évidence :

« Si nous avions été seuls ou quelques-uns seulement, nous aurions sans doute hésité à franchir le pas, reconnaît Cordula. Mais il y avait tellement de monde. On s'est mis dans la queue ».

Tout, ensuite, est allé comme sur des roulettes. Et à leur grand étonnement, Torsten et Cordula se sont brusquement retrouvés de l'autre côté, au milieu de la foule de Berlinois de l'Ouest, qui les ont ovationnés.

Le jeune saxophoniste s'étonne presque de cet accueil que, dit-il, il n'attendait pas vraiment, craignant que ceux d'en face puissent être, à la fin, incommodés, compte tenu des problèmes de chômage et de logement, par le nombre sans cesse croissant de réfugiés est-allemands arrivant à l'Ouest.

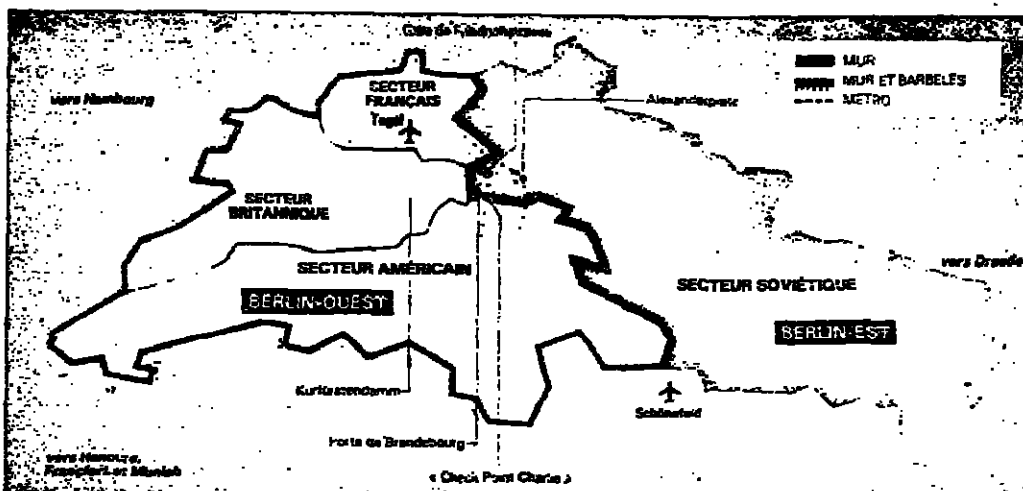
« Et pourtant, c'est l'étranger »

Que faire sur le pavé occidental quand on n'a en poche que quelques marks ouest-allemands ? C'est un peu de la chance, mais, finalement, l'envie de découvrir cette ville inconnue pousse à se rendre vers le centre, vers le Kurfürstendamm où, brusquement, on découvre la fête. La situation pour les deux jeunes est totalement invraisemblable. « C'est comique, tout le monde, nous et eux, parle allemand, et pourtant c'est l'étranger », remarque Torsten Volkmann. Etranger ? On leur a si souvent répété que la RDA avait réussi à être son propre modèle et que l'Allemagne de l'Ouest était un autre pays, qu'ils ont fini par s'habituer à cette idée.

A côté de Halle, ou même des soirées de Berlin-Est, le centre de Berlin-Ouest, ses cafés, ses vitrines, ses fontaines, ses milliers de gens amassés à 4 heures du matin dans les rues, à attendre que se présente un taxi, ou de se précipiter pour s'assurer que tout ça est bien réel, on appelle la maison ?

D'une cabine téléphonique, on arrive à obtenir la communication pour Halle avec le seul oncle qui a le téléphone. Il est déjà 2 heures du matin, mais l'occasion est trop belle. A l'autre bout du fil, l'oncle met un peu de temps à comprendre ce qui se passe et Cordula le rassure aussitôt : elle compte bien rentrer ce matin même et être à Halle, où sa petite fille d'un an et demi l'attend chez ses parents.

H. de B.



Nuit d'allégresse à Berlin

Suite de la première page

A l'heure prescrite, sur simple présentation du titre d'identité bien, chacun pouvait franchir sans plus de formalité la ligne de démarcation. Pour qui a connu les coils du Check Point Charlie, les longs moments d'attente, les fouilles, l'air renfermé des « Vopos » de service, il y avait quelque chose de totalement irréel. Tous les passages étaient envahis de centaines de personnes attendant sagement leur tour, de queues interminables de voitures Trabant et autres Wartburg de fabrication locale.

Débordés par le nombre, les policiers se contentaient de faire passer les gens par paquets, sans même, la plupart du temps, jeter un oeil sur les documents. « Il faut bien qu'il y ait un peu de changement là aussi », s'exclamait un officier rigolard au Check Point.

La plupart des gens ne comprennent pas encore très bien ce qui leur arrive, mais sans aucun doute, ils souhaitent être là pour ne pas rater ce moment d'histoire. La seule fois que je suis allée à Berlin, c'était avant le mur. Je me souviens d'une étonnante dame qui sortait d'une ambulance, générale consacrée aux réformes de l'enseignement.

Escalade du mur

Des badauds, venus par curiosité assister au remue-ménage, retournaient prestement chez eux chercher leur pièce d'identité pour se joindre aux autres. Les premiers à revenir encourageaient à les imiter ceux qui se demandaient encore ce qui tout cela signifiait et s'il n'y avait pas de risque. Certains s'interrogeaient : ne feraient-ils pas mieux de profiter de l'ambiance pour ne pas rentrer à l'est ?

Quelques-uns étaient d'ailleurs bien décidés à ne pas le faire, comme ce couple avec un enfant, parti en catimini avec une petite

valise à la main. Mais, pour la plupart, c'était seulement l'occasion d'aller faire un petit tour « en face », d'accomplir un rêve, une obsession de toujours : l'interdit devenait palpable.

A peine sorti des chicanes, on tombait sur des centaines d'autres Berlinois, ceux d'en face, venus fêter ces retrouvailles. Ils se bousculaient sur la ligne de démarcation en masse compacte, mouvante, bruyante, et contenaient avec difficulté cette fois par les gardes-frontières est-allemands. Il fallait se frayer un chemin à travers des dizaines de mains avides de toucher, de palper les arrivants. A la porte de Brandebourg, lieu de rencontre symbolique entre les deux Berlins, où l'avenue Unter den Linden se prolonge par l'avenue du 17 juin qui commémore le soulèvement de 1953 contre le régime communiste, des centaines de personnes s'étaient massées, là aussi, en attente.

Le passage de la fameuse porte était toujours fermé comme depuis vingt-huit ans, mais le mur ce soir-là, avait perdu de sa consistance. Des dizaines de personnes en profitaient dans la nuit pour l'escalader à cet endroit et aller faire un tour... à l'est.

Berlin-Ouest a été toute la nuit à la fête et le Sénat de la ville a même siégé en urgence aux petites heures du jour pour délibérer. En fait, il n'y avait pas grand-chose à dire. On a seulement décidé d'accroître pour les jours à venir, le nombre des autobus, qui circulent entre les divers points de passage vers le centre-ville, en prévision d'un nouvel afflux. Mais on peut pas laisser l'Histoire se faire sans délibérations.

Un cabine trompeur

Rendez-vous au Kurfürstendamm. Une fois passé le comité d'accueil des Berlinois de l'Ouest, il fallait bien aller quelque part ! Pour beaucoup, sans un réflexe ouest-allemand en poche, le balade n'a guère dépassé les alentours du mur : les quartiers un peu gauchistes où les bistrotiers ouverts sont rares à cette heure de la nuit. Au Check Point, le Musée du mur, qui retraçait les exploits de tous ceux qui ont tenté de le franchir par tous les moyens possibles depuis 1961 était fermé.

Mais les deux cafés qui l'entourent, pleins à craquer, faisaient des heures supplémentaires. Pour les autres, quoi de plus naturel, surtout lorsqu'on n'a encore jamais mis les pieds à Berlin-Ouest, que de se retrouver sur le Kurfürstendamm, le grand boulevard de la ville bien vite bloqué en tous sens par des milliers de Berlinois qui trinquaient à même la rue au champagne. Plus précipitamment que jamais les Trabant à deux temps que l'on commence à bien connaître maintenant en RFA après leurs campagnes de Hongrie et de Tchécoslovaquie étaient une fois encore à l'honneur. L'arrivée de chaque voiture déclenchait des tonnerres d'applaudissements et de klaxons. Berlin-Ouest était bruyamment en fête, avec tous ses restaurants fast-food déployés, ses vitrines opulentes et ses cafés cinquans.

Berlin-Est, et ses maigres éclairages, donnait au petit matin, au moment du retour, une curieuse impression de calme trompeur. On y entrerait d'ailleurs comme dans un moulin dans ce sens là aussi.

La totale liberté de déplacements qui a prévalu cette nuit folle était limitée jusqu'à 8 heures du matin. Vendredi, les Allemands de l'Est pouvaient continuer à se rendre comme ils le voulaient à

Berlin-Ouest (constitué par les secteurs d'occupation américain, britannique et français) s'étale sur 479 km² — plus de quatre fois Paris — et compte plus de deux millions d'habitants.

Berlin-Est, qui correspond au secteur d'occupation soviétique, et dont la RDA a fait en 1949 sa capitale, compte environ 1,2 million d'habitants sur 403 km².

Berlin, située à quelque 180 kilomètres de Helmstedt, la ville de RFA la plus proche, est accessible par trois couloirs aériens, trois autoroutes, trois voies ferrées et treize postes de passage.

apparemment, qu'il ne servirait à rien de tergiverser davantage...

Depuis vendredi dernier, tous les Allemands de l'Est qui le désiraient pouvaient librement gagner la RFA par la frontière tchécoslovaque, avec une simple pièce d'identité. Ils ne s'en sont pas privés : près de dix mille personnes par jour arrivent depuis en Bavière par cette « filière ».

Berlin-Est avait dû se résoudre à cette solution pour ne pas maintenir plus longtemps le blocage de la frontière avec la Tchécoslovaquie, et ne pas voir se renouveler les scènes de panique qui s'étaient produites à l'ambassade de RFA à Prague en septembre et octobre.

La décision d'aujourd'hui en est une suite logique et d'ailleurs officiellement justifiée par le désir de ne pas embarrasser des pays tiers avec les problèmes de la RDA. Le gouvernement n'avait pas vraiment d'autre choix et il devait en empêcher quelques bénéfices politiques. L'ouverture totale de la frontière jeudi comportait un risque limité. Il était trop tôt vendredi matin pour savoir si beaucoup de gens en auraient profité pour partir. On le saura seulement dans les jours qui viennent.

A l'inverse, la mesure devrait avoir un effet psychologique important. Pour la première fois depuis ces dernières semaines, le régime est-allemand apporte ainsi la preuve qu'il est prêt à aller concrètement de l'avant sur une question qui préoccupe depuis toujours la population.

La décision du gouvernement a aussi le mérite de placer les Allemands de l'Ouest et les Occidentaux devant leurs propres responsabilités. Les appels lancés jeudi soir aux Allemands de l'est par M. Schauble, ministre d'Etat à la chancellerie ouest-allemande pour leur demander de bien peser leur décision avant de quitter la RDA montre que l'on commence à Bonn aussi à s'inquiéter de la situation créée par la persistance d'un nombre important de départs à l'Ouest.

HENRI DE BRESSON

Le symbole du partage du monde en deux camps

1 400 kilomètres de fil de fer barbelé, de grillages métalliques avec système d'alarme électrique, et, jusqu'en septembre 1961, de champs de mines et de dispositifs de tir automatique, le tout protégé de minidons et d'épaveurs, longé par des Vopos et des chiens en patrouille. Bilan : 173 morts jusqu'en 1961, jusqu'à ce que la construction du mur enserrant les secteurs occidentaux de Berlin (français, anglais, américains) mette un terme à l'exode massif qui saignait la RDA (3 millions de personnes depuis 1945, 300 000 dans le seul mois de juin 1953, lors du soulèvement populaire à Berlin-Est). Et puis 79 morts encore depuis la construction du mur.

Des morts, mais aussi des milliers de fuites réussies grâce aux moyens les plus imaginatifs et les plus désespérés : escalade du mur, tunnels creusés par les fuyards de leurs propres mains, traversée de la Sprée à la nage ou en canot pneumatique, montgolfière artisanale, avion d'urgence agricole, etc.

C'est le 13 août 1961, à l'aube qu'après avoir fermé les points de passage entre les secteurs oriental et occidental de la ville, les unités de l'armée populaire est-allemande se mirent à dérouler les fils de fer barbelés sous le regard impuissant des Occidentaux et à empiler les parpaings de ce mur aujourd'hui couvert de graffiti côté Ouest et devenu la principale attraction pour touristes dans l'ancienne capitale du Reich.

Ce mur fut celui « de la honte » pour les Occidentaux, le symbole du partage du monde en deux camps, que virent dénoncer nombre de dirigeants, de John Kennedy à Ronald Reagan. Il fut, pour les est-allemands, celui « de la paix » qui protégeait le communisme des vagues déstabilisatrices de l'Occident. Il fut aussi, dès lors qu'on commença à y ouvrir quelques brèches extérieurement réglementées, le symbole de la politique d'« Abgrenzung », c'est-à-dire de la séparation de l'Allemagne en deux Etats, soutenue par la RDA et recueillie de fait par la République fédérale dès lors que fut lancée, à partir de 1969, la politique du « rapprochement à petits pas » avec l'autre Allemagne.

C'est en mars 1970 qu'a été négocié par les quatre puissances victorieuses (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS) l'accord sur le statut de Berlin, signé en septembre 1971 et entré en vigueur en juin de l'année suivante. Cet accord confirmait « les droits et les responsabilités » des quatre puissances sur l'ensemble de la ville. Les trois occidentaux maintenaient leurs gouvernements militaires ; l'URSS installait à Berlin-Est un « conseil général ». L'accord affirmait la liberté d'accès aux secteurs occidentaux depuis la République fédérale et la maintien de liens institutionnels entre Berlin-Ouest et la RFA, compte tenu du fait que les secteurs occidentaux ne « sont pas un élément constitutif de la

RFA ». L'accord prévoyait la possibilité pour les Berlinois de l'Ouest de se rendre en visite à Berlin-Est.

Ce texte qui fut ultérieurement complété par divers accords d'application « considérablement facilité la circulation des personnes entre les deux parties de la ville, très strictement réglementée, a, elle, subi ces dernières années les fluctuations de l'état des relations entre les deux Etats allemands ; la RDA a notamment à plusieurs reprises limité de fait les possibilités d'accès des occidentaux à Berlin-Est au moyen de l'augmentation de l'obligation de change aux points de passage.

Des querelles ont surgi à épisodes réguliers, à propos de divers accords inter-allemands auxquels la RDA tentait de soustraire Berlin-Ouest, de même qu'à propos de l'appartenance du secteur occidental à la CEE au même titre que la RFA. Le vocable officiel est-allemand n'a en outre jamais admis qu'une demi-ville seulement pût être la capitale de la RDA et parle de « Berlin » et non de « Berlin-est ».

Enfin des signes d'impénitence à l'égard des gouvernements militaires des trois puissances occidentales de quelle se sont manifestés ces dernières années dans certains secteurs de la population de Berlin-Ouest, même si les autorités de la ville et celles de la République fédérale n'ont évidemment jamais renoncé en cause la présence des alliés.

Camilo José Cela
La ruche

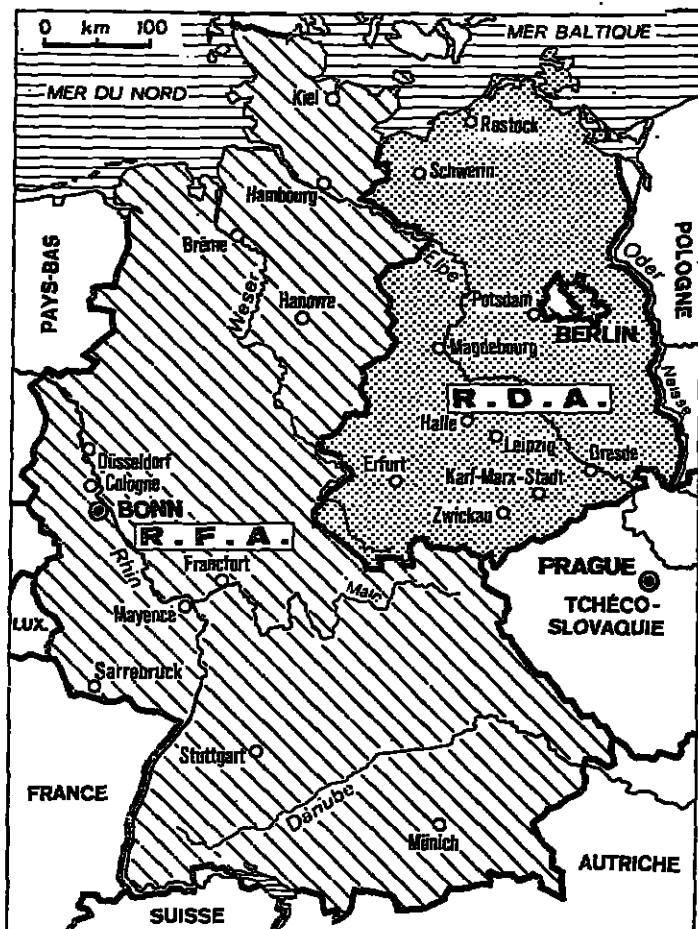
PRIX NOBEL

GALLIMARD

هكذا من الاصل

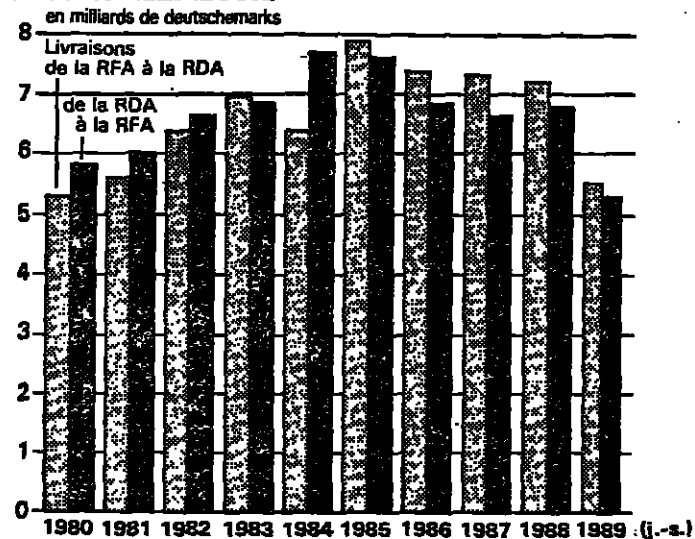
EUROPE

La libre circulation entre les deux Etats allemands



La frontière n'a jamais été totalement fermée entre les deux Allemagnes en matière économique et financière. S'il est resté modeste, le commerce interallemand a toujours bénéficié d'un statut à part. En vertu d'un protocole du traité de Rome datant du 25 mars 1957, les échanges de marchandises entre les deux Etats sont considérés comme faisant « partie du commerce intérieur ».

A condition qu'ils soient destinés à la consommation des Allemands de l'Ouest, les produits est-allemands entrent en RFA en franchise douanière. Le commerce entre les deux Allemagnes reste modeste : il représente seulement 1,4 % du commerce extérieur total de la RFA. Le gouvernement et les banquiers ouest-allemands ont pourtant toujours accordé à la RDA des conditions financières particulièrement avantageuses. La disparition du mur pourrait favoriser de nouveaux progrès dans le rapprochement entre les deux économies. La RFA compte 61,1 millions d'habitants, la RDA, 16,7 millions, selon les derniers chiffres disponibles, datant de 1987. D'après des évaluations officielles, l'écart de revenu par habitant entre les deux pays serait du simple au double environ. En 1987, le PNB par habitant était de 18 400 dollars par habitant et par an en RFA et de 8 000 dollars en RDA.



1945 : capitulation de l'armée allemande. L'Allemagne est découpée en quatre zones d'occupation.

Juillet-août : conférence de Potsdam, qui prévoit notamment de confier à l'administration polonaise les territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse, dans l'attente d'un traité de paix définitif.

1946 : avril : dans la zone d'occupation soviétique, le SPD et le KPD (Parti communiste allemand) fusionnent pour fonder le SED (Parti socialiste unifié).

1948 : 20 juin : réforme monétaire dans les zones d'occupation occidentales.

24 juin : les Soviétiques déclenchent le blocus de Berlin-Ouest, après l'introduction du mark occidental dans les secteurs occidentaux. Les Américains organisent un pont aérien qui, pendant près d'un an, assure l'approvisionnement de Berlin-Ouest.

1949 : 12 mai : fin du blocus de Berlin.

23 mai : entrée en vigueur de la Loi fondamentale et fondation de la République fédérale d'Allemagne. La Loi fondamentale bannit dans son préambule : « Le peuple allemand tout entier reste invité à achever, dans l'autodétermination, l'unité et la liberté de l'Allemagne ».

1950 : 7 octobre : Constitution de la République démocratique allemande.

1951 : 15 février : signature d'un accord commercial interzones qui règle les relations économiques entre les deux Allemagnes.

20 décembre : l'Assemblée générale des Nations unies charge une commission d'étudier l'organisation d'élections dans toute l'Allemagne. La commission n'est pas autorisée à entrer en RDA.

1953 : 17 juin : soulèvement à Berlin-Est et dans plusieurs villes de RDA. L'insurrection est réprimée par l'armée rouge.

1955 : 5 mai : entrée en vigueur des accords de Paris, qui mettent fin au régime d'occupation, proclamant la souveraineté de la RFA.

1958 : 27 novembre : l'URSS dénonce le statut quadripartite de Berlin et réclame la transformation des secteurs occidentaux en zone libre démilitarisée. Les puissances occidentales rejettent cet ultimatum.

1961 : 13 août : construction du mur de Berlin devant les alliés occidentaux impuissants.

1968 : 11 mai : la RDA se dote d'une nouvelle Constitution qui proclame que Berlin est la capitale de la RDA.

1969 : 11 juillet-septembre : le gouvernement fédéral renonce à la doctrine Hallstein ; il commence à négocier avec la RDA sur les questions de circulation et de trafic postal.

1970 : 19 août : rencontre d'Erfurt entre le chancelier Willy Brandt et le président du conseil des ministres est-allemand, Willi Stoph. Une deuxième rencontre entre les deux hommes aura lieu deux mois plus tard à Kassel. C'est le début de « l'Ostpolitik ».

1971 : 17 août-septembre : les traités conclus par la RFA avec l'URSS, puis avec la Pologne, normalisent ses relations avec ces deux pays.

1971 : 3 mai : M. Honecker succède à Walter Ulbricht.

1971 : 3 septembre : signature de l'accord quadripartite de Berlin (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS). Il fixe les droits et responsabilités des trois puissances occidentales pour les secteurs ouest-allemands et les lieux de ces derniers avec la RFA.

Les députés de la Chambre du peuple se réuniront lundi 13 novembre en séance plénière à Berlin-Est pour élire notamment un nouveau chef du gouvernement. Le 8 novembre, le Parti communiste (SED) avait désigné son candidat, M. Hans Modrow. Agé de soixante et un ans, il est le chef du SED pour la région de Dresde. L'agence officielle ADN précise que les députés éliront également un nouveau président du Parlement, en remplacement de M. Horst Sindermann, soixante-quatre ans, évincé mercredi du bureau politique. L'ordre du jour de la session, qui est la première depuis le début de la crise, prévoit en outre une discussion sur « la situation politique en RDA ».

Le futur chef du gouvernement a déclaré jeudi à Berlin-Est que l'enjeu de la crise n'était rien moins que l'existence du socialisme en RDA. « Il en va de l'existence du parti, de l'existence du socialisme (dans notre pays) et d'un socialisme renouvelé ». Devant le comité central, M. Modrow a présenté des propositions de réformes économiques et dénoncé « les erreurs d'appréciation et les lourdes fautes de la précédente direction », qu'il a accusée d'« embellir la réalité ».

L'agence ADN annonçait également jeudi que M. Hans Joachim Böhm, cinquante-neuf ans, avait été démis de ses fonctions de responsable du parti dans le district

de Halle, dans le sud-ouest de la RDA. Lors d'une réunion, il a été démis de ses fonctions de responsable du parti dans le district de Halle. Lors d'une réunion, il a été démis de ses fonctions de responsable du parti dans le district de Halle. Lors d'une réunion, il a été démis de ses fonctions de responsable du parti dans le district de Halle.

Par ailleurs, selon le quotidien à grand tirage ouest-allemand *Bild Zeitung*, deux cadres du PC est-allemand se seraient suicidés d'une balle dans la tête à la fin du mois

d'octobre. M. Mielitz, responsable du SED dans la ville de Bautzen, était un tenant de la ligne politique d'Erich Honecker, de même que M. Ube qui se serait donné la mort à Perleberg où il dirigeait la section locale du parti.

Rappelons, d'autre part, que le comité central du SED a décidé, jeudi, de convoquer une conférence du parti du 15 au 17 décembre (nos dernières éditions datées du 10 novembre).

Une conférence du parti est une sorte de congrès extraordinaire qui peut s'ouvrir entre deux congrès ordinaires pour traiter de questions urgentes. Elle peut modifier la composition du comité central.

Le prochain congrès ordinaire du parti est prévu en mai 1990.

La Chambre du peuple se réunira le 13 novembre pour élire le chef du gouvernement de la RDA

Le chancelier Kohl interrompt sa visite en Pologne

A peine arrivé à Varsovie pour une visite historique de six jours, le chancelier Helmut Kohl a décidé, vendredi matin 10 novembre, de regagner Bonn dans l'après-midi pour présider une réunion extraordinaire du conseil des ministres consacrée à la décision est-allemande d'ouverture des frontières.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

La visite polonaise n'est cependant qu'une interruption, et M. Kohl doit revenir à Varsovie dimanche matin, jusqu'à mardi. Le chancelier ouest-allemand, a expliqué son porte-parole, M. Hans Klein, « tient à prendre les mesures rendues nécessaires par l'évolution exceptionnelle de la situation en RDA, mais il tient aussi à faire comprendre que sa visite en Pologne est très importante ; c'est pour cela qu'il suspend sa visite mais ne l'annule pas ».

Les nouvelles en provenance de Berlin-Est avaient franchi cette fameuse ligne Oder-Neisse dont M. Kohl discutait justement jeudi après-midi avec M. Tadeusz Mazowiecki, le premier ministre polonais. L'annonce de l'ouverture totale des frontières de la RDA, la déferlante des fugitifs, faisaient passer au second plan une rencontre que le chancelier et son hôte polonais avaient tant souhaité.

Le chancelier devait pourtant à ses hôtes de ne pas annuler une visite préparée depuis deux ans, dont la mise sur pied avait fait l'objet d'intenses négociations, et dont les détails, jusqu'au dernier moment, avaient été controversés. Mais les préoccupations d'Helmut Kohl, jeudi, dans les salons d'un grand hôtel de Varsovie, étaient ailleurs.

Comment contrôler une situation qui menace de devenir chaotique ? Le chancelier a lancé un appel solennel aux dirigeants de la République démocratique allemande pour qu'ils « maintiennent en œuvre au plus vite des réformes souhaitées par le peuple ». Ces réformes comportent, selon lui, « l'instauration d'un pluralisme politique et syndical ». Temu au courant heure par heure de la situation à la frontière par M. Rudolf Seiters, ministre d'Etat à la chancellerie chargé du dossier des rapports avec l'Est, le chancelier réfléchissait encore jeudi soir à comment il pouvait au plus vite se rendre sur les lieux où se déroulent ces « événements dramatiques ».

« La roue de l'Histoire s'accélère »

M. Helmut Kohl indiquait également son intention d'avoir « le plus rapidement possible » un entretien avec M. Egon Krenz : « Ce n'est pas notre objectif de vider la RDA de sa population, a-t-il réaffirmé. Les solutions aux problèmes de la RDA ne peuvent pas être réglées à Bonn. La République fédérale est prête cependant à accorder « une aide économique importante à la RDA à condition que les réformes

soient rapides, profondes et réelles ». En continuant son propos, M. Helmut Kohl s'est fait soudain plus grave, plus solennel : « La période que nous vivons est historique, la roue de l'Histoire s'accélère. Il y a peu, on parlait de l'unité de la nation allemande comme d'un sujet intéressant la prochaine génération. Qui peut encore affirmer cela aujourd'hui ? »

Ce discours, le chancelier le tenait devant les très nombreux journalistes l'accompagnant dans son voyage en Pologne, auxquels s'étaient joints bon nombre de ses invités personnels : industriels, universitaires, personnalités politiques. L'émotion, le sentiment de vivre un moment décisif pour le peuple allemand, étaient partagés même par des journalistes plutôt enclins d'habitude au cynisme qu'au romantisme national. Le chancelier, de son côté, s'attachait à donner l'image d'un homme maîtrisant une situation extraordinairement mouvante et complexe : « Nous sommes sous le regard des autres, à l'Est comme à l'Ouest, a-t-il constaté. A nous de montrer que nous avons su tirer les leçons de l'Histoire ».

M. Helmut Kohl était venu à Varsovie pour entamer un nouveau chapitre de relations avec une Pologne que l'armée nazie avait écrasée il y a cinquante ans. Ses premiers entretiens avec MM. Tadeusz Mazowiecki et Lech Walęsa avaient montré que, si la confiance entre les deux pays se rétablissait après dix ans de stagnation et de méfiance, quelques points cependant restaient litigieux. Le débat ouest-allemand sur le caractère définitif ou non de la ligne Oder-

Neisse avait suscité de vives inquiétudes à Varsovie. M. Helmut Kohl s'est voulu rassurant. Pour lui, la base des relations entre la Pologne et la RFA, c'est le traité de Varsovie de 1970 qui garantit l'intangibilité des frontières occidentales de la Pologne.

Les espoirs polonais

Mercredi 8 novembre, à Bonn, le gouvernement avait fait voter par le Bundestag un texte reprenant les propos de M. Genscher devant l'Assemblée générale de l'ONU au mois de septembre dernier. Celui-ci affirmait que « le droit pour le peuple polonais de vivre dans des frontières sûres ne sera pas mis en question par nous, Allemands, ni maintenant ni dans l'avenir, par des revendications territoriales ». Le groupe parlementaire chrétien-démocrate s'était fait tirer l'oreille pour approuver ce texte, mais il avait été mis au pied du mur par les libéraux qui menaçaient de rompre la coalition si le CDU ne le votait pas.

Autre sujet délicat entre Bonn et Varsovie : la question du démantèlement par l'Allemagne des Polonais contraints de travailler en Allemagne sous le nazisme. Sur ce point, le chancelier s'est montré beaucoup moins ouvert : « Les personnes qui voudraient bénéficier de telles réparations doivent savoir que nous n'avons ni les moyens ni la volonté », a-t-il indiqué à ses interlocuteurs, qui faisaient valoir que le refus d'envisager ce problème pouvait susciter des sentiments anti-allemands dans la population polonaise.

Tonnerre d'applaudissements au Bundestag

L'annonce par la RDA de l'ouverture de la frontière inter-allemande a été accueillie, jeudi soir 9 novembre, par un tonnerre d'applaudissements au Bundestag, qui a interrompu son débat pour se consacrer à l'examen de la décision est-allemande.

Les premiers hommes politiques ouest-allemands à réagir ont salué cette mesure. Le chef du groupe parlementaire des Unions chrétiennes (CDU-CSU), coalition gouvernementale fédérale, M. Friedrich Kohl, a appelé la RDA à ne pas reculer devant le pas décisif de la destruction du mur de Berlin. Son homologue du groupe libéral (FDP, troisième partenaire de la coalition) a souhaité que la libre circulation s'effectue dans les deux sens des que possible.

Enfin, l'ancien maire de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen (CDU) a déclaré que ce jour était « le jour (qu'il) attendait depuis le 13 août 1961 » (date du début de la construction du mur).

L'ouverture du mur de Berlin et de la frontière inter-allemande est « un acte irréversible » et « le référendum sera une fête », a estimé de son côté, vendredi, le maire actuel de Berlin-Ouest, Walter Momper. Le maire de Berlin-Ouest a souhaité que les dirigeants est-allemands décident rapidement du principe d'élections libres et que le SED abandonne toute prétention au monopole du pouvoir.

Auparavant, le ministre à la chancellerie, M. Rudolf Seiters, s'était dit prêt à rencontrer le nouveau numéro un est-allemand, M. Egon Krenz, dès que la RDA aura décidé d'organiser des élections libres. MM. Kohl et Krenz étaient convenus de se rencontrer lors d'un entretien téléphonique au cours d'octobre, a expliqué le ministre. Depuis, des événements « dramatiques et très rapides » sont survenus, a-t-il ajouté. Le bras droit du chancelier Kohl a précisé que le contact était permanent entre Bonn et Berlin-Est.

M. Kohl, a encore dit M. Seiters, ne voit pas actuellement la nécessité d'une réunion des quatre Alliés (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France et Union soviétique) concernant l'évolution de la RDA. Il a cependant indiqué que le chancelier aurait bientôt un entretien avec le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

Judi encore, et avant l'annonce de l'ouverture de la frontière inter-allemande, le gouvernement de Bonn avait lancé un appel aux Allemands de l'Est qui souhaitent s'installer en RFA, afin qu'ils puissent leur décision. Selon le ministère de l'Intérieur, un total de 225 000 Allemands de l'Est ont immigré en RFA depuis le début de l'année, ainsi que 300 000 immigrants de souche allemande venus d'autres pays d'Europe de l'Est. — (AFP).

Quarante ans de division

Grande-Bretagne, France, URSS). Il fixe les droits et responsabilités des trois puissances occidentales pour les secteurs ouest-allemands et les lieux de ces derniers avec la RFA.

1972 : 21 décembre : signature du traité fondamental entre la RFA et la RDA. C'est le point de départ d'une normalisation de leurs relations diplomatiques, politiques et juridiques.

1973 : 3 juillet : pour la première fois, les deux Etats prennent part ensemble à une conférence internationale, celle de la CSCE, qui s'ouvre à Helsinki. Ils feront leur entrée à l'ONU en septembre.

1974 : 2 mai : des représentants diplomatiques permanents de la RFA et de la RDA s'installent à Berlin-Est et à Bonn.

1981 : 12 décembre : Helmut Schmidt se rend en RDA du 11 au 13 décembre, jour de l'instauration de l'état de guerre en Pologne. Il invite M. Honecker en RFA.

1983 : 17 mai : après la mort de deux Allemands de l'Ouest lors de contrôles en RFA, M. Honecker annule son projet de visite à Bonn (prévu pour l'automne).

1984 : 25 juillet : M. Franz Josef Strauss rencontre M. Honecker à Berlin-Est. De nombreuses personnalités politiques se rendront au cours des mois suivants en RDA.

1984 : 12 mai : M. Honecker se rend en RFA pour la première fois.

1984 : 12 mai : M. Honecker se rend en RFA pour la première fois.

EUROPE

La libre circulation entre les deux Etats allemands

Pour Bonn, « le socialisme touche à sa fin... »

« Le mur ne peut durer, le socialisme touche à sa fin et la marche vers la liberté ne peut être arrêtée », a déclaré, vendredi 10 novembre à la radio ouest-allemande, le ministre à la chancellerie de RFA, M. Rudolf Seiters, au lendemain de la décision de la RDA d'ouvrir la frontière inter-allemande.

A Moscou, l'agence Tass s'est contentée d'annoncer cette décision sans commentaire. Jeudi soir, évoquant un peu plus tôt dans l'après-midi les derniers événements à Berlin-Est, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Goussine, a estimé que « ces changements allaient dans la bonne direction ». « Nous évoluons de l'Europe divisée de l'après-guerre vers la maison commune européenne », a poursuivi M. Goussine, selon lequel Moscou ne verrait pas d'objection à l'arrivée d'un gouvernement non communiste à Berlin-Est, à condition que la RDA reste membre du pacte de Varsovie. « Comme dans le cas des Polonais, la décision appartient aux Allemands de l'Est, a-t-il dit. C'est leur pays, ils sont les mieux placés. La Pologne est un bon membre du pacte de Varsovie ; les gouvernements peuvent changer, mais les obligations internationales demeurent. » Quant à la réunification de l'Allemagne, elle relève « à l'heure actuelle de l'exercice purement intellectuel ».

A Varsovie, le quotidien de Solidarité, *Gazeta Wyborcza*, tirait, vendredi, en « une » : « L'Europe sans mur ». « Quelque chose d'irréversible



s'est produit. A Berlin, au cœur de l'Europe, dans le combat entre la liberté et les barbelés, c'est la liberté qui l'a emporté », a ajouté le quotidien.

A Londres, le Foreign Office a accueilli favorablement la décision est-allemande d'ouverture des frontières. « tout en remarquant qu'une autorisation est toujours nécessaire pour se rendre à l'étranger ». « Depuis longtemps nous réclamons la destruction du mur de Berlin, cette mesure devra être prise », dit un communiqué.

A Berlin-Ouest, les alliés occidentaux ont salué, dans un communiqué commun, l'annonce d'une libéralisation significative de la réglementation sur les voyages pour les ressortissants de RDA. « Bien que l'impact final de ces mesures ne puisse encore être mesuré, elles semblent donner le signal d'une évolution positive et importante vers un droit de l'homme fondamental : la liberté de circuler sans entrave ».

Les bouleversements allemands figureront en bonne place dans les entretiens que doit avoir à Moscou, M. Roland Dumas, le chef de la diplomatie française, les 13 et 14 novembre. Le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Vadrine, a estimé que l'évolution en Europe de l'Est rendait plus que jamais nécessaire le renforcement de l'Europe des Douze. M. Mitterrand, a-t-il dit, prévoit toujours de se rendre en RDA, « sans aucune condition particulière ».

De la Réforme à la Révolution

Suite de la première page

C'était méconnaître le fossé infranchissable qui s'était installé entre un régime dirigé par de vieux staliniens, convaincus par les années de lutte contre Hitler qu'ils avaient toujours raison et que toute concession aux « ennemis du socialisme » se terminerait par la défection complète du système.

M. Gorbatchev et ses conseillers pour les affaires allemandes faisaient une analyse diamétralement opposée ; pour eux, le refus des réformes en RDA ne pouvait qu'aboutir à une impasse, et avant même la démission de M. Honecker, ils craignaient déjà qu'il ne soit trop tard pour maintenir les changements dans les limites d'une aimable perestroïka.

Entre les deux, une population est-allemande qui est passée directement du national-socialisme au stalinisme et n'a donc connu pendant cinquante-six ans que la dictature. Mais une population formée, éduquée, nourrie à la télévision ouest-allemande et donc mieux avertie des réalités occidentales que ses voisins d'Europe centrale. Ces Allemands ont trouvé dans les Eglises protestantes le lieu de leur liberté. La transition avec la Pologne est tentante, mais largement fallacieuse. L'Eglise polonaise a été un refuge pour la foi des Polonais et un bastion de la résistance à l'idéologie communiste. Les Eglises protestantes ont, en RDA, retrouvé leur vocation de la Réforme ; elles ont appris aux Allemands de l'Est, qui sont loin d'avoir tous la foi à affirmer leur liberté individuelle et leur libre arbitre face à l'Etat, et elles leur ont donné le courage de ne plus avoir peur ni des autorités ni des interdits. En ce sens la « révolution d'octobre 1989 », comme ont dit à Berlin-Est, a un fondement très allemand, que regardent avec une sympathie jalouse leurs compatriotes de l'Ouest.

D'où la coloration vaguement idéaliste des revendications mises en avant par les mouvements d'opposition, le refus de Neues Forum de se transformer en parti politique pour rester une « initiative de citoyens » comme il en florisait en RFA dans les années 70 à la suite de la révolte étudiante, l'aspiration à un socialisme qui ne soit plus aux couleurs de la Prusse, mais démocratique, fraternel, solidaire...

La réunification au second plan

Les opposants de Berlin-Est ne revendiquent pas la « réunification » de l'Allemagne, mot qui pour eux comme aussi pour beaucoup d'Allemands de l'Ouest rappelle trop l'Etat bismarckien et ses suites sinistres. Lors de la manifestation de l'Alexanderplatz, la semaine dernière, à aucun moment, n'a jailli l'idée de l'unité allemande. Cette retenue de centaines de milliers de personnes ayant spontanément peint sur des pancartes improvisées tous les slogans de la liberté ne pouvait être dictée seulement par des considérations géostratégiques. En RDA, l'opposition ne veut pas passer à l'Ouest, elle veut changer le monde où elle vit.

L'accélération des événements va peut-être, dans les prochains jours, balayer aussi bien cette volonté que la prudence de la grande majorité de la classe politique allemande. Trois hypothèses sont maintenant envisageables : la première, c'est que l'effondrement

du système socialiste se termine, à Berlin-Est, et, par contagion, dans toute l'Europe de l'Est, y compris en URSS, dans un chaos qui laisserait ressurgir tous les antagonismes sociaux et nationaux, gérés par le marxisme-léninisme, et ferait le lit de régimes musclés.

La deuxième, c'est une réunification « à chaud », que personne n'aurait prévue ni vraiment voulue. On a parfois l'impression de la voir réalisée en direct. Elle conduirait à un déséquilibre en Europe, remettrait en cause les intérêts stratégiques des grandes puissances et des pays européens, bouleverserait les projets d'unification de la Communauté et plèserait lourdement sur l'économie de la RFA.

La troisième, qu'il n'est pas encore trop tard de mettre en œuvre, c'est l'aménagement des rapports entre les Allemands, la définition de nouvelles relations économiques, commerciales, politiques, humaines, entre les deux Etats allemands, répondant très exactement à la phrase de M. François Mitterrand au dernier sommet de Bonn : « Ce qui compte, c'est le président de la République, c'est ce que veulent et ce que peuvent les Allemands ».

L'instauration d'une confédération comme l'Allemagne en a souvent connue au cours de son histoire pourrait répondre à la fois aux vœux et aux possibilités. Tous les récents interlocuteurs allemands de M. Gorbatchev sont unanimes : le chef du Kremlin est prêt à admettre un changement fondamental dans la situation de l'Allemagne à condition que les intérêts stratégiques de l'URSS soient sauvegardés. Le basculement de l'Allemagne de l'Est à l'Ouest est, pour lui, inacceptable, mais pas une RDA, démocratique, libre politiquement et économiquement à la RFA, à condition que, militairement, elle reste l'alliée de Moscou. Il faut une bonne dose d'imagination pour se représenter cette éventualité, mais il en fallait tout autant pour prévoir l'histoire qui est en train de se faire sous nos yeux, et c'est une fiote de dire que les Européens de l'Ouest n'en ont pas débordé.

Il n'est plus temps de se demander si l'unification de la Communauté européenne est ou non contradictoire avec l'ouverture à l'Est. La porte de Brandebourg est désormais ouverte ; il convient, de toute urgence, que l'Europe des Douze organise ses nouvelles relations avec les peuples de « l'autre Europe » et, d'abord, avec ces Allemands de l'Est qui sentent flatter un vent de démocratie pour la première fois depuis... 1933.

DANIEL VERNET

■ Réactions en France. — L'annonce par la RDA de l'ouverture de la frontière inter-allemande, jeudi 9 novembre dans la soirée, a été bien accueillie en France. Sur FR 3, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a déclaré qu'il voyait dans cette décision « un symbole en train de tomber, un symbole de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, et a-t-il ajouté, « on ne peut que se réjouir et espérer que c'est le signe de la détente Est-Ouest ».

Pour M. Claude Lelièvre, coordonnateur national du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC), « le mur de Berlin est tombé sous la poussée du peuple allemand », et la suppression de la frontière est « une victoire pour la paix et la liberté ».

Dans la presse parisienne

Tous les quotidiens parisiens du vendredi 10 novembre font passer le « Mur » à leur Une. « La fin du mur », titre le *Parisien* en soulignant qu'« il est des moments où l'histoire s'emballe. Quand elle ne s'effondre pas... », il affirme que M. Krenz, qui est « en train de forcer le destin », se paye le luxe d'inventer la PVG : « perestroïka à grande vitesse ». « Egon Krenz a fait, en trois semaines, ce que la Pologne et la Hongrie ont mis des années à faire », poursuit l'éditorialiste du *Figaro* qui voit dans les derniers événements « la fin d'un monde (...). Jusqu'à hier, face à cette hideuse invention du communisme, avec ces miradors et ces fugitifs abrutis comme des lapins, nous étions tous des Berlinois », assure-t-il en paraphrasant John Kennedy. « Avec la fin du rideau de fer », le processus de la réunification de l'Allemagne est peut-être bien en train de commencer.

Pour le *Quotidien de Paris*, déjà, « il n'y a plus de mur ». Le journal de Philippe Tesson commente cette « sensation » en indiquant que « l'Allemagne fédérale, après avoir réclamé pendant des semaines et des mois, la mise en œuvre de réformes profondes visant à une plus grande liberté en RDA, se trouve paradoxalement prise en piège par Berlin-Est qui en libéralisant totalement les sorties, se pare désormais à son tour des vertus du libéralisme ». Et de se demander si les autorités de Bonn ne vont pas ériger « en quelque sorte un « mur à l'envers » en refusant l'entrée sur son territoire des immigrants qui peuvent quitter librement la RDA ».

« Il est rare dans l'histoire que la force des idées suffise à abattre les murs. Depuis hier c'est chose faite », note Jean-Michel Lamy dans les *Echos*. Le quotidien économique se rappelle que, selon la formule marxiste, les masses font l'histoire, souligne que « les citoyens est-allemands imposent à leurs dirigeants communistes une marche forcée vers la démocratie ».

Tous les quotidiens font le « mur »... sans un. Le mot tabou apparaît une seule fois au détour d'une question posée par un journaliste à M. Günter Schabowski, membre du bureau politique du Parti communiste, dans les quatre pages que consacre l'*Humanité* à cette affaire. L'organe central du PCF annonce, à la « une », une « décision historique » en RDA : les « frontières ouvertes ». Il précise que « les citoyens est-allemands peuvent désormais franchir librement leurs frontières ».

Le comité central du SED (Parti communiste de RDA) convoque une conférence nationale. La Chambre du peuple se réunit lundi. Les animateurs de Neues Forum déclarent que la réunification n'est pas à l'ordre du jour et que la RFA n'a pas à se mêler des affaires de la RDA. Le correspondant de l'*Humanité*, Claude Marchand, donne de très larges extraits du rapport présenté par M. Krenz devant les cent cinquante-sept membres titulaires du comité central du SED, en soulignant que « le parti, et notamment sa direction, sont placés au centre de la critique par ce mouvement populaire, et c'est bien eux, admet Egon Krenz, qui portent la responsabilité de cette crise ». L'*Humanité* consacre son éditorial aux « faces sans frons » en France.

O. B.

89 bis

Suite de la première page

Si les manifestants avaient voulu forcer la porte de Brandebourg, symbole entre tous de l'enfermement, il n'aurait été du pouvoir d'aucune police, fût-elle « du peuple » (1) de les en empêcher. Personne apparemment n'y a songé. Jamais révolution n'aura été si pacifique.

Le mot, pourtant, n'est pas trop fort. C'est bien une révolution qui se déroule à 1000 kilomètres de Paris. Elle prouve que, contrairement à ce que l'on a cru trop longtemps, la résignation au totalitarisme n'a qu'un temps, et que rien n'est plus naturel à l'homme que l'aspiration à la liberté.

Ce n'est pas par hasard que la démocratie a opéré un peu partout dans le monde, depuis un certain nombre d'années, un aussi spectaculaire retour en force.

Ce serait cependant se faire beaucoup d'illusions que de croire la partie définitivement gagnée. Si, de Moscou à Berlin-Est, le pouvoir communiste compose avec les forces que Marx et Lénine lui avaient commandé d'anéantir, c'est parce que l'effondrement de l'économie et le refus grandissant de l'asservissement ne lui laissent pas d'autre choix. Mais la partie est loin d'être gagnée d'avance pour ceux qui essaient de bâtir, sur les ruines du socialisme réel, une

société vivable. Conservateurs et démagogues de tout poil sont là, à peine cachés, qui misent sur leur échec et feront tout pour le provoquer.

Il n'empêche que ceux-là ont subi, avec l'ouverture du mur, une défaite de première grandeur. Une étape décisive vient d'être franchie sur la voie du rapprochement des deux « camps » qui pendant plus d'un quart de siècle se sont disputé l'hégémonie mondiale. La joie du peuple allemand est celle de tous les peuples : elle est la nôtre.

ANDRÉ FONTAINE

(1) La police du régime s'appelle la Volkspolizei, la police du peuple et ses agents sont surnommés les « Vopo ».

CIC PARIS.
JAMAIS UNE BANQUE
N'AVAIT AUTANT PAYÉ
DE SA PERSONNE.

— De toutes façons, c'est ça où je vais ailleurs.

سكنا لا ارجل

EUROPE

TURQUIE : proche du président Ozal

M. Yildirim Akbulut a été nommé chef du gouvernement

Ankara. — M. Yildirim Akbulut a été nommé, jeudi 9 novembre, premier ministre par le chef de l'Etat fraîchement investi, M. Turgut Ozal. Peu après l'annonce de sa composition, le nouveau gouvernement s'est réuni pour mettre au point son programme, qu'il devait présenter vendredi au Parlement d'Ankara. La rapidité avec laquelle le cabinet a été mis en place semble indiquer la volonté du président de ne pas laisser le temps à une éventuelle contestation de s'organiser au sein de sa propre formation, le Parti de la mère patrie (PMP).

« Alliance sacrée »

Agé de cinquante-quatre ans, M. Akbulut est un fidèle de M. Turgut Ozal. Député du PMP depuis 1983, il était président de la Grande Assemblée nationale depuis décembre 1987. Il a annoncé son intention également de se présenter à la présidence de son parti, qui est une coalition de la droite libérale et de l'« alliance sacrée », dominée par les fondamentalistes. Son élection devrait intervenir le 17 novembre lors du congrès extraordinaire du PMP. Comme son prédécesseur, M. Akbulut cumulera ainsi les fonctions de chef du gouvernement et du parti.

Le nouveau cabinet comprend trente et un membres, soit six de plus que le précédent. Deux seulement des anciens ministres du gouvernement Ozal perdent leurs postes : MM. İhsan Askin et Saffet Sert, qui étaient ministres d'Etat sans attribution. Les sept nouveaux

représentent la tendance conservatrice du PMP.

Par ailleurs, le président Turgut Ozal, investi officiellement, jeudi, huitième président de la République turque (en dépit du boycottage de l'opposition), a déclaré qu'il serait l'« arbitre » de la nation. Il a appelé son peuple à la « tolérance », au respect des droits de l'homme et s'est engagé à mettre en application les « libertés fondamentales » inscrites dans la Constitution, « même si cela doit me coûter la vie », afin que la Turquie prenne sa place parmi les pays « développés, démocratiques et civilisés » et qu'elle devienne « dans un proche avenir l'un des membres les plus respectables de la Communauté européenne ». Les observateurs notent que M. Ozal a abandonné le ton de la politique politicienne et le discours d'économiste qui était souvent le sien, en tant que premier ministre, depuis 1983.

Le nouveau chef de l'Etat a laissé entendre qu'il ne serait pas un président seulement « protocolaire », mais qu'il avait l'intention de rester présent sur la scène politique en encourageant notamment le Parlement à prendre des mesures pour faire évoluer la société turque et réformer le système judiciaire « afin que la justice soit rendue sans délai ». M. Ozal a aussi appelé au renforcement de la famille, en faisant une place particulière à la femme turque « pilier de la famille, elle-même pilier de la nation ». Il a réaffirmé son attachement aux idéaux d'Atatürk, le fondateur de la République « laïque et démocratique ». — (AFP).

PROCHE-ORIENT

JORDANIE : en enlevant 31 sièges sur 80 au Parlement

Les islamistes ont remporté une spectaculaire victoire

relative faiblesse du taux de participation au scrutin, du moins par rapport aux prévisions, a aidé les islamistes. En effet, seulement 61,5 % des Jordaniens qui avaient retiré leur carte électorale (soit 52,3 % des inscrits) se sont rendus aux urnes. Ces chiffres paraissent indiquer qu'une partie de l'électorat traditionnellement « loyaliste » a bougé le scrutin.

Un « vote-sancion »

Quant aux votants, ils ont clairement exprimé une volonté de changement. Ainsi, seulement huit parlementaires sortants ont été reconduits. M. Taher El Masri, le plus connu des Jordaniens d'origine palestinienne et ancien ministre des affaires étrangères, n'a été réélu que de justesse à Amman. Grâce à leur bonne implantation et au simplisme, souvent démagogique, de leur discours, notamment en matière économique, les islamistes ont catalysé ce vote protestataire. Ils réalisent d'excellents scores dans les quartiers populaires d'Amman et dans ceux (parfois les mêmes) à forte densité palestinienne. Des slogans comme « La Jordanie ne doit pas rembourser sa dette ! » ou « L'armée de Mahomet libérera toute la Palestine arabe ! » ont eu un fort impact auprès des Jordaniens les plus pauvres, frappés par la crise économique, qu'ils soient ou non d'origine palestinienne.

Ce vote « attrape-tout » s'explique donc sans doute autant, sinon plus, par une volonté de sanctionner l'équipe gouvernementale sor-

tante et un refus, d'ailleurs illusoires, de la cure d'austérité administrée par le FMI que par un radicalisme religieux. Un dirigeant islamiste « moderniste » comme M. Ismail Chabedat, chef de la Maison du Coran, et pour qui une partie de l'électorat chrétien semble avoir voté, doit son succès à Amman au fait qu'il fut un virulent détracteur de la gestion de M. Zeid Rifai, premier ministre jusqu'aux émeutes d'avril 1988.

Il reste que le succès islamiste est un sérieux avertissement au roi Hussein. Le monarque avait en effet, à plusieurs reprises au cours des dernières semaines, mis en garde l'électorat contre les dangers de l'extrémisme religieux. Les Jordaniens ne semblent pas l'avoir entendu. La consternation, qui régnait, dès jeudi, dans les milieux officiels d'Amman, témoigne du désarroi d'une classe politique qui semble avoir découvert, du jour au lendemain l'état d'esprit véritable du « pays réel ». Le roi aura beaucoup de mal à contenir l'immobilité, religieuse des Frères musulmans, intolérance qui s'est récemment manifestée aux dépens de l'une des candidates, Toujane Fayyal (le Monde du 8 novembre). A ce propos, on note qu'aucune des douze femmes en lice n'a été élue. La société jordanienne est encore trop conservatrice pour s'offrir l'audace d'envoyer des femmes au Parlement. L'extrémisme des Frères musulmans tranche avec la tradition d'une monarchie qui, à tous les coups, a protégé ses minorités, notamment les chrétiens (4 % de la population).

La gauche et le courant « nationaliste arabe » devraient compter

huit sièges au Parlement, dont un communiste (mais pas le secrétaire général du parti, Yacoub Zayadine, battu à Amman) et des membres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et du Parti démocratique du peuple jordanien (PDPF), branche jordanienne du FDLF de Nassef Hawatmeh. L'un des élus « nationalistes », Mansour Mourad, est un ancien terroriste, condamné en 1969 pour avoir attaqué à la grenade les bureaux d'El Al à Athènes. Une enfant de deux ans avait été tuée lors de l'attentat et quatorze personnes blessées.

L'opposition parlementaire représentera donc à peu près la moitié des sièges. Si les islamistes et la gauche décident de nouer des alliances de circonstance, notamment en matière économique, ils devraient donner du fil à retordre au pouvoir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

LIBAN

Le général Aoun est résolu à poursuivre son opposition au président Moawad

Le général Aoun s'est juré jeudi 9 novembre au cours d'une interview accordée à l'agence Reuters, de continuer à s'opposer au nouveau président René Moawad, mais a déclaré ne pas s'attendre à une reprise des combats.

« Notre guerre est terminée, et nous l'avons gagnée », a-t-il déclaré, ajoutant que ses armées avaient échoué sur les plans politique et militaire. « Je ne crois pas qu'ils recommenceront ce qu'ils ont fait à de nombreuses reprises et n'ont pas réussi », a-t-il affirmé. Le général Aoun s'est engagé d'autre part à maintenir son opposition au plan de paix de Taef qui a préparé le terrain pour l'élection de René Moawad. Prêt de dire si la situation actuelle pourrait durer des mois, il a répondu : « Peu m'importe le temps. Avant nous allions être accusés par la Syrie et maintenant c'est impossible ».

Le président Moawad poursuit pour sa part ses consultations au vu de former le nouveau gouvernement. Conformément à l'accord de Taef, l'équipe qu'il doit former doit comprendre toutes les forces politiques au Liban. Cependant le Front national, dont la formation n'a jamais été officiellement annoncée et qui regroupe les formations et partis pro-syriens notamment Amal et le PSP, a souligné une nouvelle fois que cet accord « ne répond pas aux aspirations des nationalistes libanais ».

Enfin, le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, réfugié à Dimane, siège d'été du patriarcat, a appelé les Libanais à « s'unir autour du nouveau président. Nous avons déjà pris la voie de la paix et nous voulons des résultats. Nous voulons un gouvernement », a-t-il souligné. — (AFP, Reuters.)

(Publicité)

DIALOGUE

Le mensuel de l'Afrique et du monde arabe
AU SOMMAIRE DU N° 6 :
• L'Algérie : le dialogue est-il possible ?
• L'Arabie Saoudite : la dette et le rôle de l'islam
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?
• L'Italie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Allemagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Autriche : la révolution est-elle terminée ?
• L'Belgique : la révolution est-elle terminée ?
• L'Canada : la révolution est-elle terminée ?
• L'Chili : la révolution est-elle terminée ?
• L'Colombie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Costa Rica : la révolution est-elle terminée ?
• L'Cuba : la révolution est-elle terminée ?
• L'Danemark : la révolution est-elle terminée ?
• L'Espagne : la révolution est-elle terminée ?
• L'Égypte : la révolution est-elle terminée ?
• L'Éthiopie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Indonésie : la révolution est-elle terminée ?
• L'Irak : la révolution est-elle terminée ?
• L'Iran : la révolution est-elle terminée ?
• L'Israël : la révolution est-elle terminée ?

ASIE

CHINE : recevant M. Kissinger

M. Deng Xiaoping affirme qu'il continuera à « jouer son rôle comme il se doit »

Recevant M. Kissinger au lendemain de sa démission de la présidence du PC chinois, M. Deng Xiaoping a déclaré, vendredi 10 novembre, qu'il continuerait, malgré sa retraite, à « jouer son rôle comme il se doit ».

PÉKIN

de notre correspondant

La partie se termine sur un score nul : M. Deng Xiaoping a réussi à freiner le retour en force des conservateurs. Mais il a dû pour cela utiliser la dernière carte qui lui restait en main, sa propre démission de la commission militaire du comité central du PCC (le Monde du 10 novembre), afin d'imposer un successeur qui n'aura pas les moyens de sa politique. Rien n'est donc réglé. L'adieu tout relatif de M. Deng à la vie politique active n'empêchera pas, à sa disparition, le jeu de chaises musicales de se transformer en bataille pour le pouvoir.

La lettre de démission de M. Deng s'était, vendredi 10 novembre, à la « une » de tous les journaux, après avoir été lue intégralement à la télévision et à la radio dès la veille au soir. Le vieux dirigeant rappelle qu'il avait lui-même proposé, en 1980, l'abolition des charges à vie et blâmé implicitement ses pairs pour l'avoir contraint à différer si longtemps son départ complet à la retraite : même en restant chef de la commission militaire, « j'avais insisté pour ne pas être chargé des affaires quotidiennes », souligne-t-il. M. Deng passe sous silence le fait qu'il avait échoué à deux reprises à nommer un homme plus jeune — successivement, MM. Hu Yaobang et Zhao Ziyang — à ce poste. Il assure que son départ, « alors que je suis encore en bonne santé », au profit de M. Jiang Zemin, « chef du noyau dirigeant » mis en place en juin dernier, sera « bénéfique à la cause du parti, de l'Etat et de l'armée ».

Sans ironie, il promet de « continuer à être loyal » à cette cause à laquelle, ajoute-t-il, « ma vie appartient ».

Dans un ultime paragraphe testamentaire, M. Deng reconnaît que les hommes qu'il charge de poursuivre les réformes et l'ouverture sur le monde extérieur devront emprunter « des méandres sur la voie du progrès ». Mais il se dit « fermement convaincu que nous serons capables de surmonter les difficultés ».

La vieille garde

C'est une première en Chine, qui explique la longueur de l'éloge adopté par le comité central avant que M. Deng n'apparaisse, jeudi soir, pour en saluer les membres sous les applaudissements. A l'été 1976, Mao Zedong avait été « mis à la retraite » de manière plus feutrée par son entourage radical qui avait annoncé que le Grand Timonier cessait de recevoir des visiteurs étrangers. Pour ce qui concerne le Petit Timonier qui lui a succédé, les limites de l'exercice ont éclaté au grand jour dès vendredi matin : M. Deng recevait M. Henry Kissinger, de passage à Pékin... Il a affirmé, à l'ancien secrétaire d'Etat américain, qu'il continuerait à « jouer son rôle comme il se doit ».

Côté positif pour M. Deng, le cinquième plénum du comité central issu du treizième congrès a refusé d'entériner les accusations

qui avaient été formulées contre son dauphin déchu, M. Zhao Ziyang, par la vieille garde du régime rassemblée autour du premier ministre M. Li Peng. Le nom de M. Zhao n'a pas été prononcé dans les textes adoptés par le plénum. La résolution rendant hommage à M. Deng note juste en passant que « malgré des changements de personnel, le collectif central dirigeant du parti est resté stable au cours de la décennie passée ». Mieux, l'idée même des critiques que M. Li Peng faisait circuler sur son prédécesseur à la tête du gouvernement est enterrée : la résolution sur les problèmes économiques souligne que les difficultés rencontrées ces dernières années sont inscrites « dans le cours normal du progrès et sont temporaires ». Ce qui est le contraire de la thèse du premier ministre qui voulait voir le résultat d'un excès de libéralisme économique depuis le début des réformes.

Cependant, la résolution tente d'associer la chèvre et le chou dans la politique économique qu'elle recommande pour les années à venir, et on y trouve en conséquence tout et son contraire : la politique de développement côtier est réaffirmée en même temps que la nécessité de « s'opposer résolument à la décentralisation » de l'économie ; les responsables à tous les niveaux sont priés de « suivre la ligne de masse », tout en « prenant l'initiative » pour lutter à la fois contre la corruption et « libéralisme bourgeois » ; la loi du marché doit pouvoir réguler une économie planifiée qui ne s'interdit pas d'employer les « moyens administratifs et légaux » de contrôle. Concrètement, il est prévu de ramener « graduellement » l'inflation à moins de 10 % et de maintenir la croissance à un taux de 5 % à 6 %.

FRANCIS DERON

INDE

Massacre sur un campus au Pendjab : 25 morts

New-Delhi (AFP) — Vingt-cinq personnes ont été tuées, vendredi 10 novembre, dans un attentat attribué à des militants sikhs, sur le campus d'un collège d'ingénieurs de Patiala, dans le Pendjab, a annoncé l'agence indienne de presse PTI. La télévision d'Etat a pour sa part fait état de vingt-quatre victimes étudiantes : seize morts et huit blessés.

Six hommes pourvus d'armes automatiques ont pénétré dans le collège Thapar et ouvert le feu dans un hall où des étudiants étaient en train de dormir. Le collège abrite actuellement un festival de la jeunesse. Cet attentat est le plus grave attribué à des militants sikhs depuis août dernier, lorsque dix-sept hindous ont été massacrés à bord d'un train dans le Pendjab. Depuis le début de l'année, environ mille deux cents personnes ont été tuées au cours d'actions en rapport avec la campagne menée par des sikhs séparatistes.

PHILIPPINES : M. Aquino à la Maison Blanche. — Le président George Bush a promis, jeudi 9 novembre, la poursuite de l'aide économique et militaire des Etats-Unis aux Philippines, en recevant à la Maison Blanche la présidente Aquino, qui effectuait sa deuxième visite officielle à Washington depuis son arrivée au pouvoir en février 1986. — (AFP.)

AMÉRIQUES

CANADA : dramatique sommet des provinces

Quand certains anglophones souhaitent aussi l'indépendance du Québec...

L'avenir de la fédération canadienne était en jeu, vendredi 10 novembre à Ottawa, lors du sommet annuel des premiers ministres des dix provinces. Le chef du gouvernement fédéral, M. Brian Mulroney, devait à cette occasion tenter de réduire l'opposition de plusieurs provinces anglophones à l'accord de 1987 qui avait pour but de faire entrer le Québec dans le giron institutionnel du Canada, la province francophone n'ayant toujours pas adhéré à la Constitution.

MONTREAL

de notre correspondante

La scène se passe à Toronto début novembre. « Pensez-vous que le Canada pourrait survivre et prospérer sans le Québec ? », demande pour la forme le chef de l'opposition libérale, M. John Turner, aux membres de son « Oubli », répond une voix forte, puis deux, puis trois... Surpris et décontenancé, M. Turner revient quand même au texte de son plaidoyer en faveur de l'adhésion du Québec à la constitution canadienne. Mais nul parti ne peut plus ignorer l'ampleur des ressentiments à l'égard du Québec dans le reste du pays.

Tout au long de la précédente décennie, c'est le Québec qui avait brandi la menace du divorce, quand le reste du Canada acceptait bon gré mal gré, pour le retenir, les

contraintes du bilinguisme. Aujourd'hui, les rôles sont inversés. Plusieurs « petites » provinces présentent chacune une liste de concessions à obtenir du gouvernement fédéral et du Québec, menaçant carrément de pousser ce dernier vers la sortie, s'il refuse de rouvrir les négociations.

Le malaise est profond. Il est réapparu au moment même où le « problème québécois » semblait en bonne voie d'être réglé. Après soixante années de querelles constitutionnelles, un *modus vivendi* avait fini par être trouvé en avril 1987. Sous la houlette de l'ancien chef du gouvernement fédéral, M. Brian Mulroney, les premiers ministres des dix provinces avaient alors signé l'accord constitutionnel (portant le nom du lac Meech près duquel il a été conclu) en vue de la réintégration de la Belle Province dans la famille canadienne. Ce miracle de la « réconciliation nationale », selon les termes de M. Mulroney, s'était produit en partie parce que le Québec, dirigé par M. Robert Bourassa, n'avait jamais réclamé si peu d'aménagements pour devenir membre à part entière de la fédération. Les autres provinces acceptaient « la reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise », clause dont on avait évité de préciser les implications concrètes.

La crise actuelle est en partie née de ce flou. Lorsque le Québec a privé, en décembre 1988, sa minorité du droit d'utiliser l'anglais à la denture des commerces, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick ont refusé de ratifier l'accord déjà entériné par les

autres législatures provinciales. Voilà maintenant que Terre-Neuve, qui avait pourtant donné son aval, exige aussi la rediscussion de ce texte. Tous craignent, d'une part, que Québec prenne trop de retard, et, d'autre part, que le droit des provinces (inclus dans l'accord) de se soustraire à certains programmes nationaux moyennant compensation financière ne favorise les « poids lourds » de la fédération — l'Ontario et le Québec — au détriment des provinces les moins peuplées et les moins favorisées.

M. Mulroney joue gros

Les vieilles rancunes refont surface. « Les Canadiens anglais ont fait leur part avec le bilinguisme. Le Québec fait encore monter les enchères. Il y a un moment où il faut dire non », résume M. Allen Mills, professeur de sciences politiques à l'université de Winnipeg (Manitoba). Les ultra-conservateurs, dont l'influence grandit à l'Ouest, au sein du Reform Party fondé en 1987 en Alberta par exemple, réclament la fin du bilinguisme (« Le français au Québec et l'anglais seulement dans le reste du Canada »).

Dans ce concert, les intellectuels de gauche nationalistes, très anti-américains, ne sont pas les derniers à exprimer leur rancœur. Ils avaient antérieurement mis le Québec sur un piédestal parce qu'il avait osé le premier rompre avec une tradition culturelle colonialiste et parce qu'il avait, par ses revendications politi-

ques, contraint le reste du Canada à se redéfinir par rapport aux Etats-Unis. Or, l'intérêt qu'ils ont manifesté pour la culture francophone et pour la cause québécoise n'a, disent-ils, pas été payé de retour. Fils, la Belle Province a préféré prendre le parti du libre-échange canado-américain (en vigueur depuis janvier dernier) plutôt que de soutenir les nationalistes canadiens qui estiment toujours que le Canada perdra son âme sur l'autel de cette ouverture vis-à-vis de son puissant voisin.

« Nous comprenons le problème du Québec. Il est fragile, avec son faible taux de natalité, perdu dans un océan anglophone », nous dit Margaret Atwood, chef de file des écrivains anglophones canadiens. « Tout le monde sait que sa société est distincte et différente mais nous pensons qu'il faudrait repenser l'accord de manière à ne pas prêter le flanc à une surenchère des autres provinces ».

Entre les récriminations des « petites » provinces et la position ferme du Québec, où les forces indépendantistes relèvent le tête (le Monde du 13 octobre), M. Mulroney mise sur le temps pour calmer le jeu avant la fin de juin prochain, date limite pour la ratification de l'accord par toutes les provinces. Il joue gros. C'est toute sa conception du « fédéralisme de coopération » qui est en jeu, par opposition à celle de son prédécesseur Pierre Elliott Trudeau adepte d'un Canada très centralisé, où le pouvoir fédéral impose plus qu'il ne propose.

MARTINE JACOT

BRÉSIL : l'élection présidentielle du 15 novembre

La candidature de M. Silvio Santos a été écartée

La nouvelle a été accueillie à Rio, dans certains milieux, comme la finale d'un championnat de football, avec des pétards et des cris de joie : M. Silvio Santos n'est pas éligible à la présidence de la République. Après trois heures de délibérations, jeudi 9 novembre, le tribunal supérieur électoral a jugé que l'animateur de télé, entré en lice huit jours plus tôt — alors que les autres candidats font campagne depuis plusieurs mois — ne réunissait pas les conditions nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle du 15 novembre.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

La réaction de la ville est à la mesure des sentiments de honte et d'indignation qui s'étaient emparés de nombreux Brésiliens devant la manœuvre grossière, bouffonne, que représentait la candidature d'un homme qui dit lui-même « ne rien comprendre à la politique ». Pour fantasiste qu'elle fût, cette candidature, en effet, n'avait rien de gratuit, ni dans son inspiration ni dans ses conséquences.

M. Silvio Santos a bouleversé tous les sondages en se plaçant parmi les favoris, grâce à son audience dans les couches pauvres de la population. Il y avait un risque réel de voir accéder à la présidence un amateur, dont

tout le programme de « gouvernement » consistait à dire, dans les cinq minutes d'antenne qu'il avait commencé d'utiliser : « Quand je serai président, je m'occuperai, premier point : de l'alimentation ; deuxième point : de la santé ; troisième point : du logement ; quatrième point : de l'éducation ».

Autant que la personnalité du nouveau venu, c'est la technique adoptée pour faire irruption in extremis sur la scène électorale qui a choqué. Il a fallu que M. Santos trouve un candidat qui lui cède sa place et son parti — les inscriptions étant closes depuis longtemps — pour pouvoir participer au scrutin. Après une vaine tentative auprès du Front libéral, l'animateur de télé s'est rabattu sur un obscur Parti municipaliste, qui ne pouvait rêver meilleur champion, à la place du pasteur évangélique qui le représentait.

« Marché persan »

Evidemment, au passage, toutes les règles de la décence politique ont été bousculées. Le *Jornal do Brasil* a montré, dans une enquête détaillée, que l'opération s'est déroulée dans une ambiance de « marché persan », avec la participation de trois hommes de confiance du président Sarney, appelés aussitôt « les trois petits cochons » par les journaux. Des juristes de renom ont expliqué que cette

candidature était juridiquement indéfendable. La classe politique a crié au scandale, et la presse a exprimé sa consternation, dans des éditoriaux montrant que le pays s'exposait au ridicule devant le monde entier.

Une forte pression

C'est donc sous une forte pression que le tribunal s'est réuni jeudi. L'avant-veille, plusieurs partis politiques avaient demandé l'annulation de la candidature en en montrant les irrégularités. Parmi les divers arguments présentés, il en a suffi d'un, retenu à l'unanimité par les sept magistrats du tribunal, pour déclarer inéligible M. Santos : le Parti municipaliste est entré dans la campagne électorale sans avoir satisfait toutes les obligations légales.

Le président du tribunal, M. Francisco Rezek, a assorti l'énoncé de la sentence de considérations politiques, en disant que celle-ci était une contribution de la justice à la démocratie. L'opinion publique n'en attendait pas moins, mais, si elle n'avait pas réagi, on se demandait ce qu'il en serait aujourd'hui. L'auteur de la manœuvre étant le chef de l'Etat, celle-ci avait des chances de succès. Le Brésil n'aurait évidemment rien gagné à l'affaire, mais ce n'était pas ce qui préoccupait en haut lieu, où l'on se réjouissait de disposer d'une marionnette.

La dignité a été finalement sauvée, mais les perdants risquent d'être nombreux : ceux, parmi les électeurs de M. Santos, qui n'auront pas compris qu'il n'est plus candidat et qui, votant pour lui, verront leur bulletin annulé.

CHARLES VANHECKE

ARGENTINE

Le gouvernement confronté à une grève des transports

Quatre mois après son investiture à la tête de l'Etat argentin, le président Carlos Menem se trouve confronté à la première grande grève dans le pays. Les chauffeurs, qui devaient mettre fin, mercredi 8 novembre, à un arrêt de travail de trente-six heures, ont menacé dans la journée de reconduire la grève pour une durée illimitée s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur une augmentation mensuelle de 53 000 australes, portant leur rémunération à 88 000 australes (700 francs environ). — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : ouverture d'un bureau de l'ANC à Washington. — Le Congrès national africain (ANC) a ouvert, jeudi 9 novembre, son premier bureau de représentation à Washington. M. Thabo Mbeki, porte-parole de l'ANC, a déclaré que ce bureau tenterait de persuader l'administration Bush d'imposer de nouvelles sanctions contre l'apartheid. — (AFP.)

CIC PARIS.
JAMAIS UNE BANQUE
N'AVAIT AUTANT PAYÉ
DE SA PERSONNE.

— J'aime les banques qui payent de leur personne. C'est bien.

POLITIQUE

Les socialistes veulent relancer la décentralisation

La décentralisation est toujours à l'ordre du jour. Comme le dit M. Pierre Mauroy, en ce domaine « si on n'avance plus, on recule ». Les socialistes sont donc bien décidés à maintenir la pression sur le gouvernement — dont les ministres sont, bien entendu, sensibles aux arguments des administrations centrales — pour que cette réforme bénéficie rapidement d'un « deuxième souffle ».

Tant pis si la droite en a le plus profité sur le terrain. Mais le PS n'accepte plus que celle-ci dispose de privilèges qui ne correspondent pas à sa force électorale. D'où le « bras de fer » engagé par M. Mauroy avec M. Michel Giraud, sénateur RPR et président de l'Association des maires de

France. Car les statuts actuels de cette association donnent autant de pouvoir au maire de Lille qu'à celui d'une commune de cinquante habitants, réduisant ainsi considérablement le poids de la gauche.

Dans leur volonté de relance de la décentralisation, les socialistes pourraient bien, cependant, avoir quelques difficultés avec le président de la République. L'homme qui a été dix-sept ans président du conseil général de la Nièvre est « départementaliste », plutôt que « régionaliste », à l'inverse de la direction du PS.

Surtout, il ne paraît pas avoir la même vision que la majorité des socialistes de la nécessaire réforme du mode d'élection des

conseillers généraux. C'est du moins la certitude qu'a eue M. Jean Puech, sénateur UDF de l'Aveyron, et président de l'Association des présidents de conseils généraux, qui, avec une délégation de son bureau, a été reçu, mercredi 8 novembre par M. Mitterrand. Lui, qui a été trente-deux ans conseiller général de Montausch, un canton de six à sept mille habitants, a semblé très attaché au maintien d'un lien personnel entre l'élite cantonale et ses électeurs. Et s'il est conscient de la sous-représentation actuelle des villes, il ne voit pas d'objection à l'augmentation du nombre de cantons, quitte à pousser un peu les murs des salles de réunion des assemblées départementales.

M. Mauroy pousse les feux

« Nous voulons un deuxième souffle de la décentralisation », M. Pierre Mauroy se veut, autant que Gaston Deffere, le « père » de cette grande œuvre du premier septennat de M. François Mitterrand. Non seulement il était premier ministre lorsqu'elle fut mise en œuvre, mais il ne laisse pas oublier qu'il fut toujours « girondin » dans un parti longtemps marqué par la tradition « jacobine » de la gauche. Aujourd'hui, il est très fier de pouvoir lancer : « La décentralisation, c'est vraiment l'affaire des socialistes ».

Le PS, dont M. Mauroy est, aujourd'hui, le premier secrétaire, va donc « maintenir la pression » sur le gouvernement pour que celui-ci engage vite de nouvelles réformes. Car si le maire de Lille comprend que le premier ministre doit tenir compte d'un environnement qu'il n'est pas très facile de faire évoluer, il ne veut pas oublier que, lors de leur jeunesse commune, il rencontrait fréquemment dans des colloques un certain Georges Servet, pseudonyme derrière lequel se cachait le haut fonctionnaire Michel Rocard, qui ne cessait de mettre en avant sa foi décentralisatrice et régionaliste. Et le premier des chefs de gouvernement socialistes rappelle, avec insistance, qu'il avait su imposer « à

des ministres fortement récalcitrants » la révolution décentralisatrice.

Pour maintenir cette pression, M. Mauroy avait créé, en avril dernier, un groupe de réflexion, dont les premiers travaux ont été l'objet d'une journée d'étude le samedi 4 novembre. En rendant compte de celle-ci, le premier secrétaire du PS a annoncé qu'il organiserait une convention du parti sur ce thème après le congrès de Rennes.

D'ores et déjà, des lignes directrices se dégagent, a expliqué M. Jean-Marie Cambacérès, député socialiste du Gard, et animateur de ce groupe de réflexion. D'abord sur les réformes électorales (voir par ailleurs). Ensuite sur l'aspect institutionnel : « Il faut renforcer les compétences et les moyens des régions », a-t-il expliqué. Le PS considère que le découpage régional ne pourra évoluer que par consensus, et que ce n'est plus un problème urgent. C'est d'ailleurs la position du premier ministre. Mais M. Mauroy maintient qu'il faudra « bien arriver à des régions plus grandes », car « elles ont le souffle un peu court » du fait de leur taille actuelle. Il convient cependant que cela « ne pourra se faire que progressivement, et non pas administrativement ».

Pour les finances locales, les socialistes sont plus pressés. M. Cambacérès a réaffirmé leur volonté de voir la taxe d'habitation tenir compte de l'ensemble des revenus des contribuables, un premier pas devant être fait « dès l'an prochain » pour sa part départementale. Ils souhaitent aussi que des décisions soient prises « rapidement » pour développer la coopération intercommunale, qui doit être « obligatoire » en milieu urbain et « fortement incitée » en milieu rural. Quant au serpent de mer du statut des élus, M. Mauroy a souligné que le dossier des socialistes « était bouclé », et qu'il était donc « temps que le gouvernement s'en saisisse », afin qu'il y ait « une avancée dès 1990 ».

Pour permettre ce « second souffle » de la décentralisation, le PS souhaite, comme la droite, la mise en place d'un « observatoire de la décentralisation ». Et pour manifester la « volonté » des socialistes, M. Mauroy est décidé à faire le nécessaire pour que ce sujet soit largement abordé dans les travaux préparatoires au congrès de Rennes, et figure, de façon très nette, dans la motion qui sera alors adoptée.

Th. B.

Le 72^e congrès des maires de France

A la recherche d'un meilleur équilibre entre les villes et les campagnes

Une fois tous les trois ans, le congrès de l'Association des maires de France (AMF) comporte un enjeu électoral. C'est le cas cette année pour les quelques 4000 maires attendus à Paris du 14 au 17 novembre. Il s'agit d'élire, d'un part, le président de l'association, et d'autre part, le président de l'association des maires de France. Ce rendez-vous annuel sera l'occasion, en outre, d'amorcer la réflexion sur une réforme des structures de l'association. Sans compter que les participants ne manqueront pas, comme d'habitude, de leur suggérer, de dresser un bilan de la décentralisation.

M. Michel Giraud, maire du Perreux (Val-de-Marne) et député RPR, aspire à sa reconduction à la présidence de l'AMF où il avait succédé il y a six ans à M. Alain Poirer qui ne sollicitait pas alors un nouveau mandat. Il affronte trois candidats : MM. Maxime Camusat, maire de Saint-Germain-du-Puy (Cher) pour le PC, René Régault, maire de Saint-Sauveur-Rance et sénateur des Côtes-du-Nord pour le PS et Robert Vigouroux, maire de Marseille et sénateur des Bouches-du-Rhône.

Qu'il y ait un candidat socialiste et un candidat communiste face à M. Giraud soutenu par l'ensemble des partis de l'opposition n'est pas pour surprendre. Plus inattendue est l'entrée en lice du maire de Marseille. Les méchantes langues diront que M. Vigouroux, après ses succès aux municipales de mars dernier puis aux sénatoriales de septembre se sent suffisamment à l'aise pour se présenter à la présidence de l'association. D'autres préféreront voir dans la démarche du nouveau sénateur, un moyen de montrer que la majorité présidentielle ne se réduit pas au seul PS et qu'il existe à côté des socialistes, un autre courant.

Une autre hypothèse avait été envisagée avant que ne soit connue la candidature de M. Vigouroux : l'entrée en lice de M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, qui préside la commission des communes rurales au sein de l'AMF. M. Giraud, pro-

nant connaissance de ce qui n'est resté que rumeur, avait alors téléphoné à l'intéressé. Selon M. Giraud, M. Pelletier, maire de la petite commune de Villers-en-Frénaye (Aisne), l'aurait assuré que bien que sollicité, il se refusait à être candidat « contre un ami », que ses fonctions ministérielles étaient difficilement conciliables avec cette présidence et qu'enfin, il n'avait pas envie d'être battu...

Les socialistes, au sein de leur propre association d'élus, la FNESS (Fédération nationale des élus socialistes et républicains), dont M. Pierre Mauroy cumule la présidence avec le poste de premier secrétaire du PS, a désigné l'un des siens, M. Régault, qui s'est fait une spécialité de tout ce qui touche au domaine des collectivités locales. Ce choix a été tardif puisqu'il n'est intervenu que le 26 octobre. A l'évidence, c'est lui qui a provoqué la candidature annoncée dans la foulée de M. Vigouroux. Cette initiative n'est pas du goût de M. Mauroy que le maire de Marseille, membre du bureau de la FNESS, n'a pas jugé bon d'informer. A l'évidence, certains socialistes avaient un autre schéma en tête.

L'irritation de M. Mauroy

Avant l'été, au cours de deux réunions informelles, rue de Solferino, avec des personnalités de l'ouverture et des socialistes, M. Mauroy avait dressé le portrait-robot du parfait candidat à la présidence de l'AMF. Certes, il n'avait pas cité le nom de M. Pelletier, qui était présent, mais il était impie que le nom auquel songeait le maire de Lille était bien celui de l'élu de l'Aisne.

Mais, plus que le choix du meilleur porte drapeau possible, c'est l'AMF elle-même qui semblait le plus préoccuper M. Mauroy. Ce dernier a réclamé, après les municipales, un fonctionnement plus

équitable de l'association. Il a obtenu gain de cause puisque la liste des candidats tant au bureau politique qu'au comité directeur est composée pour moitié d'élus de gauche et pour moitié d'élus de droite (ni le Front national ni les Verts ne comptent de représentants). A cette revendication s'ajoute celle d'une modification des statuts de l'AMF, sous peine, menaçait-il, de quitter l'association.

Le poids des petites communes

La règle actuelle consiste en l'application du principe un maire-voix, ce qui donne un poids écrasant aux petites communes. La question n'est pas nouvelle et M. Giraud avait, le 19 janvier dernier, organisé un séminaire des dirigeants de l'association sur le thème d'une révision des structures. M. Georges Lemaire (PS), député d'Eure-et-Loir, maire de Chartres et actuel secrétaire général de l'AMF, veut, lui aussi, « faire avancer les choses » pour que soit trouvé un meilleur équilibre entre « monde urbain et monde rural ». Certains envisagent une organisation des maires en collèges, définis à partir du nombre d'habitants, chaque collège disposant d'un certain nombre de voix pour ensuite désigner les instances dirigeantes. A l'évidence les socialistes voient là le moyen de rééquilibrer leur camp.

A vrai dire, l'offensive de rénovation de l'AMF apparaît comme une réaction à la multiplication des organisations parallèles ces dernières années. Les maires de grandes villes, ceux des communes de banlieue, ceux des communes rurales, ou encore plus récemment ceux des petites villes se retrouvent dans d'autres structures que qui, à terme, pourrait aboutir à faire de l'AMF une sorte de confédération au poids bien moindre face aux pouvoirs publics.

A. Ch.

Responsable des élections au PS

M. Le Gall propose d'unifier les modes de scrutin locaux

M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du Parti socialiste, chargé des élections et des études politiques, a proposé samedi 4 novembre, au cours d'un colloque sur la décentralisation organisé par le PS, une réforme des modes de scrutin cantonal et régional. Un groupe de travail associant le parti, ses groupes parlementaires et le gouvernement, doit être mis en place sur cette question.

M. Le Gall estime que le système en vigueur pour l'élection des conseillers généraux est « profondément inégalitaire », non seulement entre élus des villes et élus des campagnes, qui ne représentent pas le même nombre d'habitants, mais au sein même de chacune de ces catégories où les écarts sont très grands. En outre, selon M. Le Gall, il y a après le renouvellement de 1982 et compte-tenu de celui de 1979, « détournement de la volonté populaire » : la gauche suivant ses calculs, aurait dû diriger une dizaine de conseils généraux supplémentaires ; lors du renouvellement de 1988, le mode de scrutin qu'il envisage aurait permis à la gauche, qui détient 27 présidences de conseil général sur 1995, d'en revendiquer entre dix et quinze de plus.

Évaluant à environ 30 % la moyenne des voix recueillies par la gauche non communiste (PS, MRG et divers gauches) en 1985 et 1988, M. Le Gall observe que cette même famille politique ne détient que 25 % à 26 % des sièges.

Écartant l'hypothèse d'un redécoupage général des cantons, M. Le Gall préconise une réforme dont il souligne quatre avantages. D'abord, dit-il, elle assurerait la cohérence des modes de scrutin locaux (municipal, cantonal et régional) ; ensuite, elle concilierait le respect de l'unité territoriale et celui de la réalité démographique ; en outre, elle permettrait d'assurer justice et équité ; enfin, elle serait adaptée aux nouvelles données de la vie politique, avec l'émergence du Front national et des écologistes. Il propose, donc, que le mode de scrutin municipal soit étendu non seulement aux conseils généraux, mais, aussi, aux assemblées régionales, c'est-à-dire le scrutin de liste proportionnel à deux tours. Dans le premier cas, le cadre retenu serait de l'arrondissement ; dans le second, la région.

Le choix de l'arrondissement nécessiterait quelques aménagements. Un département, le Territoire-de-Belfort, n'en compte qu'un seul, alors que la Moselle bat les records, avec huit, et que les Alpes-Maritimes et le Rhône n'en ont que deux chacun. L'écrasante majorité des départements sont divisés en trois ou quatre arrondissements : 52 en ont trois, 20 en ont quatre. Pour M. Le Gall, l'arrondissement constitue une réalité humaine, géographique et administrative. Il observe aussi que, en retenant une circonscription existante, on s'épargnerait les reproches inhérents aux redécoupages. Dans la mesure où un même département à plusieurs arrondissements compterait donc, plusieurs circonscriptions électorales pour désigner, sur listes, des conseillers généraux (le nombre des conseillers généraux élus par arrondissement serait déterminé en fonction de leur population). M. Le Gall envisage pas de « prime majoritaire » à la liste arrivée en tête, comme c'est le cas, aux élections municipales, dans les communes de plus de 3 500 habitants. En revanche, il souhaite que cette prime soit de 10 % ou 20 % pour les élections régionales : la liste arrivée en tête se verrait garantir 10 % ou 20 % des sièges, puis participerait, avec les autres listes, à la répartition des sièges restants.

ANNE CHAUSSEBOURG

LA CULTURE DES APPARENCES



552 p.
195 F.

En tirant le fil de l'histoire du vêtement entre les débuts du règne de Louis XIII et les retombées napoléoniennes, bourgeoises et romantiques de la Révolution française, Roche fait venir à nous l'écheveau entier de la civilisation matérielle, sensible, intellectuelle, spirituelle, politique et symbolique d'une ère historique qui se fissure avant de se transformer radicalement... Il nous fournit des matériaux d'une grande richesse pour construire une économie politique des signes vestimentaires.

Pierre Lepape, *Le Monde*

L'Histoire
chez
FAYARD

هكذا من الاجل

POLITIQUE

Le Sénat adopte la réforme du GIAT

Les sénateurs ont adopté, en première lecture, dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 novembre, le projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupe industriel des armements terrestres (GIAT), présenté par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense. Ce texte a été examiné selon la procédure d'urgence déclarée.

Au lendemain du rejet de la loi de programmation militaire (le Monde du 8 novembre), M. Chevènement a enregistré un succès en faisant adopter par le Sénat le projet relatif au GIAT. Sur le fond, une grande majorité de sénateurs partageait le diagnostic du ministre sur l'état de délabrement du groupe, révélateur par la récente chute des ventes à l'exportation. Dans sa présentation du projet, en préambule à la discussion générale, M. Chevènement a souligné les deux « handicaps » du GIAT. D'une part, le « surdimensionnement », qui « rend nécessaire une déflation de mille deux cents postes avant la fin de l'année 1992 » (ce volet social suscitait la vive opposition du groupe communiste, qui engageait la procédure de la question préalable, repoussée à une large majorité); d'autre part, l'« inadéquation du régime juridique », qui « entrave considérablement le développement de coopération avec des organismes ou des sociétés de droit commun et interdit pratiquement toute prise de participation en France ou à l'étranger ».

Sur la base de son rapport pour la commission des affaires étrangères et de la défense (le Monde du 8 novembre), M. Xavier de Villepin (UC, Français établis hors de France) a dressé un constat similaire. Les réticences de la majorité sénatoriale, résumées par M. de Villepin, ont porté, en fait, sur les modalités budgétaires de la relance du GIAT nouvelle formule. Le rapporteur a fait dépendre le vote du projet d'« engagements chiffrés » qui n'obéiraient pas le budget de la défense.

Le ministre avait anticipé cette question dans son discours préliminaire, en déclarant que « les crédits du ministère de la défense seront, le moment venu, abondés en conséquence pour tenir compte des charges nouvelles entraînées par la transformation du régime juridique ». Il avait également indiqué qu'« une dotation de capital » serait nécessaire. « Je l'évalue aux environs de 1 000 millions de francs », avait-il ajouté. Prié de préciser à nouveau ce volet du dispositif, le ministre a assuré les sénateurs que le surcoût du projet serait assumé au chapitre budgétaire des charges communes et non à celui du ministère de la défense. Pour la dotation, le ministre a confirmé qu'elle se situerait effectivement sur la base des 1 000 millions de francs. Satisfait par ses réponses, M. de Villepin a invité les sénateurs à voter le texte, qui a été adopté de fait à la quasi-unanimité. Seuls vingt-deux sénateurs se sont prononcés contre, dont les seize communistes.

Industrie : la recherche des fonds propres des entreprises

Le budget de l'industrie, ainsi que ceux de l'aménagement du territoire, du commerce et de l'artisanat et du tourisme, qui y sont rattachés, ont été adoptés, jeudi 9 novembre, à l'Assemblée nationale (les crédits du tourisme avaient été examinés la semaine dernière). Les députés socialistes ont adopté ces budgets, soumis à un seul vote. Les groupes communistes, RPR et UDF se sont prononcés contre, tandis que les députés centristes se sont abstenus, notamment à cause de la personnalité du ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux, et de la très nette amélioration du budget de l'aménagement du territoire, qui a bénéficié d'un ballon d'oxygène de 550 millions de francs.

Les crédits de l'industrie s'élevaient, tout compris, à 23,9 milliards de francs, soit une progression de 6,7 %. Trois grandes priorités le marquent : le soutien aux PME, les grands programmes technologiques et l'aide à l'adaptation de l'offre industrielle aux exigences du marché en matière de qualité et de normalisation.

Située au centre du triangle du pouvoir Elysée-Matignon-Quai-de-Bercy, la question actuellement très sensible du niveau des fonds propres des entreprises publiques a été, jeudi 9 novembre, les langues des députés. Cela a permis au ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, M. Roger

Fauroux, de rester spectateur d'un débat qu'il a pourtant contribué à lancer. Le ministre de l'industrie, un proche de M. Michel Rocard, avait déjà payé de sa personne, il y a peu, en estimant que la sous-capitalisation des entreprises françaises par rapport aux entreprises étrangères de même niveau était, pour les trois années à venir, un besoin en capitaux de l'ordre de 40 milliards de francs.

Quand on sait que l'actuel projet de budget prévoit, aux charges communes, l'inscription de seulement 4,7 milliards de francs de dotation en capital aux entreprises publiques industrielles, on comprend que M. Fauroux ait écouté avec ravissement les orateurs socialistes se demander si le secteur public ne risquait pas de se trouver, à terme, pénalisé, face à ses concurrents internationaux. Le ministre qui, à l'occasion, sait avec candeur mettre les pieds dans le plat (il l'avait fait lors de l'affaire de la Société générale) s'est

contenté, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, d'expliquer qu'il avait écouté les interventions — notamment celles des socialistes MM. Jean-Marie Bockel (Rassemblement) et Jacques-Roger Machart (Haute-Garonne) — avec « attention et intérêt ». C'est signe que le métier d'homme politique entre petit à petit, même si M. Fauroux semble avoir du mal à se faire aux us et coutumes du « microcosme ». Ainsi est-il tout étonné que M. Franck Barot (RPR, Yvelines), après lui avoir tressé des lauriers à la tribune, ait décidé de voter contre son budget : « C'est pour vous encourager à secouer davantage encore le cocotier et à faire tomber les idées vieillottes du Parti socialiste », avait expliqué le député RPR. Ce dernier s'est montré, d'autre part, plutôt séduit par le souhait du premier ministre de constituer des holdings publiques levant des fonds sur le marché, afin d'en alimenter les groupes nationalisés. Un bon angle d'attaque, selon lui, pour « contourner le sacro-sain : ni privatisations ni nationalisations » du chef de l'Etat.

Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jacques-Roger Machart (PS), a fait, pour sa part, une proposition originale : l'institution d'une caisse de financement du secteur public industriel, « qui jouerait un rôle équivalent pour le secteur public à celui de la Bourse pour le secteur privé. Cette caisse pourrait abonder les dotations en capital, grâce à des emprunts qui seraient remboursés ultérieurement sur les rémunérations que la caisse obtiendrait pour ses participations ». Pour le rapporteur spécial, cette caisse de financement serait inter-entreprises pour l'ensemble du secteur public, et elle aurait compé-

tence pour la négociation du montant des participations et des conditions de leurs rémunérations. « Si l'appel au marché financier doit être évité, des efforts directs ou indirects de l'Etat actionnaire sont nécessaires. (...) Nous souhaitons voter un budget qui affirme clairement les possibilités de l'Etat en matière de dotations en capital », a expliqué le député socialiste à la tribune, en ne cachant pas son scepticisme quant à la capacité du ministère des finances à répondre aux problèmes cas par cas.

Les centristes : privatiser

Le président de la commission de la production et des échanges, M. Jean-Marie Bockel (PS), a tenu à centrer toute son intervention sur la question des relations entre l'Etat et les entreprises publiques : « Il serait malencontreux que, faute de fonds propres, nos entreprises publiques laissent passer des opportunités qui se présenteraient ici ou là. (...) Le débat ne porte plus aujourd'hui sur les mérites comparés du privé et du public, ni sur l'opportunité de nationaliser ou de privatiser. Il s'agit de déterminer comment l'Etat va faire pour que nos entreprises trouvent les fonds propres dont elles ont besoin ».

Au nom de l'UDC, M. Bruno Durieux (Nord) a salué l'inspiration de ce budget. Il s'est toutefois montré favorable à la poursuite des privatisations. « Non pour des raisons idéologiques, mais parce que, à long terme, une entreprise privée est plus efficace qu'une entreprise publique ». Actuellement, les entreprises publiques, trop endet-

ées, ont d'importants besoins de financement. L'Etat, leur actionnaire unique, ne peut y répondre. En revanche, l'épargne privée est prête à s'investir. Dans quel autre pays au monde se consacrerait la solution simple ? La solution est de bon sens, a poursuivi le député centriste; vous la défendez, et nous croyons savoir que le premier ministre vous soutient. Vous avez aussi notre soutien. « La vérité, c'est que le « ni-ni » est un mythe et que toutes les entreprises publiques cherchent à le contourner », a affirmé, quant à lui, M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris).

M. Fauroux n'est pas intervenu dans ce débat et s'est contenté d'expliquer que son budget reflétait bien la politique du gouvernement; politique qui s'appuie sur l'axiome : « L'Etat ne peut tout faire; et il ne peut non plus rien faire ». « Considérer que l'industrie a tout à gagner d'une quasi-absence de l'Etat est un jeu de l'esprit, une absurdité, pour ne pas dire une supercherie. Quel Etat industrialisé peut affirmer qu'il laisse son industrie aller au gré des seuls vents du marché et de la libre concurrence ? Aucun ! a lancé le ministre, en ajoutant : « Le cœur de notre action, c'est l'entreprise ou, plutôt, les entreprises ». Il a également souligné le fait que « le renouveau du service public » était un des moyens de la politique industrielle du pays.

Le groupe communiste s'est montré peu convaincu de la démonstration et a dénoncé une nouvelle fois, par la bouche de M. Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne), « un budget qui persévère dans l'erreur », en faisant la part trop belle au patronat.

PIERRE SERVENT

JOURNAL D'UN AMATEUR

par PHILIPPE BOUCHER

LA République a eu beau, par le truchement d'une pièce d'habillage, se trouver un sujet de discussion digne d'elle, tout persiflage sur ce point était déplacé, elle n'en est que plus vague, incertaine et incompréhensible.

La droite donne des leçons de laïcité, ce qui est plutôt inattendu et même impudent pour un secteur de l'opinion d'où sont sorties, suscitées autant que soutenues par les partis de ce camp-là, les grandes manifestations de 1984 en faveur de l'école privée, c'est-à-dire, aussi, confessionnelle.

La gauche, qui avait mené le combat de la laïcité, s'effrite et recule devant l'assaut des religions qui tentent de reprendre pied dans des domaines dont elles avaient été légitimement exclues. Le pouvoir politique, ou du moins l'un de ses ministres, se dévoue publiquement sur le Conseil d'Etat, une institution qui est censée être préservée des affrontements partisans, d'autant plus qu'elle est aussi une juridiction.

La vie publique est à l'image de cette confusion. En dépit des unanimités bruyantes de l'Assemblée nationale, la droite ne s'unit pas et la gauche se divise. Celle-ci, maintenant, pour un foudroié qui se fait drapée : pour les uns, de tolérance, pour les autres, de manœuvres; pour certains, de liberté religieuse, et pour d'autres encore, d'asservissement de celles qui le portent. La République est en pleine forme.

S'il sort une solution, et plus encore une décision, de ce magma, il ne faudra certainement pas en attendre ceux qui avaient le devoir de la trouver. Il est, somme toute, plus facile de faire lanterner des grévistes que de faire céder des ressortissants français, ou des résidents étrangers recourant eux aussi au service public, qui contreviennent aux lois de la République.

Qu'il a raison, le général Massu, si le propos qu'on lui a prêté est exact, de dire qu'il serait bien drôle de ne pas pouvoir régler, aujourd'hui, la question de l'islam et de ses quelques millions de fidèles alors qu'un prétendant y parvenait avec 25 millions d'adhésions (à l'époque), si leur terre était restée française.

Il se raconte que ces atterrissements seraient notamment dus à la proximité (relative : mars 1990) du congrès du Parti socialiste, au cours duquel devraient se profiler bien des choses... chacun des candidats (et l'on sait à quoi cherchant à prendre, pour une échéance électorale à la fois immédiate et lointaine, à laquelle tous pensent et s'en défendent avec une égale et risible hypocrisie, la position la plus intéressante, non pas sur le terrain des idées mais sur celui de leur avenir.

Ces candidatures existent, il faut le dire et le redire, quoi de plus normal ? Le plein n'est d'ailleurs pas forcément fait. Mais pas au point que le pays se trouve comme happé par le Parti socialiste, pris en tenaille par les ambitions qu'il renferme; pas au

point que des décisions qui concernent l'ensemble du pays soient en fait l'expression tactique des appétits particuliers.

A quoi il sera loisible de rétorquer qu'il en va hélas couramment ainsi. C'est bien possible, à ceci près, n'en déplaise aux économistes, que la laïcité de la République est plus importante que le taux directeur de la Banque de France, le maintien des religions à leur stricte place plus nécessaire que le maintien des taux de change.

Un pays vit aussi d'idéologie. C'est, aussi, cela que vient rappeler, pour ceux qui jugent confortable de l'oublier, cette querelle religio-vestimentaire. Finasser n'est (Dieu merci...) pas toujours possible, même pour ceux qui s'en font, à défaut d'une religion, une politique, pour ainsi dire un credo.

Idéologie

Il n'y a rien de changé : gouverner, c'est choisir; gouverner, c'est déléguer. Ce n'est pas choisir que d'en charger le voisin, ce n'est pas gouverner que de vouloir contenter tout le monde et son père. Dire pratiquement que c'est au nom de la laïcité de l'Etat que l'on va soutenir l'ostentation religieuse est une farce qui ne fait pas rire. Sauf, peut-être, ceux des musulmans qui ont engagé l'épreuve de force et qui guettaient l'occasion de le faire. Si ce n'était pas cette fois-là, c'en aurait été une autre. Inutile, donc, de chercher noise au proviseur de Creil qui aurait mis le feu aux poudres. Et à la suite de ces ricanements, quelques autres...

Car, quand le foudroié aura acquis droit de cité là où, jusqu'à présent, nul n'aurait osé, que ou confessionnel, n'était admis, au nom de quoi refuserait-on aux catholiques et aux juifs de s'identifier à leur tour par des signes extérieurs ? Pourquoi, au contraire, ne pas demander l'extension à toute la France du régime concordataire d'après lequel les juridictions d'Alsace et de Moselle — où il subsiste — fonctionnent sous la protection d'un crucifix ?

On ne va tout de même pas, près de quatre cents ans après que les guerres de Religion eurent pris fin en France (réserve faite de la révocation de l'édit de Nantes en 1685) en laisser renaitre tous les éléments : quatre-vingt-quatre ans après la séparation de l'Eglise et de l'Etat, permettre que la religion soit un enjeu de la République; que celle-ci paraisse dépendre de celle-là.

Il n'est personne pour ignorer que, du temps de ces saintes guerres, sous couvert de religion, les adversaires combattaient surtout pour la conquête du pouvoir. Faut-il singe cette sinistre période qui n'a enrichi que les cimetières ? D'autant que ne sévissaient pas moins ceux que seule la religion soulevait et qui tuaient allégrement au nom du Dieu tout-puissant, chacun le sien, tout aussi égoïste, chacun jurant que le meurtre était la

volonté de Dieu. L'admirable point commun ! On n'en est pas là ? Inutile de faire semblant.

C'EST aussi pourquoi, si M. Jospin s'imagina que le Conseil d'Etat va lui dégoter une solution qui lui sauvera la mise, il se fourne le doigt dans l'œil. Le conseil est trop malin (et en a trop vu), il commencent par son vice-président, pour se laisser embobiner par cette demande faussement déférente pour lui.

Quand le Conseil d'Etat aura remis le couple qu'il ne peut faire autrement que de fournir, M. Jospin ne sera pas beaucoup plus avancé. Le pouvoir politique ne sera pas affranchi de l'obligation de faire son métier. Bien heureux si, en prime, M. Jospin n'est pas gratifié par le conseil, qui n'est pas dépourvu de pince-sans-rire, d'une petite leçon de morale à l'usage des ministres victimes du désarroi.

Au demeurant, M. Jospin, qui n'est pas tout à fait idiot non plus, sait probablement d'ores et déjà à quoi s'en tenir. Il n'en est que plus difficile à comprendre pourquoi il a agi (si l'on peut dire) ainsi.

Que d'avoir tréfilé le bébé ait provisoirement calmé (7) les passions n'est au fond qu'un coup de chapeau consenti au conseil et à la sérénité qu'il est d'attendre. Mais, lorsqu'il aura dit ce qu'il aura bien voulu dire, cela reparaitra de sa belle.

Alors, il faudra dire, oui ou non, parler de laïcité au présent et au futur, pas seulement au passé et en vertu des grands principes qui font les cousins sur lesquels on s'assoit.

D'autant que, si M. Jospin a les ambitions qu'on lui impute, ce n'est pas prouver leur légitimité que de se cacher la tête dans le sable à propos d'un sujet qui dépasse ses actuels protagonistes.

Sinon, le bestiaire politique qui a vu naître Barre la tortue, Chirac le lièvre et quelques autres s'enrichira d'un animal dont les plumes sont très recherchées pour les revues de music-hall : l'autruche. Et si Hollywood peut conduire à la Maison Blanche, le Casino de Paris n'a encore jamais mené à l'Elysée.

P.-S. 1. — De Mme Geneviève Netter, amie de longue date et lectrice jamais recroisée, cet extrait de saint Paul, tiré de l'Épître aux Corinthiens : « Toute femme qui prie et prophétise sans voiler sur la tête déshonore sa tête (...). Pour l'homme, il ne doit point se couvrir la tête, car il est l'image et la gloire de Dieu, au lieu que la femme est la gloire de l'homme. Ainsi l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme. C'est pourquoi la femme doit, à cause des usages, porter sur la tête la marque de sa dépendance. » « Qu'en dites-vous ? », demande M^{me} Netter.

P.-S. 2. — Message personnel : il n'y a pas de meilleurs recettes de glace à la fraise que celle de Mathé Lacroix.

CIC PARIS.

JAMAIS UNE BANQUE N'AVAIT AUTANT PAYÉ DE SA PERSONNE.

Pourvu que ça dure.

POLITIQUE

nationale

Aménagement du territoire : une rallonge

Comme l'année dernière, le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions, M. Jacques Chérèque, a eu quelques difficultés avec son budget (1,25 milliard de francs, + 9,3 %). Il a fallu en effet un sérieux coup de pouce pour vaincre les réticences des députés, toutes étiquettes confondues. Son budget avait été initialement repoussé en commission à la demande du rapporteur socialiste, M. Jean-Pierre Baligand (PS), 550 millions de francs ont donc été débiqués et seront inscrits dans la prochaine loi de finances rectificative (380 millions seront prioritairement affectés aux primes d'aménagement de territoire - PAT). Le ministre a également répondu aux vœux de la représentation nationale en annonçant qu'un débat aurait lieu lors de la prochaine session de printemps au Parlement sur la politique d'aménagement du territoire qui, comme en a convenu M. Faureux dans les couloirs de l'Assemblée, avait un peu « déglissé » ces dernières années.

La progression du budget ainsi complétée « constitue un net renversement de tendance par rapport à la forte diminution de ces dernières années », a affirmé M. Chérèque en précisant qu'il souhaitait conjuguer deux exigences : « modernisation de la société et réduction des inégalités de développement ». Bref, « il faut moderniser dans la solidarité », a-t-il dit. M. Baligand s'est félicité quant à lui de la fermeté de l'Assemblée qui par son intransigence avait permis au budget de M. Chérèque de bénéficier d'une bonne rallonge. « Au total, nous avons réussi à obtenir que vous disposiez du meilleur budget possible, mais le plus dur reste à faire. Une fois inversé le processus historique de dégradation, il nous faut définir ensemble une politique normative. » Le rapporteur espère

que le prochain débat parlementaire permettra d'en esquisser le contour.

Pour l'UDF, M. Georges Chauvane (Charente) a regretté que le ministre soit un peu trop le ministre des reconversions industrielles et pas assez celui de l'aménagement du territoire. Il a attiré tout particulièrement l'attention de M. Chérèque sur l'avenir des départements ruraux selon lui un peu trop oubliés : « Il ne vaient rien venir ! » M. Chérèque a précisé qu'une partie du solde des crédits initialement affectés à l'aménagement rural.

Commerce et artisanat : l'apprentissage européen

Les crédits de M. François Doublin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, s'élèvent à 645 millions de francs (+ 5,2 %). Le ministre a toutefois expliqué que l'effort de son département représentait en fait un volume beaucoup plus important supérieur à 1,6 milliard de francs. Il a mis en valeur l'effort fait par le gouvernement en matière de formation professionnelle et d'apprentissage (crédits en augmentation de 8,7 %). Il a précisé que l'apprentissage européen « permettrait aux jeunes de se former également à l'étranger afin de ne pas réserver cette possibilité aux seuls étudiants. Il a également souligné le fait que le gouvernement avait fait un effort très sensible en diminuant les droits de mutation. Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), a jugé ces crédits insuffisants pour lutter contre la désertification des campagnes et le développement des grandes surfaces. M. Jean-Paul Charé (RPR, Loiret) a, pour sa part, demandé au ministre de surveiller de près les « distorsions de concurrence » qui pèsent sur les petits commerces.

Il y a dix-neuf ans mourait de Gaulle

Depuis 1970, comme ils le font chaque année pour le jour anniversaire de la mort du général de Gaulle, les parlementaires gaullistes ont rendu hommage à sa mémoire en effectuant leur traditionnel pèlerinage à Colombey-les-Deux-Églises.

Conduits par le président du RPR, M. Chirac, ils se sont recueillis devant la tombe du général, puis ils ont assisté à la messe avant de se rendre au pied du mémorial et de visiter la Boisserie. M. Chirac, à son arrivée, a déclaré aux journalistes : « Le général a montré dans ses écrits qu'il était un visionnaire en parlant d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Tout ce qui se passe à l'Est, de Gaulle l'avait prévu quand il englobait la réconciliation allemande dans l'idée d'une grande Europe. »

Les élus RPR, parmi lesquels plusieurs « renouveaux » et aussi quelques anciens députés, comme M. Jean Foyer, soulignent unanimement la permanence du message du général de Gaulle et aussi sa prémonition des évolutions de l'Est européen.

Comme chaque année, le président de la République avait fait déposer une gerbe sur la tombe du fondateur de la V^e République.

Le sort de l'UDF

MM. Giscard d'Estaing, Léotard et Méhaignerie semblent décidés à se reconcilier

Faute d'avoir retrouvé une bonne méthode de fonctionnement, l'UDF de tous ses dirigeants semble avoir retrouvé en tous cas « un bon état d'esprit ». L'exaspération profonde de l'opinion lassée par la multiplication des querelles dans l'opposition, et les derniers sondages indiquant de surcroît une détérioration croissante de l'image de la nébuleuse UDF par rapport à la machine RPR, ont contribué à limiter la propension à l'auto-destruction des responsables de cette confédération.

Chacun a pris, jeudi 9 novembre, le parti de mettre de l'eau dans son vin. Ce mélange a pu s'effectuer au cours d'un déjeuner de retrouvailles autour du président, M. Giscard d'Estaing, des responsables des six composantes UDF, précédant un bureau politique normalement convoqué dans l'après-midi. Y participaient donc M. Pierre Méhaignerie et M. François Léotard qui, depuis les élections européennes du 18 juin avaient refusé de s'impliquer personnellement dans les affaires de l'UDF tant que celle-ci n'aurait pas réglé ses problèmes de fonctionnement et de positionnement politique.

Ce déjeuner avait été d'abord préparé depuis quelques semaines. Le fait qu'il ait eu lieu est incontestablement un indice de progrès. Cette réunion a été constructive

et « claire », estimait-on dans l'entourage du président du CDS. « Elle s'est passée dans un climat de travail cordial et positif », se félicitait-on au PR. Mais décidément fort diplomates et soucieux de ne pas se laisser bayer par cette convivialité retrouvée ni M. Méhaignerie ni M. Léotard n'ont assisté au bureau politique de l'après-midi, préférant se faire représenter respectivement par M. François Bayrou et M. Gérard Longuet. Leur grande rencontre devrait se faire au prochain bureau politique du 7 décembre.

Un problème de méthode

En attendant des commissions vont se mettre en place pour commencer à défricher sérieusement trois terrains : la réforme des structures internes, l'élaboration d'un nouveau projet UDF et la mise au point des investitures pour les élections législatives. Le problème des structures internes posé pratiquement depuis la création de l'UDF est certainement le point le plus délicat. Le CDS comme le PR s'admettent plus d'être ramenés, au niveau de la décision politique, au poids d'un parti radical ou d'un PSD. M. François Bayrou, de plus en plus en cour auprès de M. Giscard d'Estaing, et qui, partant, pourrait être appelé le mois prochain à prendre le poste de délégué général de l'UDF, a été chargé de coordonner la réflexion autour de cette épineuse question.

Deux pistes semblent être tracées : l'instauration - même si on se refuse d'employer l'expression -

d'un droit de veto pour le PR et le CDS au sein du bureau politique et l'élargissement du conseil national de l'UDF à tous les parlementaires et présidents de conseil général de qui de facto alourdirait le poids des centristes et des libéraux dans la confédération.

Concernant un nouveau projet de l'UDF, à plusieurs reprises M. Giscard d'Estaing a réaffirmé « que la tâche de l'UDF est de tirer l'opposition au centre ». Ce point doctrinal étant éclairci, reste également un problème de méthode. Il paraît d'ores et déjà acquis que, sur quatre sujets d'importance, l'UDF s'efforcera d'avoir « une expression concertée » : l'avenir de la région parisienne, l'évolution de la décentralisation, l'Europe, les réformes électorales.

La question enfin des investitures. Faudra-t-il maintenir en place la commission Gaudin. Ce que le nouveau sénateur des Bouches-du-Rhône souhaite. La question n'a pas été tranchée, mais même si l'échéance des législatives de 1993 est encore loin, chacun a décidé de régler au plus vite cette question « pour ne pas se laisser prendre de vitesse par le RPR ». La réflexion porte actuellement sur une formule originale qui consisterait à la mise en place d'un organisme neutre composé d'experts électoraux, de politologues avertis ayant pour instruction de trancher toutes les querelles d'investiture. Autant de projets et de réflexions qui amèneront mercredi soir certains responsables UDF à remercier à leur tour les dieux de la rénovation.

DANIEL CARTON

La commission des finances veut renforcer le contrôle fiscal

La commission des finances de l'Assemblée nationale a approuvé, jeudi 9 novembre, l'ensemble du projet de loi de finances pour 1990. Les commissions ont adopté plusieurs amendements renforçant le contrôle fiscal. Un amendement de M. Christian Pierret (PS, Vosges) rétablit certains éléments de train de vie (participation à des sociétés de chasse, à des clubs de golf, chevaux de course) pour l'évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable. Plusieurs amendements du président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise), vont également dans le sens d'un renforcement du contrôle fiscal.

L'un d'entre eux ouvre la possibilité à l'administration des impôts de contrôler directement le contenu des données informatiques sur lesquelles se trouve la comptabilité des entreprises. Jusqu'à présent, les impôts ne

pouvaient que faire des tests de fiabilité sur le matériel de l'entreprise. Ce même amendement prévoit également, toujours en cas de traitement informatisé de la comptabilité, d'exiger la conservation de certaines informations d'intégration, qui constituent l'ensemble des données ou des informations concourant, directement ou indirectement, à la formation des résultats comptables ou fiscaux.

Un autre amendement de M. Strauss-Kahn, relatif aux centres de gestion agréés, prévoit tout d'abord de donner « valeur plus probante au visa de l'expert-comptable ou du comptable agréé, en lui permettant de procéder à des investigations plus approfondies, ensuite de sanctionner plus spécifiquement les dirigeants des organismes qui ont failli à leurs obligations ».

P. S.

KENYA avec Transsafari

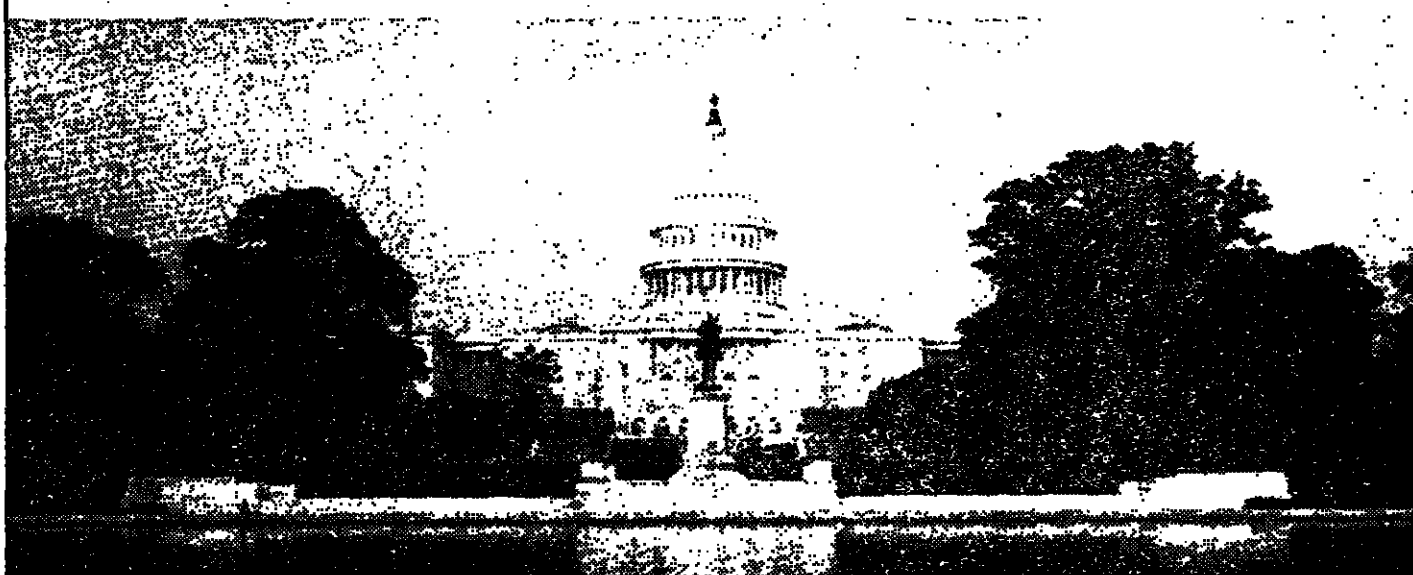
18 PROGRAMMES DE 9 A 16 JOURS POUR TOUS LES GOUTS ET TOUS LES BUDGETS AU KENYA ET EN TANZANIE

A PARTIR DE 7600F JUSQU'A 23 600F

transsafari

13, RUE AUBER, 75009 PARIS - TEL.: (1) 47.42.15.15

PARIS-WASHINGTON DC NON-STOP AVEC PAN AM, LES LIAISONS CAPITALES.



LE NOUVEAU PARIS-WASHINGTON DC DE PAN AM EST CE QUE L'ON PEUT APPELER UNE LIAISON PRIVILEGEE. 5 VOLS NON-STOP PAR SEMAINE EN AIRBUS A 310, MODERNE ET SPACIEUX, AVEC CORRESPONDANCE IMMEDIATE VERS LOS ANGELES. CETTE LIAISON VIENT S'AJOUTER AUX VOLS PARIS-NEW YORK ET NICE-NEW YORK QUOTIDIENS, ET AUX VOLS PARIS-MIAMI NON-STOP, AVEC CORRESPONDANCES POUR PLUS DE 60 VILLES AUX USA, CARAIBES ET AMERIQUE LATINE. WASHINGTON, NEW YORK OU MIAMI AVEC PAN AM, VIVE L'AMERIQUE EN DIRECT ! POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES OU PAN AM AU (1) 42.66.45.45.

PAN AM

NUMERO UN SUR L'ATLANTIQUE

هكذا من الاصل

حکومتنا الاحل

POLITIQUE

La Corse et la violence

Peut-on combattre le « tout-tourisme » par des bombes sans condamner l'île au sous-développement ?

AJACCIO

de notre envoyé spécial

« Je ne devrais pas vous le dire, mais, en fait, le FLN ne sécurise. C'est notre Zorro ! » Cette Ajaccio souriante n'a rien d'une Colombe tragique ou exaltée. Vue de Paris, sa réaction a de quoi surprendre : ici, elle n'est pas exceptionnelle. Bien sûr, les commentaires publics condamnent la violence, mais s'y ajoute souvent la compréhension des motifs. Dans les conversations privées, on reconnaît volontiers qu'en faisant sauter les immeubles de la plage Saint-Cyprien, près de Porto-Vecchio, le commando a bien choisi sa cible tant la perception du problème de l'immobilier en Corse est devenue aiguë dans la perspective du Marché unique commun. Comme le dit l'Union du peuple corse (UPC) : « Il n'est pas étonnant que cette action rencontre un écho attentif chez de très nombreux Corsais, quelle que soit leur opinion sur le problème de la violence. »

Il est vrai que, dans le contexte actuel de la Corse, le complexe détruit avait, si l'on peut dire, « tout pour plaire » : vocation uniquement touristique, capitaux corse et italiens, conformité légale contestée en matière de permis de construire et de protection de la bande littorale. C'est pourquoi M. Marcello Di Giacomo, l'un des promoteurs du projet, est venu sur place réfuter en fait toutes les accusations. Soupçonné en particulier par l'ex-FLNC de recycler des capitaux d'origine mafieuse, il répond que « les investissements réalisés à Saint-Cyprien proviennent de bénéfices d'opérations immobilières dans la région de Bastia depuis plusieurs années ».

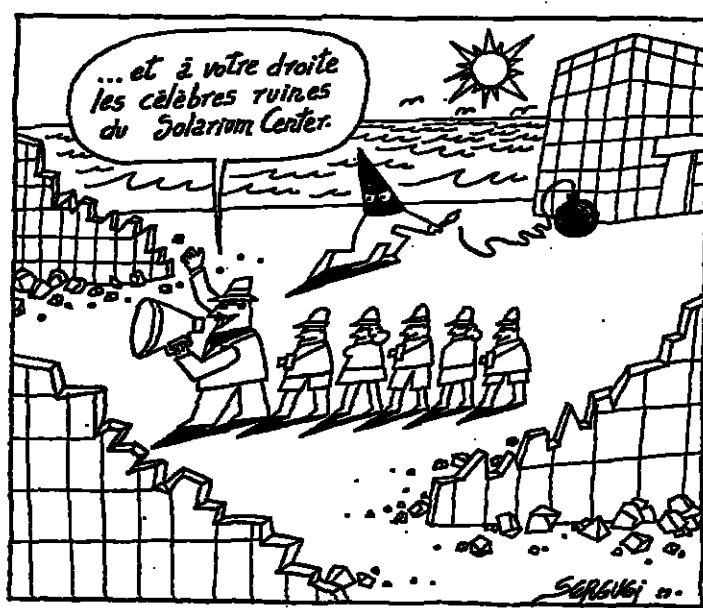
Le problème de la spéculation immobilière en Corse est toujours d'actualité, mais il n'est pas entièrement nouveau. Dans les années 60, banques et institutions financières de l'Hexagone ont acquis sur l'île d'importants domaines dans l'idée d'y réaliser des complexes touristiques. C'est l'époque du « boom » touristique de la Méditerranée.

En 1975 éclate l'affaire de la cave d'Aléria, suivie par de longues années troubles. Le climat de violence conduit à un « gel » de la plupart des projets. Une partie des investisseurs préfèrent se dégoûter de cette île dangereuse, ce qui permet au conservatoire du littoral de récupérer certains terrains. Mais ce patrimoine de grands domaines reste aujourd'hui substantiel. Ces domaines constituent, sans mauvais jeu de mots, une véritable « bombe à retardement » : les grands projets peuvent toujours ressortir des tiroirs sur des sols dont les collectivités locales ont perdu la maîtrise.

Des hommes d'affaires venus d'Italie

Est-ce l'approche de l'Europe de 1993 ? Le climat plus serein sur l'île ? Ou bien les deux ? Ce sont maintenant les Italiens qui entrent en scène. L'importance des récents mouvements de ventes à des investisseurs transalpins n'est pas contestée : comme le dit un fonctionnaire de l'Etat à Ajaccio : « Des milliers avec des serviettes et des allures d'hommes d'affaires, il y en a beaucoup sur le bateau qui fait Bastia-Livourne. » Encore que certains d'entre eux préfèrent maintenant rester discrets : selon les nationalistes, le recours à des hommes de paille ou à des sociétés écrans est fréquent, ce qui explique la mise en garde adressée par l'ex-FLNC, en août, aux Corses qui participeraient à ces opérations.

Les grands investisseurs, globalement, en sont pour le moment au stade de l'achat des terrains ou bien n'ont réalisé que des programmes de dimensions modestes, comme celui qui vient d'être détruit. Mais, de nouveau, des milliers de lits, des équipements lourds semblent prêts à sortir des cartons. A l'occasion des élections européennes, les Verts, en liaison avec les nationalistes, avaient publié un inventaire très précis des grands aménagements envisagés dans l'extrême sud de l'île (c'est le sud de la Corse qui est le



plus recherché par les investisseurs). Cet inventaire affirmait que pour la zone étudiée, « sur 55 kilomètres environ de littoral côtier, 43 kilomètres sont la propriété de sociétés de spéculation foncière touristique, soit 78 % ».

L'exactitude de ces comptes est très difficile à vérifier, compte tenu du travail de fourmi que cela suppose. Mais le plus frappant est l'écho que trouve l'inquiétude des nationalistes dans des secteurs très différents de l'opinion corse. Ainsi l'un des principaux acteurs de la vie économique de l'île confie-t-il, en privé, ses préoccupations face à l'existence de projets si importants car ils se trouveraient, s'ils sont mis à exécution, totalement plaqués de l'extérieur sur la réalité insulaire. La crainte existe que se reproduise avec le tourisme, le schéma de l'agriculture au début des années 60, lorsque les conditions dans lesquelles les rapatriés d'Algérie s'installaient en Corse ont créé un traumatisme durable et profond.

De cette manière, donc, s'établit une dialectique subtile de la violence et du développement. Certains assurent que la violence, dans les années 70 a, finalement évité à la Corse de se couvrir de murs de béton, tant les projets étaient colossaux. Mais, alors que le même scénario est aujourd'hui envisageable, la reprise des attentats en interrompant les investissements et en empêchant de nouveaux développements économiques de l'île, conforte, selon les mêmes observateurs, le système clientéliste insulaire, qui ne résisterait pas au « décollage » économique : « Finalement, disent-ils, les nationalistes, lorsqu'ils ont recours à la violence, sont les meilleurs soutiens des clans. »

L'affaire de la spéculation immobilière est aussi une affaire corsocorse : ce sont bien des Corses qui vendent à des investisseurs continuateurs ou étrangers, ce sont des élus corse qui veulent pour leur commune leur part de la « supposée » manne touristique, ce sont

bien des Corses qui, eux aussi, « oublient » l'existence des permis de construire.

Ne pas toucher les côtes vierges

An demeurant, si les clandestins ont décidé de passer à l'action maintenant, c'est peut-être en partie parce que l'élaboration du schéma d'aménagement de l'île par l'assemblée régionale entre dans sa phase terminale. Or les nationalistes jugent que ce schéma est précisément celui du « tout-tourisme ». Deux conceptions s'opposent à propos de ce schéma : celle que défend le bouillant Dominique Subrini, président de la Confédération des industries hôtelières de Corse, se résume dans cette formule : « densifier les côtes existantes et ne pas toucher les côtes vierges », qui sont encore très nombreuses en Corse ; cette formule a la faveur des nationalistes. Au contraire, la conception finalement retenue pour l'élaboration du schéma dissémine les zones touristiques sur une bonne partie du littoral.

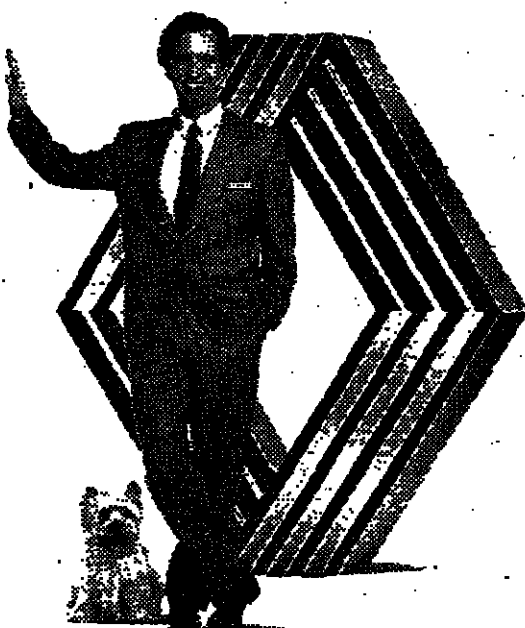
Certes M. Subrini ne fait pas l'unanimité lorsqu'il demande que l'on ne construise pas de nouvelles capacités d'accueil, mais plutôt qu'on « restructure » celles qui existent. Là encore, pourtant, modérés et nationalistes se rejoignent pour demander une croissance « douce » du tourisme en Corse ou un meilleur équilibre sur l'année, tant le déséquilibre actuel est contre-productif. M. Subrini n'est pas seul lorsqu'il affirme : « Une invasion trop forte d'éléments étrangers, fussent-ils tous des Etrusques, tuerait notre culture. Un nombre trop important de visiteurs, ne serait-ce que par leur seul piétinement, tuerait l'environnement. » Reste une divergence de fond entre les nationalistes, qui refusent l'idée d'un tourisme « moteur » du développement de la Corse, et ceux qui, avec de multiples garde-fous, l'acceptent.

Quant à la lutte contre la spéculation, tous se rejoignent de nouveau pour demander à l'Etat d'intervenir : en exerçant des contrôles efficaces, en établissant une stricte règle du jeu foncier et immobilier. Ainsi, pour M. Jean-Michel Emmanuelli, l'un des élus nationalistes de la municipalité d'Ajaccio, l'« action armée » de Saint-Cyprien a rempli un office qui devrait être celui du « droit commun » en Corse.

S'ils ne sont pas entendus par le gouvernement, les nationalistes auront-ils de nouveau recours à la violence ? La logique du communiqué de l'ex-FLNC laisse présager d'autres actions du même type puisque l'activité des investisseurs immobiliers en Corse ne va pas s'arrêter du jour au lendemain. La question, néanmoins, reste posée. Tout comme le fait, d'ailleurs, de savoir si cette action « ciblée » risque d'être la première étape d'un nouvel engrenage d'aggravation de la violence de la part des clandestins, maintenant que la quasi-totalité de leurs militants emprisonnés ont été libérés : la trêve, de fait, est rompue, mais l'ex-FLNC n'a pas explicitement déclaré de nouveau la guerre à l'Etat.

Dernière question en suspens : qui sont les auteurs de l'attentat ? Des clandestins « classiques » de l'ex-FLNC ou bien des clandestins plus proches des dissidents, venus d'A. Cancolla Nazionalista et réunis dans l'Accolta Nazionale Corsa (ANC) ? Cette action est-elle le produit d'une surenchère entre nationalistes ? Toutes ces interrogations suscitent sur place des réponses contradictoires. L'un des principaux dirigeants de l'ANC, M. Pierre Poggioli, se contente d'affirmer : « Il n'y a pas une organisation nationaliste qui puisse condamner une telle action. » L'ANC, qui prône une « solidarité conditionnelle » avec d'éventuelles actions armées de l'ex-FLNC, voit précisément dans l'attentat de Saint-Cyprien « un exemple d'action politique armée qui est bien comprise ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI



Bénéficier d'un an de tranquillité, c'est possible sur tous les modèles de la gamme Renault (VP). Avec une location avec option d'achat sur 60 mois. Ex : 1 versement comptant de 40% (15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale + 25% de 1^{er} loyer majoré). 12 loyers de 0 F, 47 loyers de 2,113 F. Coût total en cas d'acquisition au terme de la location 139,311 F du prix TTC du véhicule. Offre valable jusqu'au 30.11.89. Sous réserve d'acceptation par la DIAC - S.A. au capital de F 321 490 700 - 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221. M. Financement chez votre concessionnaire ou au **NUMERO VERT 05.25.25.25**

| MODELES | SUPERCINQ FIVE 3 portes essence | RENAULT 19 TR 5 portes ou 19 Chamade TR | RENAULT 21 TL 4 ou 5 portes | RENAULT 25 TS |
|---|---------------------------------|---|-----------------------------|---------------|
| Prix tarif TTC clés en mains au 08.09.89 (TVA 25%) | 47.000 F | 64.900 F | 75.300 F | 97.700 F |
| Dépôt de garantie | 7.050 F | 9.735 F | 11.295 F | 14.655 F |
| 1 ^{er} loyer majoré | 11.750 F | 16.225 F | 18.825 F | 24.425 F |
| 1 ^{er} versement | 18.800 F | 25.960 F | 30.120 F | 39.080 F |
| 12 loyers de 0 F | 12 x 0 F | 12 x 0 F | 12 x 0 F | 12 x 0 F |
| 47 loyers de | 47 x 993 F | 47 x 1.371 F | 47 x 1.591 F | 47 x 2.064 F |
| Option d'achat finale (égale au dépôt de garantie) | 7.050 F | 9.735 F | 11.295 F | 14.655 F |
| Coût total en cas d'acquisition au terme de la location | 65.471 F | 90.397 F | 104.397 F | 136.085 F |

M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.



14 Le conflit entre les actionnaires de la Cinq
15 Un entretien avec le grand rabbin de France

16 M. Evin pour une loi sur la bioéthique
17 « Les noces blanches » de J.-C. Brisseau

18 Le roc des œuvres de Picasso
28 Sports : le projet de budget pour 1990

Les Etats-Unis accentuent leur pression sur l'audiovisuel européen

« Un gouvernement n'a pas le droit de filtrer ce que veulent voir les téléspectateurs », nous déclare M. Jack Valenti, président de la Motion Picture American Association

L'Europe des Douze poursuit la construction de son audiovisuel. Elle vient de rallier les industriels italiens à l'élaboration d'une télévision à haute définition et s'ouvre aux pays de l'Est.

Mais les Etats-Unis supportent mal cette émancipation. M. Jacques Valenti, président de l'Association des « majors » hollywoodiennes, parcourt l'Europe pour dénoncer les dangers du protectionnisme. Il explique au Monde les raisons de son combat.

« L'adoption récente de la directive « Télévision sans frontières » et la volonté actuelle des pays européens de limiter leur dépendance en programmes américains ont suscité des réactions très hostiles aux Etats-Unis. Partagez-vous encore ce sentiment de colère ?

« C'est une très grande peine que j'éprouve. Bien plus que de la colère. Je crois profondément en l'Europe, en cet idéal décrit par Jean Monnet ; et l'initiative des Douze sera, j'en suis sûr, considérée par les historiens comme l'une des plus grandes aventures du vingtième siècle. Mais que l'une des premières décisions prises par cette communauté en formation soit non pas symbolique de liberté mais au contraire de restriction est proprement désolant.

« L'isolementisme... l'histoire nous l'apprend... est une grande

erreur. Aucune démocratie ne peut se couper du reste du monde. Aucune communauté de nations ne peut se construire en fermant vite ses portes, en bâtissant un mur. Comment ne pas voir que l'ère des barrières commerciales est dépassée et que la voie d'avenir est l'ouverture, la coopération, surtout pas l'exclusion. Je considère la directive comme une grande tragédie. Et je soutiens les démarches de Carla Hills et de George Bush qui ont saisi le GATT.

« Bien plus que l'exclusion des produits américains, c'est une « préférence communautaire » que souhaite marquer le système des quotas.

« Mais qui doit témoigner d'une préférence siropée, le public lui-même ? On fait confiance aux Français pour être leurs leaders, et on ne leur ferait pas confiance pour

choisir eux-mêmes leurs loisirs et ce qu'ils veulent regarder à la télévision ? De qui se moque-t-on ? La France, je crois, est une démocratie, et le gouvernement ne devrait avoir aucun droit de filtrer ce que les téléspectateurs peuvent voir. Dans une économie de marché, le consommateur est le seul roi.

« Les chaînes ne sont pas folles »

« S'il était roi en France ou en Europe, il demanderait à voir en majorité des programmes nationaux - tous les sondages le prouvent. Or le marché est tel que ce n'est pas la loi de la demande qui prime, mais bien celle de l'offre : les produits américains sont nombreux et infiniment moins chers...

« Allons ! Les chaînes françaises ne sont pas folles. Elles portent à

l'écran tout ce qui est susceptible de leur attirer de l'audience, donc de la publicité, donc de l'argent. Le choix des achats est dicté par celui des consommateurs... Les Assises européennes de l'audiovisuel ont posé récemment, et avec un grand pragmatisme, les vraies questions : comment jeter les bases d'une industrie européenne de l'image ? Eh bien, ce ne sont pas les quotas qui fournissent une réponse.

« Ce ne sont pas eux, ni les ministres qui les ont fixés, qui font les films. Au contraire. Ils s'opposent à la notion de créativité et de qualité pour privilégier celle de quantité. Quelle erreur ! C'est la bannière de la coopération et de l'association que devrait brandir l'Europe ! Ce sont des écoles de cinéma de classe internationale qu'il faudrait créer : c'est la promotion d'une nouvelle génération de stars qu'il faudrait imposer sur la

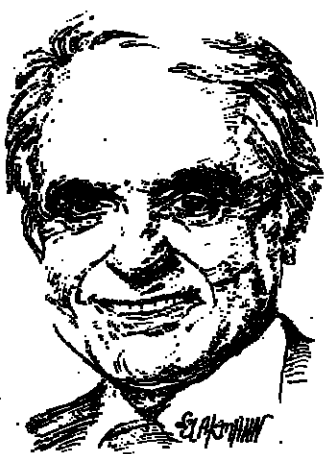
scène mondiale. Voilà comment l'Europe devrait réagir...

« Difficile de lancer des programmes et des stars à l'échelle mondiale quand le marché américain est totalement imperméable...

« Le problème en Amérique vient de la langue - sous-titrage et doublage sont pratiquement exclus - et non pas d'une réglementation protectionniste. Les Américains ne supporteraient pas que le gouvernement leur impose des restrictions en matière de programmes TV comme en matière de voitures, de vins, de parfums... C'est pourquoi d'ailleurs ils s'attendent à trouver en France la même facilité d'accès au marché que les représentants de Renault, de Peugeot ou de Christian Dior trouvent aux Etats-Unis.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN

L'ambassadeur d'Hollywood



Une flatterie qui ne l'empêche pas de quitter la Maison Blanche en 1965 pour devenir président du puissant syndicat américain des producteurs de films. Une nouvelle croisade commençait.

De Lyndon Johnson à Jessica Lange...

« C'était toujours de la politique, commente aujourd'hui Jack Valenti. Seuls les interlocuteurs ont changé. Au lieu de Lyndon Johnson, je vois Jessica Lange... Et ce n'est pas plus désagréable. » Sous sa féroce, l'autorité de la

MPAA n'a cessé de croître, en Amérique et dans le monde entier, reflétant la diversification de l'industrie de l'image sur l'ensemble des supports : télévision, câble, vidéo, satellite. Près de cent cinquante permanents travaillent à son service, ce qui ne l'empêche pas de faire appel à de nombreux consultants.

« Il nous faut les meilleurs avocats, juristes, et financiers », explique Jack Valenti, qui se partage entre ses bureaux de Washington de New-York et de Hollywood où il passe le plus clair de son temps quand il ne rend pas visite à ses représentants à Londres, Paris, Rome, Dakar, New-Delhi, Singapour ou Rio. On le classe parmi les personnalités les plus influentes d'Amérique et il ne se passe guère de semaine où le magazine professionnel *Variety* ne lui consacre un article.

« Je connais George Bush depuis 1950, quand il était au Texas, dit-il. Alors, vous pouvez bien que mes relations avec la Maison Blanche sont excellentes. Cela fait si longtemps que je suis dans la politique que j'ai de vieux amis partout - démocrates, comme moi, ou républicains, - notamment au Congrès. » Reagan ? « Il n'avait pas besoin de longues explications sur l'industrie du cinéma. Son passé de comédien et de président de la guilde des acteurs en faisait d'emblée un

expert. Et puis, comment un président américain pourrait-il négliger une industrie qui est la deuxième exportatrice du pays, et qui fascine le monde entier ? »

Inutile de dire, alors, combien l'irrite la directive « Télévisions sans frontières » adoptée par l'Europe ; combien l'obsède le combat contre les « quotas » et combien il est imperméable à toute discussion sur leur principe. « Imaginez que l'Amérique décide de construire une industrie du parfum, ou de consolider le commerce du vin californien et fixe des quotas aux importations françaises. Ne seriez-vous pas furieux ? »

L'idée qu'un programme de télévision est d'une nature bien différente du vin et que les Européens puissent évoquer un enjeu culturel ne l'émeut guère. « Du sang d'Irlande, d'Italie, d'Allemagne, de France, irrigue nos veines, mais aussi notre littérature, nos lois, notre cinéma, toute notre culture. Et vous voudriez nous faire croire que la diffusion de nos téléfilms en Europe anéantirait une histoire, des mythes, des croyances, une culture, vieux de millénaires ? Soyons sérieux ! »

Le discours n'inclut aucune nuance, et refuse de s'éloigner des quelques principes-clés qui le structurent et que Valenti martèle avec conviction. Les arguments des Européens ne l'ont pas fait reculer d'un pouce. Le GATT devra trancher.

Jack Valenti, qui écrit actuellement un roman, a dévoré Balzac, affolé d'André Maurois et a, dit-il, appris au moins deux choses dans la vie : la nécessité de toujours ouvrir pour préparer l'avenir et de ne jamais transformer ses combats politiques en affaires personnelles : « C'est ce qui me permet d'admirer Jack Lang et de le considérer, malgré nos différends, comme un grand ami. » Un ami qui l'a décoré de la Légion d'honneur en 1985, en plein festival de Cannes ; honneur suprême qui remplit encore Valenti d'allégresse.

Le lendemain même il se faisait broder le ruban rouge sur chacun de ses costumes, et, par crainte de manquer de matière, se renseignait sur l'endroit où se procurer le précieux tissu. Et Jack Lang, grand seigneur, lui en fit porter « un yard ».

A. Co.

Selon une étude de l'INA et de Médiamétrie

Le public préfère les programmes nationaux

Les spectateurs européens plébiscitent les programmes nationaux, à en croire le palmarès des vingt émissions les plus regardées dans chaque pays, dressé par Eurodienne (1) entre septembre 1988 et août 1989.

Les programmes américains ne sont donc pas automatiquement vainqueurs de la guerre des audiences. Mais cette préférence nationale handicape aussi la production véritablement européenne, car les goûts télévisuels du continent sont divergents, films en France, sport en Italie, séries en Grande-Bretagne et érotisme en Allemagne.

Pas moins de onze matches de football sur les vingt programmes les plus regardés en Italie : la passion des tifosi se retrouve dans leurs choix télévisuels, au profit notamment des équipes de Milan et de Naples. Derrière ce raz de marée sportif, séries et variétés à l'italienne complètent le tableau d'honneur de la péninsule, où seuls deux films trouvent place (le *Nom de la rose* et *Rambo II*).

Au patriotisme de club, les Allemands préfèrent le patriotisme tout court, en classant cinq

matches de l'équipe nationale de football parmi les succès du petit écran. Ils n'en sont pas moins sensibles au charme des séries nationales (comme la *Clinique de la Forêt-Noire*), qui occupent six places sur vingt, ou à celui des variétés et des jeux (aux deux premières places).

Pour sa part, la France plébiscite massivement le cinéma en mode réduit : douze films, dont dix français, figurent au palmarès hexagonal, parmi lesquels deux aventures de la *Septième Compagnie*, l'inusable *Grande Vadrouille*, les *Bronzés* ou *Cours privé*.

Neuf places du « Top 20 »

Si un programme d'information arrive à se glisser en tête du palmarès, c'est par effraction : le journal de TF1 du 29 septembre 1988, en pleine grève du service public, n'avait guère de concurrence... En fait, au milieu d'une floraison de films, seules arrivent à surmonter quelques émissions sportives (football et Jeux olympiques), de variétés (Coluche

encore et toujours, « Sébastien c'est fou », ou de jeux (« La roue de la fortune »).

Outre-Manche, la série est reine. Britannique d'abord (« Coronation Street » et « East Enders »), mais aussi américaine ou australienne (« *Voisins* »), elle occupe neuf places du « Top 20 », dont les quatre premières. Derrière, une large place est faite aux émissions d'humour, aux variétés, aux téléfilms, seuls deux films parvenant à se glisser dans le palmarès.

Au moins autant que les goûts différents du public, c'est la disparité de l'offre aux heures de grande écoute qui transparaît dans ce hit-parade européen. Une constante est pourtant évidente : la préférence nationale.

Dans chaque pays, les programmes nationaux sont fortement majoritaires. Ajoutée à la diversité des modes de vie, qui se traduit nettement dans les décalages des courbes d'audience, et, bien sûr, à l'obstacle de la langue, cette préférence augure mal d'une chaîne pan-européenne visant le très grand public. Mais ces données ne sont que la petite pointe d'un énorme iceberg, qui ne pré-

sage pas du succès de chaînes thématiques transnationales, visant des audiences plus restreintes.

Subtil équilibre en Grande-Bretagne

Accessoirement, ce hit-parade souligne les rapports de force entre chaînes nationales. Le palmarès britannique confirme le subtil équilibre entre la BBC 1 (publique) et ITV (privée) qui se partagent les succès presque à égalité (11 contre 9). En Allemagne, les deux chaînes publiques sont au coude à coude, avec un léger avantage à la ZDF face à ARD (11 contre 9). En Italie, en revanche, la RAI 1, publique, rafle 19 succès sur 20, laissant le dernier à sa petite sœur RAI 2.

Quant aux chaînes publiques françaises, A 2 et FR 3, elles doivent à trois films de figurer au palmarès que TF1 domine de la tête et des épaules (17 sur 20).

M.C.I.

(1) Lettre européenne des programmes, éditée par l'INA et Médiamétrie, n° 23, octobre 1989.

18^{ème} Rencontres Internationales de Musique Contemporaine Metz - 16-19 novembre 1989

Renseignements : 87-75-14-78

| JUDY 16 NOVEMBRE | SAMEDI 18 NOVEMBRE |
|---|---|
| • 19h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 11h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 20h30 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 19h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 21h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 20h30 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 22h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 21h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 23h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 22h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 24h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 23h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 25h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 24h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 26h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 25h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 27h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 26h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 28h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 27h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 29h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 28h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 30h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 29h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |
| • 31h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire | • 30h00 Salle de l'Opéra de Metz Orchestre Philharmonique de Metz Dirigé par Jean-Claude Malgoire |

هكذا من الالاحل

Le Monde

ScPo

Jeudi 16 novembre 1989

Où seront les pouvoirs dans dix ans ?

2^e SEMINAIRE SCIENCES-PO — LE MONDEdestiné aux membres des directions générales
des entreprises, des administrations, des collectivités locales

MATIN

9 h 00 Présidence : René REMOND
Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT
Présentation des thèmes : Jean-Marie DUPONT

9 h 15 LA LOCALISATION DU POUVOIR

- Des leçons de l'histoire à la géopolitique de la France d'aujourd'hui
- Les nouveaux espaces du pouvoir en Europe

Jacques ATTALI
Pierre MIQUEL
Séance animée par Bruno REMOND

10 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR CULTUREL ?

- Les nouveaux enjeux de la communication et de la culture :
- La presse écrite
- L'audio-visuel
- Des « lieux culturels », pour quoi faire ?
- Le pouvoir culturel et les pouvoirs politiques

Hélène AHRWEILER
Ariel GANZ
Jacques RIGAUD
Antoine VITEZ
Bernard WOUTS
Séance animée par Josyane SAVIGNEAU

18 h 00 CONCLUSION DU SEMINAIRE : Jacques DELORS

APRES-MIDI

Présidence : André FONTAINE

14 h 00 OÙ SERA LE POUVOIR ECONOMIQUE ?

- L'approche des industriels et des financiers :
- Décentralisation et ouverture européenne
- Comment définir les stratégies ?
- De quels décideurs aura-t-on besoin ?

Georges CHAVANES
Michel FERREBOEUF
Jean-René FOURTOU
Michel PEBEREAU
Olivier PHILIP
Robert WATERLAND
Séance animée par François GROSCHARD

16 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR POLITIQUE ?

- Vers de nouvelles frontières :
- La coopération entre villes et régions
- Europe, Etat, Région ?

Dominique BAUDIS
Paul BERNARD
Michel DELEBARRE
Pasquale MARAGALL
Charles MILLON
Séance animée par Jean-Marie COLOMBANICe séminaire se déroulera à l'Hôtel NIKKO — 75015 PARIS
Programme détaillé et inscriptions : 215, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS. — Tél. : 45 49 11 76 — 45 49 51 94

CELINE TARDI
VOYAGE
AU BOUT DE
LA NUIT

384 PAGES 185 Frs.

LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAISpour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuseCours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94
Depuis 1983, établissement d'enseignement technique supérieur
privé agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale.

حکذا من الاجل

COMMUNICATION

Après l'audience du 9 novembre

Le tribunal de commerce arbitre le 4 décembre
le conflit entre les actionnaires de la Cinq

Il faudra attendre le lundi 4 décembre à midi pour connaître la décision du tribunal de commerce de Paris dans le conflit opposant les actionnaires de la Cinq.

Le président, M. Grandjean, est appelé à arbitrer deux points. D'une part, la validité de la clause de préemption existant dans les statuts de la chaîne et la nature des accords passés entre les Mutuelles agricoles et les Chargeurs de M. Seydoux relatifs à l'achat éventuel par le second des actions détenues par les premiers (le Monde du 9 novembre).

L'enjeu est particulièrement grave puisqu'il vise ni plus ni moins que le contrôle de la chaîne, au sein de laquelle les camps paraissent plus que jamais irréconciliables. Difficile, en effet, après l'audience du 9 novembre, qui a vu se succéder les longues plaidoiries des avocats, de concevoir un avenir commun dans la Cinq à ses principaux actionnaires actuels.

M. Robert Hersant était dans la salle, impassible, sauf pendant le court moment où les avocats de ses adversaires ont distribué un document retraçant les nombreux mouvements de vente ayant affecté le compte d'augmentation du capital de la chaîne. Surpris, le PDG de la chaîne a alors sorti ses lunettes pour examiner longuement les tableaux synthétisant les différentes opérations bancaires et les a commentés, brièvement, avec les collaborateurs qui l'entouraient.

M. Berlusconi était, lui, représenté par le vice-président de la Cinq, M. Angelo Codignoni, attentif, accompagné de M. Jean-Pierre Lagrange, représentant des Chargeurs. Aucun d'eux ne s'est, bien sûr, exprimé à l'audience, mais les accusations réciproques portées par les avocats en disaient long sur le climat de suspicion actuel.

Le camp Seydoux-Berlusconi ne cache pas sa défiance à l'égard de la gestion de M. Hersant, jugée hasardeuse et défailante. Leurs adversaires, eux, stigmatisent ce

qu'ils considèrent comme un comportement déloyal et une attitude négative à l'égard de la société, fustigeant durement l'opportunisme de la tentative de « putsch » au moment où, disent-ils, la Cinq s'affirme comme une réussite.

De la plaidoirie plus modérée des Mutuelles, dont les actions sont actuellement sous séquestre, on retiendra surtout leur souci d'être considérées comme un actionnaire à part entière disposé à accroître sa participation en se portant acqureur des actions des Echos, aujourd'hui en vente. Du débat sur les modalités de souscription au capital, on notera la confusion extrême des nombreux mouvements de vente opérés dans la semaine qui a suivi le 11 septembre, date de la clôture de l'augmentation de capital.

Les avocats de M. Hersant n'ont guère voulu s'expliquer, affirmant que « ces acrobaties bancaires » n'affectaient pas directement la vie de la Cinq. Une opinion que ne partageaient évidemment pas leurs adversaires, qui en font même le point fort de leur attaque.

A. Co et P.-A. G.

Trois nominations à Antenne 2

Marie-France Brière
prend en charge l'unité jeunesse
jeux et divertissementsM^{me} Marie-France Brière, directrice de variétés de la Cinq, rejoindra le 1^{er} décembre Antenne 2, pour y occuper la fonction de directeur artistique délégué à l'unité des émissions jeunesse, jeux et divertissements (le Monde du 9 novembre). M^{me} Brière fut, de 1983 à 1987, directrice de l'unité de production variétés et divertissements de TF1, sous la présidence de M. Hervé Bourges.D'autre part, M. Marc de Florès, chef de l'unité de programme théâtre-musique, est nommé directeur artistique délégué de l'unité de programme coiffant désormais le théâtre, la musique, la danse, les beaux-arts et la littérature, qui était jusqu'ici délégué aux opérations exceptionnelles, est nommé responsable de l'unité des opérations exceptionnelles et des programmes relevant du cahier des missions et des charges. Enfin, M^{me} Monique Cara, productrice de « Matin Bonheur », devient responsable de l'unité des programmes d'accompagnement (programmes du matin et de l'après-midi).

Le personnel conteste la mise en place de l'informatisation

Grève de vingt-quatre heures
à « Libération »

Le quotidien Libération n'a pas pu, vendredi 10 novembre à la suite d'une grève de vingt-quatre heures lancée la veille par les cinquante salariés du secteur fabrication, cette « grève d'avertissement » a été votée majoritairement par la fabrication et les journalistes à l'issue d'une assemblée générale. Elle est due à l'introduction de la mise en page électronique à Libération, qui devrait être concrétisée en avril 1990.

Cette modernisation devrait se traduire par la suppression de vingt à vingt-cinq postes de la fabrication, la mise en page électronique étant désormais confiée aux « éditeurs », qui font partie de la rédaction. Les fabricants de Libération, soutenus par les syndicats CFDT et CGT, demandent « à être partie prenante » de la mise en page électronique et le respect du préambule de l'accord d'entreprise de juin 1987, qui stipule que la modernisa-

tion du quotidien aura lieu sans licenciements. Les fabricants estiment que le processus de la mise en page électronique a été décidé par la direction « sans concertation ».

Celle-ci conteste cette version. Elle estime qu'il y a bien « désaccord entre les fabricants et la direction sur l'attribution des nouvelles tâches » entraînées par l'informatisation, mais juge que celle-ci a bénéficié « de la transparence ». « Des informations ont été données lors du dernier comité d'entreprise, et nous parions pour plusieurs mois de négociations. Or la première réponse a été la grève », déplore-t-on au sein de la direction. Une première négociation doit avoir lieu le 16 novembre. Selon différentes sources, les fabricants touchés par la modernisation pourraient bénéficier de reconversions internes et externes.

Y.-M. L.

En créant Eurobroadcast avec Philips, Thomson et BTS

La Caisse des dépôts
vent mettre en images les grands événements

La C3D (Caisse des dépôts développement), holding industrielle de la Caisse des dépôts, vient de créer une filiale, Eurobroadcast, dont elle détient 50 %, aux côtés de Thomson (15 %), Philips (10 %), la filiale commune à Bosch et Philips BTS (5 %) et les banques Midland (10 %) et San Paolo di Torino (10 %). Eurobroadcast a pour objectif d'installer des équipements de télévision pour la couverture des grands événements, sportifs notamment, de la prochaine décennie.

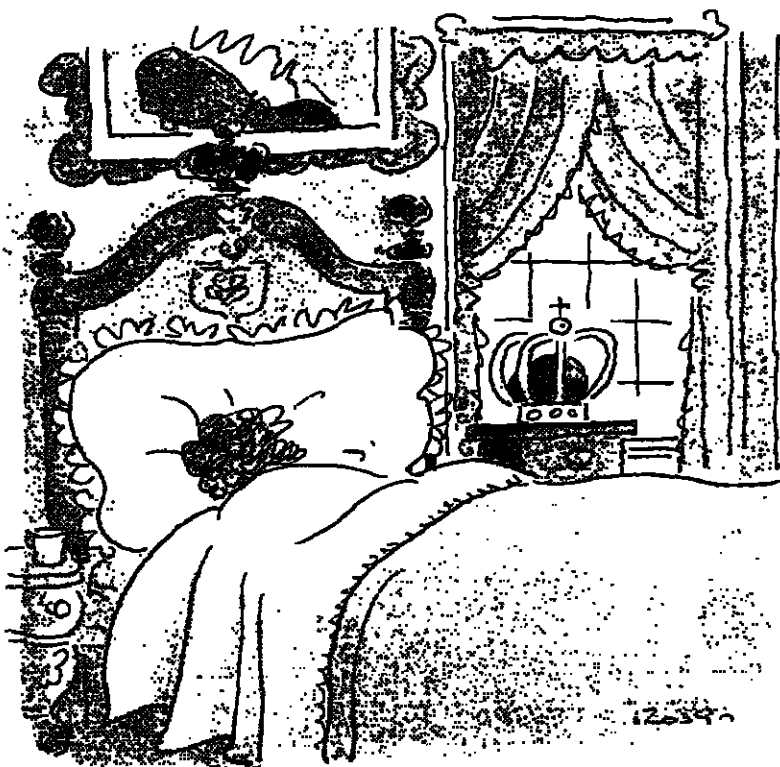
Avec ses partenaires industriels, Thomson (pour le « nodal », ou centre de commutation des signaux) et BTS (équipements de tournage), Eurobroadcast met en avant un concept modulaire et mobile, permettant de réunir des équipements coûteux (Eurobroadcast évalue son investissement à 170 millions de francs) sur plusieurs sites. Eurobroadcast est ou sera, en particulier, candidate à la production des images des Jeux méditerranéens d'Albi (juillet 1991), les Jeux olympiques d'Albertville et de Barcelone (1992) ou de Lillehammer (1994). La société a d'ailleurs

vocation à s'ouvrir à d'autres partenaires européens, espagnols, grecs ou scandinaves.

Sur le plan technique, les solutions retenues par Eurobroadcast permettent de s'adapter aux desiderata des comités organisateurs, tout en assurant une production en « composantes numériques » qui s'inscrit dans la marche vers la télévision haute définition européenne. A ce titre, Eurobroadcast escompte d'ailleurs se qualifier pour les crédits publics destinés à aider les studios et télévisions français à s'équiper de matériels « en composantes » d'ici à 1992 (le Monde du 5 octobre).

La démarche C3D s'inscrit donc dans le contexte général de la compétition entre Européens et Japonais pour imposer leurs normes futures de télévision. Pour aboutir, il lui faudra trouver des accords avec les autres organismes participant à la radiodiffusion des sports, comme TDF en France. Et décrocher des contrats : Eurobroadcast doit « couvrir » au moins trois grands événements pour amortir son investissement.

M. C. L.

TOUT DE SUITE
DANS LONDRES

Gagnez du temps : les avions de la London City Airways se posent sur les docks, à moins de 6 miles de la City.

Gagnez encore : ils vous emmènent dans Londres en Classe Affaires, 6 fois par jour.

Gagnez sans cesse : en arrivant, restez efficace grâce aux services et aux moyens de communication mis à votre disposition au Business Centre du London City Airport.

Gagnez toujours : 6 minutes après l'atterrissage, tous les moyens de transports, même le bateau-bus, vous conduisent à vos rendez-vous.

Gagnez enfin : 10 minutes d'enregistrement suffisent pour repartir à Paris.

LONDON
CITY
AIRWAYSTIME IS MONEY...
(comme on dit chez nous)Horaires London City Airways (en semaine). Départ Paris-Charles-de-Gaulle : 7h30 - 8h45 - 11h00 - 13h00 - 16h55 - 19h00
Horaires London City Airways (en semaine). Départ London City Airport : 8h15 - 10h00 - 14h00 - 16h00 - 18h05 - 20h00
LONDON CITY AIRPORT : 13 VOLS QUOTIDIENS ALLER-RETOUR PARIS-LONDRES
INFORMATION ET RESERVATION AUPRES DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU PAR TEL. : 42.66.30.14 ET 42.66.30.17.

LOTTO

TRIMES DU 10/11/89

10 18 21 35 43 46

0 9

PROCHAIN TRIMES DU 17/11/89

SAISIE 11 NOVEMBRE 1989 A 20 H 30

POUR LES BONS TRIMES DE LA PROCHAINE PERIODE

LES TRIMES SONT EN VENTE JUSQU'AU 10 NOVEMBRE 1989

CHIFFRES A RETENIR

1^{er} TRIMES 2 2 197 640,00 F

2^{es} TRIMES 67 89 240,00 F

3^{es} TRIMES 7 6 423 7 795,00 F

4^{es} TRIMES 11 143 372 135,00 F

5^{es} TRIMES 12 7 10 372 10,00 F

LOTOSPORT

RESULTATS COMPLETS DES

1^{er} TRIMES 11/11/89

2^{es} TRIMES 11/11/89

3^{es} TRIMES 11/11/89

4^{es} TRIMES 11/11/89

5^{es} TRIMES 11/11/89

6^{es} TRIMES 11/11/89

7^{es} TRIMES 11/11/89

8^{es} TRIMES 11/11/89

9^{es} TRIMES 11/11/89

10^{es} TRIMES 11/11/89

11^{es} TRIMES 11/11/89

12^{es} TRIMES 11/11/89

13^{es} TRIMES 11/11/89

14^{es} TRIMES 11/11/89

15^{es} TRIMES 11/11/89

16^{es} TRIMES 11/11/89

17^{es} TRIMES 11/11/89

18^{es} TRIMES 11/11/89

19^{es} TRIMES 11/11/89

20^{es} TRIMES 11/11/89

21^{es} TRIMES 11/11/89

22^{es} TRIMES 11/11/89

23^{es} TRIMES 11/11/89

24^{es} TRIMES 11/11/89

25^{es} TRIMES 11/11/89

26^{es} TRIMES 11/11/89

27^{es} TRIMES 11/11/89

28^{es} TRIMES 11/11/89

29^{es} TRIMES 11/11/89

30^{es} TRIMES 11/11/89

31^{es} TRIMES 11/11/89

32^{es} TRIMES 11/11/89

33^{es} TRIMES 11/11/89

34^{es} TRIMES 11/11/89

35^{es} TRIMES 11/11/89

36^{es} TRIMES 11/11/89

37^{es} TRIMES 11/11/89

38^{es} TRIMES 11/11/89

39^{es} TRIMES 11/11/89

40^{es} TRIMES 11/11/89

41^{es} TRIMES 11/11/89

42^{es} TRIMES 11/11/89

43^{es} TRIMES 11/11/89

44^{es} TRIMES 11/11/89

45^{es} TRIMES 11/11/89

46^{es} TRIMES 11/11/89

47^{es} TRIMES 11/11/89

48^{es} TRIMES 11/11/89

49^{es} TRIMES 11/11/89

50^{es} TRIMES 11/11/89

51^{es} TRIMES 11/11/89

52^{es} TRIMES 11/11/89

53^{es} TRIMES 11/11/89

54^{es} TRIMES 11/11/89

55^{es} TRIMES 11/11/89

56^{es} TRIMES 11/11/89

57^{es} TRIMES 11/11/89

58^{es} TRIMES 11/11/89

59^{es} TRIMES 11/11/89

60^{es} TRIMES 11/11/89

61^{es} TRIMES 11/11/89

62^{es} TRIMES 11/11/89

63^{es} TRIMES 11/11/89

64^{es} TRIMES 11/11/89

65^{es} TRIMES 11/11/89

66^{es} TRIMES 11/11/89

67^{es} TRIMES 11/11/89

68^{es} TRIMES 11/11/89

69^{es} TRIMES 11/11/89

70^{es} TRIMES 11/11/89

71^{es} TRIMES 11/11/89

72^{es} TRIMES 11/11/89

73^{es} TRIMES 11/11/89

74^{es} TRIMES 11/11/89

75^{es} TRIMES 11/11/89

76^{es} TRIMES 11/11/89

77^{es} TRIMES 11/11/89

78^{es} TRIMES 11/11/89

79^{es} TRIMES 11/11/89

80^{es} TRIMES 11/11/89

81^{es} TRIMES 11/11/89

82^{es} TRIMES 11/11/89

83^{es} TRIMES 11/11/89

84^{es} TRIMES 11/11/89

85^{es} TRIMES 11/11/89

86^{es} TRIMES 11/11/89

87^{es} TRIMES 11/11/89

88^{es} TRIMES 11/11/89

89^{es} TRIMES 11/11/89

90^{es} TRIMES 11/11/89

91^{es} TRIMES 11/11/89

92^{es} TRIMES 11/11/89

93^{es} TRIMES 11/11/89

94^{es} TRIMES 11/11/89

95^{es} TRIMES 11/11/89

96^{es} TRIMES 11/11/89

97^{es} TRIMES 11/11/89

98^{es} TRIMES 11/11/89

99^{es} TRIMES 11/11/89

100^{es} TRIMES 11/11/89

Le débat sur l'école et les religions

Un entretien avec le grand rabbin de France M. Joseph Sitruk

« Qu'est-ce qu'une laïcité qui voudrait être laïque à tout prix ? »

Près de quinze-mille personnes sont attendues, dimanche 12 novembre, au parc des Expositions du Bourget pour une journée du judaïsme français sera marquée par différentes conférences, tables rondes et expositions. M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, dans un entretien au Monde, présente ce rassemblement sans précédent et, à propos de la polémique sur le foulard islamique, se prononce pour une concertation entre les différentes familles confessionnelles et l'Etat sur l'expression religieuse à l'école et la laïcité.

— A l'heure où la France s'interroge sur la place des religions dans la société, vous allez présider une journée du judaïsme français, inédite dans sa formule et par son importance. Pourquoi, aujourd'hui, cette affirmation d'un réveil religieux juif ?

— Toutes les observations vérifiables vont dans le sens d'un regain de la pratique juive. Ce Yom Hashoah, ou Journée de l'étude du judaïsme, est une grande première, en effet, plusieurs milliers de personnes sont attendues. Ce ne sera pas une cérémonie, mais un rassemblement pour tous ceux, juifs pratiquants ou non, qui veulent approfondir leur connaissance du judaïsme. De très nombreux rabbins ont promis leur participation physique ou par des messages, y compris ceux de Moscou, de Jérusalem et de New-York. Il s'agit d'affirmer la vitalité spirituelle du judaïsme, de réunir des tendances qui s'affrontent parfois, de permettre un retour aux sources spirituelles du message juif et surtout de réfléchir aux moyens de l'exprimer de façon attrayante et moderne.

— Certaines manifestations d'intégrisme religieux chez les jeunes ne vous inquiètent-elles pas ?

— Qu'il y ait un regain de l'intensité religieuse dans la jeunesse, c'est la vérité. On voit s'affirmer des modes de pratique et d'engagement que nous ignorions hier. S'agit-il d'intégrisme ? Je dirai que l'expression religieuse des jeunes n'a pas les mêmes formes que celle de la génération de leurs

parents. Elle est plus entière, absolue, peut-être exclusive. Mais n'est-ce pas à l'image de tout ce qu'entreprend aujourd'hui la jeunesse ?

— Est-ce que cette évolution n'encourage pas la crainte d'un affichage, dans les lieux réputés neutres comme l'école, de signes extérieurs de religion ?

— Dans la mesure où un jeune juif veut porter une kippa à l'école, une jeune musulmane son voile, un jeune chrétien une croix, et où son attitude ne représente pas de danger de déstabilisation ou de dévergancement des principes et des valeurs qui fondent la société, je ne vois pas pourquoi on l'empêcherait de le faire. Beaucoup de gens ont profité de cette affaire du voile islamique pour dire ce qu'ils pensaient de la liberté de la femme ou de l'archaïsme des religions, mais ce n'est pas du tout le débat.

Il est de savoir si, dans une société pluraliste et laïque, il y a place, pour ceux qui ont choisi de pratiquer une religion, de le faire tout à fait librement. Si l'école apprend aux jeunes à être respectueux des autres, actifs, à vivre les valeurs qu'ils ont choisies, alors elle aura gagné son pari. Mais si on fait retomber tout le débat sur le caractère légal ou non d'une pratique, on régresse.

Libérer les élèves le week-end

— Mais comment intégrer cette dimension religieuse avec le cadre légal de la laïcité et les obligations scolaires ? Certains enfants ne refusent-ils pas déjà la présence à tel ou tel cours religieux ? Un enfant juif doit-il, par exemple, aller à l'école le samedi, jour du shabbat ?

— Quand on a fait le choix de l'école publique et laïque, on doit en suivre tous les enseignements. Faire autrement serait aller à l'encontre de la nécessaire ouverture d'esprit des enfants. Il serait bien triste que les religions se réfugièrent derrière un non-savoir pour éluder des débats.

Le judaïsme n'est pas seulement une religion d'abstraction ou de concept mais aussi de pratiques qui incarnent l'esprit de la foi. Alors, faut-il aller ou non à l'école le jour du shabbat ? Un juif ne peut pas, ce jour-là, écrire, utiliser l'électricité, prendre sa voiture, etc. Les personnes non religieuses peuvent

s'étonner de telles prescriptions, mais elles existent. L'idéal serait de trouver des formules libérant totalement le week-end. On donnerait ainsi satisfaction aux enfants juifs, sans aller contre l'aspiration de la société moderne à la coupure de fin de semaine.

En attendant, ou bien les parents choisissent l'école privée juive, qui vaque le jour de shabbat. Ou bien, ayant inscrit leur enfant dans un établissement public, ils demandent à l'administration que l'enfant en cours le samedi ait le droit de ne pas enfreindre la loi du shabbat. Mais, au lycée Masséna, à Nice, j'allais en cours le samedi, mais je n'écrivais pas...



— Une telle proposition pourrait être comprise du corps enseignant ?

— Je comprends les difficultés d'exercice de la profession d'enseignant aujourd'hui. Mais j'ai envie de leur dire : soyez ouverts à la diversité religieuse des jeunes. Si un élève porte devant vous une croix, un foulard, une kippa, acceptez-le comme il est. La tentation serait aujourd'hui de dire : cher élève, vous êtes juif (ou musulman, ou catholique), je ne veux pas le savoir... Mais, monsieur le professeur, je ne vous interdise pas, moi, d'être laïc. Qu'est-ce qu'une laïcité qui voudrait être laïque à tout prix ?

Une tendance dangereuse consiste à dire que la laïcité est le moteur de la société et que la religion doit rester une matière strictement privée. Mais faudra-t-il supprimer du calendrier des jours choisis le 1^{er} novembre, parce que moi, la laïcité n'est pas autre chose que cette reconnaissance de la

liberté culturelle et religieuse des différentes communautés.

— Certains, comme M. Alain Finkielkraut, vous reprochent d'aller à contre-courant d'une laïcité qui a quand même permis à la communauté juive de s'intégrer.

— Je n'en suis pas sûr. Je ne suis pas du tout certain que, depuis deux siècles, l'intégration des juifs ne se soit pas d'abord traduite par l'assimilation et par la dilution des valeurs juives. Or il n'est resté que des valeurs largement édulcorées, dénuées.

Une société ne peut pas du tout faire l'économie des valeurs morales, dont les religions, quoiqu'on en dise aujourd'hui, sont des véhicules essentiels. Que des personnes souhaitent alléger les religions de certains de leurs rites ou de leurs dogmes, c'est un risque qu'elles prennent. Pour moi, au contraire, le judaïsme, c'est la garantie de la pérennité et de l'intégrité d'un certain message transmis par Dieu à l'humanité.

— Dans le débat que vous soulevez à propos de la laïcité, s'agit-il de trouver de nouvelles relations entre la puissance publique et les confessions ou d'engager la voie d'une refonte de la législation laïque ?

— Avant d'en arriver au stade législatif, il faut d'abord passer par celui de la concertation. Il serait navrant de voir le débat se politiser comme il a commencé de le faire, devenir l'apanage d'une partie de la classe politique contre une autre. La question de la conciliation des pratiques religieuses avec les obligations scolaires est un vrai problème de société et, comme tel, il ne doit pas être traité dans la passion et les conflits d'influence. Il faut que toutes les tendances aient la possibilité de s'exprimer.

Si des décisions doivent être prises, elles devront l'être, me semble-t-il, au regard des idéaux d'égalité, de liberté et de fraternité. A la lumière des événements récents, il me semble difficile de croire que ces trois idéaux sont vécus en France aujourd'hui. Ce que je revendique — et je parle uniquement pour le judaïsme — c'est le droit d'être un juif pratiquant en France, c'est-à-dire fidèle à la fois à ses idéaux spirituels et à ceux que son pays s'est donné.

Propos recueillis par
HENRI TINCO

JUSTICE

Les deux gardiens de la villa et un receleur écroués

Tous les tableaux volés chez Marina Picasso ont été récupérés

Il n'aura fallu que quatre jours à la police judiciaire de Nice pour identifier les auteurs présumés de l'important vol de tableaux commis, dimanche matin 5 novembre, à Cannes dans la villa de Marina Picasso, la petite-fille du peintre (le Monde du 8 novembre).

Les deux gardiens de la propriété, Daniel Jaguin et Serge Clouzeau, qui avaient été placés en garde à vue dès mardi, ont, au terme de leur interrogatoire, émis définitivement le parquet de Grasse puis inculpés de vol aggravé par le magistrat instructeur chargé du dossier. Un troisième homme, Fernand Laugier, dit « Mami », restaurateur au Pradet, au domicile duquel la douzaine de tableaux volés a été retrouvée par les enquêteurs, a lui-même été inculpé de recel de vol aggravé et écroué comme ses deux complices.

Dès le début de leur enquête, les policiers de la PJ de Nice avaient orienté leurs recherches vers Daniel Jaguin, l'un des gardiens de la villa, qui dans la matinée de dimanche avait alerté la police municipale de Cannes sur le cambriolage et la disparition de douze toiles de maître de grande valeur, puisque estimées au total à plus de 100 millions de francs.

Le fait que le système de sécurité de la propriété n'ait pas été mis en fonctionnement par le gardien durant son absence et que les cinq chiens de garde, maintenus dans leur chenil, n'aient point réagi à l'intrusion sans effraction d'inconnus avait bien évidemment conduit les policiers à envisager la thèse d'un cambriolage « monté » avec la complicité des gardiens.

C'était, semble-t-il, la bonne piste, puisque la douzaine de toiles dérobées ont été — sur indications de Daniel Jaguin et de Serge Clouzeau, autre gardien de la propriété, qui affirmait avoir pris son jour de congé — récupérées chez le restaurateur-receleur.

POINT DE VUE : Réforme de l'instruction

Audace mais responsabilité

par Jacques Toubon

QUEL plaisir de l'œil de voir le gouvernement courir derrière les projets de l'opposition en pressant soudainement ses experts et reculer devant la difficulté en ouvrant le débat, pourtant ouvert depuis trop longtemps, sans perdre lui-même parti ni engager de consultation formelle sur ses idées — s'il en a.

Nous en avons : je les ai exprimées il y a quelques semaines et soumises à l'approbation du RPR, des professionnels et de l'opinion publique. C'est donc à la lumière d'un projet constitué que je jugerai les travaux de la Commission Delmas-Marty.

Il nous semble urgent d'agir dans deux domaines : à nos yeux tout à fait indissociables : l'indépendance de la magistrature et la procédure pénale. Pour rompre les liens qui unissent trop souvent justice et pouvoir politique, nous proposons en premier lieu, une réforme du Conseil supérieur de la magistrature modifiant à la fois sa composition, la désignation de ses membres et ses pouvoirs dans la nomination des magistrats, en second lieu une refonte du statut des magistrats du parquet et ce, pour leur assurer une indépendance équivalente à celle des magistrats du siège. Enfin, nous souhaitons priver le gouvernement de ses pouvoirs dans la nomination des magistrats et lui être toute possibilité de donner des instructions au parquet. Ce dernier agira désormais exclusivement au nom de la loi. En effet, l'indépendance du ministère public nous paraît indispensable pour mettre en œuvre une procédure pénale plus protectrice des droits individuels. Bien entendu, identité de statut ne signifie pas identité de fonction, tout comme l'indépendance des magistrats du parquet ne veut pas dire non plus incohérence de la politique pénale.

Recours à un jury d'accusation

Un magistrat hors hiérarchie, désigné par l'assemblée générale de la Cour de cassation, le chancelier de la magistrature gèrera, sous le contrôle du Conseil supérieur de la magistrature, la carrière des magistrats et veillera à l'homogénéité de la politique sur l'ensemble du territoire pénal.

En matière de procédure pénale la démocratie et la protection de la présomption d'innocence nous paraissent imposer une série de dispositions nouvelles à certains égards audacieuses, mais répondant à un objectif cohérent. Il s'agit de redonner un contenu effectif à la notion de présomption d'innocence, d'associer le peuple de manière beaucoup plus large à l'exercice de la justice pénale, rendue en son nom, notamment par la mise en place d'un jury d'accusation et enfin, de renforcer le caractère contradictoire, c'est-à-dire équilibré et impartial de la procédure.

L'instruction doit désormais être telle que toute condamnation découle d'un procès équitable res-

pectant au mieux les droits de la défense. La mise en accusation sera un acte juridictionnel avec toutes les conséquences qui en résultent.

Au total on peut être d'accord sur les principes fondamentaux retenus par la commission mais ne pas en tirer les mêmes conséquences. D'abord, c'est l'essentiel, pourquoi vouloir séparer fonction d'enquête et fonction d'instruction ? L'idée est séduisante mais à quoi aboutira-t-elle ? Si l'enquête va à la police, rien n'est changé par rapport à la situation actuelle, c'est un « habillage » ; si elle revient au parquet cela exige au préalable un statut d'indépendance de ses membres tel que je le propose et tel que ne l'envisage pas le gouvernement, la commission ; si elle est confiée à un autre juge on double la difficulté et on retombe sur le juge d'instruction enquêteur.

La commission a posé le problème, elle n'en fait pas avancer la solution. Mieux vaut, comme nous le proposons, maintenir, dans un statut personnel et juridique renoué, un magistrat chargé des investigations et ouvrir au justiciable le recours à un jury d'accusation, public, mi-professionnel et mi-populaire, appliquant une procédure réellement contradictoire.

Ce serait aussi, deuxième élément, le meilleur vecteur de la collégialité, par ailleurs controversée et si difficile en pratique. En tout cas proposer de donner aux parties, un égal pouvoir au regard de la conduite de l'enquête fait fi des critiques souvent adressées au projet des « libéraux » de vouloir singier la procédure exécutrice anglo-saxonne. Finalement la thologie comme le souligne justement Agathe Logez.

Pour le reste je m'opposerais à la présence de l'avocat pendant la garde à vue. La commission elle-même ne souhaite pas « désarmer l'Etat » ; et la loi de 1986 sur la délinquance et la criminalité règle de manière précise et protectrice des droits de l'homme le régime de la garde à vue. J'ajoute qu'un procureur rendu à un statut d'indépendance, serait un recours, que prévoit la loi, encore plus crédible pour la défense ou pour ceux qui soupçonnent sa connivence avec la police.

En revanche, je suis d'accord pour le contrôle des écoutes téléphoniques et autres moyens technologiques d'investigation. Mais alors, que le gouvernement Ricard reprenne à son compte l'avant-projet de loi, entamé par le gouvernement Mauroy, et qu'il ait élaboré en 1982 une commission d'étude à laquelle j'avais l'honneur d'appartenir...

Au total, nos propositions pour être audacieuses me semblent plus responsables et plus respectueuses des principes et des traditions du droit et de la justice française. Que le débat soit : contradictoire, égal et objectif !

Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, ancien président de la commission des lois.

M^{me} Halimi et M. Jospin à la Sorbonne

Monologue à deux voix

Ils en ont reparlé. Pas ensemble. Du moins publiquement. L'un après l'autre. D'abord M^{me} Gisèle Halimi, qui définitivement ne veut pas de ce voile islamique à l'école, « de ce symbole de l'enfermement et du mépris de la femme ».

A la face des illustres Français qui ornent les murs de l'amphithéâtre Louis-Liard de la Sorbonne, elle est allée jusqu'au bout de son appréciation, réitérée en post-scriptum d'une intervention au cours d'un colloque consacré, jeudi 9 novembre, par l'association Droit et démocratie au préambule de la Constitution de 1946. S'il n'est pas possible de faire admettre ce point de vue par d'autres voies, pourquoi pas, à la fin des fins, l'exclusion scolaire : « Si quelques Français entendent enfreindre des lois démocratiques, républicaines et justes, est-ce qu'on ne veut pas l'exclusion ? »

M^{me} Halimi défend avec opiniâtreté et d'agit sans passion, sans démagogie, sans irresponsabilité. Il n'a pas dit à qui il pouvait bien songer. Du moins publiquement. M^{me} Halimi et le ministre s'en sont allés. Chacun de son côté.

MICHEL KAJMAN.

Il ne suit donc pas le même raisonnement. Un : l'image ainsi donnée de la femme « bée et honte ». Deux : l'école ne cessera de lutter contre « des systèmes de pensée et de croyances fondés sur l'oppression de la femme ». Trois : « C'est à l'école que ces jeunes filles apprendront les droits des femmes, à l'école et nulle part ailleurs ». Les exclure, c'est les rejeter dans « le dogmatisme, l'obscurantisme, l'oppression ».

M. Jospin a, lui aussi, une grande cause en vue : le viell universel abstrait à jadis conduit à « uniformiser à l'excès le creuset scolaire ». « Je suis pour », a dit le ministre, que notre système éducatif continue à jouer son rôle intégrateur. J'espère contre l'assimilation si elle nie les individus dans leurs racines (...). Je veux que l'école de la République tout en devenant davantage l'école des familles et des enfants ».

M. Jospin continuera de penser et d'agit sans passion, sans démagogie, sans irresponsabilité. Il n'a pas dit à qui il pouvait bien songer. Du moins publiquement. M^{me} Halimi et le ministre s'en sont allés. Chacun de son côté.

A l'initiative d'un homme d'affaires musulman

Un projet de grande mosquée à Marseille

Le projet de construction d'une grande mosquée a été déposé, jeudi 9 novembre, à la mairie de Marseille par un homme d'affaires de la ville, M. Mustapha Slimani, qui contrôle déjà une grande partie du marché local de la viande rituelle halal. La maquette, dessinée par deux architectes, MM. Julien Uralid et Franck Aguilar, prévoit une salle de prières, d'une capacité d'accueil de quinze mille à dix-sept mille fidèles. Sur un terrain de 10 à

15 hectares devraient également être construits un hammam, un espace commercial, une école de langue arabe, des restaurants, etc.

M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, a récemment exprimé son accord pour la construction d'une grande mosquée, de la dimension d'une cathédrale ou de la Mosquée de Paris, qui soit un symbole pour la population musulmane de Marseille.

EN BREF

□ Les conséquences de « l'interdiction de voile à l'école » selon Tahar Ben Jelloun. — « La France provoquera la colère et la haine des musulmans du monde si elle empêche le port du voile islamique à l'école », a déclaré M. Mahmoud Vazir, vice-ministre iranien des affaires étrangères, au journal iranien Roshan, à son retour d'un voyage officiel en France, en Italie et en Allemagne fédérale. Selon lui, « l'attitude des autorités françaises tend à limiter la liberté des gens ».

□ Les parents d'élèves contre l'initiative en cascade de Fabrigues (Hérault). — Après la décision d'une inséance de Fabrigues (Hérault) de porter une casquette à l'école, la section locale de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) a demandé, jeudi 9 novembre, à l'inspection académique de prendre pos-

sition sur cette affaire, dans laquelle la FCPE voit « une provocation délibérée à des fins politico-religieuses ». Pour sa part, le SGEN-CFDT « désapprouve totalement » l'initiative de l'inspectrice.

□ Vandalisme sur des ouvrages islamiques au Centre Georges Pompidou. — Une centaine d'ouvrages sur l'Islam ont été détériorés depuis le mois de mars à la bibliothèque publique d'information du Centre Georges Pompidou à Paris. Ce vandalisme, apparu après l'affaire des Versets saoudiens, de Salmaan Rushdie, touche selon les responsables de la première bibliothèque de lecture publique de France « l'importance quel livre ou périodique sur l'Islam qu'il soit de mathématiques, d'art ou de littérature ». Les pages sont découpées au cutter, puis les livres sont soigneusement remis en rayon.

هكذا من الاصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la cour d'appel de Paris

Compagnies pétrolières et pompistes corses
condamnés pour « entente illicite »

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M^{me} Myriam Ezratty, a confirmé, jeudi 9 novembre, l'essentiel de la décision rendue le 25 avril 1989 par le Conseil de la concurrence et des prix en condamnant les compagnies pétrolières Shell, BP France et Elf Corse, deux syndicats professionnels de distributeurs et revendeurs de carburants et douze distributeurs indépendants à des sanctions pécuniaires comprises entre 10 000 F et 500 000 F pour « entente illicite sur les prix » observée en Corse en 1985 et 1986.

Depuis le 6 juillet 1987, la cour d'appel de Paris est la juridiction de recours contre les décisions du Conseil de la concurrence et des prix. C'est donc devant cette juridiction que les compagnies pétrolières, les distributeurs et les pompistes corses avaient demandé soit l'annulation, soit la réduction, des sanctions pécuniaires infligées par le conseil de la concurrence après les plaintes déposées par les unions de consommateurs corses.

Après avoir observé que le marché de la distribution des carburants en Corse se caractérise notamment par l'absence de points de vente dans les magasins à grande surface et par une

« forte saisonnalité » due au flux touristique, la cour note que les sondages périodiques effectués par l'administration révèlent que les prix de vente au détail étaient le plus souvent semblables « au centime près » aussi bien pour le super et l'essence que pour le fuel et qu'ils « variaient simultanément ». Les juges constatent en outre que l'enquête a révélé en Haute-Corse « un accord verbal » réalisé sous l'égide du syndicat des distributeurs et revendeurs de carburants et lubrifiants ayant pour but d'éviter la concurrence par les prix en fixant les tarifs de détail. Les magistrats ajoutent que, selon les témoignages recueillis, « des mises en garde » étaient adressées à ceux qui s'en éloignaient. Des constatations semblables ont été faites en Corse-du-Sud où des concertations s'étaient établies entre commerçants sans qu'ils soient nécessairement syndiqués.

« De graves menaces »

Concernant les stations exploitées directement par les compagnies pétrolières, la cour souligne : « Les quatre compagnies en cause ont systématiquement pratiqué des prix de détail identiques à ceux des autres distributeurs, que s'expliquent ni les caractéristiques du marché conduisant au contraire à une dispersion des prix de revient ni les coûts d'exploitation nécessairement spécifiques à la gestion

par mandataires ». Les magistrats se montrent particulièrement sévères envers Shell, BP France et Elf Corse en déclarant : « Elles ont délibérément choisi, en l'absence de contraintes spécifiques prévues, de coopérer en fait aux ententes formées par les autres distributeurs, et elles y ont par conséquent tacitement mais volontairement adhéré. » En revanche, les juges ont annulé l'amende de 250 000 F infligée par le conseil de la concurrence à la compagnie Esso, en relevant que cette société « justifie par les pièces versées aux débats qu'elle n'a consenti à aligner ses prix que sous la pression de graves menaces ». « Si elle montre le caractère illicite des comportements parallèles observés, une telle circonstance établit toutefois que cette société ne s'y est résolu que sous l'empire de contraintes individuelles lui imposant un mode de fixation de ses prix ».

La cour d'appel a donc confirmé les amendes de 250 000 F prononcées contre Elf Corse et Shell, de 300 000 F à BP, de 500 000 F au syndicat des distributeurs et revendeurs de Haute-Corse et de 100 000 F à son homologue de Corse-du-Sud alors que cinq détaillants ont vu leurs amendes sensiblement réduites. Mais l'intégrité de l'arrêt devra être publiée dans les éditions corses des journaux Nice-Matin et le Provençal aux frais des sociétés Shell et BP France.

MAURICE PEYROT

MÉDECINE

Dans l'attente des arbitrages du président de la République et du premier ministre

M. Claude Evin se prononce en faveur
d'une loi sur la bioéthique

M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a pris position, le jeudi 9 novembre, en faveur d'une législation sur différents problèmes soulevés depuis plusieurs années par l'avancée des techniques médicales et réunis sous le terme de bioéthique. M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, est d'un avis opposé. On attend les prochains arbitrages du président de la République et du premier ministre.

S'exprimant devant la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qu'il recevait pour la première fois, M. Claude Evin a notamment déclaré, à propos de l'avant-projet de loi Brabant sur les sciences de la vie et les droits de l'homme : « Je pense que nous devons légiférer, dans un avenir plus ou moins proche, sur certains problèmes précis. (...) Il faut adapter la loi de 1976, dite « loi Caillaud », sur les dons d'organes. Il faudra préciser le statut juridique et le devenir des embryons congelés. Il semble également nécessaire, aujourd'hui, de dissocier le titre VI concernant les travaux de recherche pour éviter que nos chercheurs, en épistémologie notamment, ne

prennent du retard par rapport aux autres pays. Il faut préciser très nettement les garanties qui permettent d'empêcher tout détournement de finalité des registres épidémiologiques ».

sur ce point précis (sur lequel la Commission nationale consultative des droits de l'homme, qui vient d'être consultée, rendra prochainement un avis public), M. Evin a tenu à rappeler, évoquant clairement certaines réticences médicales, que « la notion de liberté individuelle ne doit pas se confondre avec l'individualisme. Pouvoir refuser sans raison légitime, alors que l'on bénéficie de toutes les garanties de confidentialité, que soient transmises certaines données permettant le progrès de la recherche médicale pour l'amélioration de la santé pour tous, ne peut être pour moi l'exercice d'un droit fondamental, mais plutôt l'attitude d'un citoyen mal informé ».

Cette prise de position de M. Evin vient relancer la controverse sur l'opportunité qu'il y aurait à légiférer dans le champ de la bioéthique. Il y a quelques jours (le Monde du 26 et du 27 octobre), ouvrant à Paris le colloque « Patrimoine génétique et droits de l'humanité », M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, s'était prononcé contre une démarche législative rapide et pour l'ouverture d'un débat « avec toute la société pour que des conclusions claires et

acceptables apparaissent ». Dans l'esprit du ministre de la recherche, qui est en accord avec le cardinal Lustiger, ce débat devrait notamment porter sur les procréations médicalement assistées, le statut de l'embryon humain et les limites de l'expérimentation médicale sur ce dernier.

Un « truquage » du rapport Brabant ?

Pour sa part, M. Michel Rocard s'est déjà exprimé sur ces questions, le 21 septembre dernier, devant la Commission nationale consultative des droits de l'homme qui venait à l'unanimité de prendre position en faveur d'une législation rapide sur l'ensemble des problèmes relatifs à la bioéthique. « Que de chemin parcouru depuis le mois de janvier 1985, Robert Badinter, alors garde des sceaux, concluait, quand après une vaste consultation et un débat approfondi, qu'il valait mieux, en l'état, s'abstenir ! avait alors déclaré M. Rocard. Mais faut-il pour autant légiférer de manière exhaustive ? (...) Je vais y réfléchir, car on ne peut avoir quelques hésitations à vouloir apporter, au risque de les imposer des solutions à tous les problèmes abordés par l'avant-projet de loi ».

Le premier ministre avait toutefois souhaité alors que le Parlement débattenne « dans des délais raisonnables » de ces questions.

Il semble donc très vraisemblable aujourd'hui que l'on s'orientera vers un « truquage » de l'avant-projet de loi du groupe présidé par le conseiller d'Etat Brabant. Il en résulterait alors plusieurs textes qui seraient examinés, dans des délais variables, par le Parlement. Dans cette hypothèse, le consensus gouvernemental semblait d'ores et déjà établi sur plusieurs points (recherche en épistémologie, utilisation des organes et des produits du corps humain), la question principale sera celle des arbitrages sur les procréations médicalement assistées et sur le statut juridique des embryons humains congelés, arbitrages que rendront le premier ministre, mais aussi le président de la République, dont on sait qu'il suit personnellement l'ensemble de ces questions.

JEAN-YVES NAU

Les suites de l'affaire Greenpeace

Le tribunal arbitral rendra
sa sentence en janvier prochain

Après une semaine d'auditions qui se sont déroulées dans une des suites de l'hôtel Waldorf-Astoria, à New-York, les membres du tribunal arbitral chargé de départager la France et la Nouvelle-Zélande sur le sort des « faux époux Turenge » ont achevé le 4 novembre la « procédure orale » consistant à entendre les arguments des deux parties. Les trois membres de ce tribunal international présidé par M. Eduardo Jimenez de Arechaga, un professeur de droit international uruguayen (et comprenant M^{re} Jean-Denis Bradin pour la France et Sir Kenneth Keith pour la Nouvelle-Zélande) ont désormais trois mois pour délibérer avant de prononcer, en janvier prochain, une décision motivée qui sera sans appel.

NEW-YORK

de notre correspondant

Cette procédure, approuvée par Paris et par Wellington, devrait permettre de reformer définitivement un dossier qui, depuis plus de deux ans — et depuis bien plus longtemps si l'on se réfère au début de l'affaire — l'attentat perpétré en juillet 1985 contre le Rainbow Warrior du mouvement écologiste Greenpeace — empoisonne les relations entre les deux pays. Le différend sur lequel le tribunal de New-York doit se prononcer porte sur le rapatriement du commandant Alain Mafart en décembre 1987, puis du capitaine Dominique Prieur, six mois plus tard.

Ce retournement en France, justifié par des raisons de santé pour le premier et de grossesse pour la seconde, avait provoqué la colère du gouvernement néo-zélandais de l'époque. Celui-ci dénonçait alors verbalement la rupture de l'accord conclu en juillet 1986 entre les deux pays et prévoyant que les « faux époux Turenge » étaient contraints de rester sur l'atoll de Hao, dans le Pacifique sud, jusqu'à la fin de leur peine de prison (juillet 1989) ramenée de dix à trois ans. Faute de trouver un terrain d'entente, Paris et Wellington recouraient en février 1989 à une procédure d'arbitrage confiée au tribunal arbitral de New-York.

Conscient de traiter un dossier particulièrement « chaud », ce dernier a exigé la totale confidentialité sur ses travaux. Il apparaît cependant, que tout en défendant des positions de principe — la Nouvelle-Zélande estime que M. Mafart et M^{me} Prieur doivent retourner sur la base militaire de Hao pour accomplir le solde de leur peine alors que la France invoque les raisons d'urgence et d'humanité qui ont justifié leur rapatriement — les deux parties ont

en le souci de ne pas envenimer la situation.

Dans un premier temps, la présence, côté néo-zélandais, de M. David Lange, premier ministre au moment de l'affaire Greenpeace, pouvait apparaître comme une provocation. Mais il semble que, tout au long de cette semaine de « procédure orale », celui qui a régulièrement vilipendé la France depuis l'attentat du navire ait observé à New-York une attitude beaucoup plus mesurée.

La détente entre Paris
et Wellington

Ce changement de ton s'explique sans doute par le fait que M. Lange, tout en conservant d'importantes fonctions (il est attorney général), doit tenir compte du changement politique intervenu à Wellington où il a été remplacé en août dernier par M. Palmer. De plus l'attitude de la Nouvelle-Zélande à l'égard de la France a changé ces derniers temps ainsi que nombre d'observateurs ont pu le constater à l'ONU où, par exemple, le cas de la Nouvelle-Calédonie, traditionnelle pomme de discorde entre les deux pays, a été pratiquement passé sous silence lors de l'actuelle session de l'assemblée générale.

A l'évidence, l'ouverture politique pratiquée par M. Michel Rocard à l'égard du Pacifique et les relations personnelles entretenues entre le premier ministre français et M^{me} Lange et Palmer ont contribué au réchauffement des relations entre les deux capitales. Mais le cas des « faux époux Turenge » a quitté la scène diplomatique — et ses « arrangements » — pour le tribunal arbitral dont la décision, éventuellement prise à la majorité, sera souveraine. Paris et Wellington devront s'y plier.

SERGE MARTI

ÉDUCATION

Les difficultés de la rentrée universitaire

Les étudiants de Paris-I soutiennent
la grève du personnel administratif

« On a tous les ingrédients d'une mayonnaise, mais jusqu'à maintenant ça ne prend pas. » Lancée par une étudiante de l'université de Villeneuve, la formule résume bien la situation, jeudi 9 novembre, au terme d'une manifestation qui a conduit quelques deux mille étudiants du Panthéon au ministère de l'éducation nationale, où une délégation devait être reçue par deux membres du cabinet de M. Lionel Jospin.

Les ingrédients sont classiques : le manque « de sous, de profs, d'ampis et de TD » (travaux dirigés), comme l'ont scandés les manifestants entre la rue Monsieur-le-Prince et la rue de Grenelle. Devant l'afflux croissant de bacheliers et des nouveaux étudiants, les universités ont, chaque année, un peu plus de mal à caser tout le monde. Faute de locaux nouveaux, en particulier à Paris, elles n'y parviennent qu'au prix de solutions de fortune et de cours sursaturés.

L'an dernier, les universités de Lille et de Rouen avaient défrayé la chronique. Cette année la gro-

gne a éclaté à Paris, principalement au centre Pierre-Mendès-France (Tolbiac) de l'université Paris-I. Les personnels administratifs, en grève depuis la mi-octobre, ont servi de révélateur : dénonçant leurs mauvaises conditions de travail (salaires très faibles, absence de formation et de promotion, diminution de leurs effectifs tandis qu'augmente le nombre des étudiants, faiblesse des moyens de fonctionnement), ils ont rapidement rencontré un écho favorable chez les étudiants.

Au fil d'assemblées générales réunies depuis le 3 novembre, les étudiants ont donc décidé de se mettre « en grève » pour réclamer des crédits d'urgence et des améliorations concrètes de leur situation (TD supplémentaires, restaurant universitaire qui n'existe pas à Tolbiac...). Grève assez symbolique cependant, car si beaucoup d'étudiants partagent la même mauvaise humeur, la très grande majorité continue à aller en cours. An cours d'une assemblée générale tenue par le SNESUP et le SGEN-CFDT, une cinquantaine d'enseignants ont décidé, mercredi 8 novembre, d'appeler à une grève des cours d'une semaine, à partir du 13 novembre, afin d'exprimer leur solidarité avec les personnels administratifs et leur rejet de conditions d'enseignement et de recherche devenues « insupportables ».

Modestement suivie à Paris-I, la grève étudiante n'a jusqu'à présent pas fait tâche d'huile dans les autres universités parisiennes. Toutefois les mouvements sporadiques de ces derniers jours expriment un réel malaise face à des conditions matérielles d'études difficilement acceptables.

Si ne veut pas voir la grogne ou la lassitude se transformer en colère dans les facultés, le ministre de l'éducation va devoir rapidement traduire en mesures tangibles l'augmentation de plus de 9 % de son budget de l'enseignement supérieur pour 1990. En particulier sur deux dossiers actuellement à l'étude au ministère : le développement de l'aide sociale étudiante (bourses, prêts, logement et restaurants universitaires) et le renforcement du potentiel universitaire de la région parisienne grâce à la création de nouveaux établissements.

JEAN-JACQUES BOZONNET

G. C.

Les médias et la formation

La télévision devrait être un partenaire
actif de l'enseignement technique

La France porte le bonnet d'âne européen de la télévision scolaire. Les quelques heures anarchiques diffusées chaque année (43 heures contre 2 262 en Allemagne fédérale et 1 378 en Grande-Bretagne) ne concernent jamais les élèves du technique, qui représentent pourtant une bonne moitié des lycéens et étudiants. En France, l'enseignement technique et professionnel est totalement ignoré par une diffusion éducative elle-même « quasi inexistante ». Tel est le constat déprimant d'un rapport rendu public jeudi 9 novembre sur le rôle des médias dans la promotion de la formation technique.

Rédigé par Annette Bon, du Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et Michel Kuhn, de FR 3, à la demande de Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, et Catherine Tassa, ministre déléguée chargée de la communication, ce rapport fait l'inventaire de la « dispersion et l'anarchie » qui règnent en France dans le domaine de l'enseignement à distance en général, et celui de la télévision éducative en particulier.

Les auteurs préconisent la mise en place d'un véritable partenariat professionnel entre l'industrie, les médias et l'éducation nationale, dans le cadre d'un plan de cinq ans (1990-1994). L'un des outils de cette politique pourrait être une

structure indépendante « spécialisée dans l'expertise des demandes de programmes », sur le modèle de la fondation créée en Angleterre par la BBC (Educational Broadcasting Services), et qui pourrait s'articuler avec la Fondation pour la télévision éducative que Jacques Pomonti appelait de ses vœux dans son rapport « Éducation et télévision » (le Monde du 10 mars).

Enfin, le rapport conclut à la nécessité de constituer un « inventaire critique et régulièrement actualisé des programmes audiovisuels et multimédias relatifs à la technologie ».

Dans l'immediat, Annette Bon et Michel Kuhn réclament la création de rendez-vous réguliers (hebdomadaires) sur les chaînes généralistes publiques et privées, à des heures de grande écoute.

Afin de rendre plus efficaces les actions, pour l'instant éparpillées, des trois partenaires (industrie, médias et formation), il faudrait créer non pas un établissement spécialisé, mais une structure légère ayant pour vocation de coordonner — et qui pourrait prendre le nom de Télétech. Le rapport souligne enfin que dans ce dispositif, FR 3 « pourrait jouer un rôle de premier plan », en particulier grâce à sa implantation régionale.

La discrimination
envers des malades
du sida
pourrait être punie
par le code pénal

M. Claude Evin s'est indiqué, jeudi 9 novembre, aux membres de la commission nationale consultative des droits de l'homme qu'un projet de loi en cours d'étude visant à étendre les dispositions fondées sur l'état de santé ou sur le handicap

« Vous savez que le sida a servi ici de révélateur et que l'on assiste à d'innombrables manifestations d'exclusion même si elles ne sont que, ponctuelles », a déclaré M. Evin. Notre société sera d'autant plus tolérante que la qualité de l'information sur le malade sera grande. La France a plutôt bien réagi jusqu'à présent, mais les dérapages sont toujours possibles d'autant plus que certains démagogues ont l'habitude de jouer sur les peurs pour manipuler l'opinion. » « Il est important de légiférer pénalmente de manière particulière sur le problème du sida », a ajouté M. Evin, mais il m'apparaît essentiel que notre société soit vigilante pour que tous ceux qui sont frappés par le malade ou le handicap puissent exercer pleinement leurs droits. »

Un tel projet qui sera prochainement étudié par le Conseil national du sida devrait faire de la France l'un des premiers pays à intégrer sur le plan législatif une telle volonté antidiscriminatoire.

HAMLE
Ponce Criv
du 24 de
MALE LA
OUVERTE

CULTURE

CINÉMA

Noce blanche et idées noires

Le nouveau film de Jean-Claude Brisseau est sauvé par une nouvelle actrice à la grâce inquiétante, Vanessa Paradis

On lui donnerait le diable sans confession à la petite Mathilde (Vanessa Paradis), élève de terminale 2 à Saint-Etienne, qui s'écroule sous les coups et les yeux bien cernés. Normal qu'elle soit piquée et qu'elle se pique puisque son père est psychiatre et sa mère anti-psychiatre... Le prof de philo (Bruno Cremer) s'inquiète. Et s'intéresse bientôt de plus près au cas de la séduisante cancéreuse.

Ce commence par des cours particuliers, ça finit par une passion fatale. Les amants scandaleux gambadent dans les graminées ou s'étreignent sur les graviers : au lycée, on commence à jaser. L'épouse légitime (Ludmila Mikol, si belle, si peu, si mal employée au cinéma), pleure. Que pourrait-elle faire d'autre ?

Le prof est marié à Dunkerque, et Nietzsche ayant obligamment tenu la main de Brisseau pendant l'écriture du scénario de « Noce blanche », la mort, l'absolu, le rien sont au bout du chemin.

Jean-Claude Brisseau a été professeur dans un CES d'Aubervilliers, ce n'est pas tout. Son précédent film, *De bruit et de fureur*, n'était

pas « sympathique », pas « agréable », mais puissant, nocturne, avec des adolescents de chair et de sang. Ici, tout est laid, pâle, l'image, la lumière, les personnages. Cremer, son acteur fétiche qu'il fait jouer avec l'inexpressivité d'un bouffon de lauriers, écrit debout tel Balzac et est censé avoir publié une *Philosophie mystique* chez Simone Weil... Qui peut le croire ?

Quant à la paumée surdouée, elle cause comme un livre (« Le spectacle des illusions des autres m'a fait perdre des années », et, à peine remise d'un shoot, fait un cours magistral sur l'inconscient à ses condisciples ébaubis qui l'applaudissent comme si elle venait de leur chanter *Joe le taxi*. Ridicule.

Dans ce désastre prétentieux d'un nihilisme de pacotille survit et surprend, cependant, la beauté méchante de Vanessa Paradis. Pour son premier rôle, elle impose une présence très forte. Front bombé, regard sans fond d'une jeune mutante, elle incarne avec une grâce inquiétante la garce miniature d'un siècle agonisant.

DAMELE HEYMANN

Contre l'oubli, « l'Orchestre rouge »

Jacques Rouffio, dans une reconstitution historique stylisée, ressuscite le réseau de Leopold Trepper.

Qui trouve en Claude Brasseur un interprète saisissant

En 1937, alors que Moscou est secoué par les purges staliniennes, le général Berzine, chef des services secrets soviétiques, choisit, pour organiser un réseau d'espionnage antinazi en Europe, un juif polonais, militant révolutionnaire, qui a fait ses premières armes en Palestine, Leopold Trepper. Berzine croit que le danger de guerre vient de l'Allemagne d'Hitler, et non de Grande-Bretagne comme le veut Staline. Trepper est de son avis. Le prologue du film de Jacques Rouffio établit, d'une façon fulgurante (avec l'apparition en Berzine d'un Roger Hanin d'une force dramatique peu commune : le général présente, ici, si disgracie et sa mort), les raisons du combat qui va mener Trepper, « grand chef » du réseau appelé l'Orchestre rouge : abattre, par tous les moyens, la nazisme, pour sauver le peuple juif des persécutions et du massacre.

L'armée des ombres

Trepper, même si son réseau, composé de militants de sa troupe animés de la même volonté, dépend de Moscou, n'est pas un agent soviétique. Il flaire les retournements politiques, il agit parfois en contournant les intrigues du système stalinien. Voilà ce que Jacques Rouffio donne remarquablement à comprendre d'entrée de jeu, et que Claude Brasseur reprend à son compte tout aussi remarquablement.

Gilles Perrault fit découvrir l'Orchestre rouge dans un livre passionnant paru en 1967. Le film, dans une reconstitution historique stylisée, exemple de pittoresque rétro, restitue aujourd'hui, par l'image, le spectacle cinématographique, la fiction d'excellents interprètes, le sens d'une lutte clandestine, d'une résistance par l'espionnage, dans des conditions

on ne peut plus dangereuses, puisque le « centre » moscovite n'hésitait pas, parfois, à brouiller les cartes.

A Paris, à Bruxelles et même à Berlin, on croit voir évoluer dans une vie quotidienne semée de chausse-trappes et d'imprévus, l'armée des ombres, à laquelle Jean-Pierre Melville rendit hommage dans un de ses meilleurs films. Cette résistance juive dans laquelle Dominique Labourier incarne une figure de femme tendre, courageuse et déterminée jusqu'à la mort, on la redécouvre. Ce qui est raconté dans la première partie du film semble l'être sous le sceau du secret. Parce que les choses se passent comme cela et que les nazis n'étaient pas des adversaires faciles à duper. La preuve : Trepper fut arrêté et le réseau décimé, mais les Allemands perdirent à cause de l'Orchestre rouge la bataille de Stalingrad.

JACQUES SICLER

HAMLET

Mise en scène Patrice CHEREAU

du 1^{er} au 24 décembre

LA GRANDE HALLE LA VILLETTE

LOCATION OUVERTE : 48787500

THÉÂTRE

Magie au pied des Alpes mancelles

« Kiki l'Indien », deuxième volet de la trilogie de Joël Jouanneau mis en scène par Michel Raskine à Sartrouville

A Saint-Julien, en bord des Alpes mancelles, il y a une maison, en carton, au dessin à peine esquissé, hormis une porte bleue, très bleue. Sur le devant de cette drôle de maison, il y a une pelouse verte, mais alors très verte, vraiment verte, comme un dessin d'enfant. Sur ce gazon, il n'y a rien. Si, un fauteuil, une table, une chaise, un transitoir mais jamais longtemps et pas en même temps. Rien, quoi. Au-delà, rien non plus. Si, un coin de ciel, bleu, et l'illusion d'une peste, une peste dure à gravir, peut-être une route qui mène au village à travers le coteau, peut-être même une montagne. Les Alpes mancelles culminent à 417 mètres, ce n'est pas rien.

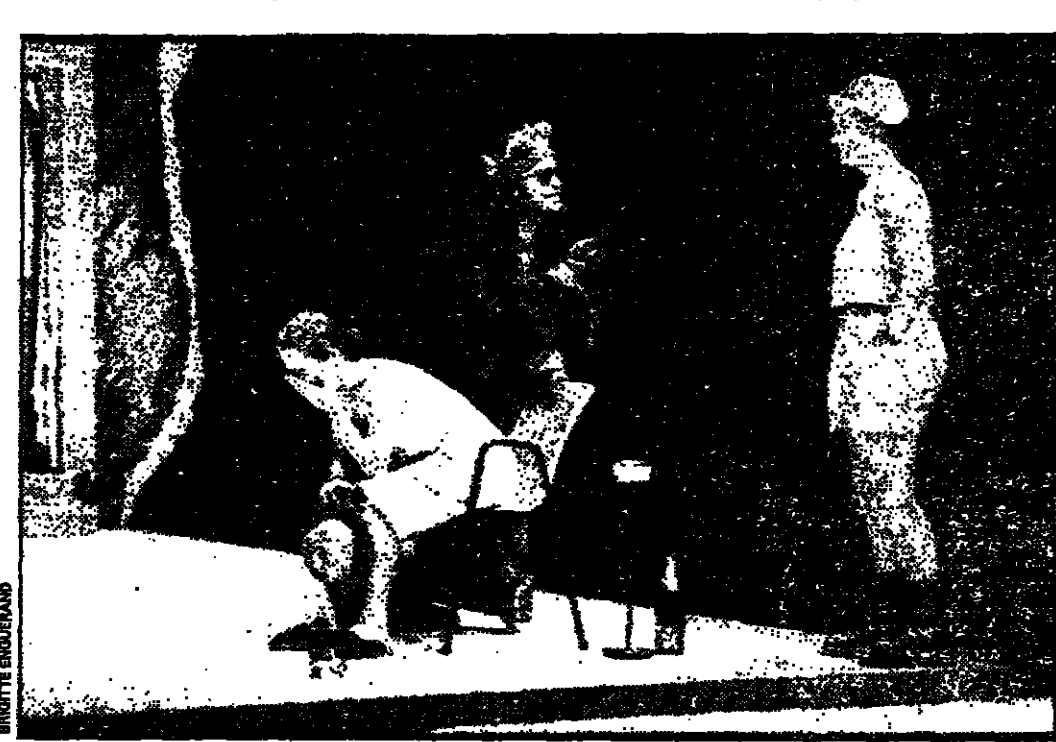
Sur le devant de la maison, il n'y a personne. Enfin, pas grand monde ou le monde entier, c'est comme on voudra, c'est ça le théâtre. Une femme, pas loin de quarante ans, rousse, mince, aux formes avantageuses, c'est Colette Girard (Marie Guittier). La maison, c'est sa maison. C'est le jour de l'Épiphanie, le jour qu'a choisi Christian Ruché, Kiki, son frère (Christian Ruché), pour revenir des Cent Vallées, de l'Oural, de mille part et de partout, le théâtre encore. Sur sa tête une couronne. Normal le jour des rois, Kiki, un roi de théâtre, âgé incertain, accourant à l'Indienne, à l'Indienne d'aujourd'hui, genre exotique, marginal, l'air d'un décafé ou d'un extralucide, comme on voudra. En tous les cas, de la chair à pâté pour les Caster d'aujourd'hui. Il disparaîtra douze mois plus tard, en décembre, dans le silence, avant que de mois, c'est la structure dramatique qu'a choisie Joël Jouanneau.

Colette Girard a un fils, Simon, qui vient la voir pendant les vacances scolaires, à Pâques, en juin, en septembre, après ou avant la classe. En juin, il va chez son père, aux Avelaires. Simon, collectionne les timbres, et une mappemonde est la meilleure arme qu'il ait trouvée pour tirer des plans sur la comète. Colette a aussi une jeune sœur, plus jeune de quinze ans au moins, qui fait sa route toute seule, au dos : Odile (Judith Guittier). Mine de rien, elle a déjà basculé dans le monde des adultes, adolescente encore, mais costaud, avertie.

Kiki l'Indien, c'est leur histoire, notre histoire. Histoire de séparations, de retrouvailles, de petites joies et de grandes souffrances, de paysages lointains, de plantes disparues, d'odeurs perdues, de rêves impossibles, d'espoirs infinis. C'est la poésie folle et chatoyante de Jouanneau qui nous avait déjà épatés avec son *Bourrichon*, surprise et succès du dernier Festival d'Avignon.

Avec ce deuxième volet d'une trilogie qui s'achève bientôt par *Mamie Ouate en Papouasie*, cet auteur accomplit un progrès déterminant dans l'écriture : après les

monologues virtuoses du *Bourrichon*, voici que ses personnages se parlent, dialoguent, confrontent des langages distincts qui leur sont propres.



Marie Guittier, Christian Ruché et Judith Guittier (de gauche à droite)

scène comme des interprètes : ils ne peuvent pas tricher. Le plus difficile enfin car il faut avoir en soi beaucoup d'imagination et le courage de mettre au clair, de mettre à nu ses rêves, ses angoisses intimes et, en l'occurrence, un goût du conte, de l'enfance, du merveilleux que tant d'adultes s'ingénient à étouffer, n'osent pas montrer.

Rêves et angoisses mis à nu

Ainsi Kiki l'Indien est un texte où s'élaborent quatre langues : la langue de la femme qui trouve dans les mots quotidiens – un quotidien obligé de courir, de cuisiner, de ménager, de mère et de rêve, bien sûr – la force de la sublimation ; la langue de l'enfant, tellement simple qu'elle touche à l'essentiel ; la langue de la jeune femme, la plus contemporaine, avec ses impropriétés, ses inexactitudes ; la langue de Kiki, enfin, la langue du poète qui se joue de l'espace et du temps.

Michel Raskine, dans sa mise en scène, a choisi le plus difficile : l'irréalité. C'est le parti le plus difficile car alors tous les repères s'estompent, et seuls les mouve-

ments, le placement de la voix, le jeu des acteurs peuvent donner corps au spectacle. Le plus difficile aussi parce que ce parti demande une totale sincérité du metteur en

scène. Trois petits garçons jouent le rôle de Simon en alternance, dont le propre fils de Christian Ruché. Et c'est la fille de Marie Guittier, Judith, qui joue le rôle d'Odile.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre de Sartrouville, place Jacques-Brel. Du mardi au vendredi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 39-14-23-77. Durée : 1 h 40. De 45 F à 95 F.

LETTRES

La mort de Margarete Buber-Neumann

Le courage de survivre aux déchirures du siècle

Margarete Buber-Neumann, que les Français avaient découverte en 1986 pour son magnifique livre sur Milena, l'amie de Kafka, est morte lundi 6 novembre à Francfort, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Elle avait connu les camps de Staline et ceux d'Hitler, cette femme à l'œil bleu et à la bouche volontaire qui forçait le respect (voir l'interview avec Nicole Zand dans le Monde du 17 janvier 1986). Et elle avait trouvé la force de dire : « Je remercie le sort de m'avoir conduite à Ravensbrück car j'y ai rencontré Milena ». Milena Jesenska, première traductrice de Kafka des 1920, amie de lui à vingt-cinq ans – et qui après cette « orgie de désespoir et de folie » avait continué de mener une existence de femme libre, journaliste (1), – était assurément une personne exceptionnelle. A Ravensbrück, elle vécut quatre ans d'une amitié intense et désespérée avec Margarete Buber-Neumann, avant de mourir, le 17 mai 1944, à quarante-huit ans, trois semaines avant le débarquement de Normandie.

Le jour du débarquement, « ce fut la liasse parmi les défunts, écrit plus tard Margarete Buber-Neumann. Mais je ne pouvais partager leur joie. A quel bon continuer de vivre si Milena était morte ? »

Elle a pourtant décidé de survivre et d'« exécuter le testament de Milena », qui, peu avant sa mort,

lui avait dit : « Je sais que toi au moins tu ne m'oublieras pas (...). Tu diras aux hommes qui j'étais, et tu auras pour moi la clémence du juge. » C'est chose faite dans un livre bouleversant, *Milena*, (traduit en français par Alain Brossat, Seuil 1986).

Vieille dame digne et pudique, Margarete Buber-Neumann s'effaçait, par admiration, devant Milena. Son propre destin, pourtant, n'était pas moins exceptionnel. Née à Potsdam le 21 octobre 1901 dans une famille d'origine paysanne, elle épousa très tôt Rafael Buber, le fils du philosophe Martin Buber. Proche des communistes dès 1919, elle se liait à l'intellectuel Heinz Neumann. Quand celui-ci fut arrêté à Moscou en avril 1937 (on ne retrouva jamais sa trace), elle fut jugée comme femme de détenu et condamnée à cinq ans de camp.

En 1940 elle fut livrée aux SS comme « cadeau » de Staline à Hitler et envoyée à Ravensbrück. Quand elle disait la vie au camp, Margarete Buber-Neumann parlait peu d'elle-même. Mais l'une de ses compagnes d'alors, la française Anise Postel-Vinay, a raconté comment elle avait notamment survécu à Thilow en la cachant dans son lit à l'infirmerie. Elle, elle confiait seulement, avec le calme de ceux qui ont le courage de survivre : « Pour l'amitié, les camps de concentration, c'est l'endroit rêvé. Tout est interdit au camp, et vous pouvez à tout moment être dénoncé. Quand on a des amis, on prend des risques... » Elle a donné

la preuve, qui demeurera, que la barbarie ne peut rien face à l'éclatance de l'esprit.

Jo. S.

(1) Un choix d'articles a paru sous le titre *Vivre aux Editions Les commes* en 1986.

Outre *Milena*, on peut lire en français le récit de Margarete Buber-Neumann, *Prisonnière de Staline et d'Hitler* en deux volumes : *Déportée en Sibirie* (paru en 1948 et réimprimé en 1986, traduit par Anise Postel-Vinay), *Déportée à Ravensbrück*, traduit par Alain Brossat, 1988) (Editions du Seuil).

créteil

GRANDE SALLE

LES FAUSSES CONFIDENCES

MARIVAUX

MISE EN SCÈNE GILDAS BOURDET

Théâtre de la Salamandre

PETITE SALLE

LA PASSION DU JARDINIER

J.P. SARRAZAC

MISE EN SCÈNE DE HEYMANN

Théâtre de la Planchette

49 80 18 85

TGP
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE

Danse

BASTA!
Georges Appaix
10 au 12 novembre

L'ETUXX LA NUIT
François Verret
13 au 18 novembre

POST-SCRIPTUM(S)
Stephanie Aubin
23 au 25 novembre

Reservations 42 43 17 17

سكزا من الاصل

CULTURE

VENTES

« La Célestine » contre « les Noces de Pierrette »

M. Jack Lang a décidé d'autoriser la sortie du territoire de la célèbre œuvre de Picasso
Mais les collections nationales récupèrent un tableau majeur

Les Noces de Pierrette (1905), de Picasso, pourrout sortir de France. C'est ce qu'a annoncé le ministre de la culture, M. Jack Lang, au cours d'une conférence de presse, le jeudi 9 novembre. En échange de cette autorisation, M. Fredrick Roos, le propriétaire suédois, offre au Musée français un portrait célèbre du même Picasso : la Célestine (1904), également de sa période bleue. Le coup de semonce du ministre de la culture, la semaine dernière, aura finalement porté ses fruits. Il avait laissé entendre qu'il n'autoriserait pas la sortie du tableau du territoire français.

« Nous faisons d'une pierre, deux coups », dira-t-il aux journalistes : d'une part, l'Etat s'est enrichi d'une œuvre magnifique et, d'autre part, cette vente permettra à Paris de redevenir la capitale mondiale du marché de l'art. Le collectionneur suédois doit être plus perplexe. Il perd, dans l'affaire, une toile — la Célestine — qui lui a coûté 100 millions de francs, soit plus de 20 % de la valeur des Noces de Pierrette. Un inconvénient qu'il a sans doute jugé préférable à une perte sur les Noces de Pierrette estimée à 30 %, voire 50 %, si le tableau avait été interdit de sortie.

Achetée il y a un an et demi pour 25 millions de francs, les Noces de Pierrette sont évaluées aujourd'hui entre 300 et 400 millions de francs. Le 30 novembre prochain à Drouot-Montaigne cette toile, de 114 cm sur 195 cm, pourrait bien battre le record mondial que Sotheby's détient depuis deux ans avec les Iris, de Van Gogh (53,9 millions de dollars).

Sotheby's, bien sûr, ne l'entend pas de cette oreille. Elle compte, d'ores et déjà, sur son *Lapin agile* (1905), où l'on voit Picasso déguisé en arlequin au côté de son

modèle, Germaine Pichot, pour enregistrer un nouveau record. L'estimation de ce dernier reste élevée : 50 millions de dollars (plus de 300 millions de francs). La firme

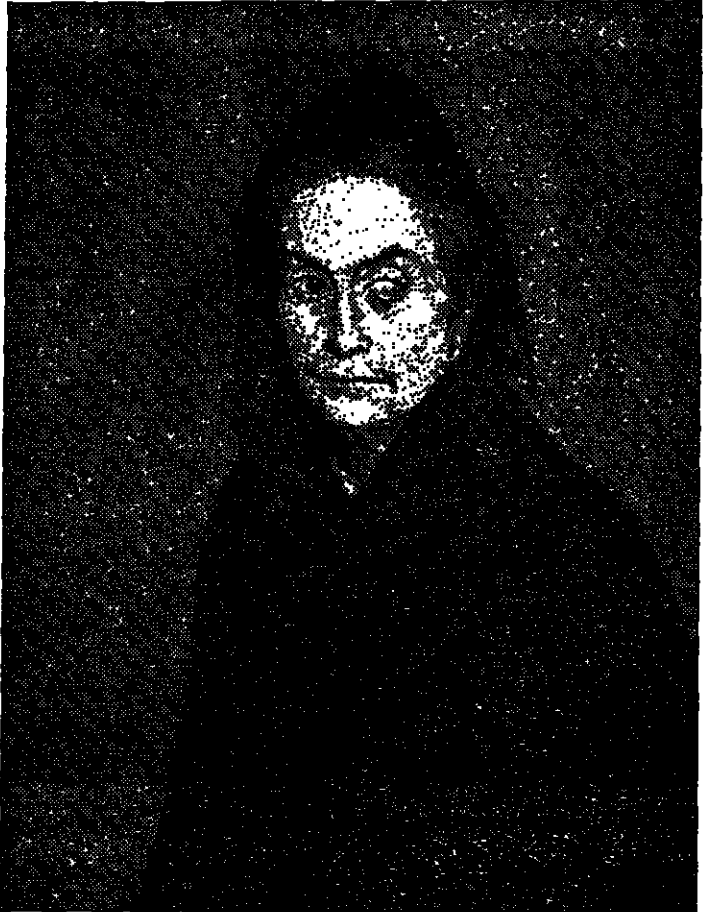
anglo-saxonne a déjà « fait » le prix le plus élevé pour une œuvre de l'artiste : *Yo Picasso* (1901), un autoportrait aux couleurs fauves, a été adjugé à près de 48 millions de dollars à New-York en mai dernier.

Depuis la rarefaction des toiles cubistes de Picasso sur le marché, les maisons de vente internationales n'ont cessé de promouvoir ses œuvres roses et bleues. Le Picasso du début du siècle vaut désormais plus cher que le Picasso cubiste. Ses œuvres de jeunesse, peu nombreuses et introuvables, ressortent en ventes publiques. Jamais, en l'espace de si peu de temps, on n'avait vu autant d'arlequins.

Il y a tout juste un an à Londres, chez Christie's, vendait une gouache sur carton *Arlequin et jeune arlequin* (1905), pour plus de 227 millions de francs à une chaîne japonaise de grands magasins. A l'époque, c'était l'œuvre la plus chère du vingtième siècle. Ce mois-ci, Christie's récidive à New-York et à Londres, avec deux autres gouaches de la série des arlequins, *la Mort d'Arlequin* et *la Famille*, estimées chacune entre 15 et 20 millions de dollars, ainsi qu'une surprenante huile sur panneau, *Maïnéité*, Rde 1901, à mi-chemin entre le mouvement symboliste et l'Ecole de Pont-Aven (10 millions de livres).

ALICE SEDAR

► Ventes les 14 novembre chez Christie's à New-York. 15 novembre chez Sotheby's à New-York, 27 novembre chez Christie's à Londres et 30 novembre à Drouot-Montaigne (Paris).



« La Célestine » rentre dans les collections nationales

La politique du troc

par Emmanuel de Roux

COMMENT concilier l'inconciliable, la défense du patrimoine et la promotion d'un marché de l'art français ? En soufflant alternativement le chaud et le froid, en brandissant le bâton de l'interdiction de sortie — effondrement garanti de la cote — pour mieux récupérer la carotte — une œuvre qui viendra enrichir les collections nationales.

Peu avant l'été, le ministère de la culture annonçait l'achat (à très bon prix) d'une étude de draperies de Léonard de Vinci par les musées qui en recevaient gratuitement une autre. Les propriétaires, la famille de Ganvi, pouvaient aussi faire sortir les deux dernières pièces de Vinci en leur possession. Elles sont aujourd'hui proposées sur le marché de Londres. Même politique de troc pour Picasso. Le propriétaire des Noces de Pierrette n'avait guère le choix. L'interdiction maintenue sur les deux tableaux en sa possession, il perdait deux fois. Sans doute, le mort dans l'âme a-t-il dû céder la Célestine. Chantage, dira-t-on ? L'extravagance du marché de l'art n'autorise ni les sentiments ni les leçons de morale.

La France a-t-elle fait un bon choix ? Le portrait de l'entremetteuse espagnole, l'œil voilé d'une taie, est l'un des chefs-d'œuvre de la période bleue de Picasso : une œuvre plus forte que les Noces de Pierrette dont l'importance n'est qu'historique (toile charnière entre les périodes rose et bleue). Le Musée Picasso, qui recevra vraisemblablement le tableau, a gagné.

Mais cette politique de troc est limitée. Que se passera-t-il après 1992 quand le grand marché européen sera ouvert ? Paris redevenue capitale du marché de l'art, selon les vœux de Jack Lang, pourra-t-il pratiquer longtemps ce subtil marchandage ?

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, que le doyen des juges d'instruction de Toulon (Var), M. Benjamin Rajbaut, souhaite auditionner, comme témoin dans le cadre de l'affaire Suzanne de Canson, n'a pas été autorisé, mercredi 8 novembre, en conseil des ministres à se rendre chez le magistrat instructeur, indiquant jeudi le ministère de la culture. De même source, on précisait que « ce refus n'a rien d'exceptionnel » et que M. Jack Lang « n'entend pas se soustraire à la justice ».

L'affaire de la succession Canson

Le conseil des ministres n'a pas autorisé M. Jack Lang à se rendre chez le magistrat instructeur

son premier président, M. Myriam Erratty, qui s'élève en fait la demande, entendra, selon cette procédure, M. Jack Lang. M. Benjamin Rajbaut, qui instruit le dossier de la captation d'héritage de Suzanne Barou de La Lombardière de Canson, avait adressé récemment (*Le Monde* du 2 novembre) une requête au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, pour entendre le ministre de la culture. Le magistrat instructeur souhaite en effet obtenir des éclaircissements sur les conditions de l'achat du tableau de Muriilo le *Gentilhomme seigneur* par la Direction des musées de France dépendant du ministère de la culture et savoir pourquoi le ministre avait adressé, le 24 juillet 1985, une lettre à M. Joëlle Pesnel, principale inculpée dans l'affaire, pour lui annoncer l'achat par l'Etat de ce tableau qui ne lui appartenait pas.

Le ministre de la culture avait proposé, dimanche 5 novembre, au juge d'instruction de lui répondre par écrit, mais le magistrat ayant maintenu son intention d'auditionner directement M. Jack Lang comme témoin, M. Arpaillange a soumis cette demande d'audition au conseil des ministres, comme le veut la loi.

MUSIQUES

Cyril Huvé réveille Liszt à Gaveau
Beethoven, Chopin et Liszt sur un piano Erard de 1850
du nouveau pour le romantisme

En jouant sur un Erard du milieu du dix-neuvième siècle la *Sonate* de Liszt, l'Opus 110 de Beethoven, la *Fantaisie* et quelques autres pages très connues de Chopin, soit les chevaux de bataille des adeptes du Steinway et du Yamaha modernes, Cyril Huvé étouffe, détonne, et c'est bien. On ne passe pas la soirée à se laisser bercer par des œuvres que l'on croyait, à tort, connaître par cœur. Et qu'on ne dise plus que le public n'aime pas être dérangé ! Il y avait du monde, et plus que cela encore, mercredi soir, aux premier et second balcons de la salle Gaveau, quartiers où l'on paye son billet.

Pourquoi jouer aujourd'hui sur un piano ancien ? Parce qu'on l'a trouvé (aux Pucelles, dans une cave, chez de vieux amis), qu'on l'a choisi, qu'on l'aime d'amitié et qu'aimer le piano sur lequel on donne un récital devient un privilège inappréciable à l'époque des produits haut de gamme manufacturés.

Un instrument à apprivoiser

Ce n'est pas pour autant, dans ce cas précis, qu'entre l'interprète et l'instrument qui l'a séduit la confiance règne. Même réglé, harmonisé, accordé, régulièrement perfusé par les meilleurs thérapeutes du clavier, des cordes, des marteaux, des feutres et de la table, cet Erard n'est un an après la mort de Chopin est un traître aux réactions disproportionnées (l'enfoncement des touches est moins important que sur un instrument moderne mais les nuances proportionnellement aussi contraires pour un niveau de puissance inférieur) : un original qui sait émettre sans qu'on l'en ait vraiment prié, dans l'extrême grave ou l'extrême aigu, des unissons de basse son filé ou de carillon japonais. Les sons qu'on lui porte sont heureusement récompensés, sauf accident, par la rayonnante luminosité de tous ses registres, cela malgré leur manque surprenant d'homogénéité — autre difficulté quand il s'agit de phaser.

Huvé a sorti, mercredi, des entrailles de ce moule vénérable, surtout dans la *Sonate* de Liszt, mais aussi, curieusement, dans les passages les plus dépouillés de

l'Opus 110, des « objets » sonores moins pianistiques (au sens habituel) qu'instrumentaux : accords parfaits émergents de l'ombre comme un *tutti* d'orchestre (avant la seconde partie de la fugue, dans l'avant-dernière sonate de Beethoven) ; la ligne répétée crescendo puis décroissant dans l'adagio, effet qui ne devait pas se résumer pour Beethoven (comme d'ailleurs maints passages de cette sonate et de la suivante), à une expérience sur l'intensité mais visait à pousser l'instrument dans ses retranchements pour que celui-ci change de timbre et de personnalité d'acteur à qui l'on demanderait trop, en quelque sorte, et qui se dépasserait.

La *Sonate* de Liszt justifiait à elle seule que Huvé joue sur Erard et non sur Steinway (la place de l'œuvre en milieu de programme était en revanche discutable). D'abord parce l'interprète en surmonte désormais la haute virtuosité sans difficultés techniques apparentes. Sur tout, parce que la relative fragilité de son instrument le force à se démarquer d'une conception un peu convenue de cette *Sonate* : symphonique et monumentale. Une autre œuvre, alors, apparaît. On plonge, un autre romantisme : nerveux, démoniaque, féroce, inquiet, d'un fantasme démentiel. Et chez Liszt, cette sorte de fragilité dans l'exotisme qu'on pourrait nommer hystérie et qui compose une image plus gaie de son génie que celle du grand mégalomane que l'on connaît.

Les dates voudraient que cet Erard soit parfait pour Chopin. Pour un Chopin shakespearien s'entend, où le silence aurait ses droits d'entrée, dont on s'attacherait à débarrasser l'insolence (harmonique), le goût du suspens et du non-dit, l'art de noyer la mélodie sans la perdre jamais, la grâce des longues retombées mélodiques et des transitions inattendues, la clarté. Ce n'est pas, semble-t-il, le Chopin d'Huvé peut-être marqué ici par son maître Arpa et son toucher appuyé.

Mais l'Erard allait encore se réveiller, avec, en bis, la *Mort d'Iseult* de Wagner-Liszt. Le choc, pas le kitch.

ANNE REY

Comment boxer dans la même catégorie

La première rencontre Est-Ouest entre professionnels de la musique est celle de la puce et de l'éléphant

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

En choisissant Berlin-Est pour organiser la première rencontre Est-Ouest entre professionnels de la musique, Tony Hollingsworth, l'initiateur de Looking East, pensait jouer la sécurité. C'était en mai dernier, et le séminaire était prévu pour novembre. Au lendemain des manifestations du 7 octobre environ, soixante-dix Occidentaux ont annulé leur participation. Hollingsworth, qui fait profession de créateur d'événements (le plus important qu'il a à son actif est le concert pour Nelson Mandela, organisé à Wembley en 1988) l'usage des médias, a dû batailler ferme pour remonter la pente.

Finalement quatre cents délégués répartis à peu près également entre Est et Ouest ont convergé vers Berlin-Est, où ils ont été accueillis lors du banquet inaugural par un ministre adjoint de la culture qui venait de « perdre » son gouvernement deux heures auparavant.

Une demande écorne

Sur place, l'organisation de Looking East avait été prise en charge par l'organisme ad hoc, c'est-à-dire le Comité pour la musique légère et les variétés du ministère de la culture. Le docteur Lothar Dungs, porte-parole du comité, ressemble à tout allemand raisonnablement branché : pantalon de cuir, cheveux mi-longs et barbe de huit jours.

En 1968, il était chanteur et guitariste de Die Fans, un groupe au trop anglo-saxon pour que les autorités lui accordent l'autorisation de jouer requise pour les mises en scène amateurs. Aujourd'hui, en tant que membre du Comité pour la musique, président du groupe de travail pour les musiciens amateurs et bien sûr membre du parti, c'est lui qui a choisi les cinq groupes alternatifs de la région berlinoise, qui ont joué pour clôturer la première journée du séminaire.

Durant cette journée, les Occidentaux s'étaient demandé comment matérialiser l'énorme demande de rock (enregistré en concert ou en vidéo) qui s'exprime à l'Est, et les représentants des pays socialistes, comment éviter que l'arrivée des produits occidentaux ne dégraisse un peu plus leurs réserves en devises.

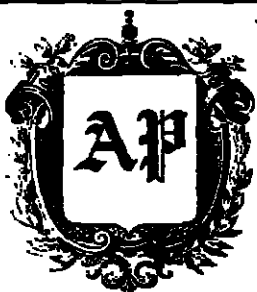
Face aux multinationales du disque les compagnies d'Etat, la soviétique Melodiya ou la polonaise de Pologne Nagrania ont des difficultés à adopter une position commune tant les situations, d'un pays à l'autre, d'un jour à l'autre, évoluent rapidement. Pour Thomas Hollingsworth, la seule solution est que « l'Est vende autant à l'Ouest que l'Ouest à l'Est », ajoutant : « ce qui suppose que nous les aidions à construire une industrie ».

Car la principale source de déséquilibre entre les deux parties vient paradoxalement de la formidable offre de la musique occidentale face à la dispersion des professionnels des pays socialistes. A l'Ouest, les articulations sont huilées par des décennies de pratique, qu'il s'agisse de la législation sur les droits d'auteur et de son application, de la distribution du disque ou même des rapports entre l'industrie phonographique et la télévision.

A ce complexe musico-industriel les pays socialistes opposent une juxtaposition d'organismes d'Etat sans lien entre eux si ce n'est, jusqu'à une période récente, le contrôle idéologique. Aujourd'hui, ces agences s'engagent chacune de son côté sur la voie des réformes pendant qu'au moment de la mise en œuvre de la législation des indépendants essaient de boucher les trous.

La profession de manager d'artistes fait son apparition. En Estonie, c'est un indépendant, Youri Makarov, qui organise le Festival de Tallin et en Hongrie la première radio privée a commencé d'émettre. Pour les organisateurs de la rencontre, sa fonction première sera donc sinon de mettre à niveau, du moins de trouver un début de réciprocité entre des partenaires qui pour l'instant sont loin de boxer dans la même catégorie.

THOMAS SOTINEL



ANTIQUAIRES A PARIS

ESPACE CHAMPERRET
PARIS 17ème

Du 3 au 12 Novembre 1989

En semaine de 11 h à 20 h
Samedi Dimanche de 10 h à 20 h
Nocturne jusqu'à 22 h
Les 3 et 9 Novembre

MARJOLAINE

UN SALON POUR VOTRE SANTE ET CELLE DE LA TERRE
SOUS L'EGIDE DE NATURE ET PROGRES

400 EXPOSANTS - CONFERENCES - FILMS
ATELIERS - ANIMATIONS - COURS - STAGES



LE PLUS GRAND
RENDEZ-VOUS ECOLOGIQUE
EUROPEEN

PARC FLORAL DE PARIS

BOIS DE VINCENNES

4 - 12 NOVEMBRE 1989

Tous les jours 11 h 00 - 19 h 30 - W.E. 10 h 00 - 19 h 30

Nocturnes 7 et 10 Novembre : 11 h 00 - 22 h 30

R.E.R. : VINCENNES - M° CHATEAU DE VINCENNES - BUS 112
(Navette gratuite)
Renseignements : SADEMA Tél. 45 65 95 95

SANS VISA

Amritsar,
au Pendjab,
ville sainte
des sikhs,
ouvre timidement
ses portes
aux étrangers,
cinq ans après
l'attaque
du Temple d'or.



JILL HARTLEY

Au cœur du pays sikh

militaires se multiplient dans le bazar et autour du grand temple, où se poursuivent encore des travaux de restauration : on s'efforce d'effacer les dernières traces de l'opération « Étoile bleue » d'il y a cinq ans contre les fondamentalistes retranchés en ces lieux, destinés à des activités d'ordinaire moins subversives. Mme Gandhi, alors premier ministre, devait payer de sa vie cette erreur d'appréciation politique.

Au cœur du Temple d'or rendu sinon à sa sérénité d'avant ces sanglants événements, du moins à une ambiance pacifiée, les fidèles déambulent par centaines à l'ombre des arcades de marbre, protection bienvenue contre les ardeurs solaires. Sur les esplanades à ciel ouvert, autour du vaste bassin central, des dizaines de balayeurs s'activent à rafraîchir les dalles à grands coups de seaux d'eau. Du saint des saints scintillant de tous ses ors, auquel on accède par une longue passerelle à double sens aux garde-fous finement ouvragés, se répand par vagues la litanie rythmée par le tambour et modulée par l'orphéon.

A l'étage supérieur superbement décoré, les cellules ouvertes en alvéoles préservent la tranquillité retrouvée des prêtres de haute prestance, fièrement enturbannés, la barbe soignée balayant le livre sacré qu'ils lisent sans répit, à haute voix. A la fois enveloppante et reposante, la psalmodie invite au vertige. Posé sur une table basse, un exemplaire géant de l'Adi-Granth, la bible du sikhisme, est feuilleté avec un respect évident par l'homme assis en tailleur à même hauteur. Savamment filtrée par les découpes de la fenêtre, la lumière suffit juste à distinguer les lignes minutieusement calligraphiées. Guru Nanak, s'il revenait au Darbar Sahib — « le palais du seigneur » — comme on appelle, aussi le temple, serait sûrement touché par la ferveur de ses dévots repris par la fièvre de l'étude et de la vénération.

Il vécut au tournant du quinzième et du seizième siècle, le grand réformateur devenu le fondateur d'une religion nouvelle, au moins d'une nouvelle école spirituelle. Profondément croyant et fin poète, il s'était insurgé contre les castes et voulait réconcilier hindous et musulmans, déjà en perpétuel conflit. Fondant sa vision sur la tolérance et la révérence, adepte sincère de la bhakti — amour du divin et du prochain — il accueillait toutes les croyances pourvu qu'elles soient

adressées à un seul dieu. Pèlerin infatigable — mais les Indiens ne le sont-ils pas tous un peu dans l'âme, à tant les croiser sur les innombrables chemins d'un pays émaillé de sanctuaires ? — il prêchait en voyageant de conserve avec Mar-dana, un fidèle ami musulman. La légende ou l'histoire, c'est selon, veut qu'il se soit ainsi rendu aussi bien au Tibet qu'à La Mecque. Ce sont les hymnes religieux qu'il a lui-même composés, pieusement recueillis par son disciple et successeur Arjun Dev, qui forment l'Adi-Granth. Un an après la création formelle du sikhisme, Guru Nanak quittait la scène des hommes.

Dès lors, ses fidèles ont toujours constitué une communauté à part dans le tissu social, voire politique, de l'Inde. Peu nombreux dans la masse du sous-continent — environ 2 % de l'ensemble de la population — ils ont joué un rôle particulier dans l'histoire. Sans faillir, ils ont tenu tête à la puissance colonisatrice britannique, qui, consciente de ne pouvoir les soumettre, a finalement préféré se les attacher. Ils ont brillé dans le métier des armes et n'ont jamais craint de se distinguer par leur fidélité aux cinq « K » prescrits par leur croyance : khangra (peigne), kasha (cheveux et barbe jamais coupés), kara (bracelet d'acier, signe d'humilité), kachha (pantalon court au

genou) et kirpan (poignard). Tous portent le nom de Singh, du sanskrit *simha*, qui signifie « lion », accolé à leur patronyme individuel.

Hommes et femmes sont égaux chez les sikhs, où les sentiments d'entraide et de solidarité ont tissé des liens solides, contribuant à assurer la pérennité de la communauté. Du Pendjab, où ils constituent plus de la moitié de la population, ils ont fait, au fil des ans, un État-pilote grâce à leur habileté industrielle et à leur sens du service communautaire. Les dérapages de la violence et de l'activisme des dernières années s'expliquent en partie par des changements imposés par le monde moderne, dont ils ont pu avoir parfois l'impression que la maîtrise leur échappait.

Toute la vie de la ville continue de tourner autour de la gurdwara, le grand sanctuaire bâti en même temps que l'agglomération au seizième siècle, détruit et reconstruit au gré des hauts et des bas de l'histoire. C'est en 1802 que le fameux Ranjit Singh fit recouvrir le toit du saint des saints de plaques d'or, rehaussant ainsi autant son propre prestige que celui du temple. Aux alentours, le bazar bigarré étale ses couleurs chatoyantes, ses échoppes et ses éventaires aux fumets épicés. Les fabricants d'armes blanches ont pignon sur rue et les confiseurs ambulants poussent gaiement leur

voitures remplies à ras bord de sucreries aux teintes... de sucre d'orge.

Au demeurant, ce sont les personnages qui captivent surtout l'attention, tant ils ont l'allure martiale de soldats prêts à foncer tête haute à l'assaut, ou de vénérables patriarches entourés d'un ample clan familial et respectueux sans ostentation. Les femmes n'ont pas moins de présence et se meuvent avec cette grâce assurée que confère une liberté certaine. A proximité du Temple d'or, les jardins de Jallianwala gardent la mémoire du sanglant massacre du 13 avril 1919, quand le général anglais Dyer fit tirer sans sommations sur la foule afin de mater la révolte naissante des sikhs. Mal lui en prit, le gouvernement britannique l'enjoignant séchement de quitter l'armée après ce déshonneur : près de quatre cents morts et quelque mille deux cents blessés, sans naturellement étouffer le mécontentement.

CLAUDE B. LEVENSON
et JEAN-CLAUDE BUHRER

Lire la suite page 21

(1) Ensemble tunique-pantalon et large éole d'usage courant chez les femmes sikhs, en particulier, et répandu ensuite dans le reste du pays : on l'appelle aussi *pendjabi*.

CINQ ans après l'attaque du Temple d'or d'Amritsar, au Pendjab, la ville sainte des sikhs pense encore ses blessures et se rouvre timidement aux étrangers.

Tout à coup, c'est comme une roche assoupie soudain effarouchée : le frôlement des *shalwar-kamis* (1) féminins s'accroît, les longs voiles légers reposant sur les cheveux ou les épaules se gonflent comme d'un coup de colère, la farandole des turbans colorés des hommes prend de la vitesse, les pas de la foule, encore paisible il y a un instant, donnent brusquement l'impression d'un ressec. Même l'eau des bassins d'ablutions à l'entrée du Temple d'or se ride avec véhémence, le soleil disparaît, hommes, femmes et enfants piaillants cherchent refuge sous les porches, aux encoignures des portes cochères, dans les renforcements des venelles tortueuses, et les marchands font prestement disparaître leurs étalages.

En un clin d'œil, le vent du désert est là, cinglant, foudroyant,

arrachant, tondant échafaudages et barrières, pénétrant partout de ses minuscules particules sableuses, se faufilant dans les vêtements, sous les dents, dans les cheveux, faisant valser tout ce qui se trouve sur son passage. Même les chiens errants se sont tus, terrés, terrorisés, là où ils ont trouvé refuge. Amritsar la Sainte fait le gros dos en attendant que passe le mouvement d'humour des éléments. Quelques minutes plus tard, le voile se lève aussi soudainement qu'il était tombé, la ville retrouve son rythme et son éclat, le ciel reprend son incandescence d'avant la quinte de toux inopinée d'une nature décidément bien capricieuse.

Après plusieurs années d'interdiction aux touristes en raison de la montée du militantisme sikh et des vagues récurrentes de violence, Amritsar voit revenir les premiers étrangers avec un sourire oscillant entre la réserve et la curiosité. La ville garde un air un peu emprunté sous l'œil à demi vigilant de patrouilles de soldats écrasés de chaleur. Au crépuscule, les rondes

EXPLORATOR
EXPEDITIONS

Du Yémen à la Terre de Feu, du Pamir au Botswana, de l'Éthiopie au Guatemala, du Sahara au Groenland, de la Mauritanie au Ladakh...

PLUS DE 100 ITINÉRAIRES INÉDITS

Brochure gratuite sur simple demande

EXPLORATOR 15, PLACE DE LA MADELEINE
75005 PARIS - TEL (1) 42.66.66.24

هكذا من الاجل

حكايا من الماضي

SANS VISA

ESCALES

Fruits et légumes d'hier à aujourd'hui

Pour une fois, on pourra presque faire son marché à la campagne : fruits et légumes seront en situation dans un environnement à la fois champêtre et historique. Samedi 11 et dimanche 12 novembre, la Fête des fruits et légumes d'hier à aujourd'hui, au château de Beauregard, à 28 kilomètres au sud de Paris, permettra de faire connaissance avec des variétés oubliées.

Ce domaine a conservé son environnement d'origine : un jardin à la française, un pigeonnier et un potager célèbre qui accueille également des collections de maraichers, d'iris, de pivoines, de roses anciennes et de plantes aromatiques et condimentaires. Participent à cette exposition des organismes de recherche, des vergers conservatoires, des pépiniéristes et des collectionneurs. Des expositions - fruits en cire d'Eric

Dumont, aquarelles sur bois de Dany Boucher et paysages du Val-d'Oise - des démonstrations de greffe sur table, de taille, des identifications d'espèces rares, des conseils de culture, des échanges de graines et des dégustations de tartes aux pommes et poires constituant l'animation appropriée de ces deux journées.

De Paris, on se rend au domaine de St-Jean-de-Beauregard (91940 Les Ulis) par l'autoroute A 10 ou la nationale 118 (sortie Les Ulis) puis par le départementale D 35 (tourner à gauche au carrefour après le centre commercial). De 10 heures à 18 heures, droit d'entrée de 30 F.

La « troisième Egypte »

Trêve de pharaons et de minarets ! Il y a aussi l'Egypte chrétienne, l'Egypte copte puisque les descendants des Nilotiques évangélisés par saint Marc sont aujourd'hui six millions, entre Alexandrie et



Assouan, et que leur longue histoire est parsemée de monuments séduisants. L'Institut Khéops et la revue *Le Monde* copte proposent donc la découverte de cette « troisième Egypte » sur le thème « Monastères et pèlerinages ». De la mer Rouge au désert de Nitrie, une douzaine de sites religieux, archéologiques, artistiques souvent de premier ordre, jamais visités par les non-coptes : le couvent Blanc de Sohag, la grotte de saint Antoine, inventeur du monachisme chrétien, les grands lieux de pèlerinage coptes de Haute-Egypte. Avec, pour guides, une copologue française et un architecte égyptologue égyptien. Prochain départ : 18 décembre. Durée du voyage : douze jours. Possibilité d'itinéraire à la carte. Prix par personne en chambre double : 13 660 F.

Assouan, et que leur longue histoire est parsemée de monuments séduisants. L'Institut Khéops et la revue *Le Monde* copte proposent donc la découverte de cette « troisième Egypte » sur le thème « Monastères et pèlerinages ».

La Chartreuse avec des raquettes

Festival international du film d'Autrans - neige, glace, aventure et évasion - du 23 au 26 novembre. C'est le moment de sortir passe-montagne, moufles et raquettes. Légères et peu encombrantes, certaines imitées de leurs homologues canadiennes, les raquettes modernes sont plus efficaces en neige profonde que les skis de fond ou de randonnée. Elle sont aussi parfaites pour ceux qui ne pratiquent pas le ski et désirent découvrir la montagne hivernale.

Il pourront, par exemple, traverser la Chartreuse (sept jours, 2 100 F) de Grenoble à Chambéry, sans

portage, avec Padibus (Les Teppaz, Entremont-le-Vieux, 73670 Saint-Pierre-d'Entremont, Tél. : 79-85-85-58). L'itinéraire passe par Le Sappey, le col de Porte, Saint-Pierre-de-Chartreuse, Saint-Pierre-d'Entremont et le col du Granier. Un accompagnateur en montagne guide les randonneurs, auxquels on fournit des raquettes.

Pour découvrir le patrimoine du Dauphiné, l'archéologie gourmande à Vienne, le ski la nuit au collet d'Allevard ou le funiculaire le plus haut de France aux Deux-Alpes, on consultera trois brochures disponibles à la Maison Alpes-Dauphiné (12, place André-Malraux, 75001 Paris, tél. : 42-98-08-43) : Vacances actives (sept jours en demi-pension dans six hôtels du Vercors entre 2 100 F et 3 000 F), la neige autrement, pour des vacances sur ou hors piste et vos enfants seuls à la neige (sept jours en pension complète au centre de vacances, 2 105 F).

GASTRONOMIE

LE COMPTOIR DE L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
ENTRE PONT-NEUF ET ODÉON
CUISINE ET CADRE À LA MODE
MENUS 92 F, 260 F (Apéritif offert.)
2, rue Christine-6. Tél. : 43-29-01-76

La Villa Créole
CUISINE AUTHENTIQUE
ambiance musicale agréable
19, rue d'Antin, 2. 47-42-84-82

Aux quatre coins de France

GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE
Direct, du producteur au consommateur.
Qualité et millésime se mêlent.
J. LABAT-LABONNETTE, 64110 JURANÇON.
Tarif sur demande.

Commandez votre
CHAMPAGNE DES FÊTES
Priorité à la qualité
Expression de la différence
Elaboré en l'ordre de châteaux
Curée appréciée des amateurs

LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE
Direct, du producteur au consommateur.
Qualité et millésime se mêlent.
J. LABAT-LABONNETTE, 64110 JURANÇON.
Tarif sur demande.

CHAMPAGNE DU RÉDEMPTEUR
BLANC DE BLANC BRUT
Toutes cuvées tarifiées sur demande.
CL. DUBOIS « Les Almaraches »
VENTEUIL, 51200 ÉPERNAY
Tél. : (16) 26-58-48-37.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur
06400 CANNES
HOTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 150 mètres du Palais des congrès,
climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur, TV direct, minibar.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-61-54 - Tél. 478-4118.
Télécopie 93-16-17-99.

NICE
HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-39-50
Petit centre-ville, calme,
petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
téléphone direct, minibar.

Paris
SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 290 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Montagne
06350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Sit. class. Stat. village. Piste.
fond. Plus l'ne comm. d'Europe 2040 m.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Appt et chambres avec cuisine. Grill
de 650 à 1 500 F/pers./semaine.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Au départ des pistes de fond, demi-
pension à partir de 1 400 F/pers./semaine.

Grande-Bretagne
LONDRES
EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queens-
gate, South Kensington, Londres SW 7.
Tél. : 19-44-1-370-6111.
Tél. : 916228. Fax : 370 6578.
Hôtel moderne et accueillant près de
Knightsbridge, Harrods, Hyde Park,
musées.
Prix : de 2 53 à 2 72 (petit déj. compris).

Suisse
LEYSIN (Alpes vaudoises)
1 400 m. Hôtel Sylvana ***
(pauvrement). Chambres tout confort.
Prix selon saison 30 à 50 m de glacier du sé.
Familie Bonelli. Tél. : 19-41 25/34 11 36.
Fax : 19-41 25/34 16 14.

3920 ZERMATT-VALAIS
HOTEL HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleillée,
à proximité du funiculaire Sunnegga.
Chambres avec balcon, cuisinette, bar,
bain, w.c., radio, téléphone, TV, Hall
d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée
gratuite dans une piscine couverte.
Prix spéciaux en janvier dès FS 70
(env. FF 280) en demi-pension.
Téléphone 1941/28/67 12 03.
Familie R. Perren, tél. 472107.

LA TABLE

Scampi fritti

Pour dire le vrai, il s'agit de langoustines. On les préférera fraîches. Alors, méfiance...

TOUS les ouvrages italiens de cuisine que je connais (en traduction) donnent des recettes de scampi (scampi oro, scampi fritti, scampi e zucchini) qui commencent ainsi : « Prenez des langoustines... »

Va donc pour langoustines (*Nephrops norvegicus*, pour les savants qui soulignent ainsi l'origine norvégienne). Seulement, des langoustines, il n'y en a jamais beaucoup en Méditerranée, et de moins en moins de nos jours ! C'est peut-être pour cela que certains auteurs tiennent à préciser que le scampo (singulier de scampi) est un crustacé de l'Adriatique qui n'est qu'une partie assez distincte de la Méditerranée.

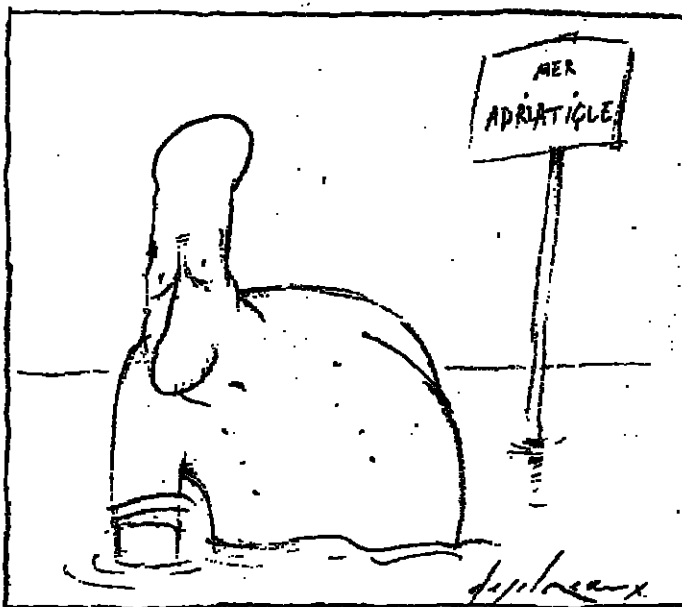
Pascal Fayet (restaurant Sormani) estime probable que la friture de ces queues de petits crustacés ait été ramenée de Chine par Marco Polo (Venise est sur l'Adriatique !), que l'on ait utilisé là-bas, aussi, des petites cigales de mer (*Scyllarides latus*) moins rares, que ce nom de scampo enfin soit né de la déformation d'un mot céleste (1). Alors, lorsque l'on nous sert, à Paris, des scampi, que mangeons-nous vraiment ?

Des langoustines, quelquefois, mais bien souvent surgelées, des gambas, plus souvent, dans les maisons moins sérieuses, et tout autant surgelées. C'est, m'a soufflé Angelo Paracucci, le cuisinier de Pise, qui supervise la carte, à Paris, du Carpaccio, qu'il y a environ quinze langoustines au kilo pour une trentaine de gambas. Et M. Giordani (La Fontana) m'a confirmé que les scampi des pizzerias sont en effet des gambas et que trop de langoustines arrivent, à Rungis, surgelées (les restaurants indiens sont aussi preneurs pour remplacer en leurs recettes les énormes crevettes de l'océan indien).

Des langoustines, quelquefois, mais bien souvent surgelées, des gambas, plus souvent, dans les maisons moins sérieuses, et tout autant surgelées. C'est, m'a soufflé Angelo Paracucci, le cuisinier de Pise, qui supervise la carte, à Paris, du Carpaccio, qu'il y a environ quinze langoustines au kilo pour une trentaine de gambas. Et M. Giordani (La Fontana) m'a confirmé que les scampi des pizzerias sont en effet des gambas et que trop de langoustines arrivent, à Rungis, surgelées (les restaurants indiens sont aussi preneurs pour remplacer en leurs recettes les énormes crevettes de l'océan indien).

Des langoustines, quelquefois, mais bien souvent surgelées, des gambas, plus souvent, dans les maisons moins sérieuses, et tout autant surgelées. C'est, m'a soufflé Angelo Paracucci, le cuisinier de Pise, qui supervise la carte, à Paris, du Carpaccio, qu'il y a environ quinze langoustines au kilo pour une trentaine de gambas. Et M. Giordani (La Fontana) m'a confirmé que les scampi des pizzerias sont en effet des gambas et que trop de langoustines arrivent, à Rungis, surgelées (les restaurants indiens sont aussi preneurs pour remplacer en leurs recettes les énormes crevettes de l'océan indien).

Des langoustines, quelquefois, mais bien souvent surgelées, des gambas, plus souvent, dans les maisons moins sérieuses, et tout autant surgelées. C'est, m'a soufflé Angelo Paracucci, le cuisinier de Pise, qui supervise la carte, à Paris, du Carpaccio, qu'il y a environ quinze langoustines au kilo pour une trentaine de gambas. Et M. Giordani (La Fontana) m'a confirmé que les scampi des pizzerias sont en effet des gambas et que trop de langoustines arrivent, à Rungis, surgelées (les restaurants indiens sont aussi preneurs pour remplacer en leurs recettes les énormes crevettes de l'océan indien).



A noter, à l'intention du consommateur français, que les langoustines françaises de l'Atlantique sont de chair blanche et les écossaises ou danoises de chair colorée.

Voilà ! Et si, dans un mauvais italien, l'on vous sert des gambas surgelées au lieu de fraîches langoustines... scampi, pour vous !

Mais notez plutôt ces meilleures adresses :
- Les scampi oro (dorés à l'œuf) de La main à la pâte (35, rue Saint-Honoré). Tél. : 45-08-85-73. Fermé le dimanche.
- Les scampi e zucchini fritti (aux courgettes frites) du Carpaccio (35, avenue Hoche). Tél. : 45-62-76-87.
- La friture de scampi et calamari de La fontana (26, Champs-Élysées). Tél. : 42-25-14-72).

Les scampi grillés ou fritti aux légumes du soleil du Florence (22, rue du Champ-de-Mars. Tél. : 45-51-52-69. Fermé dimanche et lundi).

Les langoustines grillées au basilic de Conti (72, rue Lauriston. Tél. : 42-27-74-67. Fermé samedi et dimanche).

Et sachez qu'il y a de bonnes recettes de langoustines dans quelques restaurants français. Vous en trouverez aussi dans *Les Bons Plais de la mer*, de Jacques Le Divellec, un très agréable livre qui vient de paraître chez Solar.

LA REYNIÈRE

(1) Il faut se méfier de l'origine et de la déformation des mots. J'avais écrit que l'escabeche venait de l'espagnol *escabechar* (le vrai mot est *desca-bechar* comme nous avons déter et décapiter). Plusieurs lecteurs m'assurent que le mot vient de l'arabe : *salaby* selon l'un, de *alshaby* selon l'autre, terme lui-même emprunté au persan pour désigner un ragoût de viande au vinaigre. Peut-être, mais si les Espagnols, nombreux en Afrique du Nord, ont traduit ces mots, pour eux bizarres, en *escabeche*, n'est-ce pas parce qu'ils connaissent à leur oreille de manière connue ? Et où trouver une recette de viande en escabeche ?

MIETTES

● Gyromètres ! - Eh oui ! ce ne sont pas des « sembler-morilles » ils ne sont pas toxiques que par dessiccation. Et ce lecteur a raison, qui voudrait que les restaurateurs indiquent sur leur carte s'il s'agit, dans leur cuisine, de vraies morilles et non de gyromètres.

● Un single malt nouveau. - Il vient d'arriver sur le marché français, le Bunnahabhain (douze ans d'âge).

● Sommelier d'Helvétie. - Eric Duret, du Cyné l'excellent restaurant du Hilton Genève, vient d'être élu meilleur sommelier de Suisse.

● Magrets. - Les éleveurs lausannois ont décidé de bien du mal à défendre leur magret de canard gras. Outre les faux magrets de canards de basse-cour ou d'élevage d'un peu partout en France, voici que des malins importent des magrets hongrois ou polonais, congelés ou traités au sel nitré (pour les garder roses). Tous les restaurants ou, presque, pour suivre la mode (sacré Deguini ! c'est sa faute !), ont à leur carte du magret. Combien de faux ? Et à quand une législation de vraie défense du consommateur ?

● Informatif. - Le Ranquet, à Anduze, dans le Gard, est fermé jusqu'au 15 décembre pour d'importants travaux. Salons prévus et, pour avril 1990, quelques chambres dans un parc (tennis, hélicoptère, etc.). D'autre part, Eric et Catherine Genoux, qui étaient à Port-en-Bessin, viennent d'ouvrir à Nice L'Eridan (6, place Wilson). J'en reparlerai.

PARIS / NEW YORK À PARTIR DE 2395 F A/R

DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

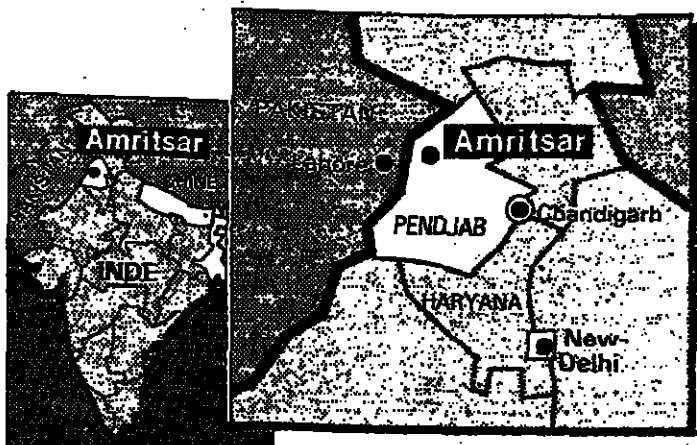
| | |
|--------------------------------------|------------------------------------|
| LOS ANGELES.....A/R 1895 A/R 3590 | BUENOS AIRES.....A/R 3695 A/R 5095 |
| SAN FRANCISCO.....A/R 1895 A/R 3590 | CARACAS.....A/R 2895 A/R 4595 |
| MIAMI.....A/R 1695 A/R 3100 | SANTIAGO.....A/R 3795 A/R 6095 |
| MONTREAL.....A/R 1000 A/R 1890 | SEYCHELLES.....A/R 4995 |
| RIO DE JANEIRO.....A/R 3195 A/R 4995 | SYDNEY.....A/R 4950 A/R 7995 |
| MEXICO.....A/R 2590 A/R 4695 | ATLANTES.....A/R 1490 A/R 2975 |

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉ DE PLACES EN P. CLASSE ET CLASSE BUSINESS. PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOGEMENTS DE VACANCES. CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE. POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET DE PARTIR VOTRE VOYAGE AU MOINS AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

ACCESS
PARIS : MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES, 6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. Tél. (1) 4013 02 02.
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. Tél. 7663 67 77

SANS VISA

VOYAGES



Au cœur du pays sikh

Suite de la page 19

Aujourd'hui encore, les sikhs n'ont pas oublié. Souvenir moins connu, peut-être, mais qui revivra sans doute les amertumes, le fort Govindgarh a été édifié par des officiers français sur instructions précises de Ranjit Singh, au début du dix-neuvième siècle. Quelques minarets et une haute tour, Baba Atal, témoignent de l'influence musulmane, perceptible encore dans les mœurs et coutumes préservées dans les campagnes. Mais à Amritsar même, la vie moderne grignote le pittoresque d'autrefois, les derniers pousse-pousse à vélo ou à cheval cèdent la place aux minibus japonais. Non loin du vieux hôtel Ritz et de la charmante Guest House, un nouvel hôtel s'est planté dans les faubourgs et dresse sa silhouette rectangulaire un peu patinée au bord d'un carrefour poussiéreux et bruyant. Les chambres « de luxe » sont équipées d'un poste de télévision, et la pale du ventilateur au plafond rugit avec entrain au démarrage pour

s'essouffier à mesure qu'elle adopte un rythme de croisière.

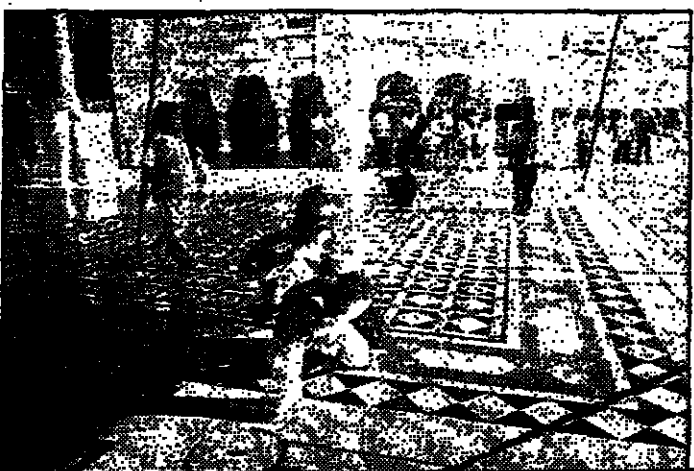
En ville, les touristes sont encore rares depuis la levée, en juin dernier, de l'interdit qui les obligeait à laisser de côté la cité sacrée des sikhs. Les nouvelles générations d'habitants, nées après la partition, n'ont plus cette nostalgie des

anciens quand ils se remémorent les splendeurs de Lahore, à une petite soixantaine de kilomètres de là, mais échure au Pakistan lors du partage.

Depuis lors, une frontière hautement surveillée barre la route, et il ne reste plus que le souvenir qui s'estompé des jardins et palais de la ville patricienne voisine et désormais interdite. Les plus jeunes regardent vers l'est, vers la capitale Chandigarh, qui appartient pour moitié à l'Etat voisin d'Haryana : encore une pomme de discorde dans un long combat engagé pour davantage d'autonomie. Les plus radicaux se pressent à rêver d'un hypothétique Khalistan indépendant, et nourrissent d'autant une sourde vindicte à l'égard du pouvoir central, au loin à New-Delhi.

Et pendant ce temps, Amritsar prend son temps et insère dans la vie quotidiennement laborieuse de tous la dimension d'un espace sacré, où quand il s'arrête, ne serait-ce qu'un instant, le passant a tout loisir de s'abîmer dans la vision fugitive de son propre visage reflété dans le bassin du Har Mandir, le temple divin, peuplé de milliers de poissons que nul ne pêche. Amritsar, ou la « mer d'immortalité ».

CLAUDE B. LEVENSON
et JEAN-CLAUDE BUHRER



LIVRES

Premier guide pour l'Afghanistan

Etat des lieux, histoire et mise à jour d'une destination encore interdite

VOICI un guide qui ne peut escorter aucun voyage et qui pourtant est des plus nécessaires. Présenter l'Afghanistan, en conter les légendes, les coutumes, l'histoire, en suivre les vallées, en explorer les montagnes et les déserts comme s'il s'agissait presque d'une contrée ordinaire constituée en soi un acte de foi.

Dix années de meurtres et de ruines, de tortures et d'infamies ont laissé le pays recouvert de ravages et les hommes les plus durs dépossédés de cette part d'après lumière qui les habitait avant l'invasion soviétique. Tandis que les combats se poursuivent et que d'obscurs traquenards entravent le mouvement de libération, ce livre restitue les vrais enjeux et revivifie la mémoire. D'emblée, Bernard Dupaigne et Gilles Rossignol disent l'évidence : « Quelconque » voyage en Afghanistan en conserve un souvenir ébloui.

Car cette région d'Asie centrale, depuis Hérat jusqu'au Pamir et de l'Amou Daria jusqu'à la passe de Khyber, semble faite d'un alliage si étrange d'espace et de temps que la beauté foudroyante des paysages en vient à exprimer la sédimentation des âges. Couloir de migrations, de conquêtes et d'échanges, l'Afghanistan est resté dans le sillage de ceux qui y sont passés : Alexandre et Açoka, Kanichka, Hiouen-Tsang, Gengis, Marco Polo, Tamerlan et Babur. La vie à Balkh ou à Bamiyan, à Tachkent ou à Kandahar suivait un rythme plus ample que celui des horloges. Le soir, on montait sur le toit des maisons de terre pour contempler les étoiles en silence et respirer à la verticale du ciel.

Le guide de Dupaigne et Rossignol propose plus qu'un parcours documenté, plus qu'un recensement méticuleux des diversités géographiques, ethniques et culturelles, il est le témoin exact et chaleureux de ce véritable art de vivre que les Afghans s'étaient donné et dont ils n'entendaient pas se voir dépossédés au nom d'un progrès sans joie ni ferveur. « L'homme, dans cette nature tantôt torride tantôt glaciale, n'est pas grand-chose et il le sait. Tout le caractère de l'Afghan s'est formé au contact de cette nature qu'il observe avec admiration. Dur à la tâche, travailleur, minutieux, recommençant sans cesse les travaux de l'agriculture et de l'irrigation, courageux parce que sa survie est en jeu ; mais aussi dur, impitoyable, tendu par le désir de conserver sa terre et ses troupeaux, querelleur quand il s'agit de défendre son bon droit et sa liberté. Ouvert vers les grands espaces, l'Afghan tient farouchement à sa terre et à son indépendance. »

Cohérence
et grandeur

Familiers de l'Afghanistan où ils séjournèrent longtemps, Bernard Dupaigne et Gilles Rossignol étaient les mieux à même de réaliser cet ouvrage de synthèse qui ne laisse aucune question dans l'ombre, qui ne masque aucune des tares de la société traditionnelle, mais qui en souligne aussi la cohérence et la grandeur. Surtout, une fois venu le temps des destructions et des massacres, ils entreprennent des périples clandestins et diffusèrent informations et reportages sur les exactions et

les bouleversements imposés par les Soviétiques. Contrairement à nombre de « spécialistes » (ceux de la mission archéologique française notamment, qui se déshonorèrent en pactisant avec les occupants afin d'obtenir quelques miettes de désert à fouiller), ils restèrent fidèles à ceux qui les avaient si généreusement accueillis et ne se soucièrent pas de négocier avec les bourreaux la suite de leurs carrières.

Le Guide de l'Afghanistan explore, donc, également en détail les mutations récentes et fournit le terrible état des lieux en 1989. Aux pertes humaines, il faut ajouter les déchirures du tissu social, l'anéantissement de vallées entières, la dévastation du patrimoine culturel. Entre mille autres exemples : les bombardements délibérés des mosquées et des tombeaux historiques de la région de Hérat. « Que dire devant cette destruction inutile des monuments qui n'avaient que le tort de rappeler aux Afghans leur histoire glorieuse, et au monde que la civilisation de Hérat en Afghanistan représentait un épanouissement comparable à celui de Florence à la même époque ? »

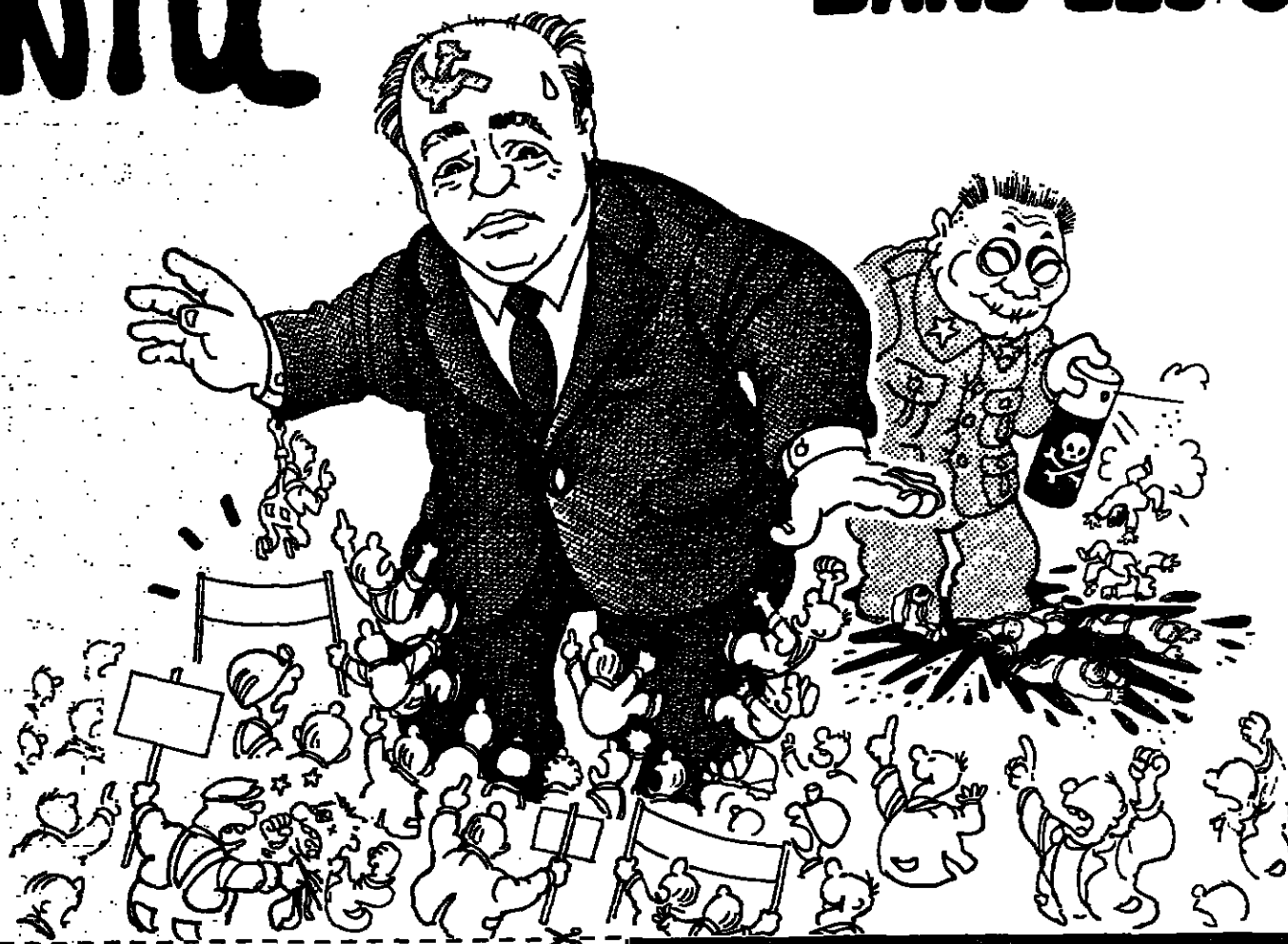
Voilà bien la fonction première de ce livre : restituer dans sa complexité et sa plénitude toute la réalité afghane.

ANDRÉ VELTER
► Le Guide de l'Afghanistan, par Bernard Dupaigne et Gilles Rossignol, La Manufacture, 380 p., nombreuses illustrations, 150 F.
A signaler la réédition en « Champs-Flammarion » de l'excellent essai de Michael Barry consacré à la Résistance afghane (du Grand Moghol à l'invasion soviétique) : un ouvrage érudit et inspiré.

Le Monde

PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES



BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 50 F. frais de port inclus = _____ F.
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à retourner à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75437 Paris Cedex 03.

L'ALBUM 89

164 PAGES - 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

هكذا من الاجل

NS VISA

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----|
| 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 | 43 | 44 | 45 | 46 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 | 56 | 57 | 58 | 59 | 60 | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | 67 | 68 | 69 | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 100 |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-----|

(CULDES ECULES) - 4. LAMENTE
 (MANTEILE MENTALE) - 5. NOR
 MALE - 6. DEVOTION - 7. ENA
 MOURE - 8. ATTHIENEN - 9. OSE
 RAIRE - 10. NATTERS (ENTATES
 MENTETAS) - 11. IRRADIE - 12.
 OCEANES - 13. EMPOSTEU - 14.
 EDICTOR - 15. XIMENTE - 16. XIM
 ENTALE - 16. NOVASSES - 17. AMU
 CRAI (AMOURA) - 18. VEKILES
 (standards des armées romaines,
 19. INULINE - 20. TOLOUGOU, lan
 guage dréficaine - 21. EUSSENT -
 22. NETTYO - 23. MOUNDAIS, lan
 (ABOUTS EBOUTAS TABOUES
 - 25. MALINEE - 26. COPITEUX
 27. ARAMEE (AMENEA EMAN
 NERA) - 28. CONTRIS (COT
 TINS) - 29. ANFIAT - 30. ANFIAT
 31. AGUILLE - 32. EMMITIN
 YORHIF - 33. ONERUEUX - 34.
 SCOROS (SCAROLLES) - 35.
 EMOTTON - 36. ELVEVE
 (ELEVAS LAVRES VALSEE) - 37.
 DEVENUE - 38. ELUMES - 39.
 CISELET - 40. ADEPTES - 41.
 MENUT - 42. FESSIERE

MICHEL CHARLEMAGNE

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

Le docteur Rodolphe STRUK et sa femme, sont heureux de faire part de la naissance de la sœur de

Barbara,

née le 25 octobre 1989, à 11 heures.

5, rue du Carl-Volant, 33210 Langon.

Fathia

et Pierre BELLENGER,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Joël,

le 6 novembre 1989, à Paris-14.

Michel et Valérie GUGUES ont la joie d'annoncer la naissance de

Martin,

le 3 novembre 1989, à Lyon.

13, allée Résidence-Récamier, 69130 Ecully.

Décès

Le cercle Bernard-Lazare, s'associe au deuil de la famille du

professeur Bernard BLUMENKRANZ, vice-président du cercle Bernard-Lazare.

Les obsèques auront lieu, à sa demande, à Jérusalem, au mont des Oliviers.

Le MAPAM (Israël) y sera représenté par une importante délégation. (Le Monde du jeudi 9 novembre.)

La direction Et le personnel de l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre FERRAN, maître de conférences à l'Ecole.

survenu brutalement le 8 novembre 1989.

Il a fait don de son corps à la science.

Deux disparitions

Lucien Pignon, ancien député

Lucien Pignon, ancien député (PS) du Pas-de-Calais, est décédé, mardi 7 novembre, à Saint-Pol-sur-Ternoise (le Monde du 10 novembre).

[Né le 2 décembre 1914 à Saint-Pierre-Brocq (Nord), Lucien Pignon était inspecteur honoraire de l'éducation nationale. Maire de Saint-Pol-sur-Ternoise depuis 1965, Lucien Pignon avait été élu à l'Assemblée nationale en 1973. Réélu en 1978 et en 1981, il s'était retiré des bancs socialistes. Il ne s'était pas représenté lors des élections législatives de juin 1986.

De 1973 à 1981, Lucien Pignon a été membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Il a pris en 1981 la députation française du Conseil de l'Europe et de l'UEO.]

Xavier Serafino, ancien maire de Bonifacio

Xavier Serafino, ancien maire de Bonifacio (Corse-du-Sud), ancien conseiller général de Corse, est décédé, mardi 7 novembre, à Marseille (le Monde du 10 novembre).

[Né le 8 novembre 1911 à Bonifacio, Xavier Serafino était chirurgien des hôpitaux et professeur honoraire à la faculté de médecine de Marseille. Maire de Bonifacio de 1977 à 1989, il avait été battu aux dernières élections municipales. Xavier Serafino avait été conseiller général de Corse de 1980 à 1985, et élu membre de l'Assemblée de Corse en 1984 sur la liste de M. François Giacobbi, sénateur (MRC) et président du conseil général de Haute-Corse.]

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 9 novembre 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-815 du 2 novembre 1989 portant publication du protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal le 23 septembre 1971, signé à Montréal le 24 février 1988.

UNE CIRCULAIRE

• Du 2 octobre 1989 portant modification de la circulaire du 14 janvier 1983 relative aux aides financières publiques aux investissements des pêcheurs maritimes.

La comtesse Pierre du Bouzet, son épouse, M. Josp-Pierre du Bouzet et ses enfants,

M. et M^{me} Patrick du Bouzet et leurs enfants,

M. et M^{me} Ivan Brues et leurs enfants,

M. Christian du Bouzet, M. et M^{me} Peter Meakin et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-François David et leurs enfants,

M. Jean-François du Bouzet, M. et M^{me} Gilles Bonhours et leur fils,

ont la douleur d'annoncer le rappel à Dieu, le 30 octobre 1989, à Neuilly-sur-Seine, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

comte Pierre du BOUZET,

croix de guerre 1914-1918, médaille militaire.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 3 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Cauterets (Gers), dans le caveau de famille.

« Seigneur, entre tes mains je remets mon esprit. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, avenue du Parc-de-Saint-James, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Bernard Flo, Erica Flo-Solterbeck, leurs enfants et petits-enfants,

Michelle Flo, M. et M^{me} Claude Mottevier et leurs enfants,

Robert Flo, Marie-Thérèse Flo-Wolff et leurs enfants,

Edith et Cécile Bernardin,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri FILLI,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille militaire,

leur père, grand-père et beau-frère.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 novembre à 8 h 30, en l'église Saint-Cécile, 44, rue de l'Est, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

Ni fleurs ni couronnes.

— Le 28 octobre, à Ceyreste (Bouches-du-Rhône), nous quittons brusquement

Pierre FRIBOURG (1912-1989),

ancien résistant, fondateur et directeur du journal V. Magazine, coédité de la commune d'Anagnin.

Sa famille, ses amis, sont dans la peine.

— Le professeur Daniel Kurtz, M. Jean-Emmanuel et Nicolas Kurtz, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Thérèse KURTZ,

née Rosenberg,

survenue le 5 novembre 1989, à Strasbourg.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

4, avenue d'Alsace, 67000 Strasbourg.

INSTITUT

M. Jean Cau candidat à l'Académie française

L'Académie française vient d'enregistrer la candidature de l'écrivain et journaliste Jean Cau au fauteuil d'Edgar Faure, décédé le 30 mars 1988. Le scénariste et auteur de chansons Jean-Loup Dabadie est également candidat pour cette élection qui aura lieu le 7 décembre, en même temps que celle du successeur de Thierry Maulnier.

An cours de sa séance du jeudi 9 novembre, l'Académie a attribué le Grand Prix de la francophonie à l'écrivain scientifique canadien Hubert Reeves.

LEGION D'HONNEUR

Ministère de la défense

Est élevé à la dignité de grand officier :

M. Jean Sari, colonel.

Sont promus commandeurs :

M^{me} Marie Bès de Bero et Georges Jacquier.

Sont promus officiers :

MM. Victorice Cardon, François Achard, Auguste Cazan, Albert Demoy, Claude Desplanches, Julien Evano, Henri Ferrand, André Gilson, Louis Landré, Jean Pernot, Narcisse Polier, Philippe Chauvois.

Sont nommés chevaliers :

MM. Etienne Olivier, Jean Leprince, Paul Denier, Sebti Djeddi, Daniel Drahonnet, Jean-Louis Bertin, Robert Boivin, Léon Geoffroy, Guilhem de Megni, Raymond Mélot, Claude Morrison, Julien Roussiot, Maurice Thomas.

Le Père Jean-Laurent LEDUC, franciscain,

est entré dans la paix de Dieu, le 9 novembre 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans, après cinquante-six ans de vie religieuse et dix-huit ans de sacerdoce.

De la part des

Pères provinciaux des franciscains de Lyon et de Paris,

Ses frères de la custodie du Maroc, De ses frères, sœur et belles-sœurs, De ses nombreux amis,

Et de la communauté franciscaine, 7, rue Marie-Rose, Paris-14^e, où aura lieu la messe de funérailles, le lundi 13 novembre, à 10 h 30.

— Commercy. RAZANA. Paris. Metz.

M^{me} Paul Leichtmann,

Le docteur et M^{me} Georges-Aimery Leichtmann et leurs enfants,

M. et M^{me} Francis Halphen et leurs enfants,

M. et M^{me} Michel Vorus et leurs filles,

M^{me} Ernest Michel, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Paul LEICHTMANN,

survenu le 4 novembre 1989, à Ranzana (Israël).

L'inhumation a eu lieu le 6 novembre, à Ranzana.

CARNET DU MONDE

Recherchements : 43-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 57 F

Abonnés et actionnaires . 77 F

Contenu divers . 90 F

Metz. Paris. Rouen. Strasbourg.

Le docteur et M^{me} Michel Levy,

M. et M^{me} Bertrand Levy, ses enfants,

Véronique et Michel Levy-Donne, Vincent, Valérie, Thomas, Antoine, Martin, Benjamin, Clément, Etienne Levy, Laura Donne,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} René LEVY,

née Paulette Bham,

survenue dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation a été faite au cimetière israélite de Metz, le 3 novembre 1989.

Nous remercions à votre souvenir la mémoire de son épouse, le

docteur René LEVY,

décédé en 1972.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Axel Ganz, M. Robert Fieser, La rédaction du magazine Géo.

Et les collaborateurs de Prisma Presse, ont la tristesse et le regret de faire part du décès de

Jacques (Jaime) OLIVER,

survenu le 1^{er} novembre 1989, à l'âge de soixante et un ans.

Ses amis seront présents à l'incinération, qui aura lieu le mercredi 15 novembre, à 8 h 30, au crématorium du Père-Lachaise.

[Né à Berkeley, Jacques Oliver a commencé sa carrière de journaliste à l'époque de l'information, avant de rejoindre la Société générale de presse, puis l'Agence France Presse et le Télégramme économique. En 1979, l'année de création de Géo, il entre à

la rédaction de ce magazine, dont il devient chef de service. Jacques Oliver a été particulièrement spécialisé dans les articles sur l'Afrique et l'Amérique latine.]

— M^{me} Jean-Pierre Vincent, son épouse,

Charlotte, Claire-Marie et Louis-Henri Vincent, ses enfants,

M^{me} Georges Vincent, sa mère,

M. Pierre de Boissac, son beau-père,

M. et M^{me} Henri de Laulanie de Sainte-Croix et leurs enfants,

M. et M^{me} Paul Javerzac et leurs enfants,

M. Charles de Boissac, M. et M^{me} Antoine Duchesne et leurs enfants,

ses belles-sœurs, beaux-frères, neveux, nièces,

Et toute sa famille,

ont la profonde douleur de faire part du décès accidentel de

M. Jean-Pierre VINCENT,

survenu le 31 octobre 1989, à l'âge de quarante-cinq ans.

Les obsèques ayant eu lieu dans la plus stricte intimité, une cérémonie religieuse à son intention sera célébrée le mercredi 15 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 15-17, rue Ampère, Paris-17^e.

Ni fleurs ni couronnes.

6, rue Daubigny, 75017 Paris.

— Les associés Et les collaborateurs de Frinault Fiduciaire ont la douleur de faire part du décès brutal de

M. Jean-Pierre VINCENT,

associé,

survenu accidentellement le 31 octobre 1989.

Une cérémonie religieuse à son intention sera célébrée le mercredi 15 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 15-17, rue Ampère, Paris-17^e.

Ni fleurs ni couronnes.

8, rue Bellini, 75116 Paris.

— M^{me} Jean Rey, son épouse,

Danièle et Michel (†) Pomey, Paul Rey, Odile Rey, Geneviève et Jacques Guillen, ses enfants,

Leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du

colonel du Génie (ER) Jean REY,

ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien directeur de l'Ecole « Chez soi », directeur honoraire de la Revue de métrologie, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 17 octobre 1989, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le mardi 14 novembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy (ancienne église), 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

102, rue de la Tour, 75116 Paris.

CERTAINS HOMMES DE COMMUNICATION SERONT TOUJOURS EN AVANCE D'UNE DÉFINITION

MEDIAPOLITAIN, AINE adj. et nom.

De Médiapolis (voir historique: Médiaclif, OTV, O'Space). Mythologie. Membre du

peuple fabuleux qui créa Médiapolis en 1989 apr. J.-C. Nés des départements

média d'agence (H.D.M., Y&R, ECOM.), les médiapolitains furent réellement les

premiers grands agents-conseil d'achat média européens. Leur réputation de

puissance et de sophistication amena EUROCOM, Y&R et DENTSU, les trois

géants de la communication mondiale de l'époque, à devenir leurs actionnaires.

Connus pour leur caractère humain et passionné, ils sont à l'origine de l'expression: "Une passion de médiapolitain."

Premier président de Médiapolis, Michel Grandjean est l'auteur de la célèbre

formule: "Il n'y a pas de sous média."



MEDIAPOLIS

LA PASSION DES MÉDIAS

Médiapolitain à contacter : Gérard Martinot au (1) 42.04.03.31
Médiapolis, agence-conseil en achat média, 25-27 rue Parmentier, 92818 Puteaux.

هكذا من الاجل

24 Le Monde • Samedi 11 novembre 1989 ...

L'ALMANACH DE 1789 :

● Politique : la sortie du provisoire, la question des municipalités et celle des biens du clergé. ● Société : le redécoupage de la France en 83 départements. ● Etranger : les voyageurs de la Révolution ; qui sont ces Allemands, Américains, Italiens qui se précipitent pour voir s'édifier la France nouvelle ? ● Culture : de l'auteur d'œuvres légères au journaliste, Jean-Baptiste Louvet. ● Portraits : Camille Desmoulins, l'intellectuel en politique, Panckoucke, Talma, Malouet.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

● La liberté religieuse. Comment, de pilier de l'Etat absolutiste, le catholicisme est-il devenu une religion comme les autres ? La Constitution civile du clergé, par François Furet. La déchristianisation de l'an II, par Michel Vovelle. Image et réalité de ce que l'on a appelé « religion révolutionnaire », par Mona Ozouf. L'homme du thème : Rabaut Saint-Etienne, un des rares pasteurs protestants à l'Assemblée, par Marcel Gauchet. Quelle est la position actuelle de l'Eglise sur les droits de l'homme ? Un entretien entre François Furet et Jean-Marie Lustiger tente d'y répondre en centrant le débat sur la question des mœurs.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration de Valmy en images et en questions. La découverte d'une peinture politique à l'ombre du grand maître David, à Montauban. La deuxième chronique-bilan de la commémoration, et les rendez-vous d'automne du Bicentenaire à Paris et en province.

NOVEMBRE 1989
30 F – Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Croix-Rouge : la soierie de Lyon



**Rubrique réalisée par la rédaction
du *Monde des philatélistes*
24, rue Chauchat, 75009 Paris.
Tél. : (1) 42-47-99-08**

L'Union des philatélistes des PTT-Aquitaine organise du 11 au 14 novembre une exposition dans la salle des expositions de l'ancienne poste, 13, rue du Palais-Gallien à Bordeaux, commémorant le vote de la loi instituant les municipalités par l'Assemblée nationale le 12 novembre 1789, avec bureau de poste temporaire le 12 (enseignements, souvenirs philatéliques) : UP-PTT Aquitaine, BP 33006 Bordeaux Cedex. Tél. : Michel Bablot, 56-90-52-42).

Nazisme et génocide

« Afin de perpétuer la mémoire parmi les jeunes générations », les éditions Nathan adressent gratuitement aux 35 000 professeurs d'histoire et de géographie de France une brochure de 16 pages intitulée *Le nazisme et le génocide. Histoire et enjeux*.

► Document disponible sur simple demande à DPE, 89, rue Barrault, 75013 Paris.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

•

[illegible]

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer « C » peut voir « M » ne pas regarder « M » Chef d'œuvre au cinéma.

Vendredi 10 novembre

| | | |
|--|---|---|
| TF 1 20.40 Variétés : Avie de recherche. Robert Hosen. Invités : Emmanuelle Béart. Variétés : Claude Nougaro, Eddy Mitchell, Côté Richard. 22.40 Les années Express. Sonnette : L'Europe ; La guerre de Six Jours ; Le retour de Chomsky en Iran ; L'Est ; La condition féminine ; Les grandes peurs. 23.40 Variétés : Et puis quoi encore ! 0.40 Journal et Météo. | 21.30 ▶ Série : Le retour d'Arsène Lupin. La médiation du pape. 22.30 Journal et Météo. 22.55 Documentaire : Histoire de la révolution française. 4. La Terreur. 23.45 Musiques, musique. | 22.15 Série : Brigade de nuit. 23.15 Série : Gènes d'abord ! 23.40 Capital. 23.45 Six minutes d'informations. |
| A 2 20.35 Série : Parique aux Caraïbes. 21.35 Apostrophes. Le français sans frontières. Invités : Tom Bishop (Le passeur d'océans), Marie Sagerine (Blonde éternelle les brésiliens d'Ukraine), Françoise Cavanna (Mignonne, allons voir si la rose...), Richard Joffé (Le bureau), Jacques Lascaris (Ce bel aujourd'hui). 22.57 Quand je serai grand. Françoise Verry. 23.00 Journal et Météo. 23.17 Soirée seconde. Sempé, dessinateur. 23.20 Cinéma : La dentellière. ■■■ Film franco-italien de Claude Goretta (1976). | 20.30 Téléfilm : Le tueur de l'ombre. 21.55 Magazine : 24 heures. Tableaux : 24 heures à New-York, après les élections. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Mon ami le traître. □ Film français de José Giovanni (1988). 0.55 Cinéma : Hope and Glory. ■■■ Film britannique de John Boorman (1987) (v.o.). | LA SEPT 20.30 Danse : Changing steps. 21.10 Documentaire : Vladimir Horowitz. 22.40 Documentaire : Les ministères de l'art. 23.30 Cinéma : L'espion. ■■■ Film français d'André Malraux (1939). |
| FR 3 20.35 Magazine : Thalassa. | LA 5 20.40 Téléfilm : Vendredi 13 la comédie d'Aphrodite. 22.20 Magazine : Reporters. 23.25 Série : Génération pub. 0.00 Journal de minuit. | FRANCE-CULTURE 20.30 Concert (donné le 7 janvier au Théâtre des Champs-Élysées) : Hymne ; Polka pour M. pour soprano et orchestre ; Les offrandes oubliées ; L'ascension, de Messiaen, par l'Orchestre national de France, dir. Gary Bertini, sol. Phyllis Bryn-Julson, soprano. 22.20 Musique légère. Fantaïse pour piano et orchestre, de Béry ; Les vieux kiosques à musique, de Rauber ; Mon rêve, valse de Waldteufel. 23.07 Le livre des mélanges. 0.30 Poissons d'or. |

Samedi 11 novembre

| | | |
|---|---|--|
| TF 1 14.25 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm. 14.30 Série : Commissaire Moulin. Une promenade en forêt. 16.00 La Une est à vous (suite). 16.05 Tierscé à Saint-Cloud. 16.15 La Une est à vous (fin). 17.30 Trente millions d'amis. 18.10 Série : Les professionnels. 19.00 Série : Marc et Sophie. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo. 20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou ! 22.10 Magazine : Ushualia. Char à voile ; Le flottement en Europe ; Les Nautes ; L'ours blanc ; Le ski dans la Cordillère des Andes. 23.15 Magazine : Formule sport. 0.05 Journal et Météo. | 14.00 Magazine : Territoires. 14.30 Magazine : Contact. 15.00 Magazine : Fastoche. 16.00 Magazine : Brevet vend la mèche. 17.05 Sandymamita. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.50 Dessin animé : Kimbo. 20.05 Jeux : La classe. 20.35 Sandymamita. Denver, le dernier dinosaure. 21.55 Journal et Météo. 22.20 Magazine : Le divan. Invité : Eli Kazan. 22.40 Magazine : Musicales. Angèle Dubois, violoniste canadienne, Andreas Bach, pianiste allemand, Sami Jo, chanteuse coréenne. 23.35 Magazine : Sports 3. | 0.00 Journal de minuit. M 6 14.40 Série : Laramie. 15.30 Série : L'île fantastique. 16.20 Série : Brigade de nuit. 17.10 Série : Vegas. 18.00 Informations : M6 express. 18.05 Variétés : Multitop. 19.25 Magazine : Turbo. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Téléfilm : Un jour de plus pour le défunt. 22.05 Téléfilm : Les digres sont lâchés. 23.20 Six minutes d'informations. 23.25 Magazine : Club 8. |
| A 2 14.50 Magazine : Sports passion. Rugby : France-Australie ; Judo : Coupe d'Europe des clubs champions. 17.25 Magazine : Aventures-voyages. Grimpes d'été ; Grimpes sur table. 18.20 Magazine : Les chevaux du week-end. 18.30 Série : La loi est le loi. 19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! 20.00 Journal et Météo. | CANAL PLUS 14.00 Téléfilm : La machine et le dragon. 15.35 Documentaire : L'empire du froid. 16.05 Documentaire : Toro bravo. 17.15 Spectacle : Le monde du cirque, Barnum 7. 17.55 Cabou cadin. 18.00 Dessins animés : Décade pas Bunsy. En clair jusqu'à 20.30. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Série : Jack Killian, l'homme au micro. 21.20 Flash d'informations. 21.25 Documentaire : Mister Swing. Michel Jonasz et ses musiciens. 23.00 Cinéma : La vengeance des monstres. □ Film américain de Larry Cohen (1987). 0.30 Cinéma : La nuit bengali. ■ Film franco-italien de Nicolas Klotz (1989) (v.o.). | LA SEPT 16.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. Feuilletton : Sainte Thérèse d'Avila (4 épisodes). 18.30 Série : It's our world (4). 19.00 Magazine : Mégamix. 19.30 Documentaire : Jazz à Paris. 20.30 Théâtre : Les petits pas. Ploce de Jérôme Deschamps. 21.45 Cinéma : Tenguera. Film allemand de Heinz Schuster (1988). 22.30 Documentaire : Histoire parallèle. 23.05 Documentaire : Dix minutes de vie. 23.15 Jazz soundies collection. 23.25 Documentaire : Travail à domicile. 23.30 Documentaire : Un voyage andalou. |

ACCORDEON et PARIS
 Carte blanche à YVETTE HORNER
 A partir du 1^{er} décembre
 6 concerts
 L'auditorium
 40.28.28.00

20.35 Variétés :
 Champs-Élysées.
 Spécial Yvette Horner. Avec Gérard Benichou, l'école de Bacon, Righe, le groupe Sarafina, Ivanoff, Chantal Goya, André Lamy...
22.35 Série : Cigogne Altié.
23.30 Journal et Météo.
23.45 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.

FR 3
13.00 ▶ Documentaire : Mieux de guerre, mots d'amour.

Dimanche 12 novembre

| | | |
|---|--|---|
| TF 1 10.10 Hic NRJ-TF1. 10.55 Magazine : Les animaux du monde. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.00 Jeu : Tourné... manège. 12.30 Jeu : La juste prix. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Du film dans la Miffa. 14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 15.10 Variétés : Mondo Dingo. 15.40 Tierscé à Autueil. 15.50 Série : Vivement lundi. 16.20 Dessins animés : Disney parade. 17.30 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 18.00 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : l'abbé Pierre. 19.55 Loto sportif. 20.00 Cinéma : Météo. 20.35 Pas de problème ! ■■■ Film français de Georges Lautner (1974). Un brésilien est venu mourir chez une américaine. Un grand amour qui drague la fille cache le corps dans la voiture de son père, qui part pour la Suisse. La plus acrobate, la plus résistante, des comédiens de Lautner dans les années 70. Et partiellement interprété. 22.20 Magazine : Ciné-dimanche. 23.30 Cinéma : Le meurtre était presque parfait. ■■■ Film britannique de Stephen Frears (1984). Un gangster anglais s'est réfugié dans un village d'Andalousie. Dix ans plus tard, deux autres viennent l'y chercher. 0.10 Journal et Météo. 0.30 Danse. Ecariata, ballet de Gaudin ; Daphnis et Chloé, ballet de Jean-Claude Galotta ; Parabole, ballet de Ruth Meyer. | 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Expression directe. CFC, PS. 14.50 Magazine : Sports loisirs. Tennis de table : Championnat d'Europe de superdivision (France-Yugoslavie) ; Supercross moto : Finales du Championnat de France ; Short track : Grand Prix international de Grenoble ; Concours complet d'équitation : Le lion d'Angers ; Volley-ball : Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes (ASU Lyon-Libremont). 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. Enne : un récidiviste dangereux. 17.30 Amuse 3. 19.00 Série : L'étrange Monsieur Duvalier. 19.55 Flash d'informations. 20.02 Série : Beverly Hills. 20.35 Documentaire : Optique. Afrique bleue. 1. L'Afrique en noir et blanc, ou les sorcières blanches. 21.30 Magazine : Cinéma. 22.05 Cinéma : Quick. ■ Film allemand de Robert Siodmak (1932) (v.o.). Un clown est le coqueluche des femmes de Berlin. Seul assez mince, très d'une comédie parisienne, c'est inédit. 0.20 Musiques, musique. Mista Sancta Cecilia, de Haydn, par l'orchestre de la Bayrische Rundfunk. | 18.00 Série : Riptide. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Supercopier. 20.00 Journal. Divertissement : Drôles d'histoires. 20.40 Cinéma : Terminator. ■ Film américain de James Cameron (1984). Un envoyé du futur, un homme, un machin, doit abattre une femme qui pourrait mettre au monde un futur chef de la résistance. 22.40 Magazine : Ciné Cinq. 22.50 Cinéma : Sexy dancing. □ Film italien de Joe d'Amato. |
| FRANCE-CULTURE 20.30 Radio-archives. Le grand charnier, 1959. 21.30 Musique : Black and blue. 22.40 Nuits magnétiques : En sol ou paradis. Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. | FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné le 7 janvier au Théâtre des Champs-Élysées) : Hymne ; Polka pour M. pour soprano et orchestre ; Les offrandes oubliées ; L'ascension, de Messiaen, par l'Orchestre national de France, dir. Gary Bertini, sol. Phyllis Bryn-Julson, soprano. 22.20 Musique légère. Fantaïse pour piano et orchestre, de Béry ; Les vieux kiosques à musique, de Rauber ; Mon rêve, valse de Waldteufel. 23.07 Le livre des mélanges. 0.30 Poissons d'or. | M 6 10.30 Variétés : Fréquentar. 11.00 Dessins animés : Graffiti. 11.55 Infoconsommation. 12.00 Informations : M 6 express. 12.05 Série : Cher oncle Bill. 12.30 Série : L'incroyable Hulk. 13.20 Série : Madame est servie (rediff.). 13.50 Série : Les têtes brûlées. 14.40 Série : Clair de lune. 15.30 Série : Espion modèle. 16.20 Série : Brigade de nuit. 17.10 Série : Vegas. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Père et impairs. 18.30 Série : Les années coup de cœur. 19.00 Magazine : Culture pub. 19.30 Série : Roseanne. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Téléfilm : Réves de femme. 22.15 Magazine : Sport 6. 22.25 Capital. 22.30 Cinéma : L'important c'est d'aimer. ■■■ Film français d'André Zulaewski (1974). Un reporter-photographe s'apprête d'une comédienne, mariée à un être lunaire et déprimé, et qui tourne des films pornographiques pour survivre. Pour une vision flamboyante, neuve, de la décadence et du mal. Mise en scène et interprétation remarquables. |
| A 2 9.00 Connaitre l'islam. 9.15 Émissions israéliennes. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Meuse, en l'église. Saint-Hemeland à Bagneux. 12.05 Dimanche Martin. Journal et Météo. 13.20 Dimanche Martin (suite). 14.55 Série : Mac Gyver. 15.50 L'école des fans. 16.35 Série : Qui c'est ce garçon ? 17.35 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde. 4. Bombo, le spectre de la tortue. 18.25 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Jérémy Jean-Benoît Samuël ; Hippiques : CSI de Strasbourg ; Judo : Coupe d'Europe des clubs champions ; Football : Championnat de France et buts étrangers ; Basket-ball : Championnat de France ; Tennis : Les Transatlantiques ; Rugby : France-Australie ; Karaté : Championnat de France ; Les résultats de la semaine. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Série : David Lansky. 22.00 Magazine : Cinéma, cinémas. Sommaire : Les cinéastes-acteurs : Nanni Moretti ; Spécial Donald Sutherland ; Jean-Pierre Melville ; Pascal Petit. 23.05 Journal et Météo. 23.30 Soirée seconde. Cardon, dessinateur. 23.35 Chefs d'œuvres en péril. Les automates. | FR 3 9.00 Magazine : Racines. Russes à Paris. 9.25 Magazine : Relais. 9.30 Magazine : Rencontres. Sali Keta. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Magazine : Musicales. 12.57 Flash d'informations. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. | LA SEPT 16.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. 17.30 Danse : Changing steps. 18.10 Documentaire : Vladimir Horowitz. 19.30 Magazine : Dynamo. 20.00 Documentaire : Ici bat la vie. 20.30 Cinéma : Démon dans le jardin. ■■■ Film espagnol de Manuel Gutiérrez Aragón (1983). 22.15 Court métrage. 22.30 Documentaire : Archives du vingtième siècle. 23.30 Feuilletton : Sainte Thérèse d'Avila (3 ^e épisode). |

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

| | | |
|---|---|---|
| ILE-DE-FRANCE Samedi 11 novembre Chartres, 10 h et 14 h : jouets en tôle, chemins de fer ; Nogent-le-Retrou, 14 h : mobilier, objets d'art ; Pontoise, 14 h 15 : tableaux, mobilier. Dimanche 12 novembre : Chartres, 10 h, 14 h et 20 h : jouets en tôle, chemins de fer ; Coulommiers, 14 h 30 : archéologie ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Rambouillet, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; Vernon, 14 h 30 : tableaux modernes. | PLUS LOIN Samedi 11 novembre Avranches, 14 h : tableaux, mobilier ; Le Touquet, 17 h 30 : automobiles de prestige ; Marseille (Castellane), 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Mayenne, 14 h : grands vins, alcools. Dimanche 12 novembre Avranches, 14 h : tableaux, mobilier ; Bayeux, 14 h 15 : Atelier Hardy ; Bourg-en-Bresse, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Châlons-sur-Marne, 14 h : arts d'Asie ; Dieppe, 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Dinan, 14 h 30 : mobilier, | tableaux ; Douarnenez, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Honfleur, 14 h 30 : peinture contemporaine ; Issoudun, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Langres, 14 h : mobilier, objets d'art ; Le Touquet, 14 h 30 : tableaux modernes ; Louviers, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Marseille (Castellane), 10 h et 14 h 30 : Extrême-Orient ; Nantes, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Vincennes, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. FOIRES ET SALONS Paris Ranelagh : Paris Porte Champerret ; Avignon : Evry-II ; Toulouse : La Couture ; Nancy : Quimper ; Givors : La Ferté-Alais. |
|---|---|---|

سكنا من الامم

هكذا من الاجل

SPORTS

Budget : le projet pour 1990

Moins haut, moins vite, moins fort

Le projet de budget pour 1990 du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports doit être examiné par les députés lundi 13 novembre. Avec 2,35 milliards de francs, il ne représente que 0,19 % du projet de budget total de l'Etat, soit une légère baisse par rapport aux années précédentes.

Le débat parlementaire sur le projet de loi de finances pour 1990 offre une nouvelle occasion à Nelson Pailhou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOFS), de rappeler que le sport est toujours considéré comme un « parent pauvre » : quelques champions aux salaires exorbitants ne doivent pas cacher la forêt des treize millions de licenciés répartis dans quatre-vingts sports.

Le rendement du Loto

Le mouvement sportif n'attend pas tout de l'Etat, aime à souligner Nelson Pailhou. Tout en refusant que ce secteur soit en situation d'assisté, il propose un juste équilibre entre les ressources publiques et les moyens propres. « Malheureusement, l'Etat descend de plus en plus au-dessous du seuil critique, ce qui rend le mouvement sportif chaque année plus vulnérable », constate le président en évoquant le projet de budget.

Les 2,35 milliards de francs inscrits dans le projet de loi de finances 1990 pour la jeunesse et les sports, pas plus que l'an dernier, ne permettront d'inverser une tendance déjà ancienne. La progression effective des sommes affectées est de 4,20 %, alors que le budget global de la nation doit progresser de 5,34 %. Un décalage qui se traduit dans les chiffres avec une diminution de la part du budget de la jeunesse et des sports par rapport au budget général : 0,19 % au

lieu de 0,20 % les trois dernières années.

Dans ce projet, « qui s'inscrit dans la lignée de ses devanciers », M. Pailhou note quelques mesures positives, comme la revalorisation des traitements des professeurs de sport ou l'augmentation des crédits affectés à la médecine sportive (6 millions de francs supplémentaires pour permettre au laboratoire national de répondre aux nouvelles mesures concernant les contrôles anti-dopage).

En ce qui concerne les recettes inscrites au Fonds national pour le développement du sport (FNDS) pour l'année 1990, elles s'élèvent à 900 millions de francs, soit la même somme qu'en 1989. Mais ces recettes sont régulièrement surestimées. Cela conduit à des reports systématiques de financement. Ainsi, en 1989, devront être payées des opérations programmées en 1988, amputant d'autant les budgets prévisionnels.

La nouvelle formule, inaugurée cette année, le « match du jour » du Loto sportif attirera-t-elle de nouveaux parieurs, qui deviendront ainsi autant de « financiers » du mouvement sportif ? Les responsables du CNOFS en doutent. Ils ont donc alerté leurs fédérations et ont même réussi à mobiliser un député, M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne) pour qu'il interroge publiquement le gouvernement. Dans sa réponse, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, s'est engagé à faire prendre en compte par le collectif budgétaire l'insuffisance du rendement attendu pour 1989 du Loto sportif.

Une goutte d'eau dans l'immensité des espoirs déçus des sportifs français face au désengagement des gouvernements successifs. Une rallonge par-ci, une promesse par-là, pour traiter au fond la baisse tendancielle des recettes du FNDS, suffiront pour que cette année encore, suivant leur ami Nelson Pailhou, beaucoup de bénévoles parviennent à « faire bouillir la marmite comme en 1989 ».

S. B.

RUGBY : un entretien avec l'entraîneur wallaby Bob Dwyer

« L'Australie, continent naturel pour le jeu »

dament une équipe opérationnelle avec des joueurs jeunes ?

La vie australienne, malgré quelques sondages qui suggèrent le contraire, produit des « athlètes naturels ». Les jeunes arrivent très vite à maturité physique. Le climat permet de passer beaucoup de temps dehors à pratiquer le sport. Bref, mes joueurs ont l'air très décontractés, un peu « je-m'en-foutiste », mais sur le terrain, ils sont aptes à prendre des décisions et des responsabilités dans le feu de l'action, en dépit de leur jeune âge. Il faut dire aussi que nous avons passé un accord avec eux : quoi qu'il arrive, ils ne passeront pas professionnels avant la prochaine Coupe du monde 1991.

Comment comparer le potentiel de votre groupe au seul vrai point de repère qu'est l'équipe des All Blacks ?

Nous avons des éléments qui possèdent la forme physique et la valeur athlétique pour faire face aux Néo-Zélandais mais nous n'avons pas encore une équipe complète à ce niveau et, surtout, nous ne possédons pas un « fond de roulement » de vingt-cinq ou vingt-six joueurs avec l'expérience et l'habileté équivalentes à celles des All Blacks. Mais nous y arriverons peu à peu. Je suis sûr que nous aurons fait déjà un grand pas dans ce sens au moment de notre prochaine tournée en juillet-août 1990 en Nouvelle-Zélande.

Que pensez-vous des progrès récents de l'équipe d'Angleterre ?

Ils sont devenus vraiment très forts, exceptionnels. Après la tournée anglaise, chez nous en 1988, ils n'étaient pas du tout au

point physiquement. La saison d'après, ils s'étaient nettement améliorés et, à la fin de la tournée des Lions, l'équipe des Iles Britanniques, ils étaient très forts, très physiques, très imposants.

Les avants de cette formation des « Home Unions » étaient le vrai noyau dur de l'ensemble. Cette force, ce souffle, leur a donné confiance. Ils ont toujours eu des ailiers qui entraînaient des pieds mais, maintenant, ils ont déniché trois excellents trois-quarts centre, et Morris est très bon en demi. Identifier ses propres faiblesses et y remédier est le B.A. BA de la création d'une grande équipe.

Carrefour des générations

Les changements de poste qui sont souvent opérés dans l'équipe de France vous surprennent-ils ?

Je ne suis pas foncièrement contre. Tim Horan a été deuxième ligne, et nous l'avons retenu comme centre contre la Nouvelle-Zélande et la France. Jason Liddell a passé sa carrière premier centre, et nous l'avons permuté entre l'aile et le deuxième centre. Gavin était deuxième ligne. Il est passé flanker. Je réfléchis actuellement à des permutations de talonneurs et piliers, tactique dont les Français sont friands. Crowley est excellent, mais plus léger que la moyenne et notre talonneur est costaud. Aucun des deux ne semble pourtant rempli de joie à l'idée d'échanger leur maillot.

En revanche, je n'aimerais pas changer trop de joueurs pour un seul match même si cela ne sem-

ble pas trop effrayer les Français. Il est vrai que se trouver au carrefour entre une génération qui cède la place et des jeunes qui arrivent n'est jamais facile. Je suis soulagé que nous ayons pu effectuer ces changements très vite.

Au plan technique, comment appréciez-vous les rendements en jeu à la française effectués par le demi de mêlée ?

C'est une idée qui a du bon. Dans ce cas, vous avez votre sweeper, un joueur de contact, agressif, déjà en position. La difficulté, c'est que souvent le demi de mêlée ne possède pas le geste juste pour lancer le ballon aussi bien que le talonneur. Autre inconvénient important de cette formule : si vous avez besoin d'une sortie de ballon rapide, il est rare qu'un talonneur sache pivoter et lancer vite. Il n'empêche. C'est une idée que je ne rejette pas. Mais j'ai trop de préoccupations plus importantes pour l'étudier à fond.

Propos recueillis par MARC BALLADE

FOOTBALL : présélection pour France-Chypre. — Excepté le Parisien Yvon Le Roux, blessé au genou et remplacé par l'Auxerrois Basile Boli, Michel Platini a présélectionné, pour affronter Chypre le 13 novembre, à Toulouse, en match éliminatoire (groupe 5) pour la Coupe du monde de football 1990 la formation de seize joueurs à laquelle il fait confiance depuis le début de la saison : gardiens de but, J. Batis, B. Matini ; défenseurs, M. Amoros, B. Boli, B. Casoni, F. Sauzet, F. Silvestre ; milieux de terrain, L. Blanc, D. Descamps, J.-P. Durand, J.-M. Ferreri, B. Pardo ; attaquants, E. Cantona, S. Paillet, J.-P. Papin, C. Perez.

ENQUÊTE :

LES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entreprise ? A bien y regarder, pas si sûr !

■ LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ

Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. Le Monde de l'éducation indique la démarche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

■ L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans le Monde de l'éducation.

■ L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

Quand ils ne regardent pas la télé, les 3-6 ans débordent d'activités culturelles (lecture, musique, jeux, cinéma...) pas toujours du goût des parents et des enseignants.



21 L'impact des hausses de gains sur les impôts
25 Les incitations pour acheter un appartement

36 La France, première nation touristique d'Europe
37 Un entretien avec M. Hubert Bouchet (UCI-FO)

38 Marchés financiers
39 Bourse de Paris

BILLET

Le revenu
trois fois imposé

Le gouvernement Rocard réaménage-t-il dans les manuels d'histoire économique du pays comme celui qui a profondément réformé l'impôt sur le revenu ?

On pourrait le croire à entendre les divers projets annoncés ici et là depuis quelque temps. Il y a peu, le Parti socialiste demandait que la taxe d'habitation (impôt local) soit assise sur les revenus des contribuables. Le ministre des finances, Jean de Gaudemar, a déjà avancé en 1982, à l'occasion de la mise à l'étude, dimanche 5 novembre, M. Rocard annonçait, de son côté, qu'il était favorable à l'instauration d'une cotisation sociale généralisée sur l'ensemble des revenus.

À faire la somme de tous ces projets, on s'aperçoit que dans quelques années les Français se retrouveront avec un triple impôt sur le revenu : progressif par rapport à l'État, proportionnel par rapport à la Sécurité sociale, progressif encore par rapport aux collectivités locales et, plus précisément, au département. Tout cela est-il bien sérieux ? Les hommes politiques comme les hommes de pouvoir devraient comprendre, que si le pays a besoin de moderniser ses entreprises et ses services publics, il a aussi un urgent besoin de voir se stabiliser les règles du jeu. Il y a de l'irresponsabilité à ignorer cela. On n'improvise pas tous les quatre matins à la sauvegarde des réformes qui touchent les individus sur des points aussi sensibles que la fiscalité.

MM. Rocard et Evén ont voulu trouver une solution au déficit de l'assurance-retraite. On les comprend. Mais le vrai problème, qu'on n'a pas souligné, est de demander aux retraités, qui seront bientôt des privilégiés quant à leurs revenus, de participer à l'effort de réajustement. Quant aux collectivités locales, peut-être faudrait-il d'abord recenser, comme la loi le veut, les propriétés bâties et les terrains, seule base d'une juste appréciation des richesses foncières ?

Finalement, si une réforme d'impôts, douce, tranquille, utile, n'est l'instinct d'un impôt sur le revenu prélevé à la source. Mais cela l'étranger l'a déjà fait...

A. V.

Afin de résister aux groupes internationaux

Rémy-Martin et Cointreau fusionnent

Un nouveau « grand » français du secteur des vins et spiritueux haut de gamme est né. Le rapprochement annoncé, le 10 novembre, des groupes Rémy-Martin et Cointreau crée un groupe d'un peu plus de 8 milliards de francs de chiffres d'affaires. Cette initiative, qui constitue une véritable surprise et un des épisodes du conflit familial qui déchire les familles Hériard-Dubreuil et Cointreau (voir autre part), réunit des marques célèbres en France et surtout à l'étranger (52 % des ventes).

Le groupe Rémy-Martin (un peu plus de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires), c'est d'abord le cognac du même nom, n°3 mondial après Hennessy et Martell, spécialisé dans les qualités vieilles et haut de gamme et qui, avec 1,5 milliard de francs annuels, représente près de 40 % des activités totales. Suit le champagne (n°4 français des grandes maisons de négoce avec 800 millions de francs d'affaires) avec les acquisitions successives : Krug, Charles Heidsieck et, tout récemment, Piper Heidsieck. Vient, enfin, le secteur distribution de vins (Sud Grande Cave et les deux maisons bordelaises De Lutz et De Rivoyre-Diprovina) et de spiritueux haut de gamme, en port, whisky et liqueurs.

De son côté, le groupe Cointreau (1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires) produit le liqueur du même nom, le rhum Saint-James, l'apéritif Picon, la liqueur Iznara, l'armagnac Clés des Ducs. Il s'est

engagé, récemment, dans l'alimentaire haut de gamme avec l'acquisition des foies gras Bizac (n°1 français), la confiserie-chocolaterie (Boissier), le saumon fumé (La Couronne) et l'approvisionnement des restaurateurs et boutiques gastronomiques (Les Ducs de Gascogne).

Ce mariage entre deux groupes spécialisés dans les spiritueux, s'il constitue une surprise, n'est pas fortuit. Des liens commerciaux existaient déjà entre eux (Rémy-Martin distribue Cointreau dans le monde) récemment renforcés par un accord de partenariat aux États-Unis et en Extrême-Orient. Dans la corbeille de mariage, Rémy-Martin a apporté un excellent réseau mondial de distribution dans vingt-six pays, Cointreau fournissant son secteur alimentaire et des accords commerciaux avec le groupe anglais IDV-Grand Metropolitan.

Sur le plan juridique, la famille Hériard-Dubreuil, actionnaire principal (51 %) de Rémy-Martin via la holding Pavis, sera « légèrement » majoritaire dans le nouvel ensemble qui regroupera d'un côté Rémy-Martin et de l'autre le groupe Cointreau, coté à 80 % par la famille Cointreau, les 20 % restants étant détenus par l'un de ses membres dissidents, M. Max Cointreau. Un tel accord traduit la volonté des deux partenaires de conserver à leur groupe un caractère familial face aux géants mondiaux qui sont devenus le canadien Seagram, les britanniques Grand Met et Guinness, désormais allié au français LVMH. Un énorme pari...

FRANÇOIS RENARD

La solitude des minoritaires

Aucun commentaire sur la fusion de Rémy-Martin et de Cointreau n'était fait vendredi 10 novembre dans la matinée par les actionnaires minoritaires représentés par M. Max Cointreau disposant de 49 % des parts de Rémy-Martin et 20 % de celles de Cointreau. Il semble cependant que cet accord négocié entre son beau-frère M. André Hériard-Dubreuil, actionnaire majoritaire de Rémy-Martin avec 51 % des parts, son frère M. Robert Cointreau et son cousin Pierre Cointreau, principaux porteurs des parts de la firme de liqueurs, se soit effectué sans qu'il ait été averti. Cet épisode illustre une nouvelle fois les différends qui opposent ces trois groupes d'actionnaires depuis de nombreuses années.

Les restructurations dans l'assurance européenne

L'UAP rachète 34% de Victoire-Colonia

La Compagnie financière de Suez a cédé la minorité de blocage des assurances Victoire à l'UAP. Cette affaire a peine bouclée, Victoire a pris le contrôle majoritaire de Nieuw Rotterdam, la cinquième compagnie d'assurance des Pays-Bas.

Suez ne chôme décidément pas. Après de longues négociations avec l'Union des assurances de Paris (UAP), la Compagnie financière de la rue d'Assolant à Paris a cédé la minorité de blocage dans l'ensemble Victoire-Colonia au groupe public. A la suite d'une OPA lancée au mois d'août sur la Compagnie industrielle, holding de Victoire, Suez avait fini par en prendre le contrôle. Cette conquête était d'autant plus importante que, peu auparavant, Victoire avait racheté la majorité des actions de Colonia, la seconde compagnie d'assurance de la République fédérale d'Allemagne. Ne souhaitant conserver que la majorité simple dans sa nouvelle branche assurance, Suez avait alors entrepris de reclasser 49 % des titres. C'est aujourd'hui à l'UAP qu'échoit la part royale, c'est-à-dire 34 % des actions. Cette minorité de contrôle établie par une entrée double de l'UAP tant au niveau du holding de tête que dans Victoire directement.

Mais surtout, cette minorité de blocage est clairement assurée de droit de regard de l'UAP sur les décisions stratégiques du groupe Victoire. Cette concession importante de Suez sera naturellement payée au prix fort par l'UAP. Soit une somme comprise entre treize et quatorze milliards de francs. Autrement dit, Suez, qui avait payé 14 800 F lors de son OPA chaque action de la Compagnie industrielle, aura donc réussi à la reclasser au même prix. La Compagnie financière de Suez continue cependant ses négociations avec d'autres assureurs étrangers pour la cession des 15 % restants. Parmi eux, on peut citer le japonais Dai Ichi,

les AG belges, Winthertur et même une compagnie d'assurance scandinave.

L'UAP réussit ainsi une belle opération dans le cadre des contraintes qui sont imposées à un groupe public d'assurances. On sait en effet qu'en vertu de la règle du « ni... ni... » (ni nationalisation, ni privatisation) imposée par le président de la République, une société nationalisée ne peut pas acquérir la totalité du capital d'une entreprise privée, elle serait sinon accusée de nationalisation rampante. En fait, M. Peyrelevade pose des jalons d'une stratégie à long terme pour l'UAP. La règle du « ni... ni... » ne sera pas éternelle.

Devant

le fait accompli

En consolidant aussi solidement sa position dans Victoire, M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP, n'a sans doute pas voulu que lui arrive une mésaventure comme celle qui vient de frapper M. Heilbronner, PDG du GAN. Cette compagnie d'assurance publique vient en effet de se faire souffler le contrôle de Nieuw Rotterdam, la cinquième compagnie d'assurance néerlandaise (2,2 milliards de prime en dommages, vie et courtage en 1988) par Victoire. Profitant, semble-t-il, d'un conflit qui opposait depuis longtemps les actionnaires de cette société (GAN, Philips, Nedlloyd, Crédit lyonnais, Bank Nederland...), Victoire a fait une offre qui a mis tout le monde d'accord. Cette prise de contrôle majoritaire se serait effectuée à l'insu du GAN. M. Heilbronner se serait retrouvé mis devant le fait accompli. Et comme Nieuw Rotterdam n'est pas cotée en Bourse, aucune surenchère n'était possible. Chacune des parties observe aujourd'hui un silence prudent et se refuse au moindre commentaire.

CLAIRE BLANDIN
et YVES MAMOU

Une ligne de 3 kilomètres

Matra construira
le métro des J.O.
de Barcelone

La société municipale des transports de Barcelone a confié, le 9 novembre, la construction de la ligne de métro qui desservira la colline de Montjuïc où se dérouleront les Jeux olympiques de 1992 à un consortium comprenant le constructeur français Matra Transport, la société d'ingénierie Sofretu, filiale de la RATP, et l'entreprise espagnole de travaux publics Dragados. Les autres concurrents en lice étaient le canadien UDC et le japonais Mitsubishi.

Il s'agit, dans un premier temps, d'un contrat d'études de 300 millions de pesetas (15 millions de francs), qui devrait déboucher sur un contrat de réalisation de 1,6 milliard de francs auquel Madrid apportera sa contribution.

Le système retenu par Barcelone comportera une ligne de 3 kilomètres et de quatre stations qui seront mises en service en 1992. Le matériel roulant sera le véhicule automatique léger (VAL) développé par Matra Transport, d'une capacité de trente mille voyageurs à l'heure et qui fonctionne sans conducteur à Lille depuis 1983.

En raison des délais de fabrication, Matra n'aurait pas été en mesure de livrer ces rames pour les Jeux olympiques si la ville de Toulouse, qui a également commandé depuis 1987 le VAL, n'avait accepté de prêter les siennes à Barcelone pour que la ligne fonctionne dès le mois de juin 1992.

Ce nouveau succès confirme la percée internationale du métro automatique développé par Matra Transport, qui l'a déjà vendu aux villes françaises de Lille, Toulouse, Bordeaux et Rennes, à Jacksonville (Floride), à l'aéroport d'O'Hare de Chicago, à Taipei (Taïwan), et qui est bien placé pour remporter, face à un concurrent soviétique, le marché d'une nouvelle ligne de métro à Budapest (Hongrie) d'un montant de 3,2 milliards de francs.

La perte du métro de Strasbourg, que la nouvelle municipalité a abandonné au mois de juillet au profit du tramway, semble bel et bien effacée par ces commandes répétées.

AL F.

INSOLITE

Le sucre clandestin

La société Unidra Major, chaîne de distribution basée à Bourges qui a été récemment vendue à un groupe étranger, vient d'être condamnée lourdement pour vente illicite de sucre.

Le 25 août 1987, deux véhicules de la Sancoerre, sont arrêtés par des agents du fisc. Dans leurs camionnettes, quatre tonnes de sucre acheté au supermarché Major de Sancoerre. Or la loi prévoit qu'au-delà de vingt-cinq le transporteur doit être en possession d'un titre de mouvement délivré par les services des impôts. Les deux véhicules acceptent immédiatement la transaction proposée par l'administration fiscale. En revanche, la société Unidra-Major et son PDG, François Morin, sont poursuivis pour infraction à la législation sur les impôts.

Le mercredi 8 novembre, le tribunal correctionnel de Bourges a déclaré M. François Morin et sa société, coupables de trois infractions : défaut de tenue du carnet de sucre au magasin Major de Sancoerre, ainsi qu'au siège à Saint-Germain-du-Puy et défaut de titre de mouvement. Le tribunal ayant motivé sa décision en jugeant les faits comme « d'autant plus graves que les infractions se situent dans une région de vignobles en aire d'appellation contrôlée », a condamné la société à 10 000 F d'amende et à 12 564 530 F de pénalité, deux tiers à la charge de la société, le reste à la charge de son PDG.

Malgré la hausse des taux d'intérêt dans les pays de la CEE

La conjoncture automobile reste très favorable

Une croissance renouvelée et toujours exceptionnellement forte. Sans désemparer, les Français, depuis trois ans, achètent plus d'automobiles et des automobiles de plus en plus chères. En octobre, les ventes ont même gagné 20,8 %, avec 227 000 immatriculations, ce qui porte la croissance du marché sur les dix premiers mois de l'année à 8,7 %, après + 5,3 % sur toute l'année 1988, et 10 % en 1987.

La vigueur des achats est telle que les constructeurs français n'arrivent pas à fournir la demande, la grève chez Peugeot n'ayant rien arrangé. Les importations détiennent désormais 37,7 % des ventes sur dix mois, contre 36,8 % l'an dernier. Le chiffre ne cesse de croître.

Les constructeurs s'attendent, depuis un an, deux ans pour certains, à un retournement qui n'arrive pas. Chaque mois apporte son démenti statistique. Pourtant, l'examen de la conjoncture mondiale éclaire des évolutions différenciées qui proviennent de la situation de chacune des économies européennes, mais pas tant que cela, par quelques caractéristiques propres aux marchés automobiles.

Aux États-Unis, le retournement a eu lieu. Une gigantesque guerre des rabais a été déclenchée en août et septembre. Coût : 2,5 milliards de dollars mais sans effet durable. L'année se terminera avec une chute de 4 % à

5 % des ventes. Les bénéfices au troisième trimestre des industriels anticipent cette évolution : General Motors a vu ses profits tomber de 40 %, Ford de 44 % et Chrysler les a divisés par cinq. Ce dernier, le numéro trois américain, a annoncé 4 000 suppressions d'emplois et aux États-Unis l'heure est à nouveau à la fermeture d'usines.

Rien de tel au Japon où, au contraire, la baisse des taxes a provoqué une ruée chez les concessionnaires. Sur sept mois, les ventes ont gagné 13 %. Les importations grimpent en flèche, au bénéfice d'important et quasi exclusif de Mercedes et de BMW. Les Allemands devraient, en 1989, équilibrer leur balance

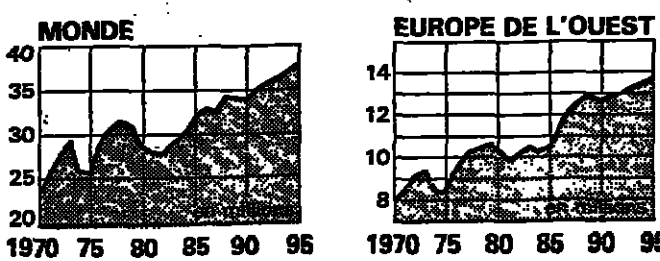
commerciale avec les Japonais dans l'automobile. Les fabricants nippons, qui multiplient les usines à l'étranger en construisent aussi chez eux pour servir leur marché intérieur.

En Europe, on assiste à un retournement en Grande-Bretagne et à un tassement en RFA et en Espagne. Chez M. Thatcher, l'année 1989 signera un nouveau gain (de 4 % à 5 %) mais pour tous les experts, les taux de crédits bancaires à 15 % détournent désormais les clients. C'est le début de la chute. Chez M. Felipe Gonzalez, même constat sur l'année, mais les ventes plafonnent depuis trois mois. Chez M. Helmut Kohl, septembre a été catastrophique (-17 %), du fait d'un

changement fiscal, mais octobre favorable (+10 %). Au-delà du Yo-yo mensuel, le marché outre-Rhin est en palier depuis 1987 (+0,5 % attendu cette année). L'Italie est, en revanche, à l'union de la France : +9,9 % en octobre et +8,8 % sur dix mois. La vive concurrence que Ford fait à Fiat, au travers de sa nouvelle Fiesta, explique une partie des achats.

Sur l'avenir, les experts restent optimistes. « Malgré les quelques signaux inquiétants, comme la hausse des taux d'intérêt en Europe, note-t-on chez Renault, on n'observe pas à l'horizon de rupture brutale de la croissance passée. Le marché européen demeure légèrement croissant, ou atteint un palier ». Même constat chez Peugeot, où l'on compte sur un « maintien global à haut niveau ». D'autant que différentes mesures devraient, le cas échéant, redonner un coup d'accélérateur. En RFA, les déductions fiscales pour les moteurs peu polluants, en France une nouvelle baisse de la TVA et les contraires techniques obligatoires qui enverront les trop vieilles voitures à la casse. En clair, l'Europe n'est plus le Japon, mais n'est pas l'Amérique. Additionnant les hauts et soustrayant les bas des différents pays, les ventes au total, restent excellentes.

ERIC LE BOUCHER

Prévision des ventes
de voitures neuves

Source : DRI World Automobile Forecast Report, May 1989

صكذامن الاصل

هكذا من الاجل

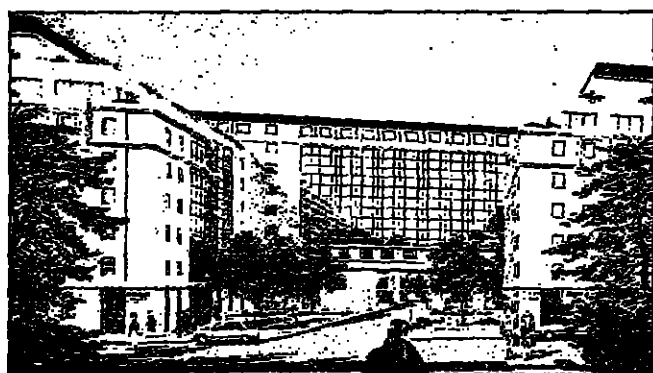
30 Le Monde • Samedi 11 novembre 1989 •

Dans la ville de Clichy-la-Garenne

Onze

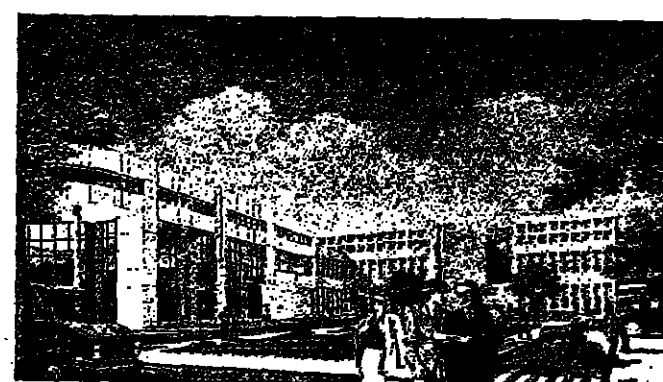
hectares

qui confirment l'expansion de la commune.



Illustrations à caractère d'ambition

ESPACE CLICHY



L.M. 17/10

Société
Nom
Fonction
Adresse

Tél.

Merci

☐ de m'envoyer une documentation sur Espace Clichy

☐ de me proposer un rendez-vous sur le bureau d'information sur place

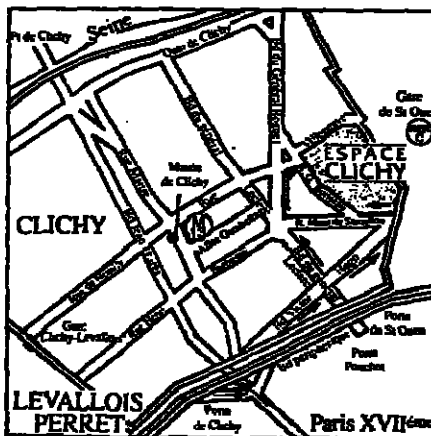
Je suis intéressé(e) par

☐ des bureaux ☐ des locaux d'activités ☐ des commerces

☐ en accession ☐ en location

La commune de Clichy-la-Garenne a entrepris sur son territoire des travaux d'urbanisme sans précédent, dont Espace Clichy est l'une des expressions majeures.

C'est ainsi qu'a été engagée, en collaboration avec Gestec et Sotrafim (Groupe SAEP), la restructuration de tout un quartier : 11 hectares paysagers comportant locaux d'activités, bureaux, logements, commerces, écoles, crèche, halte-garderie, complexe sportif... autour d'un espace vert de plus d'un hectare.



Cet événement positionne la ville de Clichy-la-Garenne parmi les communes les plus dynamiques d'un département leader : les Hauts-de-Seine.



117-119, avenue Victor Hugo - 92100 BOULOGNE
Télécopie : 46 03 27 48

ÉCONOMIE

SOCIAL

Le débat sur l'emploi précaire

Le projet de loi de M. Soisson se précise

Dans le dossier du travail temporaire, les divers éléments se mettent en place, alors que M. Jean-Pierre Soisson se prépare à déposer, pour la fin du mois de novembre, un projet de loi sur le précaire.

Le 9 novembre, M. Jean-Louis Girard, président de la commission sociale du CNPF, a laissé entendre qu'il était favorable à une négociation avec les partenaires sociaux pour autant qu'elle ne revienne sur les souplesses d'utilisation de l'intérim ou du contrat à durée déterminée. M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, s'est également déclaré favorable à cette démarche.

Parallèlement, le ministre du travail a engagé, depuis le 6 novembre, une série de consultations qui doivent s'achever le 14 novembre. Il rédigera ensuite un premier projet de loi qui devra tenir compte des avis exprimés par le patronat, les organisations syndicales et le groupe socialiste à l'Assemblée nationale, auteur d'une proposition de loi sur le sujet. Dans un dernier temps, M. Jean-Pierre Soisson soumettra son texte à ses interlocuteurs au cours d'une nouvelle série d'entrevues. Dans l'état actuel du dossier, il ne désespère pas de trouver une position de compromis entre les différents points de vue exprimés.

Cette procédure, d'ici la fin de l'année, n'interdit pas que les partenaires sociaux s'engagent dans une négociation qui pourrait déboucher rapidement sur un protocole qui serait ensuite concrétisé par la signature d'un accord en bonne et due forme.

De ses premières discussions, le ministre du travail retient la proposition de la CGC qui imagine la création d'un fonds de formation pour les contrats à durée déterminée, à l'exemple de ce qui existe pour les salariés de l'intérim, même si la mesure est techniquement difficile à mettre en œuvre.

De même, il se déclare intéressé par la suggestion de la CFDT qui souhaite englober la "faute" sous-traitance dans l'ensemble des formes de travail précaire, pour mieux en surveiller l'évolution. Là aussi, des obstacles techniques et juridiques devront être surmontés, mais l'on admet que la sous-traitance s'est beaucoup développée dans le BTP et, encore, que le lock-out du chantier naval de Saint-Nazaire, privant de travail huit cents sous-traitants pour quatre mille cinq cents salariés, donne la mesure du phénomène.

Parmi les autres points envisagés, il pourrait y avoir le choix :

■ Deux mille nouvelles suppressions d'emplois chez Wang. — Le constructeur informatique américain Wang, saisi en extremis l'été dernier par son président fondateur, a annoncé, jeudi 9 novembre, deux mille suppressions d'emplois supplémentaires. Il y a, quelques semaines, Wang avait pris une mesure analogue, diminuant ses effectifs de cinq mille personnes, pour les ramener à vingt-cinq mille. Le nouveau président de l'entreprise, M. Richard Miller, a souligné que ces décisions « n'étaient pas un appel à une nouvelle restructuration de la firme, mais plutôt à une révolution » pour changer fondamentalement les rapports entre les employés et les clients.

d'une surcotisation à l'UNEDIC puisque le CNPF, au nom de la régulation par les coûts, n'y serait pas opposé, pas plus que les syndicats. En outre, les cotisations d'accidents du travail pourraient être réformées, les taux pratiqués pour les entreprises de travail intérimaire étant bien souvent inférieurs à ceux des entreprises utilisatrices. Celles du BTP, notamment, n'ont pas à supporter avec les intérimaires d'autres obligations sociales, telles que les indemnités d'intermittence ou la caisse des congés payés. Enfin, et alors que les députés socialistes réclament une interdiction d'embaucher des salariés temporaires dans l'année qui suit des licenciements économiques, on fait observer, au ministère du travail, que de telles dispositions existent depuis la loi sur les licenciements qui pourraient être aménagées.

Puisque le salarié licencié bénéficie d'une priorité de réembauche, dans le texte voté par le Parlement au printemps dernier, on pourrait considérer que le recrutement d'un contrat à durée déterminée ou d'un intérimaire fait obstacle à ce droit nouveau.

A. L.

INDUSTRIE

Paris et Bruxelles cherchent un compromis sur les 12 milliards de francs de Renault

A l'occasion de la visite de travail rendue jeudi 9 novembre par le gouvernement français à la Commission européenne, M. Michel Rocard a annoncé que Bruxelles et Paris cherchaient à régler le différend du dossier Renault et des 12 milliards de francs versés par l'État français pour désendetter l'entreprise.

« La Commission doit comprendre, a dit M. Rocard, qu'il y a des limites à tout, notamment au prix que l'on peut payer dans la recherche d'un compromis ».

Revenant sur le fait que le marché de l'automobile s'est profondément modifié depuis 1987, le premier ministre a estimé que :

■ Delors-Benz crée une filiale dans les services. — Le groupe allemand Delors-Benz AG a annoncé, jeudi 9 novembre, la création d'une nouvelle filiale spécialisée dans les prestations de services, qui viendra prendre place à côté de ses filiales Mercedes-Benz (automobiles, camions), AEG (électronique) et DASA (aéronautique). La nouvelle filiale regroupera, dans un premier temps, les activités de services informatiques, de financement, d'assurances, de négoce et de services marketing. Dans sa configuration actuelle, cette société réalisera des ventes comprises entre 3 et 4 milliards de DM et emploiera 3 000 salariés. (AFP.)

■ Travaux publics : la Fédération patronale au secours des entreprises condamnées. — Après la décision du conseil de la concurrence, condamnant plusieurs entreprises routières pour ententes ill-

En annonçant jeudi 9 novembre ses décisions quant au titre des jours de grève, le ministère de l'économie a ouvert ce qui devrait être le dernier acte du long conflit des agents des finances.

Par l'intermédiaire des directeurs de chaque administration du ministère (impôts, trésor, douanes, concurrence et consommation...), M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, s'est engagé à ne pas prendre en compte les samedi et les dimanche dans le calcul des jours non-travaillés. Le total sera, en outre, réduit de 25 %. Concrètement, pour un fonctionnaire ayant suivi la grève durant la totalité du mois d'octobre, la retenue sera égale à seize jours de traitement (4 000 à 4 500 francs en moyenne). La somme correspondant à la totalité des jours de grève sera produite et étalée à raison de deux jours par mois pour la catégorie D (personnels de service), trois jours pour la catégorie C (exécution, niveau BEPC), quatre jours pour la catégorie B (cadres moyens, niveau

A. L.

M. Bérégovoy cherche à hâter la reprise du travail

Les grévistes des finances toucheront près de la moitié de leur traitement

bac) et cinq jours pour la catégorie A (cadres, niveau licence). Ce schéma qui n'est pas négociable ont précisé les directeurs, s'appliquera jusqu'à vendredi 10 novembre. Au-delà, aucun abatement ne sera accordé.

Le ministère propose aux agents la possibilité d'effectuer des heures supplémentaires le samedi, rémunérées sur la base de quatre vingt-dix francs de l'heure pour la caté-

gorie A, quatre vingt francs pour la catégorie B et soixante dix francs pour la catégorie C. De même, un quart des retenues sur salaires pourra être neutralisé au titre de congés non pris.

Baroud d'homme

Dans l'esprit du ministère de l'économie, ces dispositions devraient hâter le mouvement de

reprise du travail qui, depuis le 23 octobre, se confirme de jour en jour. Sur un total de 180 000 agents des finances, le ministère ne recensait plus que 12 348 grévistes (dont 12 000 pour la seule direction générale des impôts) mercredi. Toujours aussi précis, il en dénombrerait jeudi 11 157 dont 10 794 au sein de l'administration des impôts où le travail avait totalement repris dans soixante six des soixante quinze directions.

De leur côté, les syndicats ont dénoncé une « mesure unilatérale inacceptable ». « Le ministre nous avait parlé d'une négociation sur ce sujet. On ne peut éprouver qu'un sentiment général du syndicat FO du Trésor. Jeudi soir, les syndicats envisagent d'organiser comme le propose la CGT, une manifestation devant l'Assemblée nationale le 15 novembre, à l'occasion du vote des services financiers. Une espèce de baroud d'homme pour des syndicats qui se disent néanmoins décidés à reprendre l'initiative « dès que l'occasion se présentera ».

J.-M. N.

La vignette 1990 aura du retard

Malgré la reprise progressive du travail dans les services du ministère des finances, la vignette automobile 1990 ne pourra, comme prévu, être mise en vente à partir du vendredi 10 novembre. La direction générale des impôts doit la semaine prochaine fixer une nouvelle date.

Dans plusieurs endroits — Rennes et Toulouse, selon les syndicats — les vignettes sont

toujours bloquées dans les entrepôts régionaux du Trésor. Afin d'éviter toute perturbation, la direction générale des impôts préfère attendre que la situation redevienne totalement normale dans ses services pour mettre en vente la vignette 1990. De couleur bleu ciel, celle-ci devrait rapporter 10 milliards de francs.

A Saint-Nazaire

La direction des Chantiers de l'Atlantique propose des négociations sur l'intéressement

Le conflit qui affecte depuis maintenant sept semaines les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire est une nouvelle fois dans l'impasse. La réunion tripartite entre les syndicats, la direction et l'inspection du travail organisée mercredi 8 novembre dans la soirée à Nantes s'est achevée sur un échec.

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

Rien ne semble pouvoir rapprocher le point de vue de la direction du chantier, qui refuse toute discussion sur les salaires, de celui de l'intersyndicale, qui a fait de l'augmentation mensuelle de 1 500 francs — comme chez Peugeot, comme aux finances — sa principale revendication.

L'intersyndicale CGT-CFDT-FO a réitéré la décision de lock-out total, qui est entrée dans les faits mercredi, en invitant jeudi matin 9 novembre le millier de salariés rassemblés sur le terre-plein de Penhoët à pénétrer dans le chantier. Le cadenas fermant l'entrée principale a sauté. Les salariés se sont alors engouffrés dans l'ouverture et ont fait le tour de l'atelier, non sans s'arrêter quelques instants au pied du paquebot Nordie-Express.

Cette occupation symbolique s'est achevée après que l'intersyndicale eut fait poser son propre cadenas sur la grille principale. Et puis le cadenas a été remplacé par

un autre, réinstallé par la direction.

Cadenassée, la négociation l'est aussi. « Les choses n'ont pas évolué de façon sensible. On est dans l'impasse », reconnaissait jeudi soir M. Guy Salenave, le directeur du chantier nazairien qui déplore que les syndicats se refusent à discuter sur ce qu'il considère comme l'une des portes de sortie du conflit : l'intéressement. « Beaucoup d'entreprises ont mis des formules en place, y compris dans le groupe GEC-Alsthom, qui permet de dégager des « plus » allant jusqu'à 3 % de la masse salariale. Ce n'est pas de la fausse monnaie ».

Manque à gagner

« Depuis 1985, la productivité a augmenté de 20 %, alors que le pouvoir d'achat a baissé. Qu'on commence d'abord par élever le niveau des salaires », répond M. Dronval (CGT). L'opinion de M. Bruno Lomonaco (CFDT) n'est pas éloignée : « Il faut d'abord une politique salariale dans laquelle les salariés se retrouvent. Après, on pourra parler d'intéressement ».

L'inflexibilité de la direction, qui se réfugie derrière la politique salariale définie au sein du conglomérat diversifié franco-britannique GEC-Alsthom, est mal acceptée, y compris, semble-t-il, par l'encadrement. Elle a trouvé un pourfendeur en la personne de M. Étienne Garnier, conseiller général (RPR) et

leader de l'opposition municipale nazairienne, qui a récemment signalé : « Le comportement inadéquat de la direction, aggravant les difficultés qu'elle connaît aujourd'hui ».

M. Joël Bateau, maire socialiste de Saint-Nazaire, pense, lui aussi, que le gouvernement a son mot à dire. Ce conflit soulève deux questions liées : celle de la pérennité de la construction navale en France et celle de la politique sociale des chantiers. M. Bateau, qui se bat pour laver sa ville de la mauvaise image qui lui colle à la peau, estime que les Nazairiens « ont beaucoup de mérite à travailler dans ces conditions, avec, au-dessus de la tête, le risque qu'on ferme la boutique dans trois ou quatre ans. Ce n'est pas de nature à entretenir un bon climat social ».

Le maire de Saint-Nazaire avait été choqué par les récentes déclarations alarmistes de M. Roger Fauroux devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale. Répondant jeudi à M. Madeleine Dénole, député (PS) de Loire-Atlantique, le ministre de l'Industrie s'est voulu rassurant pour l'avenir du chantier nazairien. Il s'est dit aussi favorable à la désignation d'un médiateur.

Les bulletins de salaire sont arrivés dans les foyers amputés d'environ trente-sept heures de travail, correspondant aux débrayages du mois d'octobre, soit un manque à gagner tournant autour de 1 300 F pour un salaire moyen supérieur à 6 000 F.

CEE

M. Rocard confirme la détermination de la France de réaliser l'union monétaire européenne

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

M. Michel Rocard ne s'est pas montré particulièrement optimiste à l'issue de sa rencontre, jeudi 9 novembre, avec la Commission européenne. Le premier ministre a ainsi déclaré, à propos de la convocation de la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire (UEM), « qu'il n'avait pas de certitude absolue sur la fixation d'une date impérative, mais que l'accord interviendrait plutôt sur une plage de dates ». « Ce serait déjà beaucoup », a-t-il conclu sur ce qui constitue l'objectif principal de la présidence française au prochain conseil européen (8 et 9 décembre à Strasbourg).

L'idée actuellement en cours est d'ouvrir les négociations sur l'UEM pendant le deuxième semestre 1990. M. Rocard s'est voulu toutefois déterminé quant à la volonté de la France d'aller de

l'avant malgré les obstacles, notamment britanniques : « Nous sommes décidés à achever l'unité monétaire européenne de la CEE quels que soient les partenaires ».

Pour le premier ministre, la libération des mouvements de capitaux exige un renforcement de la coopération entre les gouvernements qui, à partir du 1^{er} juillet 1990, n'auront à leur disposition pas d'autre « amortisseur » que le SME (système monétaire européen) pour faire face aux chocs monétaires.

En ce qui concerne les relations de la CEE avec les pays de l'Est, M. Rocard s'est montré très réservé : « Il est difficile pour la Communauté d'aller plus loin pour l'instant ». Insistant sur la nécessité pour les Douze de ne pas « se précipiter », le premier ministre a rappelé que « la CEE était avant tout une entité économique et qu'il fallait suivre les procédures prévues par le traité de Rome ».

M.S.

(Publié)

APPEL D'OFFRES DE « SUDAN RAILWAYS CORPORATION » (SRC) Contrat n° 5894

1) La Société des chemins de fer soudanais « Sudan Railways Corporation » (SRC) a obtenu un crédit du Fonds soudanais de développement et entend consacrer le produit de ce crédit aux paiements agréés dans le cadre du présent contrat au titre des biens pour lesquels l'appel d'offres a été lancé, et se propose d'acquiescer des TRAVAUX EN SOUS.

2) Les dossiers d'appel d'offres en langue anglaise peuvent être obtenus aux adresses indiquées ci-après, sur demande écrite et après acquiescement de frais non remboursables de 800 livres soudanaises (800 L.S.).

a) Controller of Stores SRC
PO Box 65, Addis Ababa (Soudan)
Tél : 40002 HADID / TWD - Téléphone 2020-3320
b) Stores Representative - Khartoum
General Manager's Office
PO Box 1812, Khartoum
Tél : 22476 HADID - Téléphone 74009

3) La date de clôture de la réception des soumissions à Khartoum est fixée au 4 décembre 1989 à 12 heures locales.

4) Le dépouillement des soumissions se fera publiquement, dans le bureau du « General Manager » de la SRC à Khartoum, aux dates et heures mentionnées ci-dessus.

EXECUTIVE MBA

SAINT-XAVIER COLLEGE / UNIVERSITY
CHICAGO

3^e CYCLE

■ Programme américain Master of Business Administration

• Cours du Soir • Cours de week-end
■ Pour cadres d'entreprise - diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur ingénieurs - pharmaciens - médecins Diplôme étranger équivalent

■ Cours en américain

■ Début du programme : janvier 1990

■ Financement des études - Prêt bancaire étudiant ou prise en charge par la formation continue.

INFORMATION-ADMISSION

(1) 42.66.66.82

IEMI/SAINT-XAVIER College University

71, rue du Fg-St-Honoré - 75008 PARIS



صكنا من الاجل

ÉCONOMIE

Tentation néolibérale en Amérique latine

Suite de la première page

L'origine de la crise est souvent attribuée à une cause unique : la dette extérieure. Celle-ci se monte à 415 milliards de dollars pour la région — un chiffre équivalent à 40 % du total du par l'ensemble du tiers-monde, pour une population qui n'en représente que 10 % environ. De fait, le point de départ de la dramatique régression de ces huit dernières années est bien un cataclysme financier : l'annonce, faite le 13 août 1982 par le Mexique, qu'il ne pouvait plus honorer ses échéances dans les conditions du moment. Dès lors, les banquiers occidentaux, qui avaient assez aveuglément prêté à la région dans les années 70, ont soudain pris une conscience sursaisie du « risque latino-américain » et ont aussitôt coupé leurs lignes de crédit.

Depuis lors, pour honorer leur dette, tous les États ont dû consacrer des pourcentages impressionnants de ces devises qu'ils engrangeaient — malgré la diminution généralisée des cours des matières premières, — bénéficiant d'exportations brutales augmentées. Le sous-continent s'est ainsi dramatiquement décapité : officiellement, les transferts nets de l'Amérique latine en direction du monde développé s'élevaient à 145 milliards de dollars pour les années 1983-1988 ; mais ce chiffre ne prend pas en compte la fuite des capitaux — d'un montant peut-être deux à trois fois supérieur — due à la défiance désormais généralisée des nantis envers l'avenir de leurs pays. Cet effort gigantesque n'a pourtant pas conduit, loin de là, à une réduction du montant global de la dette — un paradoxe qui explique les hausses des taux d'intérêt internationaux au début puis vers la fin des années 80.

Si le « jargon de la dette », pour reprendre une expression devenue cliché, ne saurait ainsi être sous-estimé, il existe d'autres causes, plus structurelles et rarement soulignées, au marasme pro-

longé de l'Amérique latine. Il en est une dont le repérage est cependant déterminant car il conditionne les politiques de « sortie de crise » : l'épuisement — du modèle de développement auquel les pays du sous-continent s'étaient tous peu ou prou conformés après leur précédente grave « descente aux enfers » de 1929. L'industrialisation par substitution des importations — c'est de cela qu'il s'agit — avait consisté en la création, derrière de hautes barrières douanières, d'autant de petits marchés très autarciques qu'il y a d'États. De ce modèle encore dit « autarcique », la naguère très influente Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) avait fait la voie royale pour ses « paroissiens ». Or le système s'est grippé.

Une profonde révision conceptuelle

On a assisté à une diminution progressive de la compétitivité du secteur privé, conséquence de l'excès de protection accordé à des producteurs convertis en autant de petits monopoles nationaux. Et l'on a aussi observé l'invasion des champs macro — et micro — économiques par un État inefficace, lui aussi, dans son avatar industriel, et en outre excessivement budgétifère dans son rôle social. Seule l'injection massive et inconsidérée de pétrodollars dans les années 70 a retardé la prise de conscience de cette faillite. La crise des années 80 n'en aura été que plus aiguë et durable.

La gravité de la situation est précisée par ce qui a conduit à de déclinantes révisions. Des économistes clairement situés à gauche, des politiciens socialistes, populistes, sociaux-démocrates ou même démocrates-chrétiens, des intellectuels progressistes et parfois des syndicalistes, se sont pris, ces

dernières années, à remettre en question les dogmes « développementistes » (traduction littérale de l'espagnol *desarrollistas*) de la CEPAL.

Cette révision a coïncidé, par ailleurs, avec la remise en question par M. Mikhail Gorbatchev du « soviétisme ». Bien que — à l'exception ambiguë du Cubain Fidel Castro — peu de leaders d'opinion en Amérique latine soient « maoïstes » (comme on dit encore là-bas), la perestroïka y a eu un réel impact conceptuel : la mort dans l'âme souvent, bien des *desarrollistas* ont commencé à accepter l'idée qu'il ne saurait aujourd'hui y avoir d'alternative efficace à l'économie de marché — avec ses corollaires : ouverture internationale et revalorisation du secteur privé. Non que ces hommes aient remis ce sens social qui les avait rendus méfiants envers le capitalisme — bien avant que celui-ci soit illustré dans la région par le général Pinochet.

Délivrés peut-être d'anciens tabous par une certaine libération intellectuelle qui a été le corollaire de la vague de démocratisation des années 80, ils ont été conduits à revaloriser la production comme impératif catégorique. Empruntant en cela un chemin parcouru avant eux par la plupart des socialistes européens, ils sont donc devenus de vrais sociaux-démocrates — à l'allemand si l'on veut, c'est-à-dire soucieux que la distribution des richesses ne précède pas leur création, ou plutôt à l'espagnole puisque leur idole politique est M. Felipe Gonzalez.

On peut ainsi mieux s'expliquer un phénomène somme toute stupéfiant : les rapides progrès de cette vague néolibérale lancée à travers tout le sous-continent par des chefs d'État issus de partis pourtant réputés progressistes, voire révolutionnaires : le Bolivien Paz Estenssoro en 1985, les Mexicains Miguel de La Madrid en 1986 puis Carlos Salinas depuis la fin de 1988, et, tout récemment, le Vénézuélien Carlos Andrés Pérez et l'Argentin Carlos Menem (1). Les dures nécessités économiques ont certes beaucoup poussé à ce retournement — telle l'obligation de rembourser la dette, une fois admis que la rupture sur ce point avec le monde financier international est

quasiment intenable, comme le président péruvien Alan García en a fait la cuisante expérience ; mais la maturation d'un corps de concepts économiques nouveaux a d'évidence joué un rôle tout aussi capital dans cette évolution.

Ainsi l'Amérique latine a-t-elle en quelques années quasiment révisé sa doctrine économique, de l'implicite à l'explicite, soit dit en passant, permet de mieux augurer de futures tentatives d'intégration régionale, alors que, jusqu'à, les nombreuses expériences de mar-

populistes avant de lancer, le plus discrètement possible, des réformes restaurant l'économie de marché ! Le cas le plus récent, qui a clairement attiré l'attention sur ce phénomène, est celui de M. Carlos Menem en Argentine. Ce peu de « désir de libéralisme » des citoyens n'est certes pas du meilleur aloi pour le succès de politiques fondées sur le marché.

Les gouvernants, eux, devraient évidemment se montrer convaincus de l'existence des réformes qu'ils proposent. La plupart, cependant,

dont le partenaire le plus évident est Washington. Aussi assiste-t-on, de façon en quelque sorte substitutive, à un regain de l'intérêt des « Latins » pour des échanges accrus avec la jeune puissance japonaise et avec une vieille Europe régénérée par la perspective du grand marché de 1992.

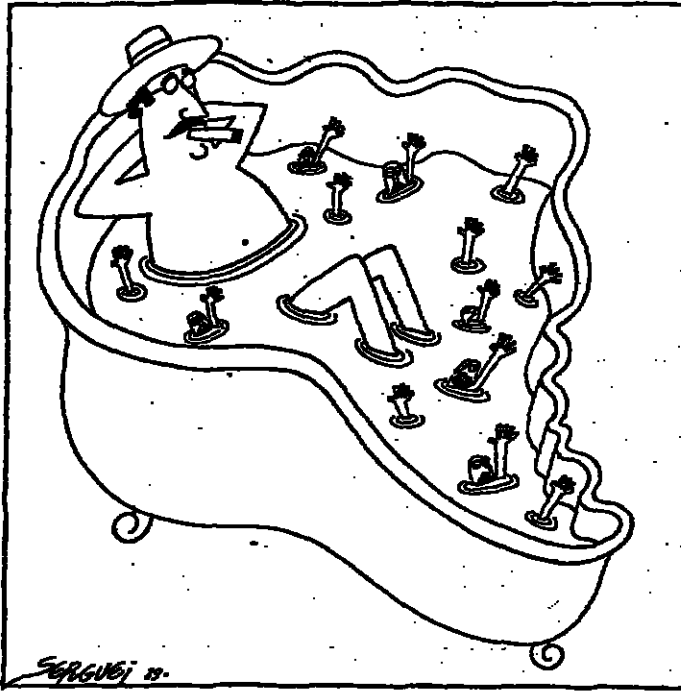
Le plus probable est que quelques pays seulement réussissent leur relance : les candidats au succès les plus souvent cités sont le Chili et la Colombie — à vrai dire économiquement déjà « bien partis ». Et quelques récents frémissements d'indécision au Mexique ont rempli d'espoirs les jeunes technocrates qui entourent M. Salinas. Pour la plupart des autres pays, maints observateurs se cachent mal de craindre une progressive paupérisation, à l'afrique.

En toute hypothèse, une relance ne serait qu'un médiocre et sans doute très provisoire succès, même s'agissant d'économies paralysées depuis un lustre et demi, si elle ne s'accompagnait d'efforts acharnés en vue d'une drastique réduction des inégalités. Car l'Amérique latine est bien le continent par excellence de l'injustice sociale. On y observe des juxtapositions de positions si contrastées qu'elles en sont caricaturales — comme le sait quiconque a visité Rio-de-Janeiro avec ses favelas accolées aux quartiers résidentiels. Cette situation, évidemment intenable à terme, ne peut, en toute rigueur, être imputée à un système, le capitalisme, qui n'a jamais réellement fonctionné dans cette région. Mais il est certain également que le libéralisme ne saurait assurer à lui seul l'indispensable réduction des inégalités. Il y faudrait aussi une conscience sociale aiguë de la part des élites. C'est ce qui, pour de complexes raisons historiques, a toujours le plus manqué dans le sous-continent.

Une certitude : le temps presse. Un pays, le Pérou, résume assez bien cette urgence : la très active guérilla du Sentier lumineux n'y proclame-t-elle pas sa proximité « idéologique » avec les Khmers rouges, de sinistre mémoire.

Tout peut advenir en Amérique latine.

JEAN-PIERRE CLERC



chés communs ou zones de libre-échange ont toutes échoué. Il ne reste plus guère hors du « club » que Cuba et le Nicaragua, qui ont choisi (d'ailleurs pas les mêmes que des nuances entre eux) le système socialiste, ainsi que le Pérou — même si le président García a dû, ces derniers mois, en rabattre de ses velléités socialistes en raison de la tragédie que vit son pays.

La carte de la région comporte en outre une énorme inconnue : le Brésil, qui semble aujourd'hui paralysé face au choix d'un nouveau modèle de développement. Son économie, qui fut longtemps la « locomotive » de la région, avec notamment le très dynamique pôle industriel de São Paulo, est entrée dans une phase gravement involutive. Cette indécision a des conséquences qui se dessinent lentement : n'est-ce pas le « géant de l'Amérique latine » ? Les élections générales du 15 novembre (qui y opposent, pour l'essentiel, un libéral, un socialiste et un populiste) devraient en bonne logique aider à débloquer cette situation (2).

Réduire les inégalités

Il reste évidemment une question-clé : la reconversion d'économies très fermées aux problématiques du marché est-elle assurée du succès ? Une notable partie de l'opinion publique ne le croit pas, comme le démontrent les émeutes qui éclatèrent ici et là (ainsi à Caracas en février-mars) dès que sont annoncées de profondes restructurations.

Il est vrai que, pour un bénéfice seulement escompté, celles-ci s'accompagnent inévitablement de mesures d'austérité aux effets immédiats et ce alors que les populations se sont, depuis huit ans, déjà beaucoup serré la ceinture au fil de « plans de stabilisation » successifs, « orthodoxes » ou non, mais tous également infructueux. Cette inappétence du Latino-Américain de le voir pour tout ce qui ressemble au capitalisme est si connue des politiciens que ceux-ci ont pris le parti de se faire élire sur des programmes

(1) La « révolution néolibérale » a également été propagée par les leaders socialistes de quelques-uns des petits pays anglophones des Guyanes et des Caraïbes : ainsi MM. Desmond Hoyte en Guyane et Michael Manley en Jamaïque.

(2) Dans les autres pays latino-américains non mentionnés dans cet article, la situation peut être ainsi schématisée : 1. En Amérique centrale : Guatemala, Salvador, Honduras : petits pays globalement pauvres et très peuplés, gouvernés par des équipes de droite, voire d'extrême droite, acquiesces au libéralisme économique ; Costa-Rica : petit pays assez riche, socialement équilibré, gouverné par des sociaux-démocrates plutôt sensibles à la problématique du marché. 2. Dans la Caraïbe : République dominicaine : petit pays à revenu riche, gouverné par une droite plutôt populiste, peu attirée par le néolibéralisme ambiant. 3. En Amérique du Sud : Équateur : pays moyen, plutôt pauvre, à gouvernement social-démocrate intéressé par l'évolution adouciée en cours ailleurs ; Paraguay : moyen pays, peu peuplé, assez riche, gouverné à droite, traditionnellement ouvert sur le marché extérieur, encore que pour des raisons ambiguës (importance de la contrebande ?).

expliquent volontiers qu'ils n'évoluent que contraints et forcés par les financiers occidentaux. Si quelques uns, peut-on supputer, espèrent renouveler le « miracle » des « quatre dragons d'Asie », ils ne s'en ouvrent guère sur la place publique. Il est vrai que le sentiment d'hostilité envers les « Yankees » et autres « gringos » que nourrissent nombre de leurs compatriotes rend délicat un prosélytisme ardent envers une politique

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205, 309, 405, 605 sans nous avoir rendu visite !

800 voitures en stock permanent en livraison immédiate*

toujours plus avec la griffe **NEUBAUER** PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOPHIA-BAIL

SOFICOMI

Les Conseils d'Administration des 7 et 8 novembre 1989 ont mandaté leurs Présidents respectifs, Bernard FRAIGNEAU et Guy LE BRETON, pour entreprendre le processus devant conduire les Assemblées Générales des deux sociétés à se prononcer sur leur fusion.

Ce regroupement se réaliserait par absorption de SOFICOMI par SOPHIA-BAIL.

La parité d'échange des titres ne pourra être arrêtée qu'après les expertises en cours et le rapport des commissaires aux apports et aux comptes.

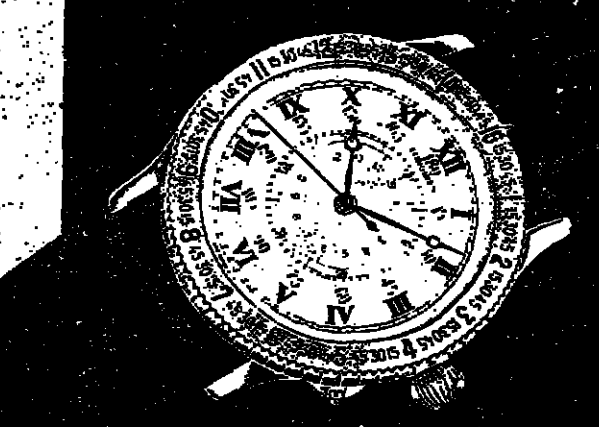
Le nouvel ensemble ainsi constitué se situera au premier rang des SICOMI cotées à Paris, avec un total de fonds propres supérieur à 1,3 milliard de francs et des engagements actuels de l'ordre de 6,6 milliards de francs, dont 5 milliards en crédit-bail immobilier et 1,6 milliard au titre des investissements patrimoniaux.

SOPHIA-BAIL
18, rue de la Ville-Évêque
75008 Paris
Tél. 47.42.52.53

SOFICOMI
8, rue Danielle-Casanova
75002 Paris
Tél. 42.60.32.38

LONGINES

LE TEMPS POUR GAGNER



Collection Lindbergh

RÉGIE DES TABACS

CONSTRUCTION D'UNE USINE DE FABRICATION DE CIGARETTES

AVIS DE PRÉSÉLECTION

LOT : GROS ŒUVRE et V.R.D.

En vue de la construction d'une nouvelle usine de fabrication de cigarettes à Ain Harrouda, Casablanca, les entreprises désirant participer à la présélection peuvent retirer gratuitement les dossiers correspondants à partir du 23 octobre 1989, après du siège social de la Régie des Tabacs (direction des achats et des approvisionnements), sis à Casablanca au 87, rue Ahmed El Fighali.

L'évaluation des entreprises sera fondée sur l'expérience, la capacité financière, les moyens humains et matériels.

Les dossiers de candidature présentés dans les formes prescrites par le dossier de présélection doivent être adressés sous pli fermé à : monsieur le directeur général de la Régie des tabacs, au plus tard le 8 novembre 1989.

Le Monde en librairie

LA FRANCE DES LIBERTÉS

par Philippe Boucher et Elisabeth Sazore.

Cet ouvrage décrit les six familles de libertés, présente leur application dans la vie de tous les jours à partir d'exemples concrets et propose des exercices autour de ces exemples. Le savoir-faire pédagogique d'un grand éditeur scolaire et la richesse documentaire d'un grand quotidien.

Éditions NATHAN/LE MONDE
160 pages, 125 F.

L'ARBRE DU MAGE

Tenais de Chloé Scialom, dessins de Dorothée Dumais

Une histoire surprenante imaginée par une petite fille de douze ans, lauréate du concours « Plume en herbe » 1988.

Éditions NATHAN/LE MONDE
28 pages, 45 F.

La guerre d'Algérie

Rassemblement de témoignages recueillis et présentés par
PIERRE CHENO ET JEAN PLANCHAS

LA GUERRE D'ALGÈRE

De Pierre Chénou et Jean Planchas
L'histoire de la guerre d'Algérie, des origines à nos jours, des événements contemporains, présentée à partir d'articles de journaux, de témoignages, de documents officiels.

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

À l'heure des bouleversements de l'audiovisuel et des luttes des créateurs en Europe, un livre indispensable pour comprendre la logique et les ressorts de l'univers médiatique.

Éditions L'ÉPIQUE/LE MONDE
283 pages, 95 F.

LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS

L'ANNÉE DES LETTRES 1989

L'ANNÉE DES LETTRES

Réalisé par l'équipe du « Monde des livres » sous la direction de Pierre Lepape, avec une préface de François Bott, ce livre dresse le bilan de la production éditoriale de l'automne 1987 au printemps 1989.

Éditions LA DÉCOUVERTE/LE MONDE
235 pages, 95 F.

Journal de l'année

LE JOURNAL DE L'ANNÉE

Trois cent soixante-cinq jours de faits, d'événements, d'histoire, restitués sous la plume des meilleurs spécialistes. Édition 1989.

Éditions L'ÉPIQUE/LE MONDE
384 pages, 195 F.

L'année 1988 dans Le Monde

L'ANNÉE 1988 DANS LE MONDE

Cet ouvrage rassemble les chronologies mensuelles parues dans « Le Monde », enrichies d'un index détaillé. Préface d'André Fontaine.

Éditions GALLIMARD/LE MONDE, collection « FOLIO ACTUEL »
237 pages, 21,50 F.

هكذا من الأجل

AFFAIRES

Quelques précautions à prendre pour acheter un appartement

C'est décidé. Vous allez acheter un appartement. En moyenne, vous avez entre trente et quarante ans, vous aimeriez avoir un premier ou un deuxième enfant, mais l'appartement en location que vous occupez est trop petit. En louer un plus grand dans le même quartier, à condition de le trouver, vous coûterait aussi cher que des mensualités de remboursement, même très élevées.

Citadin, vous l'êtes à la fois par vocation et par habitude, et la construction des murs d'une maison individuelle ne vous tente pas. Vous allez donc chercher à acheter un appartement dans un immeuble collectif, que vous vivrez à Paris, dans la région parisienne ou à Lyon, Bordeaux, Marseille ou Strasbourg. Bien sûr, le marché du logement n'est pas partout aussi « tendu » qu'à Paris, les prix du mètre carré ne sont pas les mêmes d'une ville à l'autre, mais les problèmes rencontrés sont du même ordre. Il faut éviter un certain nombre d'erreurs et prendre quelques précautions de bon sens. Nous n'avons d'autre ambition ici que de vous rappeler quelques-uns, sans prétendre à l'exhaustivité.

« *Allez vraiment les moyens de me lancer dans cette aventure ?* » C'est la question clé, celle que trop souvent on ne s'est pas posée avec suffisamment de sérieux, et qui peut se traduire quelques années après par des catastrophes, financières et familiales. Recenser ses disponibilités est indispensable : plus l'apport personnel est important, moins il faut emprunter, et plus léger sera le remboursement mensuel des emprunts. Ne pas oublier le 1 % logement si l'employeur de l'un ou de l'autre y cotise, ni le plan d'épargne-logement, sa prime et son prêt. Mais tout le monde sait tout cela. Pour se renseigner sur les prêts existants, avertis ou non, rien ne vaut une petite visite à l'ADIL (Asso-

ciation départementale d'information sur le logement), que vous ferez suivre, dans la foulée, d'une visite à votre banque... et à ses voisines. Simple mission d'information. Vous négocieriez plus tard, quand votre projet sera plus précis. Il faudra alors ne pas hésiter à menacer de changer de banque, si les conditions qu'on vous fait ne sont pas particulièrement avantageuses. Vous êtes pour votre banque un client, ne l'oubliez pas, et recevoir chaque mois votre salaire l'intéresse tout autant que de vous prêter de l'argent.

La hiérarchie des préférences

Avant de vous lancer dans la lecture des petites annonces et de vous précipiter dans la boutique de l'agent immobilier le plus proche, réfléchissez, en discutant avec vos proches et vos amis, aux caractéristiques essentielles de l'appartement que vous achèterez. Il ne s'agit pas de fabriquer du rêve, mais de décider ce qui est le plus important : la proximité de l'école, du collège ou du lycée pour les enfants ? L'existence, à deux pas, d'une artère commerciale commode ? Une station de métro, de RER, de bus sur une ligne directe entre domicile et boulot ? Dans l'appartement conviendrait-il une grande cuisine ou une grande salle de bains ? Des placards profonds et nombreux ? Une vaste salle de séjour ou des chambres spacieuses ? Du soleil toute la journée ou une vue dégagée ? Chacun a ses goûts par ordre d'importance, sa hiérarchie propre.

De toute façon, il faudra en remettre, car on ne peut presque jamais tout avoir. Il est donc important de connaître, avant de partir en chasse, sur quoi on ne transigera en aucun cas, quitte à accepter par exemple un éloigne-

ment plus grand du lieu de travail, ou d'avoir... une salle de bain plus petite, voire minuscule. Chacun selon son mode de vie, ses habitudes, car tout cela ne peut être que très subjectif.

Le moment est venu de chercher. Petites annonces, vitrines des agents immobiliers, bouche-à-oreille, tout est bon. Et il faut visiter, inlassablement, en pressant son temps car il est insensé de consacrer moins de temps à l'achat d'un appartement qu'on mettra vingt ans à payer qu'à celui d'une cravate ou d'un vernis à ongles. Le professionnel a tendance à vous presser car « il a un autre rendez-vous », tout en vous assurant qu'« il est à votre disposition ». Il faut se méfier un peu de vos propres « coups de cœur » qui vous feraient vous emballer inconsidérément, quitte à le regretter votre vie durant. Et se méfier un peu plus de celui qui vous fait visiter : agent immobilier ou propriétaire, ses intérêts ne coïncident pas forcément avec les vôtres.

Sur le terrain

On tentera de vous convaincre que « vous faites une bonne affaire, que vous risquez de vous échapper car une autre personne, très intéressée, vient visiter tout à l'heure... ». Ce n'est vrai qu'une fois sur dix, et encore. Soyez persuadé que les vraies bonnes affaires sont rares, surtout quand le prix du mètre carré s'envole. Très souvent aussi, le propriétaire vend sur-value son bien, ce qui est humain. Et il ne faut pas compter sur lui pour connaître les défauts (parfois gros) du logis proposé. Très souvent aussi, le professionnel qui vous fait visiter a intérêt à ce que vous achetiez : il est payé au pourcentage. Il est vrai qu'il calme souvent les prétentions excessives du propriétaire, mais ce n'est pas pour vous qu'il travaille, c'est pour celui-ci.

Enfin, ne croyez pas aveuglément qu'« on ne trouve rien au-dessous de 15 000 F du mètre carré à Paris ». Il est vrai qu'un appartement coûte plus cher dans le 16^e ou le 8^e arrondissement qu'à la Goutte d'or ou dans le 11^e. Mais il y a encore du « pas cher » dans les anciens quartiers (souvent avec travaux, mais cela ouvre droit à des prêts aidés), et du « hors de prix » ailleurs (neuf, ou encore... réhabilité). En tout état de cause, il faut marchander, négocier librement. Le jeu en vaut la chandelle.

Le moment est venu d'aller sur le terrain. Un « crapahutage » d'approche dans le ou les quartiers choisis est préférable, en entrant sans à déceler ce qu'on ne remarque pas à première vue : les restaurants, les boîtes de nuit, les garages ouverts en permanence (l'enseigne le précise...), les cinémas, les théâtres, la place des feux rouges sur les grandes artères, l'existence d'antennes dont l'activité est rarement silencieuse. Des fenêtres de chambre sur la rue et c'est, tous les soirs, jusqu'à des heures impossibles des portières qui claquent, le brouhaha de conversations animées qui vous empêcheront de fermer l'œil. Cela conduit à ne pas mépriser les appartements sur cour, moins prestigieux, mais parfois

plus calme : ce n'est pas un hasard si, autrefois, dans les appartements bourgeois du dix-neuvième siècle, les pièces de réception donnaient sur la rue et les chambres sur la cour...

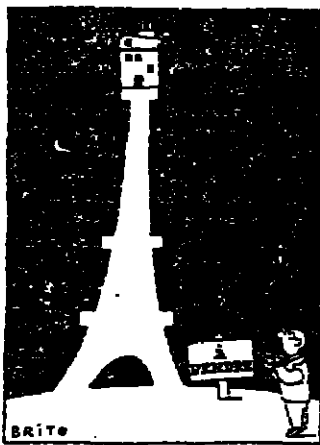
Le repérage étant fait, on sélectionne des adresses, on prend des rendez-vous. A la réflexion, les meilleurs jours pour visiter un futur appartement sont le mardi, le jeudi et le vendredi, aux heures ouvrables. Pas commode mais efficace : les ateliers travaillent, les gosses sont à l'école (et le bruit d'une cour de récréation, sous vos fenêtres, toutes les heures, est redoutable). Il est indispensable d'avoir en poche, outre les dimensions des meubles que vous conserverez, un mètre-enrouleur, un calepin et un crayon, et de relever plan, surface et disposition des lieux, sans oublier la hauteur sous plafond (l'armoire normande de la tante Adèle, à laquelle on tient tant, risquerait de ne tenir que... couchée !). Cette précaution vous évitera d'acheter une « chambre à dormir debout », où un grand lit (140 x 190 centimètres) ne tient pas car aucun panneau libre n'a la dimension requise, par exemple. Et cela existe, plus souvent qu'on ne croit, dans les vieux immeubles des vieux quartiers. De plus, la surface indiquée par le vendeur d'un appartement est très rarement précise et cela peut changer considérablement le prix du mètre carré.

Ne pas oublier non plus de regarder par les fenêtres pour déceler les fautes de trouble éventuels, comme la grande cheminée d'évacuation des fumées d'un restaurant, dotée, comme il se doit, d'une pompe qui fonctionne autant que de besoin, nuit et jour, comme la cour de l'école ou la remise du restaurant d'une autre rue, avec poubelles permanentes et odeurs d'éternelles. Si le cage d'escalier est étroite, assurez-vous qu'on peut emménager les meubles par les fenêtres et qu'elles sont assez larges pour que le grand canapé du salon ou le piano puisse passer. Ouvrez sans complexe tous les placards : même si l'ensemble est repointé de neuf, il est rare que l'humidité des placards le soit, et l'humidité y laisse des traces tout à fait visibles.

L'état de l'immeuble

Pendant que vous y êtes, demandez à jeter un coup d'œil sur les caves, même si votre futur appartement n'en comprend pas : les couloirs des caves sont « parties communes », et leur bon état révèle en partie celui de l'immeuble. Des flaques d'eau ou un goutte-à-goutte entrecroisés indiquent une ou des fuites d'eau et des remises en état ultérieures inévitables. N'hésitez pas non plus à frapper chez les voisins : pour peu qu'ils soient locataires, ils vous diront les agréments et les désagréments de l'immeuble qu'ils habitent. Allez voir le concierge ou le gardien, il connaît la fréquentation de l'immeuble et vous signalera les « untel », qui mènent une vie de bétons de chaise et font un boucan de tous les diables, tout en étant copropriétaires et impossibles à déloger.

Après moult visites, vous avez trouvé votre futur logis. Le moment est venu de poser quelques questions clés au vendeur ou à



BAITO

l'agent immobilier. Il doit vous donner le nom et l'adresse du syndicat de copropriété, et le nombre de « millièmes » attachés à l'appartement convoité. Avec 25 millièmes, vous paierez 2,5 % des travaux décidés en assemblée générale, avec 350 millièmes, dans ce petit immeuble si charmant, vous en paierez 35 % ! Au syndic, par téléphone ou lors d'un rendez-vous, vous demanderez le montant trimestriel des charges (avec chauffage central collectif, ascenseur, gardien, cela peut être impressionnant et doit entrer dans vos calculs), si de gros travaux ont été votés par la dernière assemblée générale (c'est le vendeur qui doit les payer), si d'autres travaux sont envisagés, comme la réfection de la toiture, la pose d'un ascenseur, la reprise d'une partie du gros-œuvre ou le ravalement de la grande cour intérieure (qui n'est pas obligatoire, contrairement à celui de la façade, mais nécessaire), car vous devrez les payer lorsqu'ils seront décidés. Vous lui demanderez encore si la copropriété a des procès en cours : il arrive qu'il s'agisse d'un différend avec une copropriété voisine sur de gros travaux.

Vous lui demanderez également le nom et l'adresse de l'architecte, à qui vous téléphonerez : nul mieux que lui ne connaît l'état réel de l'immeuble et les travaux à envisager à plus ou moins long terme. Enfin, pour les candidats parisiens, un appel aux services spécialisés de la Mairie de Paris ne fait pas de mal : le sous-sol de la capitale est dans certains endroits truffé d'anciennes carrières, et parfois des glissements de terrains sont à craindre. Mieux vaut se renseigner avant que l'apprendre après. On pourra aussi vous informer des projets de la ville dans ce quartier. Cette démarche, indispensable pour certains quartiers parisiens, l'est aussi, cela va sans dire, pour bien des villes de province.

Pour faire tout cela, aussi scrupuleusement que possible, il faut disposer de beaucoup de temps. Rares sont ceux qui peuvent se consacrer autant qu'il le faudrait à cette recherche. Connaître aussi bien que possible l'immeuble dans lequel on va vivre est pourtant indispensable, si l'on veut éviter les mauvaises surprises, toujours possibles.

Bon courage !

JOSÉE DOYÈRE

Adresses utiles

pose des simulations de plans de remboursement.

Quant à l'état du sous-sol, aux risques de préemption par la ville, aux projets d'aménagements prévus, il faut se renseigner auprès de la mairie, où toujours un service est au courant de ce genre de chose. Et le certificat d'urbanisme, indispensable pour que la vente puisse avoir lieu, ne vous fournira pas de renseignements sur les projets en préparation.

A Paris, c'est au 17, boulevard Morland qu'il faut s'adresser (Tél. : 42-76-40-40). Un service des carrières connaît tout ce qu'on peut connaître sur le sous-sol parisien, et la Direction de la conservation est parfaitement apte à vous renseigner. En ce qui concerne les intentions de la Ville en matière de préemption, l'immeuble dans lequel votre futur appartement est situé peut être inclus dans le périmètre d'un grand projet de la ville et avoir déjà fait l'objet d'une enquête d'utilité publique. Il peut aussi faire partie d'une zone plus limitée déclarée d'utilité publique (ou en voie de l'être), d'une zone d'aménagement concerté ou encore d'une « zone de préemption renforcée ». Les zones de ce dernier type sont petites, et leur localisation décidée par le Conseil de Paris.

La Ville préempte systématiquement tout ce qui s'y vend. On peut bien sûr téléphoner (au 42-76-31-86, un spécialiste donne des renseignements sur tout ce qui concerne l'urbanisme), mais il vaut mieux écrire, car la réponse est alors officielle. Ce qui est bien contradictoire avec le fait qu'on a de conclure et la crainte de rater, l'appartement de sa vie. A la Mairie de Paris, on précise que dans un avenir plus ou moins proche (dans le courant du premier semestre 1990 vraisemblablement), ces renseignements pourront être obtenus sur Minitel, grâce au service Teletel Paris Mairie.

Sur la totalité des transactions, les incidents de ce type sont rares, mais quand ils surviennent, ils sont particulièrement difficiles à vivre.

CHOTTE CHOTTE

CIC PARIS.

JAMAIS UNE BANQUE

N'AVAIT AUTANT PAYÉ

DE SA PERSONNE.

- C'est la moindre des choses.

حکومت اسلامی

حکومت الاحول

AFFAIRES

Selon M. Olivier Stirn, ministre du tourisme

La France redevient la première nation touristique d'Europe

Les ministres embouchent parfois un peu vite les trompettes pour faire savoir que leur secteur est en excellente santé. Pourtant le cocorico que commence à lancer M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, semble fondé : grâce à une année 1989 qui s'annonce exceptionnelle, la France est redevenue la première nation touristique d'Europe.

Pour apprécier le redressement du tourisme français, il est possible d'utiliser trois des paramètres dont les chiffres des neuf premiers mois de 1989 permettent d'extrapoler l'évolution sur l'année tout entière : le nombre des touristes étrangers, le montant des recettes en provenance de ceux-ci et le solde de la balance des paiements touristiques.

Si l'on prend le premier de ces paramètres, la France devrait accueillir en douze mois entre 42 et 43 millions de visiteurs étrangers contre 38,2 millions en 1988 (+10 %). Ce score la confirme largement en tête des quatre pays les plus visités du monde devant les Etats-Unis, qui pourraient atteindre le chiffre de 37 millions de touristes. L'Espagne, qui plafonnait aux alentours de 31 millions, et l'Italie, légèrement en recul avec 25 millions.

En ce qui concerne les recettes d'origine touristique, la France réaliserait un montant compris entre 98 et 103 milliards de francs contre 82 milliards en 1988 (+20 % environ). Elle restera derrière les Etats-Unis qui dépasseront les 120 milliards de francs, mais coifferait sa devancière l'Espagne sur le poteau, reprenant la première place européenne dans ce domaine également. Enfin, le solde de la balance des paiements touristiques s'annonce prometteur. Jamais la France n'aura atteint le bénéfice net prévu, compris entre 35 et 37,5 milliards de francs, puisque le précédent record de 1985 s'élevait à 30,4 milliards (+17 % environ). Le classement mondial dans cette catégorie serait alors le suivant, en milliards de dollars : 1^{er}, l'Espagne avec un solde de 14 milliards ; 2^e, la France avec 5,6 milliards ; 3^e, l'Italie avec 5,1 milliards ; 4^e, les Etats-Unis qui réaliseraient la promesse de faire, pour la première fois de leur histoire, un bénéfice qui atteindrait 3 milliards de dollars.

On notera quelques évolutions significatives dans les flux de visiteurs qui ont choisi de se rendre en France en 1989. Les Allemands de l'Ouest qui sont, avec plus de 9 millions de séjours, ses meilleurs clients ont confirmé leur goût pour des vacances à la française : si l'on

en croit les chiffres de la Deutsche Bank, ils ont dépensé au cours du premier semestre 1989 29,3 % de plus dans l'Hexagone qu'au cours de la période correspondante de 1988. En outre, les Européens du Sud, qui voyageaient peu hors de leurs frontières, ont pris le chemin de Paris : c'est vrai des Espagnols mais surtout des Italiens, saisis par une véritable frénésie de voyage (3 % de dépenses supplémentaires à l'étranger depuis le début de l'année).

Enfin, les Japonais continuent à arriver en masse : ils étaient 520 000 à choisir la France pour destination en 1987 (+18,1 % par rapport à l'année précédente), 615 000 en 1988 (+18,2 %) et ils seront 770 000 (+25 %) cette année. Ils dépensent sur place, grâce au yen fort, de 10 000 F à 20 000 F par personne et par voyage.

Vivre le Bicentenaire !

Les causes de ce succès sont multiples. Hormis la météo exceptionnelle et la croissance économique mondiale qui ont profité à tous les pays européens, ont joué en faveur de la France les festivités du Bicentenaire de la Révolution française qui ont attiré, dans leur sillage, des cohortes de touristes étrangers et tout particulièrement du mois de juin jusqu'au mois de septembre.

M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, préfère mettre l'accent sur un certain nombre de facteurs dont plusieurs dépendaient de lui et d'autres pas. « J'estime que le triplement de notre budget de publicité a joué un rôle majeur, déclare-t-il. Celui-ci vivait avec 25 millions de francs en moyenne chaque année. Nous l'avons porté à 75 millions de francs en 1989 : il atteindra 90 millions en 1990. Alors que nous faisons aux Etats-Unis moins de publicité pour notre tourisme que les Bahamas pour le leur, c'est nous qui avons, de tous les pays au monde, dépensé le plus cette année pour convaincre les Américains de nous rendre visite. La compétitivité retrouvée de notre industrie touristique a joué. Nos prix sont inférieurs de 15 % à ceux des Italiens et les prix espagnols rattrapent peu à peu les nôtres. La baisse de la TVA sur l'hôtellerie de deux ou trois étoiles, 7 % à 5,5 %, y a été aussi pour quelque chose. Je note l'effort considérable des régions, des départements et des communes qui misent de mieux en mieux sur leurs richesses naturelles et sur leur patrimoine. »

« Les investisseurs et les professionnels du bâtiment et des travaux publics, comme Dumez, Bouygues ou Spie-Batignolles, ont compris l'intérêt des infrastructures touristiques et hôtelières, qui se multiplient. Je crois que l'évolution du tourisme européen vers de courts séjours sur d'autres critères que le soleil et le balnéaire et le développement du tourisme d'affaire avantagent tous les coins de France, y compris le Nord et le Pas-de-Calais. Nos deux compagnies internationales ne viennent-elles pas d'inaugurer des vols directs entre New-York et les grandes métropoles régionales françaises ? »

M. Stirn se félicite que, depuis 1988, l'évolution ait été inversée. « Si nous avions poursuivi sur la pente descendante des années 1986 et 1987, même la RFA et la Grande-Bretagne nous auraient rattrapés. » Il veut voir un symbole dans le fait que le solde positif de la balance française des paiements touristiques, qui dépassait déjà ceux de l'agriculture et de l'automobile, soit en train de l'emporter avec plus de 35 milliards de francs sur le solde du secteur militaire, qui devrait tomber à 32 milliards de francs. Il est très fier que la tour Eiffel et le Mont-Saint-Michel fassent mieux que le Mirage et l'Exocet.

ALAIN FAUJAS

Sa holding devrait être cotée en Bourse le 21 novembre

Bernard Tapie veut faire parler ses chiffres

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Annouçant, le mercredi 8 novembre à Marseille, que sa société de portefeuille Bernard Tapie Finance serait introduite sur le second marché de la Bourse de Paris (le Monde du 10 novembre), Bernard Tapie a retrouvé pour « vendre » son groupe sa verve légendaire.

« Je suis trop ambitieux et trop jeune, a-t-il notamment déclaré, pour faire une introduction boursière, qui me rapporte, finalement, en argent très peu et en plaisir encore moins, si je n'étais pas sûr d'enrichir ceux qui vont faire cet acte de foi. Je n'aurais jamais pris le risque de faire perdre leur fric aux Français... »

L'industriel a ajouté que les nouvelles opérations à réaliser par son groupe devront désormais s'inscrire dans le cadre de BT Finance. « Je m'interdis, à titre personnel, a-t-il promis, de faire une affaire ailleurs et autrement », éliminant ainsi des opérations « de trapéziste » tentées par lui seul dans le passé.

Il a d'autre part expliqué que cette introduction, déjà annoncée à plusieurs reprises, avait dû être différée « pour des raisons d'opportu-

nité » et qu'il n'y aurait pas d'augmentation de capital de BT Finance dans l'immédiat, sauf en faveur du personnel du groupe à hauteur de 10%. Selon les éléments qu'il a rendu publics, le résultat net consolidé de l'ensemble de ses sociétés était, au 30 juin 1989, de 169,5 millions de francs.

M. Tapie a déclaré qu'il consacrerait désormais un tiers de son activité à l'achat et à la vente d'entreprises, un tiers au développement économique de la région marseillaise et un tiers à des actions de formation (les écoles de vente Bernard Tapie qui vont fêter leur millième élève depuis leur création en 1986).

Pub...

Au sujet de la reprise des chantiers navals de La Ciotat, il a estimé à « neuf sur dix » ses chances de réaliser l'opération en collaboration avec les groupes Sati et Dumez. « Lexmar, a-t-il lancé, c'est bidon complet. Ils n'ont jamais eu l'intention de fabriquer des bateaux à La Ciotat. Leur objectif c'est l'immobilier, point à la ligne. Je pense que la détermination du gouvernement est telle qu'en tout état de cause il ne peut être question que Lexmar s'installe pour faire des bateaux. C'est hors de question... »

GUY PORTE

L'emprise japonaise sur l'immobilier américain

Manhattan se met au saké

Et de deux. Après le rachat par Mitsubishi du célèbre Rockefeller Center, un autre investisseur nippon achète un immense gratte-ciel à Houston. A New-York, l'homme de la rue s'insurge. Sans savoir que les investisseurs britanniques supplantent largement les Japonais.

NEW-YORK

de notre correspondant

Une escadrille d'avions suicides nippons attaquant une base militaire américaine et des GI désemparés courent en tous sens. C'est par ces images tirées d'un quelconque film sur la seconde guerre mondiale telle qu'elle se déroulait dans le Pacifique que l'une des chaînes de télévision new-yorkaises a lancé, il y a quelques jours, son reportage sur l'acquisition par Mitsubishi Estate du prestigieux Rockefeller Center (le Monde du 1^{er} novembre).

Dans un pays où la concurrence oblige à faire assaut d'images

fortes sur le petit écran, la charge émotionnelle était assurée. Et il suffisait d'écouter quelques commentaires acerbes le lendemain matin sur « ces Japonais qui viennent nous envahir après avoir perdu la guerre... » pour comprendre que le mariage économique de raison célébré tant bien que mal entre Tokyo et Washington sur des bases bancaires (des excédents nippons venant combler à point nommé des déficits américains) laisse l'homme de la rue pour le moins perplexé.

Même si on lui fait valoir que les Etats-Unis, partis très tôt en quête de marchés extérieurs, peuvent difficilement renoncer en retour à une politique « portes ouvertes », l'ouvrier de Chrysler, son voisin de Hewlett-Packard et, aujourd'hui, l'un des 65 000 employés de la Rockefeller Plaza, comprennent difficilement comment, respectivement, « son » automobile, « ses » composants électroniques, et à présent « la trophée building » de Manhattan, ont pu passer, sans résistance, la banquette étirée pour hisser l'emblème du Soleil-Levant.

La réaction peut paraître surprenante. Depuis de nombreuses années, poussés au large par l'endaka, la formidable hausse du yen, les investisseurs japonais ont posé le pied sur le sol américain. Dans l'industrie manufacturière d'abord, dont ils détiennent 10 % aujourd'hui, dans la finance ensuite où, par exemple, le géant de l'assurance, Nippon Life, a pris une participation dans Shearson Lehman Hutton, l'une des grandes banques d'investissement, initié par Yasuda Mutual Life et par Sumitomo Bank, venues s'asseoir très poliment à la table de Paine Webber et de Goldman Sachs, deux autres grands « brokers » new-yorkais.

A ce moment-là, déjà, nombreux étaient ceux qui criaient haut sur l'envahisseur. Mais comment songer à le bouter hors de Wall Street alors qu'il se porte acquéreur, à lui seul, d'une bonne moitié des bons émis par le Trésor américain pour financer sa dette ? Sans avoir eu le temps de songer à une éventuelle réponse à cette question très concrète, Sony annonçait il y a un mois le rachat de Columbia Pictures, ses studios et ses milliers de feuilletons télévisés ! Quelques mois à peine après avoir avalé les disques de CBS...

L'industrie, la banque et la finance (« A quand la Citicorp ? », a-on entendu), la communication, quelques toiles-symboles, comme les *Tournevents* de Van Gogh emportés haut la main par la compagnie d'assurances Yasuda. Sans oublier la pierre, un sujet sensible au cœur des Américains dont près de 60 % sont propriétaires de leur habitation et qui ont toujours considéré le toit quasiment comme un droit à la naissance. De plus, dans le cas du Rockefeller Center, il ne s'agit pas d'une opération immobilière de

plus venant s'ajouter à une liste déjà longue qui englobe aussi bien l'Etat de New-York que la Californie ou le Texas. Non, cette fois, il s'agit d'un des joyaux de Manhattan, un magnifique gratte-ciel dont le nom est synonyme dans le monde entier d'une incontestable réussite architecturale de l'époque, doublée de la reconnaissance due par le capital à l'un des plus grands financiers que la « Croix Flamme » ait connus. Même si John D. Rockefeller Junior, issu de la famille des Rockefeller, a plutôt des racines aveyronnaises...

Conscience des réactions hostiles que le rachat de 51 % de Rockefeller Group Inc. par le premier groupe immobilier japonais allait susciter dans le public - et au Congrès, de plus en plus protectionniste - la famille a tenu à préciser que cette transaction record (elle porte sur près de 850 millions de dollars, soit environ 5,3 milliards de francs) n'était pas motivée par un brusque besoin d'argent de la part de l'un des héritiers. La réputation de la dynastie est sauve... Mais les premiers propos de Jotaro Takagi, directeur général de Mitsubishi Estate, selon lesquels « il n'est pas d'adresse commerciale, dans le monde, qui ait autant de cachet » que le Rockefeller Center, ont dû laisser un goût amer à certains. Notamment à ces cadres de l'une des nombreuses filiales du groupe qui, informés des projets de la société-mère, avaient monté un dossier de rachat de l'entreprise par ses salariés. Lequel a été prestement rejeté par l'état-major du groupe où l'on retrouve, au côté des représentants de la famille Rockefeller, d'autres actionnaires sans rapport avec la dynastie.

Attrance pour le soleil californien

Pour symbolique qu'elle soit, cette cession surprise au fleuron de l'immobilier new-yorkais ne doit pas occulter deux faits. D'abord que l'essentiel des investissements immobiliers réalisés par les Japonais sur le sol américain concerne plutôt la Californie que Manhattan. Et ce depuis plusieurs années. Ensuite, que l'investissement nippon, cette fois-ci toutes catégories confondues, et non pas seulement dans la pierre, est encore loin derrière les placements britanniques.

Avec 34 % du total des investissements réalisés par les Japonais en 1988 (soit un montant de 5,6 milliards de dollars), les côtes ensoleillées de la Californie attirent encore en priorité les firmes nippones en mal de placement. Comparativement, New-York ne représentait, à la même date, que 17 % du « marché » (2,8 milliards), et la troisième place revenait à... Hawaï (1,80 milliard) ! Selon Kenneth Leventhal, un cabinet spécialisé dans ce genre d'études, la part de Hawaï devrait régresser au profit d'autres régions géographiques

telles que l'Illinois (Chicago) ou le Texas où, en dépit d'une conjoncture immobilière très déprimée, la récente acquisition par le promoteur immobilier Takichiro Mori d'un ensemble de quatre gratte-ciel au cœur de Houston, pour un montant de 300 millions de dollars, confirme la volonté de ces investisseurs de jouer les opportunistes - y compris à contre-courant des tendances du marché - et le long terme.

Une prudence qui ne décourage pas les candidats nippons à la pierre. Fin 1988, toujours, le total des biens immobiliers acquis par des intérêts japonais approchait les 43 milliards de dollars. Contre 26 milliards un an plus tôt. Pour les spécialistes du marché, il est clair que, après quelques acquisitions qui ont servi de poisson-pilote aux grandes compagnies d'assurances et organismes financiers nippons, d'autres investisseurs, à présent familiers des réglementations américaines sur l'immobilier se sont également mis sur les rangs.

Cette nouvelle approche des divers secteurs de l'activité économique américaine explique aussi le boom des investissements directs (toutes catégories) du pays du Soleil-Levant aux Etats-Unis. Sur un total de 329 milliards de dollars en décembre dernier pour l'ensemble des investissements directs effectués par des étrangers, la part des Japonais représentait 33 milliards. Un chiffre qui permettrait à Tokyo de dépasser - pour la première fois - les Pays-Bas (49 milliards). Tout en restant loin derrière les Britanniques (102 milliards).

A titre de comparaison, l'année précédente, sur un total de 272 milliards, derrière les Britanniques, toujours en tête (80 milliards) et les Pays-Bas (49 milliards), Tokyo n'affichait que 35 milliards de dollars d'investissement. A présent, de mois en mois, la progression est significative. Est-ce pour autant un danger ? se demandent certains commentateurs, qui voient là des relents de racisme antijaponais (en attendant de devenir antisiamois), comme les Etats-Unis ont manifesté, dans le passé, un sentiment antiairien au vu des pétrodollars déversés à New-York et à Londres après le premier choc pétrolier de 1973.

Certains ont une réponse toute trouvée. « Les Japonais se jettent sur New-York... », déclare David Hale, l'un des responsables économiques de Kemper, une importante firme financière, à l'hebdomadaire *New York*. « Qu'à cela ne tienne. Vendons tout Manhattan aux Japonais ! Au vu des ratios boursiers pratiqués à Tokyo, l'île vaut au moins 2 000 milliards de dollars. Cela nous permettra de rembourser la dette publique que nous avons accumulée depuis huit ans. Et de financer les quatre prochaines années de déficit de l'administration Bush... »

SERGE MARTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS TRILION

Le choix d'un placement à revenus réguliers

Résultats de l'exercice 88/89 : F 422,01* (dividende net F 415,29 et crédit d'impôt F 6,72). Ce dividende a déjà fait l'objet de 3 versements trimestriels :

- le 16 décembre 1988, F 100, assorti d'un crédit d'impôt de F 1,50
- le 16 mars 1989, F 101, crédit d'impôt de F 2,00
- le 16 juin 1989, F 103, sans crédit d'impôt.

Le solde (F 111,29 et crédit d'impôt de F 3,22) est mis en paiement depuis le 26 septembre.

*Pour les personnes morales, ce revenu est ramené globalement à F 420,54 (dividende net F 415,29 et crédit d'impôt F 5,25) en application de l'instruction du 31 août 1989 du service de Législation Fiscale.

La valeur liquidative de TRILION a progressé de 7,1 % (acomptes nets réinvestis) sur l'exercice des 30 juin 1989. Au 31 octobre 1989 et depuis sa création (12.06.87), la performance de TRILION, coupons nets réinvestis, est de + 20 %.

TRILION : un revenu trimestriel pour un placement à moyen / long terme privilégiant la sécurité de votre capital.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

AFFAIRES

CONVICTION

« Il faut traduire en revendications concrètes les problèmes que vivent les cadres »

estime Hubert Bouchet, secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs FO

L'Union des cadres et ingénieurs (UCI) FO, qui revendique entre 80 000 et 100 000 adhérents, va tenir son congrès les 16 et 17 novembre à Créteil. Jugée parfois un peu moderniste au sein de FO, l'UCI avait proposé, il y a quatre ans, que les entreprises de plus de dix salariés présentent annuellement au comité d'entreprise un bilan technique (inventaire du parc des machines utilisées et état de leur vieillissement éventuel). Sur cette innovation et sur d'autres sujets, M. Hubert Bouchet, secrétaire général de l'UCI-FO répond à nos questions.

« Peut-on vraiment, sans compromettre sa carrière, être aujourd'hui cadre et syndicaliste ? »

« Tout serait-il facile pour ceux qui sont cadres et non syndiqués ? Je ne le crois pas. Pour autant, je ne considère pas que le fait pour un cadre d'être syndiqué facilite sa carrière. Les exemples sont nombreux de carrières perturbées, entravées, voire brisées par un engagement syndical. Mais s'arrêter à cela, comme le font trop de cadres, procède d'un sentiment de frilosité qu'il faut combattre. »

« Se syndiquer est normal pour une question de dignité, dans un monde où l'équité n'est pas assurée naturellement. Le fait d'être proche de son patron et d'exercer une délégation précise de responsabilité ne gomme pas les différences d'intérêts fondamentaux, par

exemple quant à la répartition des résultats de l'entreprise. »

« Que cherchez-vous à l'intérieur de FO : faire entendre la petite musique d'une catégorie de plus en plus nombreuse ou mettre l'encadrement au diapason de l'ensemble des salariés ? »

« Les problèmes ne se posent pas comme cela. L'encadrement va connaître une croissance sans précédent historique dans nos sociétés. En France, cette composante du monde du travail industriel va voir son effectif multiplié par deux en l'espace de vingt ans. En 1980, nous étions 15 % de cadres dans la population salariée. Nous serons près de 30 % au début du millénaire. Dans dix ans, un salarié sur trois fera partie de l'encadrement. Du fait de la précarité excessive de tous les changements, dans les technologies et les modes de gestion du personnel, l'accès à l'encadrement se fera par le diplôme plus que par le rang ou la promotion interne. »

« Il faut tenir compte de cette évolution. Vouloir mettre les cadres au diapason de l'ensemble des salariés, trahit un retard conceptuel. Il revient à l'UCI d'appeler l'attention sur l'effet d'une loi de la sociologie qui veut que, du fait de son accroissement plus que proportionnel, l'influence de la population de l'encadrement dépassera très largement le seul effet arithmétique de la croissance de ses effectifs. A FO, comme vous le savez, il y a de la place pour tout le monde, pour les cadres aussi. »

« L'UCI ne parle pas beaucoup de pouvoir d'achat ou de revenus. Vous n'êtes pas un syndicat de la feuille de paie ? »

« Ce n'est pas parce que nous ne rappellerons pas à tout bout de champ que nous sommes indifférents à la question de la feuille de paie. Au contraire, nous sommes un syndicat de la feuille de paie, et nous n'en concevons aucune honte. Revendiquer l'accroissement du pouvoir d'achat, c'est défendre les intérêts des salariés. Pour autant, cette défense ne se résume pas au seul pouvoir d'achat, et il serait hypocrite de considérer que la question du salaire se pose pareillement pour le salarié payé au plus bas et pour le cadre. »

« Pour un cadre, cette défense passe notamment par une reconnaissance qui, à côté du salaire, bien souvent tenu secret, fait entrer en jeu les conditions de travail, la dynamique de la carrière, la considération générale, bref autant d'éléments visibles de ce que nous appelons la dignité. »

« N'est-il pas difficile de défendre le syndicalisme de proposition et d'innovation, ce qui vous donne une image moderne, dans une confédération qui apparaît souvent conservatrice et immobile ? »

« Vous y allez un peu fort en oubliant le rôle décisif de FO dans les grands progrès des quarante dernières années, qu'il s'agisse de l'assurance-chômage, de la formation, du régime de retraite des cadres, ARIAC ou plus généralement de la politique contractuelle. Aux finances, nos camarades réclamaient aussi des moyens de travail modernes ! »

« Il faut toujours se méfier des modes et y regarder à deux fois avant de mettre des étiquettes. Les cadres sont à une place particulière dans le monde du travail. A titre professionnel, ils sont impliqués

différemment que leurs collègues de l'exécution. Cela rejette sur leur pratique syndicale. C'est la raison pour laquelle nous présentons des revendications particulières qu'il vous plaît de classer dans le syndicalisme de proposition et d'innovation. Pour nous, il n'y a pas de hiatus. Les revendications que nous avançons sur l'innovation, la recherche, la technologie, la formation, visent à permettre la meilleure information des cadres syndiqués pour qu'ils exercent leur rôle de contre-poids. C'est dans le prolongement de toute l'action passée de notre organisation, pas plus conservatrice qu'immobiliste ou archaïque, mais tout simplement lucide. »

La question du bilan technique

« Votre projet de bilan technique entre-t-il dans les faits ? »

« Comme toutes les bonnes idées, celle-ci est incontournable. Son évocation déclenche souvent un réflexe à la commissaire Bourrel : « Bon sang, mais c'est bien sûr », sous-entendu, comment n'y a-t-il pas pensé plus tôt ? Passé les questions bureaucratiques par la crainte de voir nos camarades mordre le trait, en s'aventurant, à titre syndical, sans retenue dans la gestion de la technologie, l'idée fait son chemin. »

« Au niveau des entreprises, notamment des grandes, des procédures existent. Moyennant un perfectionnement, celles-ci satisferaient aux exigences du bilan technique. C'est dans les petites que le bât blesse, car la gestion des technologies n'y est pas assez ressentie comme essentielle. Or il y a de l'avenir de l'emploi. Nous attachons donc de l'importance à ce qu'il soit question du bilan technique dans des négociations futures entre le CNPF et les organisations syndicales représentatives de cadres et ingénieurs. »

« En France, le commissariat du Plan, le Conseil économique et social et le ministre de l'Industrie ont pris parti en faveur des dispositifs comme le bilan technique. Enfin, la Commission européenne y accorde un intérêt tout particulier. »

« Allez-vous présenter de nouvelles propositions à l'occasion de votre prochain congrès ? »

« Oui, bien sûr. Nous allons mettre l'accent sur la formation continue de façon à lui faire accomplir un progrès décisif par des revendications concrètes. Il s'agit, notamment, de ménager « du berceau au cercueil » des occasions de formation qui bannissent l'échec comme l'obsolescence des savoirs par une meilleure formation initiale et une réelle formation permanente. Ainsi, l'intégration de la formation au quotidien (dans la conception même du poste de travail qualifiant) et la remise à jour périodique (cent heures chaque année et une requalification d'une durée d'un semestre tous les sept ans) s'imposent. Il faut aussi mettre en œuvre des systèmes de vérification des acquis dignes de ce nom et conçus dans le respect des grands principes d'équivalence. »

« Au-delà, la manière dont nous abordons la formation présente la méthode qu'il nous faut appliquer pour traduire en revendications concrètes les problèmes que vivent les cadres aujourd'hui. C'est un travail essentiel qui conditionne leur syndicalisation. Il est immense et tout juste engagé. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

PROTRAIT

Léon Bressler, président de Lanvin

Un banquier saisi par la haute couture

En réalité Léon Bressler jouait le cheval de Troie pour lui-même. Lorsqu'en janvier dernier la Midland Bank prit 34 % de la maison Jeanne Lanvin, beaucoup pensaient qu'elle agissait pour un investisseur masqué.

En quittant la présidence de la filiale de la banque britannique, en septembre, Léon Bressler agit à visage découvert : il est maintenant président de la maison de couture créée en 1890 par Jeanne Lanvin, et la Midland détient 40 % du capital.

En neuf mois, il est, semble-t-il, parvenu à résoudre les problèmes qui avaient fait reculer les autres candidats à cette acquisition : Louis Vuitton, Clarins et Prouvost entre autres. « Nous sommes parvenus à trouver un cadre global qui sauvegarde les intérêts sociaux des actionnaires », explique Léon Bressler. Par exemple, Yves Lanvin continue d'occuper l'hôtel particulier dont le montant de la vente (260 millions de francs) a permis de renflouer l'entreprise.

« Ma démarche a d'abord été financière. Le coup de foudre n'est venu qu'après. Au fur et à mesure que j'ai découvert l'histoire de cette maison et que j'ai rencontré ses collaborateurs », explique Léon Bressler. Mais il est à peu près certain que cet homme de quarante-deux ans ne demandait qu'à être séduit. Ancien élève de Sciences Po et de la faculté de droit, il a fait carrière dans la banque avec une attirance permanente pour les artistes et la culture. Un double intérêt qu'il synthétise en disant : « J'ai toujours été passionné par l'économie de la culture. »

Et il rappelle qu'il est administrateur de la FNAC et d'Habitat France. Une manière pour lui de jouer le « marginal de la finance » et de ne pas respecter les canons de l'establishment : il refuse de figurer dans le

Who's who et rappelle volontiers ses nostalgies sobriétaires.

Pour autant, son passage dans la banque ne fut pas un supplice : « J'aime la finance, avoue-t-il. Dans ce secteur aussi la création existe. » En 1978, il installe la filiale française de la Midland Bank, et en 1979, il reprend la Banque de construction et de travaux publics, alors en sérieuses difficultés.



Voilà maintenant ce banquier atypique immergé dans le monde de la haute couture. En l'espace de quelques mois, et comme pour se faire pardonner de ne pas appartenir au sérail, il s'est imprégné de l'histoire des Lanvin et ne tarit pas d'éloges sur le patrimoine de cette maison. « C'est un des deux ou trois noms mythiques de la couture française. Il évoque à la fois Mistinguett, Yvonne Printemps et les costumes de théâtre pour les pièces de Giraudoux. Quant à Arpège, on en a dit que c'était un monument du parfum. »

Il reste qu'une aussi belle renommée ne suffit pas à faire

un bon chiffre d'affaires et ne garantit pas des bénéfices. Léon Bressler sait bien que chez Lanvin il doit tout reconstruire. En 1988, le chiffre d'affaires était de 250 millions de francs et les pertes dépassaient les 100 millions de francs. Dans le chiffre d'affaires, les parfums représentent environ 100 millions de francs et la couture 150 millions de francs. Côté licences, les ventes réalisées sous la griffe sont estimées à 2 milliards de francs.

Pas de pollution de l'image

Certes l'opération immobilière a permis de remettre les comptes à zéro. Mais l'image, elle aussi, besoin d'être restaurée. Dans le domaine de la couture et du prêt-à-porter, le costume pour hommes a gardé toute sa notoriété : la liste des clients est une sorte d'abrégié du Bottin mondain. Pour relancer la haute couture, Léon Bressler a décidé de faire appel à Claude Montana. Pour le prêt-à-porter, il négocie la constitution d'une joint-venture avec la société Dejac pour la production et la distribution. « Mais la création restera du domaine du studio Lanvin. Pour la distribution, Léon Bressler prévoit de limiter les points de vente à une trentaine dans le monde avec une préférence pour les boutiques exploitées en propre. »

Une situation financière assainie, un créateur talentueux et le prestige de la griffe Lanvin, Léon Bressler pense qu'il détient les ingrédients du développement. Il reste à trouver le liant : « Comme notre culture est très forte, on peut se permettre un peu de modernisme, estime-t-il. D'autant que nous avons une chance extraordinaire : jusqu'ici il n'y a pas eu de pollution de notre image. »

FRANÇOISE CHÉROT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ A FIN SEPTEMBRE 1989

Malgré un certain ralentissement au troisième trimestre, la conjoncture reste bonne. La poursuite de l'élargissement du groupe contribue également à la croissance du chiffre d'affaires, qui ressort à fin septembre à près de 9 milliards de francs, en augmentation de 27 %.

La prise en compte, dès le 30 septembre 1988, des sociétés acquises au quatrième trimestre 1988 et consolidées sur l'ensemble de l'année ramène ce taux à 20 %.

Enfin, si l'on exclut la croissance externe de 1989, l'augmentation est de l'ordre de 8 %.

Pour l'ensemble de l'année 1989, la prévision à 12,5 milliards de francs peut être conservée, hors FINANCIÈRE y MINERVA et sans la Turquie.

CIMENTS FRANÇAIS sur MINITEL : 3616 CLIFF

SOVABAIL

Le conseil d'administration de SOVABAIL, Sicom du groupe SOVAC, s'est réuni le 8 novembre 1989 pour prendre connaissance de l'activité de la situation au 30 septembre 1989.

La valeur comptable nette du patrimoine immobilier (385 MF) représentant près d'une fois et demie les fonds propres, aucune acquisition nouvelle n'a été effectuée. La société a pu commercialiser en totalité les immeubles livrés au cours de l'exercice, notamment à Levallois-Perret ; les produits à attendre de ces locations effectuées dans de bonnes conditions de rentabilité amélioreront sensiblement les résultats des exercices à venir.

La production de crédit-bail, qui s'élève à 55 MF sur les neuf premiers mois, se rapporte uniquement à des opérations effectuées au profit d'entreprises de moyenne importance, les engagements et négociations en cours permettant d'envisager une production de l'ordre de 90 MF pour la totalité de l'exercice.

Hors plus-values, le résultat brut comptable d'exploitation au 30 septembre 1989, rapporté aux neuf douzièmes du même résultat de l'exercice précédent, est en progression de 4,6 %, passant de 46,6 MF à 48,7 MF. En revanche, le résultat net comptable après imputation du prorata de plus-values de cessions résultant essentiellement du rachat anticipé de contrats anciens est en régression de 28 %, les plus-values de cession au 30 septembre étant ramenées de 23,2 MF à 2,3 MF.

Le résultat final restera influencé par cet élément extérieur exceptionnel, mais sera partiellement amélioré par la mise en location, à compter du 1^{er} juillet, des nouveaux immeubles locatifs, ainsi que par les plus-values de cession attendues sur la fin de l'exercice.

Pour l'avenir, la relance de l'activité par l'acceptation des marges habituellement pratiquées sur le marché devrait permettre de développer plus largement la production de contrats de crédit-bail immobilier.



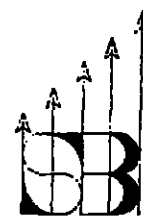
Société Centrale des Assurances Générales de France
87, rue de Richelieu - 75002 Paris Cedex 02
Société Anonyme créée par la loi du 04 Janvier 1973
Capital Social : 407 millions de Francs RCS Paris B 303 285 120

Chiffre d'affaires mondial du 1^{er} Janvier 1989 au 30 Septembre 1989
(Primes émises en millions de Francs)

| | 1988 | 1989 | variation en % |
|--------------------|--------|--------|----------------|
| AGF Vie | 8 742 | 10 005 | + 14,4 |
| AGF IART | 9 565 | 10 234 | + 7,0 |
| AGF Vie + AGF Iart | 18 307 | 20 239 | + 10,6 |



PARTENAIRE ASSUREUR OFFICIEL DES JOUEURS OLYMPIQUES D'HIVER



SOPHIA-BAIL le financement sage

● Chiffre d'affaires locatif : 306 millions (+ 19 %) au 30.09.1989.
● Résultat de la période (bénéfice courant) : 90 millions (+ 9,4 %) augmentant favorablement d'une progression du prochain dividende (34,25 F au titre de 1988).

● Production d'affaires nouvelles depuis le début de l'année : 559,2 millions répartis entre 505,3 millions pour le crédit-bail immobilier et 53,9 millions pour le patrimoine locatif.

● Diversification :
- Crédit-bail non Sicom (Société apparentée) : production de 135 millions.
- Collectivités locales (filiale) : production de 44,5 millions auxquels s'ajoutent 18,4 millions de financements dans le domaine des économies d'énergie.
- Etranger (filiale) : projet avancé d'une implantation en Espagne.

● Croissance externe : perspectives de fusion avec Soficom devant porter les fonds propres de Sophia-Bail à 1,3 milliard et les actifs gérés à plus de 6,5 milliards sur la base des engagements actuellement réalisés.

18, rue de la Ville l'Evêque, Paris 8^e
Tél. : 47.42.52.53

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte - PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHEOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

552 من الالصل

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 NOVEMBRE

Cours relevés
à 17 h 31

[illegible]**Comptant** (selection)**SICAV** (sélection)

9/11

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Emission Frais incl. | Rachet net | VALEURS | Emission Frais incl. | Rachet net |
|----------------|-----------|-------------|-------------------------------------|-------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|----------------|-------------|---------------|---------|-------------------------|------------|---------------------|-------------------------|------------|
| Obligations | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Exp. 8.30 % 77 | 122 80 | 4 086 | Chambre-Byg C.I.C. - France, del | 146 | 185 80 | Magnésie Unipac | ... | 183 20 | Vitruv | ... | 184 80 | A.A.A. | 1001 14 | 1054 77 | Franco-Garanti | 289 77 | 289 23 |
| 9.20 % 78/82 | 100 01 | 3 222 | C.I.C. - France, del | ... | 229 90 | Magnésie S.A. | ... | 75 50 | Wismar S.A. | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Index Slow | 106 79 | 106 14 |
| 10.20 % 79/84 | 102 36 | 1 853 | C.I.C. - France, del | 2089 | 2080 | Magnésie P&S | ... | 173 30 | Reun. de Marne | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Investiss. | 448 76 | 437 81 |
| 10.20 % 80/82 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 588 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 282 50 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 116 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C.I.C. - France, del | ... | 1300 | Midi Déployé | ... | 212 | ... | ... | ... | 1001 14 | 1054 77 | 1054 77 | Franco-Obli-gations | 498 73 | 454 08 |
| 10.20 % 82/80 | 101 76 | 1 853 | C | | | | | | | | | | | | | | |

Cote des changes

Marché libre de l'o

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS prix. | COURS 9/11 | COURS DES BILLETS | | MONNAIES ET DEVISES | COURS prix. | COURS 9/11 | | COURS prix. | COURS 9/11 | | | |
|------------------------|----------------|---------------|-------------------|---------|------------------------|----------------|---------------|-----------------|----------------|---------------|------------|----------|----------|
| | | | Achat | Vente | | | | | | | | | |
| Exco-Unité (5 c) | 6.340 | 6.257 | 9.000 | 6.530 | Or 18 (à la barre) | 77700 | 78000 | Guayana | 510 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| EDU | 9.885 | 9.989 | | | Or 18 (en lingot) | 77690 | 77900 | Haiti-Népal-Can | 210 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Monnaie (100 c) | 37 180 | 37 180 | 328 500 | 344 | Plata (100 g) | 450 | 450 | Exco-Unité | 240 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Monnaie (100 c) | 19 187 | 19 170 | 15 800 | 16 800 | Plata (100 g) | 357 | 357 | Exco-Unité | 257 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Payco (100 c) | 300 320 | 300 550 | 291 | 310 | Plata (100 g) | 482 | 480 | Exco-Unité | 280 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Dynas (100 c) | 87 300 | 87 440 | 84 900 | 91 900 | Plata (100 g) | 449 | 451 | Exco-Unité | 310 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Norway (100 c) | 80 300 | 80 700 | 87 500 | 94 500 | Plata (100 g) | 568 | 567 | Exco-Unité | 335 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Sweden (100 c) | 90 300 | 90 700 | 87 500 | 94 500 | Plata (100 g) | 2039 | 2039 | Exco-Unité | 350 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Switzerland (100 c) | 3 783 | 3 791 | 3 950 | 4 250 | Plata (100 g) | 1430 | 1430 | Exco-Unité | 360 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Spain (100 c) | 4 629 | 4 638 | 4 400 | 4 900 | Plata (100 g) | 870 | 800 | Exco-Unité | 370 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Italy (100 c) | 398 520 | 395 770 | 374 600 | 398 500 | Plata (100 g) | 2830 | 2830 | Exco-Unité | 380 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| United Kingdom (100 c) | 97 400 | 97 400 | 94 500 | 101 500 | Plata (100 g) | 463 | 466 | Exco-Unité | 390 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| France (100 c) | 48 250 | 48 250 | 46 200 | 48 800 | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 400 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Germany (100 c) | 5 374 | 5 379 | 5 190 | 5 550 | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 410 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Portugal (100 c) | 3 984 | 3 986 | 3 850 | 4 250 | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 420 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| Canada (5 c) | 5 341 | 5 338 | 5 150 | 5 550 | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 430 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 440 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 450 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 460 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 470 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 480 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 490 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 500 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 510 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 520 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 530 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 540 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 550 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 560 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 570 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 580 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 590 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 600 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 610 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 620 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 630 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 640 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 650 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 660 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 670 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 680 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 690 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 700 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 710 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 720 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 730 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 740 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 750 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 760 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 770 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 780 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 790 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 800 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 810 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 820 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 830 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 840 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 850 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 860 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 870 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 880 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 890 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 900 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 910 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 920 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 930 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 940 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 950 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 960 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 970 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 980 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 990 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1000 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1010 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1020 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1030 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1040 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1050 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1060 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1070 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1080 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1090 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1100 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1110 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1120 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1130 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1140 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1150 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1160 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1170 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1180 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1190 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1200 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1210 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1220 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1230 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1240 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1250 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1260 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1270 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1280 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1290 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1300 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1310 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1320 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1330 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1340 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1350 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1360 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1370 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1380 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1390 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | Plata (100 g) | | | Exco-Unité | 1400 | | Exco-Unité | 12205 80 | 12205 80 |
| | | | | | | | | | | | | | |

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Background

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

marché continu

هكذا من الاجل

40 • Samedi 11 novembre 1989 •

Le Monde

La libre circulation entre la RDA et la RFA

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

M. ROLAND DUMAS :
des avancées
à grands pas

Voici le texte de la déclaration de M. Dumas, ministre des affaires étrangères, publié jeudi soir 9 novembre par le Quai d'Orsay : « La mesure que vient d'annoncer les autorités de Berlin-Est d'autoriser les ressortissants de la RDA à se rendre librement en Allemagne de l'Ouest s'ajoute aux mesures déjà prises. »

« Il s'agit là de décisions heureuses qui vont dans le même sens. »

« Nous constatons qu'il s'agit là d'avancées à grands pas vers la démocratisation. Il faut s'en réjouir pour le peuple allemand et en féliciter les autorités, qui en ont compris la nécessité. »

« J'avais dit avant-hier, à la tribune de l'Assemblée nationale, que l'Histoire se chargerait de faire disparaître les murs. Ce jour approche. Espérons que rien ne viendra contrarier ce mouvement. »

M. Bush applaudit, mais avec retenue

WASHINGTON
de notre correspondant

« Abattez ce mur, monsieur Gorbatchev ! » C'était en 1987, et c'était Ronald Reagan, qui, adossé à la porte de Brandebourg, lançait d'une voix ferme une admonestation qui, à l'époque, avait paru un peu vaine : les télévisions américaines n'ont pas manqué, jeudi, de diffuser cette séquence d'un autre âge - il y a deux ans.

Du coup, l'ex-président lui-même, cheveux blanchis, est apparu en direct sur la chaîne ABC, comme si l'on s'était soudain souvenu qu'il convenait de l'inviter pour ce jour de fête.

Mais à la Maison Blanche, l'heure semblait moins à la célébration qu'à la réflexion : on a tenu à saluer l'événement, à montrer qu'on mesurait pleinement son

importance, sans se départir pour autant de la prudence qui est devenue la marque de l'administration actuelle. M. Bush lui-même a tenu à être « présent », à réagir publiquement à la grande nouvelle venue de Berlin, qu'il a laissé apparaître une perplexité qu'il partage sans nul doute avec beaucoup d'autres dirigeants du monde occidental.

Jeudi après-midi, quelques journalistes ont donc été introduits dans le bureau oval de la Maison Blanche, où ils ont trouvé un président assis avec devant lui une carte des deux Allemagnes, et un tas de dépêches. M. Bush a naturellement fait part de sa satisfaction face à « ce développement spectaculaire », mais il s'est gardé de toute emphase, de tout enthousiasme - éprouvant même le besoin de justifier cette retenue (« Je ne suis pas un émotif »). Il a certes souligné que lui-même avait appelé de ses vœux une Europe « entière et libre », et que l'ouverture des frontières de la RDA constituait bien « un pas dans cette direction ».

Plus grave
que joyeux

Mais il n'est guère allé au-delà - sinon pour ajouter que bien des Allemands de l'Est, maintenant qu'ils sont libres de partir, pourraient préférer rester dans leur propre pays, « pour participer aux réformes ». Une réflexion en forme de sonnet, qui rejoint le conseil déjà donné aux Polonais par le même président Bush, lorsqu'il s'était adressé à la foule de Gdansk en juillet dernier.

M. Bush, en un mot, a paru, et sans doute à dessein, plus grave que joyeux, face à une accélération de l'histoire qui, paradoxalement, pourrait justifier l'attitude prudente, légèrement en retrait, de son administration. Si l'Europe de l'Est se décompose et se recompose à une telle vitesse, si les événements ne cessent de dévancer les prévisions et les analyses les plus audacieuses, n'est-il pas préférable de laisser les choses aller leur cours, sans pousser à la roue ?

Le secrétaire d'Etat James Baker, qui, lui aussi, a tenu à affirmer sa présence au cours de cette journée, a naturellement fait écho, avec son calme et sa pondération habituels, aux propos de M. Bush. A l'instar du président, qui avait

dit récemment ne pas craindre une réunification de l'Allemagne, le secrétaire d'Etat a déclaré qu'une telle perspective ne l'inquiétait pas, à condition que cela se fasse « dans la liberté et la paix ».

Les Américains s'apprennent-ils à aller au-delà de ces généralités, tant à propos de l'Allemagne que de l'Europe de l'Est, lors de la rencontre entre M. Bush et M. Gorbatchev, au début du mois prochain ? M. Baker a en tout cas tenu à souligner les limites fixées par Washington à ce « non-sommet », comme lui-même et M. Bush s'obstinent à appeler la rencontre des 2 et 3 décembre. « Le non-sommet n'est pas destiné à discuter de l'avenir de l'Europe de l'Est. Nous ne nous aventurerons jamais dans une telle entreprise. »

Le président Bush, qui a déjà commencé à préparer ce sommet - en rencontrant une série d'experts, - aura en tout cas une autre occasion de réfléchir à l'avenir de l'Europe de l'Est, et au rôle que peuvent ou que veulent y jouer les Etats-Unis. Il rencontrera au début de la semaine prochaine M. Lech Walesa, qui passera trois jours à Washington et qui cherchera sans aucun doute à tirer M. Bush de ses sages considérations pour l'inciter à une action beaucoup plus énergique dans un domaine où les Etats-Unis peuvent, sans grand risque, jouer un rôle peut-être décisif : l'aide économique.

JAN KRAUZE

(Lire nos autres informations pages 3, 4 et 5.)

M. Jean-Marc Ayrault
invité
du « Grand Jury
RTL-le Monde »

M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, député socialiste de Loire-Atlantique, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 12 novembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Ayrault, qui a été élu maire de Nantes en mars 1989 et qui appartient au courant Fregesat, ancien du Parti socialiste, dont il est délégué depuis 1984, répondra aux questions d'André Passeron et de Patrick Jarnaux du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Economie : « La finance sous le regard de l'éthique », par Hugues Puel ; géopolitique : « Faire revivre l'Europe centrale », par Gianni De Michelis 2

Les élections en Jordanie

Les islamistes emportent trente et un sièges sur cinquante au Parlement 6

Les changements en Chine

M. Deng Xiaoping affirme qu'il continuera à « jouer son rôle comme il se doit » 8

La relance de la décentralisation

Le Parti socialiste est décidé à obtenir du gouvernement un « deuxième souffle » pour la décentralisation. Il a déjà mis au point un projet de réforme des élections cantonales qui pourrait ne pas convenir à M. François Mitterrand 9

Journal d'un amateur

« Idéologie », par Philippe Boucher 10

Retrouvailles à l'UDF

Les responsables des six composantes de l'UDF - parmi eux M. Pierre Méhaignerie et François Léotard - se sont retrouvés, jeudi 9 novembre, autour de M. Valéry Giscard d'Estaing pour un déjeuner qui devrait relancer une confédération qui ne fonctionnait plus depuis six mois 11

Corse : l'enjeu du sol

Les nationalistes ont touché juste en détruisant le complexe immobilier de la plage de Saint-Cyprien. Au centre du débat, la propriété du sol et la place du tourisme dans l'économie corse 12

SECTION B

La croisade américaine contre l'Europe audiovisuelle

M. Jack Valenti, patron de l'association des producteurs d'Hollywood, accuse, dans un entretien au Monde, les gouvernements européens de filtrer ce que les téléspacificateurs veulent voir. Une thèse que contredit une récente étude sur l'audience des chaînes dans la Communauté 13

La Cinq : jugement le 4 décembre

MM. Robert Hersant, Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi se sont affrontés, par avocats interposés, devant le tribunal de commerce de Paris 14

Justice : un point de vue de M. Toubon

Un point de vue de M. Jacques Toubon, député RPR de Paris et ancien président de la commission des lois, sur les propositions de la commission Delmas-Marty et l'avenir de la justice 15

Essence : entente illicite

La cour d'appel de Paris a condamné des compagnies pétrolières, des pompistes et des détaillants pour « entente illicite sur les prix » en Corse, en 1985 et en 1986 16

SECTION C

La bioéthique et la loi

Après les déclarations de M. Hubert Curien, ministre de la recherche, sur l'opportunité de légiférer dans le domaine de la bioéthique, M. Claude Evin, ministre de la santé, se dit, lui, favorable à une loi 16

Grève à Paris-I

Les étudiants soutiennent la grève du personnel administratif déclinée au centre Tolibac de l'université Paris-I 16

Cinéma : « l'Orchestre rouge »

Jacques Rouffio porte à l'écran, avec Claude Brasseur dans le rôle de Leopold Trepper, un épisode majeur de la lutte antinazie 17

Rock à Berlin-Est

La veille du jour où le célèbre mur s'écroule, une rencontre Est-Ouest avait lieu à Berlin. Le rock en était le prétexte 18

Rugby

Un entretien avec l'entraîneur des Wallabies, Bob Dwyer, avant le second test-match France-Australie, à Lille, le 11 novembre 28

CAMPUS

Au cœur du pays sikh

Amritsar, au Pendjab, ville sainte des sikhs, ouvre timidement ses portes aux étrangers cinq ans après l'attaque du Temple d'or 19

Escapes • La table • Livres • Jeux

..... 20 à 22

SECTION D

Restructurations dans l'assurance

L'UAP achète pour près de 14 milliards de francs une minorité de bourse dans le groupe Victoire 29

Un succès pour le VAL

Matra construira le métro des Jeux Olympiques de Barcelone 29

Automobiles : euphorie

En octobre, les achats de voitures ont progressé de 20 % par rapport à octobre 1988. Comme à l'étranger, le marché français reste très dynamique 29

Fin de conflit aux finances

Pour accélérer la reprise du travail, le ministre de l'économie propose de payer une partie des jours de grève 31

Services

Abonnements 28
Annonces classées 33 et 34
Campus 25
Carnet 23
Jeux 22
Loto 23
Marchés financiers 38 et 39
Météorologie 26
Philatélie 26
Radio-Télévision 27
Spectacles 25

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 10 novembre 1989
a été tiré à 578 704 exemplaires

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 novembre

Effritement

Après deux séances de hausse, la Bourse a repris le chemin de la baisse, suivant l'exemple de celle de New-York. L'indice CAC-40 se dépréciait de 0,37 %. Les reculs les plus importants étaient emmenés par La Redoute (-6,6 %), CCM (-5,5 %) et Sogérap (-4,5 %). En hausse on notait CSEE (+4,3 %), Luchaire (+3,9 %) et Primagaz (+3,8 %).

GLOBE
CUBA
LA FIN DE CASTRO
ENQUÊTE

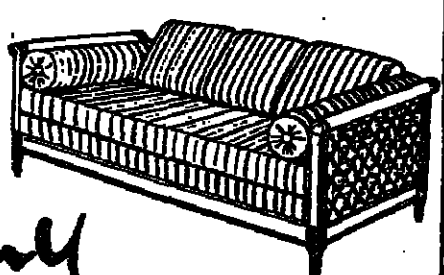
En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles - Louis XIII, « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy
Remy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

GLOBE
JE ME SOUVIENS...
LES ANNÉES 80
UN BILAN PAR
24 ECRIVAINS
EN ASSOCIATION AVEC LA S.E.P.T.

ouvert
demain
11
CAPELOU
LITERIES
CONVERTIBLES
ELEMENTS-BOIS

Etonnante collection
de lits de repos...



Masses en mouvement

VOYEZ comme ça se précipite ! Je vous disais hier que la fin du mur de Berlin, c'était pas pour demain, et il m'est dégringolé sur la tête pendant la nuit ! Je vous disais aussi que le sacrifice depuis des années mon heure de déjeuner à mon heure de gym, une heure de souffrances, de tortures abominables dans l'idée que plus ça fait mal plus ça fait de bien. J'avais tout faux, là encore. Pour pas mourir, pas la peine de se tuer. Suffit d'être en bonne santé !

C'est des savants qui ont trouvé ça. Elle a fait sensation aux Etats-Unis, leur découverte. La presse en est pleine. On multiplie les conseils : Si vous voulez garder la forme, obéissez aux flics, les jours de mer ! Circulez ! Bougez-vous un peu. Oh ! pas des masses, rassurez-vous. Tenez, un exemple : vous êtes là affalé, vautré devant la télé à regarder vingt-deux chaînes croisées jusqu'aux yeux courir comme des moutons à la poursuite d'un ballon. S'il y en a un qui marque un but et si vous avez de la sympathie pour lui - autrement vous fatiguez pas, - redressez-vous dans un mouve-

ment d'enthousiasme et d'encouragement en criant : Youpi !

Pendant les spots de pub, traînez-vous à la cuisine, ouvrez la porte du frigo, penchez-vous et attrapez une bouteille de bière ou de Coca. Ça fera travailler vos adducteurs, vos abdominaux et vos biceps. Faites l'amour, pas la sieste. Comme des bêtes, pas comme des plantes. Et si vraiment vous voulez couper au cancer et aux troubles cardio-vasculaires, poussez votre graisse le plus souvent possible jusqu'à l'épicerie ou jusqu'au tabac du coin. Sous quel prétexte ? Je sais pas, moi... Achetez un paquet de beurre ou de cigarettes !

Non, sérieux, ils ont fait tout un tas d'études vachement approfondies dans un institut à Dallas. Ils ont suivi treize flics trois cent quarante-quatre mois pendant quinze ans. Et ils ont constaté que ceux qui se tapaient 10 kilomètres à pied tous les matins claquaient à peine moins vite que ceux qui faisaient trois fois le tour du bloc pour promener leur chien. En tirant sur la laisse, attention, s'agit pas de se laisser aller !

En mer du Nord

Collision entre un ferry et un cargo : trois morts et de nombreux blessés

Hambourg (AFP). - La collision entre un car-ferry danois et un cargo des Bahamas, survenue mercredi soir 8 novembre en mer du Nord, au large de l'embouchure de l'Elbe, a fait trois morts et de nombreux blessés à bord du ferry, dont douze sont grièvement atteints, a indiqué, jeudi, la police maritime de Hambourg. Le car-ferry, parti mercredi de Hambourg, faisait route vers le port britannique de Harwich, avec trois cents passagers à son bord.

TAPIS PERSANS

FAITS MAIN points noués soldés à

50%
et à **30%**

MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

CIC PARIS.
JAMAIS UNE BANQUE
N'AVAIT AUTANT PAYÉ
DE SA PERSONNE.